

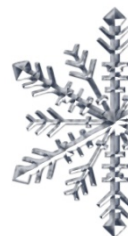
Bulletin du Conseil communal

N° 9



Lausanne

Séance du 7 décembre 2011



Bulletin du Conseil communal de Lausanne

Séance du 7 décembre 2011

9^e séance publique à l'Hôtel de Ville, le 7 décembre 2011, à 19 h

Sous la présidence de M. Claude-Alain Voiblet, président

Sommaire

Ordre du jour	916
Séance	923
Rénovation et extension de la voirie, du marquage routier, des installations de régulation du trafic et réfection d'ouvrages. Rénovation et extension du réseau des collecteurs publics. Rénovation et extension du réseau de distribution d'eau et échanges périodiques des compteurs d'eau. Remplacement et extension ordinaire des réseaux des Services industriels. Réfection de surfaces privées communales. Réfection de surfaces extérieures (préaux et parkings) des établissements scolaires. Crédits-cadres annuels 2012	
Préavis N° 2011/54 du 19 octobre 2011	923
Rapport.....	937
Discussion	939
Crédits supplémentaires pour 2011 (2^e série)	
Préavis N° 2011/55 du 19 octobre 2011	942
Rapport.....	975
Discussion	978
Travaux de rénovation et de réhabilitation des parcs et domaines. Crédit-cadre annuel 2012	
Préavis N° 2011/56 du 19 octobre 2011	980
Rapport.....	984
Discussion	985
Initiatives et pétitions en cours de traitement. Situation au 30 juin 2011	
Rapport N° 2011/01 du 5 octobre 2011	986
Rapport.....	1025
Discussion	1034
Rapport sur la gestion de la Municipalité pour 2010 et réponses aux 29 observations de la Commission permanente de gestion	
Rapport du 24 novembre 2010.....	1051
Discussion	1053
Centre intercommunal de glace de Malley S.A. (CIGM S.A.). Nouvelle convention entre les communes de Lausanne, Prilly et Renens. Préavis intercommunal présenté aux conseillers communaux de Lausanne, Prilly et Renens	
Préavis N° 2011/26 du 13 avril 2011	1054
Rapport.....	1066
Discussion	1070
Acquisition d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières et aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers. Acquisition de patrimoine vert. Transfert de la SILL SA du patrimoine administratif au patrimoine financier	
Préavis N° 2011/42 du 7 septembre 2011	1074
Rapport.....	1080
Discussion	1083

Agrandissement du collège de Vers-chez-les-Blanc

Préavis N° 2011/43 du 14 septembre 2011	1092
Rapport.....	1097
Discussion	1098

Postulat de M^{me} Sarah Frund : « Pour une accessibilité des informations de la Ville de Lausanne à toutes et tous »

Développement photocopié.....	1100
Discussion	1101

Postulat de M. Valéry Beaud : « Ecoquartier des Plaines-du-Loup : pour la création d'un pôle d'excellence dans les domaines des énergies renouvelables, de la construction durable et de l'environnement »

Développement photocopié.....	1101
Discussion	1102

Postulat de M. Benoît Gaillard : « Agences de notation contre démocratie locale : organiser la riposte »

Développement photocopié.....	1103
Discussion	1104

Motion de M. Jean-François Cachin et consorts : « Inégalités de traitement – Règlement pour la Municipalité de Lausanne : modification de l'art. 32 Traitement et restitution des indemnités »

Développement photocopié.....	1105
Discussion	1105

Réponse municipale à la pétition de l'Académie champagnacienne demandant l'érection en ville de Lausanne d'un monument voué à la gloire du maire de Champagnac

Rapport-préavis N° 2010/55 du 27 octobre 2010.....	1106
Rapport.....	1109
Discussion	1113
Annexe : Liste des membres du Conseil communal. Législature 2011-2016.....	1119

Ordre du jour**A. OPERATIONS PRELIMINAIRES**

1. Prestation de serment du/de la vient-ensuite du groupe PLR, remplaçant M. Marc-Olivier Buffat (PLR), démissionnaire.
2. Communications.

B. QUESTIONS ORALES**C. RAPPORTS**

- R120. *Rapport-préavis N° 2010/55* : Réponse municipale à la pétition de l'Académie champagnacienne demandant l'érection en ville de Lausanne d'un monument voué à la gloire du maire de Champagnac (SI). CLAUDE GRIN (rapport de majorité); JACQUES-ETIENNE RASTORFER (rapport de minorité).
- R122. *Postulat de M. Xavier de Haller et consorts* : « Pour le prolongement des heures d'ouverture des établissements de nuit afin de limiter les nuisances en centre-ville » (SPS). ISABELLE MAYOR.
- R123. *Postulat de M^{me} Isabelle Truan* : « Pour une insertion significative du logement au Flon » (Trx). ULRICH DOEPPER.
- R124. *Motion de M. Jean Tschopp* : « Dimanche sur les quais » (Trx). JEAN-CHARLES BETTENS.
- R127. *Postulat de M^{me} Florence Germond* : « Pour un renforcement de la prise en charge extrascolaire des écolières et écoliers de 5^e et 6^e année primaire » (EJCS). MARLENE BERARD.
- R128. *Rapport-préavis N° 2010/61* : Des ludothèques à Lausanne ou comment mieux faire pour avoir une vie ludique ? Réponse au postulat de M^{me} Andrea Egli. (EJE). MAGALI CRAUSAZ MOTTIER.
- R129. *Postulat de M. Jean-François Cachin et consorts* : « Une nouvelle réaffectation du P+R provisoire de Vennes » (Trx). MARTINE FIORA-GUTTMANN.
- R135. *Préavis N° 2010/50* : La société coopérative l'Habitation féminine. Prolongation de la durée d'un droit distinct et permanent de superficie. (CLP). EVELYNE KNECHT.
- R136. *Préavis N° 2010/67* : Plan partiel d'affectation au lieu-dit « La Grangette » concernant la parcelle N° 20382 et la portion de la parcelle N° 2394 permettant l'accès à l'avenue du Grey. (Trx). ALAIN HUBLER. (*En attente.*)
- R137. *Postulat de M. Philippe Clivaz* : « Bas les masques, la culture est en danger ! » (CL). THERESE DE MEURON.
- R138. *Motion de M. Claude-Alain Voiblet* : « Saine gestion des deniers publics : la Municipalité doit donner l'exemple ! » (AG, FIPAV). MARLENE BERARD.
- R141. *Postulat de M^{me} Isabelle Mayor* : « Bénévolat des jeunes pour les jeunes : pour un réel encouragement ! » (EJCS, AG). SUSANA CARREIRA.
- R1. *Pétition de LausAnimaliste et consorts (182 sign.)* : « Pour des cirques sans animaux ». (SPS) ; *pétition de LausAnimaliste et consorts (540 sign.)* : « Pour une interdiction du cirque Nock dans la commune de Lausanne » (SPS). COMMISSION DES PETITIONS (FRANCISCO RUIZ VAZQUEZ).
- R2. *Pétition de M^{me} et M. Martine et Lova Golovtchiner et consorts (341 sign.)* demandant d'examiner la possibilité d'installer un ascenseur conduisant du

- Tunnel à la place de la Barre (Trx). COMMISSION DES PETITIONS (FRANCISCO RUIZ VAZQUEZ).
- R3. *Motion de M^{me} Evelyn Knecht* : « LACI “mesure sparadrap” 1 : premier emploi » (AG). CLAUDE METTRAUX.
- R4. *Postulat de M^{me} Natacha Litzistorf Spina* : « Intégration de l’écologie industrielle à Lausanne » (Trx, SI). SYLVIANNE BERGMANN.
- R5. *Rapport-préavis N° 2011/13* : Postulat de M^{me} Sophie Michaud Gigon et consorts : Pour améliorer la qualité de l’air : Lausanne prend des mesures (Trx). MARLENE BERARD.
- R7. *Postulat de M^{me} Elisabeth Müller* pour des entreprises écomobiles (Trx). VINCENT ROSSI.
- R8. *a. Motion de M^{me} Sylvianne Bergmann* : « Du miel labellisé “capitale olympique” » (FIPAV) ;
b. Motion de M^{me} Graziella Schaller : « Des toits publics pour “Le miel des toits de Lausanne” » (FIPAV). MANUELA MARTI.
- R9. *Motion de M. Pierre-Yves Oppikofer et consorts* : « Soutien de la Ville de Lausanne au projet pilote “Mentorat Emploi Migrants” de l’EPER (Entraide Protestante Suisse) pour l’insertion professionnelle des migrantes et migrants » (EJCS, AG). MARIA VELASCO.
- R10. *Motion de M^{me} Isabelle Truan et consorts* : « Critères d’attribution et conditions locatives du patrimoine de la Ville de Lausanne » (CL). JEAN-MICHEL DOLIVO.
- R11. *Motion de M. Vincent Rossi et consorts* : « Pour le réaménagement de la baie d’Ouchy, afin d’y recréer des espaces naturels, de détente et de baignade » (Trx, SPS). MARTINE FIORA-GUTTMANN.
- R12. *Postulat de M^{me} Caroline Alvarez* : « Promotion de l’attribution de subventions pour l’édition d’œuvres littéraires d’auteurs lausannois » (CL). EDDY ANSERMET.
- R13. *Motion de M. Claude-Alain Voiblet* : « Suppression du remboursement des frais de garde des élus communaux » (Bureau du Conseil). MURIEL CHENAUX MESNIER.
- R15. *Rapport bisannuel de la Commission permanente de politique régionale – juin 2009 à juin 2011*. COMMISSION DE POLITIQUE REGIONALE (NATACHA LITZISTORF SPINA, présidente 2009-2010, AXEL MARION, président 2010-2011).
- R16. *Motion de M. Guy Gaudard* : « Cautionnons... ce qui doit l’être » (CL). YVES-ANDRE CAVIN.
- R19. *Postulat de M. David Payot et consorts* : « Une solution lausannoise aux limitations d’horaires des abonnements tl des retraités : mobilisons-nous ! » (AG). ELISABETH WERMELINGER.
- R20. *Motion de M^{me} Sophie Michaud Gigon et consorts* : « Qualité de vie en ville : pour une vraie place des Bergières » (Trx). BLAISE MICHEL PITTON.
- R21. *Motion de M. Pierre-Yves Oppikofer et consorts* : « Pour un plan d’action communal en faveur de l’emploi et de soutien à l’insertion professionnelle » (EJCS). ISABELLE MAYOR.
- R24. *Motion de M^{me} Isabelle Truan* : « Introduisons du logement au centre-ville : le Flon. (Déplacement de la caserne des pompiers) » (CL, SPS). JEAN-FRANCOIS CACHIN.

- R25. *Motion de M. Pierre-Yves Oppikofer* : « Des mesures pour lever les écueils persistants de l'évolution et de la mobilité professionnelle du personnel communal (ou de la parole aux actes) » (AG). GIANFRANCO GAZZOLA.
- R27. *Motion de M. Axel Marion* : « Un-e délégué-e à la politique familiale pour une meilleure coordination et un meilleur soutien aux familles lausannoises » (EJCS). CLAUDE GRIN.
- R28. *Motion de M^{me} Isabelle Truan* pour la réciprocité entre mesures énergétiques et taxes (SI). MARTINE FIORA-GUTTMANN.
- R30. *Préavis N° 2011/26* : Centre intercommunal de glace de Malley S.A. (CIGM S.A.). Nouvelle convention entre les Communes de Lausanne, Prilly et Renens. Préavis intercommunal présenté aux Conseils communaux de Lausanne, Prilly et Renens. (SPS). COMMISSION DE POLITIQUE REGIONALE (MAURICE CALAME, PRESIDENT).
- R31. *Postulat de M. Jean Tschopp* : « Aux urnes citoyens ! » (AG). XAVIER DE HALLER.
- R36. *Postulat de M^{me} Natacha Litzistorf Spina* : « De l'éolien bon pour le paysage et la qualité de vie ! » (SI). ALAIN HUBLER.
- R37. *Préavis N° 2011/36* : Plan de renouvellement du réseau de distribution électrique des Services industriels. Crédits de réalisation pour la phase III (SI). ANDRE MACH.
- R38. *Postulat de M. Yves-André Cavin et consorts* relatif à l'aménagement des chemins de desserte du quartier forain de Bois-Genoud – Le Taulard et l'étude d'un bassin de rétention pour les eaux claires (Trx). FLORIAN RUF.
- R39. *Préavis N° 2011/42* : Acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières et aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers. Acquisition de patrimoine vert. Transfert de la SILL SA du patrimoine administratif au patrimoine financier (CL, FIPAV). PHILIPP STAUBER.
- R40. *Préavis N° 2011/43* : Agrandissement du collège de Vers-chez-les-Blanc. Demande de crédit d'ouvrage (EJCS, Trx). GUY GAUDARD.
- R41. *Préavis N° 2011/44* : Fixation des plafonds d'endettement et de risques pour cautionnements (et autres formes de garanties) pour la législature 2011-2016 (FIPAV). COMMISSION DES FINANCES (GIAMPIERO TREZZINI, PRÉSIDENT).
- R42. *Préavis N° 2011/50* : Commune de Lausanne. Budget de fonctionnement de l'exercice 2012. Plan des investissements pour les années 2012 à 2015. Transfert de SI-REN du patrimoine administratif au patrimoine financier (FIPAV). COMMISSION DES FINANCES (GIAMPIERO TREZZINI, PRÉSIDENT).
- R43. *Préavis N° 2011/51* : Autorisations d'achats pour l'exercice 2012 (FIPAV). COMMISSION DES FINANCES (PHILIPPE CLIVAZ).
- R44. *Rapport N° 2011/01* : Initiatives et pétitions en cours de traitement. Situation au 30 juin 2011 (AG, SPS, CL, Trx, EJCS, FIPAV, SI). COMMISSION DE GESTION (ROLAND PHILIPPOZ, PRESIDENT).
- R45. *Préavis N° 2011/54* : Rénovation et extension de la voirie, du marquage routier, des installations de régulation du trafic et réfection d'ouvrages. Rénovation et extension du réseau des collecteurs publics. Rénovation et extension du réseau de distribution d'eau et échanges périodiques des compteurs d'eau. Remplacement et extension ordinaires des réseaux des Services industriels. Réfection de surfaces privées communales. Réfection de surfaces extérieures (préaux et parkings) des

établissements scolaires. Crédits-cadre annuels 2012 (Trx, SI, CL, EJCS). COMMISSION DES FINANCES (JEAN TSCHOPP, SAMUEL BENDAHAN, JEAN-FRANCOIS CACHIN, HADRIEN BUCLIN).

- R46. *Préavis N° 2011/55* : Crédits supplémentaires pour 2011 (2^e série) (FIPAV). COMMISSION DES FINANCES (PIERRE-ANTOINE HILDBRAND).
- R47. *Préavis N° 2011/56* : Travaux de rénovation et de réhabilitation des parcs et domaines. Crédit-cadre annuel 2012 (FIPAV). COMMISSION DES FINANCES (PIERRE-ANTOINE HILDBRAND).
- R48. *Rapport sur la gestion municipale pour 2010 et réponses aux 29 observations de la Commission permanente de gestion*. COMMISSION DE GESTION (ROLAND PHILIPPOZ, PRESIDENT).

D. DROITS DES CONSEILLERS COMMUNAUX

INITIATIVES

- INI17. *Postulat de M^{me} Sarah Frund* : « Pour une accessibilité des informations de la Ville de Lausanne à toutes et tous » (6^e/8.11.11). DISCUSSION PREALABLE.
- INI19. *Postulat de M. Valéry Beaud* : « Ecoquartier des Plaines-du-Loup : pour la création d'un pôle d'excellence dans les domaines des énergies renouvelables, de la construction durable et de l'environnement » (7^e/22.11.11). DISCUSSION PREALABLE.
- INI20. *Postulat de M. Benoît Gaillard* : « Agences de notation contre démocratie locale : organiser la riposte » (7^e/22.11.11). DISCUSSION PREALABLE.
- INI21. *Postulat de M. Charles-Denis Perrin et consorts* : « Etablissement d'un règlement pour l'attribution des droits de superficie dans le cadre du projet Métamorphose » (7^e/22.11.11). DISCUSSION PREALABLE.
- INI22. *Motion de M. Jean-François Cachin et consorts* : « Inégalités de traitement – Règlement pour la Municipalité de Lausanne : modification de l'art. 32, Traitement et restitution des indemnités » (7^e/22.11.11). DISCUSSION PREALABLE.

INTERPELLATIONS

- INT1. *Interpellation de M. Cédric Fracheboud* : « Gestion des billets issus de la taxe sur les divertissements » (15^e/12.4.11) [SPS/18.7.11]. DISCUSSION.
- INT5. *Interpellation de M. Cédric Fracheboud* : « Quel avenir pour les locaux de Rataboum ? » (18^e/31.5.11) [EJCS/31.8.11]. DISCUSSION.
- INT14. *Interpellation de M. Nicolas Gillard* : « Combien de logements du marché libre de la location sont vendus chaque année à Lausanne ? » (4^e/27.9.11) [CL/26.10.11]. DISCUSSION.
- INT15. *Interpellation de M. Pierre Oberson* : « Commerce de détail : enfin des mesures identiques pour tous les commerces lausannois » (4^e/27.9.11) [SPS/26.10.11]. DISCUSSION.

Prochaines séances : 17.1 (18 h et 20 h 30), 31.1 (18 h et 20 h 30), 14.2 (18 h et 20 h 30), 6.3 (18 h et 20 h 30), 20.3 (18 h et 20 h 30), 24.4 (18 h et 20 h 30), 8.5 (18 h et 20 h 30), 22.5 (18 h et 20 h 30), 5.6 (18 h et 20 h 30), 19.6 (18 h et 20 h 30) et 20.6 (19 h 30), 4.9 (de 18 h à 20 h), 25.9 (18 h et 20 h 30), 9.10 (18 h et 20 h 30), 30.10 (18 h et 20 h 30), 13.11 (18 h et 20 h 30), 27.11 (18 h et 20 h 30), 11.12 (18 h et 20 h 30) et 12.12 (19 h 30).

Au nom du Bureau du Conseil:

Le président : *Claude-Alain Voiblet*

Le secrétaire : *Frédéric Tétaz*

POUR MEMOIRE

I. RAPPORTS

- R95. *Postulat de M. Philippe Mivelaz pour une réduction des déchets ménagers à la source (Trx).* COMMISSION DE POLITIQUE REGIONALE (AXEL MARION, PRESIDENT).
- 18.1.11 *Motion de M. Mathieu Blanc et consorts : « Pour l'instauration de mesures d'éloignement permettant aux Lausannois de se réappropriier le domaine public ! » (SPS, AG).* NATACHA LITZISTORF SPINA.
- 30.8.11 *Motion de M. Roland Ostermann et consorts : « Quel avenir pour le domaine agricole de Rovéréaz ? » (FIPAV).* MARTINE FIORA-GUTTMANN.
- 30.8.11 *Pétition de M. Julien Sansonnens et consorts (507 sign.) : « Non à une antenne-relais de téléphonie mobile au Pavement 19 ! » (Trx).* COMMISSION DES PETITIONS (MARIE-ANGE BRELAZ-BUCHS).
- 13.9.11 *Préavis N° 2011/37 : Ancienne Ecole Piotet, rue de la Pontaise 15. Cession du bâtiment en vue de sa rénovation. Constitution d'un droit de superficie distinct et permanent en faveur de la coopérative en formation « P15 » (CLP).* MAURICE CALAME.
- 13.9.11 *Rapport-préavis N° 2011/38 : Réponse à la motion de M. Ulrich Doepper – « Des vues sur nos poubelles » (Trx).* FRANCISCO RUIZ VAZQUEZ.
- 27.9.11 *Postulat de M^{me} Magali Zuercher demandant une étude pour le réaménagement du secteur des rives du lac et ses abords entre Ouchy et Bellerive ainsi que la définition d'une vision directrice de l'ensemble des rives de la piscine de Bellerive à la tour Haldimand intégrant des étapes de réaménagement (Trx).* NICOLE GRABER.
- 27.9.11 *a. Postulat de M^{me} Rebecca Ruiz : « Trafic de rue à Lausanne : entraver les zones de deal durables dans les quartiers d'habitation » (SPS, EJCS, SI) ;*
b. Postulat de M. Mathieu Blanc et consorts : « Plus de paix pour les Lausannois et plus de pression sur les dealers ! » (SPS). YVES FERRARI.
- 11.10.11 *Rapport-préavis N° 2011/41 : Réponses à trois initiatives portant sur des objets relatifs à la politique municipale en matière de sport, n'appelant pas de longs développements (SPS).* FRANCISCO RUIZ VAZQUEZ.
- 11.10.11 *Postulat de M. Mathieu Blanc et consorts : « Ecologique, économique et social : encourageons le boat sharing ! » (SPS).* ELISABETH MÜLLER.
- 8.11.11 *Postulat de M. Julien Sansonnens : « Vitrites : trop d'éclairage (la) nuit » (SI).* MARIE-ANGE BRELAZ-BUCHS.
- 8.11.11 *Motion de M. Pierre-Antoine Hildbrand : « Neutralité du réseau internet lausannois » (SI).* VALERY BEAUD.
- 8.11.11 *a. Postulat de M. Charles-Denis Perrin et consorts : « Encourager la production d'électricité solaire photovoltaïque redevient une priorité absolue » ;*
b. Motion de M. Charles-Denis Perrin et consorts : « Encourager la pose de panneaux solaires photovoltaïques sans rachat au prix coûtant » (SI). PHILIPPE JACQUAT.
- 8.11.11 *Pétition de M^{me} et M. Josiane et Luigi Maistrello et consorts (127 sign.) contre le projet de construction au ch. de Villardin 14 et pour le maintien de l'unité architecturale d'ensemble du quartier des Bergières, à Lausanne (Trx).* COMMISSION DES PETITIONS.

- 22.11.11 *Préavis N° 2011/45* : Centre sportif de Vidy. Remplacement de la pelouse synthétique du terrain de hockey sur gazon (SPS). BENOÎT GAILLARD.
- 22.11.11 *Préavis N° 2011/46* : Musée Cantonal des Beaux-Arts – Pôle muséal. Convention sur l'échange foncier. Octroi d'une subvention d'investissement (CL, Trx). GIAMPIERO TREZZINI.
- 22.11.11 *Préavis N° 2011/47* : Réalisation de modèles numériques d'altitude par technologie LIDAR, ainsi que de photographies aériennes couleurs et infrarouges et d'une orthophoto de haute résolution par photogrammétrie sur l'ensemble de la commune de Lausanne (Trx). ALBERT GRAF.
- 22.11.11 *Préavis N° 2011/48* : Extension du centre de vie infantine de Chailly par la transformation partielle du collège du Val-d'Angrogne en Unité d'Accueil Pour Ecoliers (UAPE). Octroi d'un crédit d'investissement pour le remplacement du mobilier scolaire (EJCS). BERTRAND PICARD.
- 22.11.11 *Préavis N° 2011/49* : Restauration du temple des Croisettes (EJCS). ROLAND PHILIPPOZ.
- 22.11.11 *Postulat de M. Florian Ruf* : « Energies : quelle stratégie pour Lausanne à l'horizon 2030 ? » (SI). FABRICE MOSCHENI.
- 22.11.11 *Motion de M. Benoît Gaillard* : « Pour une politique lausannoise du logement des jeunes en formation » (CL). ROLAND RAPAZ.
- 22.11.11 *Postulat de M. Pierre-Antoine Hildbrand* : « A la maison ou à l'hôtel, en prison à Bois-Mermet » (Trx). MARTINE FIORA-GUTTMANN.
- 22.11.11 *a. Postulat de M. Jean-Luc Laurent* : « Une solution durable de réaménagement du sud-est de la place de la Riponne pour rendre le site aux habitants de Lausanne et rétablir un état sanitaire acceptable du site » (SPS) ;
- 6.12.11 *b. Postulat de M. Mathieu Blanc* : « Le nord de la place de la Riponne doit aussi être protégé ! » (SPS, CL, Trx, FIPAV). STEPHANE MICHEL.
- 22.11.11 *Motion de M. Jean-Luc Laurent* : « Pour une diminution des nuisances provoquées par les prostituées et leurs clients dans les environs de la rue de Genève et une sécurité accrue pour les travailleuses du sexe » (SPS). NICOLAS GILLARD.
- 22.11.11 *Motion de M^{me} Françoise Longchamp et consorts* : « La surveillance mutuelle d'habitations (SMHab), un acte de civisme qui a fait ses preuves » (SPS). PHILIPPE DUCOMMUN.
- 22.11.11 *Préavis N° 2011/52* : Avenue Edouard-Dapples. Renouvellement des réseaux souterrains et réaménagement de la chaussée et des trottoirs (Trx, SI, FIPAV). JEAN-LUC CHOLLET.
- 22.11.11 *Rapport-préavis N° 2011/53* : Procédés de réclame en matière de petit crédit. Réponse à la motion de M^{me} Cesla Amarelle (EJCS). ISABELLE MAYOR.
- 22.11.11 *Rapport-préavis N° 2011/57* : Réponse au postulat de M. Charles-Denis Perrin demandant la mise en œuvre d'un plan général climatique (SI, Trx). ALAIN HUBLER.
- 22.11.11 *Rapport-préavis N° 2011/58* : Réponse au postulat de M^{me} Adèle Thorens Goumaz « Pour le remplacement de la vaisselle jetable à usage unique par de la vaisselle consignée ou compostable dans l'administration et lors des manifestations lausannoises » (Trx, AG). FLORIAN RUF.
- 6.12.11 *Postulat de M. Valéry Beaud* : « Zones de rencontre : vers un partage plus équitable de l'espace public » (Trx). GIANFRANCO GAZZOLA.

- 6.12.11 *Postulat de M^{me} Elisabeth Müller* : « Vers une éco-ville. Pour une diminution substantielle du trafic automobile à Lausanne » (Trx). MARC-OLIVIER BUFFAT.

II. INTERPELLATIONS

- 13.3.07 *Interpellation de M^{me} Rebecca Ruiz* : « Pénurie de salles à disposition des associations lausannoises : l'exemple du centre culturel chilien » (12^e/13.3.07) [EJCS]. DISCUSSION.
- 19.1.10 *Interpellation de M. Claude-Alain Voiblet* : « Quel avenir pour le Centre de détention de Bois-Mermet » (9^e/19.1.10) [Trx, CL, SPS]. DISCUSSION.
- 11.5.10 *Interpellation de M. Claude-Alain Voiblet* : « Pourquoi toujours plus de mineurs participent aux manifestations violentes contre les représentants de l'ordre public ? » (16^e/11.5.10) [SPS]. DISCUSSION.
- 12.4.11 *Interpellation de M. Claude-Alain Voiblet* : « Contrairement à de nombreux fêtards noctambules, les habitants voisins des parcs publics lausannois ne sont pas toujours à la fête ! » (15^e/12.4.11) [SPS, FIPAV]. DISCUSSION.
- 10.5.11 *Interpellation de M. Claude-Alain Voiblet et consorts* : « Quand culture et politique partisane ne font pas très bon ménage ! » (16^e/10.5.11) [AG]. DISCUSSION.
- 10.5.11 *Interpellation de M. Fabrice Ghelfi* : « Les Zurichois ne veulent pas de La Télé, va-t-elle mourir ? » (16^e/10.5.11) [AG]. DISCUSSION.
- 30.8.11 *Interpellation de M. Daniel Bürgin* : « Les ressources de notre police municipale ne sont pas inépuisables ! » (2^e/30.8.11) [SPS]. DISCUSSION.
- 11.10.11 *Interpellation de M. Mathieu Blanc et consorts* : « La Municipalité doit faire plus et mieux pour rendre Lausanne accueillante » (5^e/11.10.11) [SPS]. DISCUSSION.
- 11.10.11 *Interpellation de M^{me} Florence Bettschart-Narbel* : « Parents taxis : une campagne de prévention à réitérer » (5^e/11.10.11) [SPS]. DISCUSSION.
- 8.11.11 *Interpellation de M. David Payot* : « Entre le Théâtre des Roseaux et les Docks, quelle place ont trouvé les artistes de la région ? » (6^e/8.11.11) [CL]. DISCUSSION.
- 8.11.11 *Interpellation de M. Valéry Beaud et consorts* : « Autoroute de contournement : 45 secondes pour annuler l'effet du M3 et de la certification énergétique des bâtiments » (6^e/8.11.11) [Trx]. DISCUSSION.
- 8.11.11 *Interpellation de M. Philipp Stauber* : « Policiers accusés à tort, quels dédommagements ? » (6^e/8.11.11) [SPS]. DISCUSSION.
- 22.11.11 *Interpellation de M. Jean-François Cachin* : « Les transmissions des demandes d'autorisations et d'annonces à la Police du commerce ne sont plus possibles en ligne » (7^e/22.11.11). DISCUSSION.
- 22.11.11 *Interpellation de M. Jean-François Cachin* : « Groupe de travail "Gitans" – Evolution du dossier » (7^e/22.11.11). DISCUSSION.

Séance

Membres absents excusés : M^{mes} et MM Caroline Alvarez Henry, Marlène Bérard, Claude Bonnard, Thérèse de Meuron, Jean-Michel Dolivo, Cédric Fracheboud, Gianfranco Gazzola, Nicole Graber, Claude Nicole Grin, Sébastien Guex, Christiane Jaquet-Berger, Natacha Litzistorf Spina, Françoise Longchamp, Philippe Mivelaz, Fabrice Moscheni, Isabelle Paccaud, Charles-Denis Perrin, Bertrand Picard, Florian Ruf, Julien Sansonnens, Sandrine Schlienger, Magali Zuercher, Anna Zürcher.

Membres absents non excusés : M^{mes} Muriel Chenaux Mesnier, Mirelle Knecht.

Membres présents 75

Membres absents excusés 23

Membres absents non excusés 2

Effectif actuel 100

A 19 h, à l'Hôtel de Ville.

Le président : – Je vous souhaite une cordiale bienvenue à notre 9^e séance publique. Beaucoup de personnes m'ont demandé s'il y avait l'heure des questions ou si l'on pouvait déposer des objets ce soir. Non, nous avons un seul ordre du jour et les points A et B ont été traités hier soir. Nous en sommes au point C, soit les rapports. Nous traiterons d'abord les rapports urgents. Nous reprenons la discussion où nous l'avons laissée hier soir.

Vu que c'est la dernière séance de l'année, j'adresse des remerciements, au nom du Conseil communal, à la Municipalité, à l'administration et aux collaborateurs du Conseil communal pour le travail effectué. Je remercie aussi nos huissiers de leur collaboration à la gestion optimale de notre Conseil. Au nom du Conseil communal, j'adresse tous mes vœux pour les fêtes de fin d'année à tous les Lausannois et Lausannoises.

Rénovation et extension de la voirie, du marquage routier, des installations de régulation du trafic et réfection d'ouvrages

Rénovation et extension du réseau des collecteurs publics

Rénovation et extension du réseau de distribution d'eau et échanges périodiques des compteurs d'eau

Remplacement et extension ordinaire des réseaux des Services industriels

Réfection de surfaces privées communales

Réfection de surfaces extérieures (préaux et parkings) des établissements scolaires

Crédits-cadres annuels 2012

Préavis N° 2011/54 du 19 octobre 2011

Travaux, Services industriels, Culture et logement, Enfance, jeunesse et cohésion sociale

1. Objet du préavis

Par le présent préavis, la Municipalité sollicite l'octroi d'un ensemble de crédits-cadre d'investissement du patrimoine administratif pour l'exercice 2012 d'un montant total de 39 280 000 francs.

Le premier crédit est de 4 895 000 francs, dont 3 895 000 francs sont nécessaires à la couverture des frais de rénovation, d'adaptation et d'extension de la voirie, des espaces publics et d'ouvrages, ainsi qu'à la remise en état du marquage routier et des boucles inductives de détection des véhicules faisant suite à ces interventions. Le solde, soit 1 million de francs, concerne la rénovation et l'extension des installations de régulation du trafic.

Le deuxième crédit est de 2 094 000 francs pour les frais de réfection et d'extension ordinaires du réseau des collecteurs publics.

Le troisième crédit s'élève à 7 519 000 francs pour les frais de réfection et d'extension ordinaires du réseau de distribution d'eau, ainsi que pour l'échange périodique des compteurs d'eau. Un subside de l'ECA, de l'ordre de 650 000 francs, sera porté en recettes d'investissement.

Le quatrième crédit, d'un montant de 24 022 000 francs, permet de couvrir les frais de réfection et d'extension des réseaux de distribution du gaz, du chauffage urbain, de l'électricité et du multimédia. La facturation de la main-d'œuvre interne, ainsi que des intérêts intercalaires sur les projets financés par ce crédit, estimés à 3 769 000 francs, sera portée en recettes sur les budgets de fonctionnement y relatifs. En outre, des recettes d'investissement (participation de tiers) seront facturées pour un montant estimé à 1 730 000 francs.

Le cinquième crédit, d'un montant de 600 000 francs, couvrira les frais de réfection des revêtements de surfaces (pavage, dallage, revêtement bitumineux, etc.) dans les préaux et parkings d'établissements scolaires.

Enfin, le sixième crédit de 150 000 francs permet de financer les travaux de réfection de surfaces privées communales dont la gestion et l'entretien incombe au Service du logement et des gérances.

2. Préambule

Pour éviter une inflation de préavis, optimiser la coordination technique et financière des projets, permettre une plus grande rapidité d'intervention en supprimant les délais d'obtention des crédits spécifiques et offrir la souplesse d'adaptation nécessaire face aux circonstances imprévisibles ou urgentes, la Municipalité présente une demande groupée de crédits annuels pour l'ensemble des services communaux en charge du domaine public et des réseaux. Ainsi, depuis 2009, les projets des Services industriels et ceux de la Direction des travaux sont intégrés dans le même dossier afin de favoriser une coordination, par projet, conformément à la liste de planification des chantiers annexée à la présente demande de crédits.

Depuis l'exercice 2011, par son Service du logement et des gérances, la Direction culture et logement coordonne également ses interventions sur les parcelles privées communales, notamment pour les chemins et les routes d'accès ou de desserte, avec les services gestionnaires des réseaux.

Enfin, dès 2012, le service des écoles primaires et secondaires de la Direction enfance, jeunesse et cohésion sociale s'est associée à la présente demande de crédits afin de pouvoir, cas échéant, coordonner ses interventions sur les extérieurs des établissements scolaires avec les services gestionnaires de réseaux souterrains.

La méthode de coordination financière « par projet », telle que détaillée dans l'annexe (page 1) permet de réduire notablement les risques qu'un service ne puisse financer, faute de moyens, sa participation à un projet, rendant ainsi caduque le principe même de la planification et de la coordination des chantiers communaux.

Les montants alloués sont à considérer comme des crédits-cadre, subdivisés en sous-crédits distincts, qui sont ouverts en fonction des divers travaux à entreprendre durant l'année. L'ouverture d'un sous-crédit à valoir sur le crédit de réfection et d'extension d'une année échue n'est pas autorisée. Les sous-crédits sont exploités comme des crédits d'investissement.

3. Exposé

3.1 Service des routes et de la mobilité

3.1.1 Divisions « Planification & Projets » et « Construction & Exploitation »

Conformément aux dispositions contenues dans la Loi cantonale sur les routes du 10 décembre 1991 (art. 3, 7, 20 et 56), la construction et l'entretien des routes communales et des routes cantonales en traversée de localité sont du ressort des communes territoriales. L'application des dispositions légales en la matière est dévolue, pour ce qui concerne la Ville de Lausanne, au service des routes et de la mobilité de la Direction des travaux.

Dans le Plan directeur communal¹, des principes d'aménagement visant à améliorer la qualité des espaces publics et la sécurité des usagers ont été développés. Le crédit-cadre permet de financer la réalisation d'un certain nombre d'aménagements prévus ci-dessous en lettre c). Les travaux découlant de ces obligations, de natures très diverses, peuvent néanmoins être résumés en trois groupes principaux, à savoir :

- a. les travaux d'entretien ordinaire de la voirie, qui comprennent la pose d'enduits superficiels, le renouvellement des revêtements bitumineux sur les chaussées et les trottoirs, ainsi que la remise en état d'éléments tels que bordures, caniveaux, entourages d'arbres, barrières, etc. Ces opérations saisonnières, facilement planifiables, sont financées chaque année par le budget de fonctionnement ;
- b. les travaux importants relatifs à des réalisations nouvelles et des reconstructions de la voirie ou d'ouvrages d'art, qui sont mis en œuvre sur la base d'études et de programmes particuliers et pour lesquels les investissements font l'objet de demandes de crédits par la voie de préavis spécifiques ;
- c. les travaux de rénovation et d'extension de la voirie que l'on peut qualifier de moyenne à faible importance. Il s'agit notamment :
 - des travaux de rénovation, d'adaptation et d'extension de la voirie en relation avec des dégradations et des réaménagements de l'espace public ou induits par des constructions privées, y compris les aménagements d'intérêt public sur des terrains cédés à la Ville lors de procédures d'autorisation de construire ;
 - des rénovations de la voirie entraînées par des modifications ou des développements des réseaux de conduites industrielles et de collecteurs ;
 - des rénovations d'ouvrages d'art ;
 - des rénovations d'édicules publics comprenant la remise en état de portes, fenêtres, carrelages et installations sanitaires par les artisans des ateliers et magasins de la Ville et les professionnels de la maçonnerie de l'unité « Travaux ».

Le financement de ces travaux par le budget de fonctionnement n'est pas approprié car il ne s'agit pas d'entretien proprement dit, mais plutôt de rénovations et d'aménagements localisés. De plus, les chantiers chevauchent souvent deux voire trois années civiles et les montants mis en jeu dépassent le cadre usuel du budget.

3.1.2 Divisions « Construction & Exploitation » et « Ateliers et magasins de la Ville »

Nombre de chantiers et de nouveaux aménagements se font sans que les montants nécessaires à leur financement soient inclus dans les préavis ad hoc, en particulier s'agissant de la signalisation lumineuse et d'autres petites interventions non coordonnées.

¹ BCC 1995, tome II, rapport-préavis n° 79, pp. 222 et ss.

Il est en outre nécessaire que le service puisse également assurer l'exécution rapide de modifications locales non planifiées du marquage et de la signalisation.

La centrale du trafic a en outre été remplacée en 2007 en raison de sa vétusté et de la difficulté à trouver des pièces de rechange. Le nouveau modèle permet une analyse plus fine des paramètres de trafic tels que les comptages, les plans de feux, le contrôle de la qualité de la régulation du trafic, ainsi que le paramétrage des contrôleurs, le stockage des plans de feux, l'archivage des données de comptages, etc. Le coût total de cette rénovation, planifiée sur 9 ans dès le crédit-cadre 2007, est devisé à quelque dix millions de francs. Pour 2012, il s'agira de poursuivre le remplacement des installations de télé-circulation, de la signalisation lumineuse et de la fibre optique qui a débuté en 2008.

3.2 Service d'assainissement

La Loi cantonale du 3 décembre 1957 sur la police des eaux dépendant du domaine public (art. 5) stipule que la surveillance et l'entretien des cours d'eau naturels incombent aux communes. La Loi cantonale du 17 septembre 1974 sur la protection des eaux contre la pollution (art. 20 et 27) impose aux communes l'obligation d'organiser la collecte et l'évacuation des eaux usées et de pourvoir à l'entretien et au fonctionnement régulier des collecteurs publics. Les travaux découlant de ces obligations peuvent, dans une certaine mesure, être planifiés et coordonnés sur un exercice annuel. Il n'est cependant pas possible de prévoir les situations nécessitant une intervention urgente. Ainsi, et afin d'éviter une multitude de préavis, une demande de crédit globale est présentée pour chaque nouvel exercice. Cette pratique a été introduite en 1984 pour financer les travaux :

- de réfection et de remplacement de collecteurs existants ;
- de mise en séparatif de réseaux unitaires existants ;
- d'extension du réseau des collecteurs publics ;
- de réfection du lit des cours d'eau naturels.

Les interventions d'urgence effectuées sur différents collecteurs de manière ponctuelle sont financées à la fois par le budget et par le crédit-cadre annuel, en fonction de la durée et du type de travaux à engager.

3.3 eauservice

Par rénovation et extensions du réseau de distribution d'eau, il faut entendre l'ensemble des travaux accomplis annuellement sur le réseau d'eau potable et qui peut se résumer comme suit :

- remplacement de conduites vétustes ou de calibre insuffisant ;
- modifications et prolongements de tracés ;
- pose de nouvelles conduites ;
- remplacement et pose de nouveaux compteurs.

Par échanges périodiques des compteurs, il faut comprendre le remplacement des postes de mesure (compteurs, clapets, filtres, brise-jet) installés chez les clients depuis plus de treize ans.

Pour réaliser cette activité, **eauservice** mandate des installateurs sanitaires pour effectuer une partie des changements des postes de mesure, soit quelque 1700 compteurs pour l'année 2012. Il est à relever qu'un montant de 270 000 francs a été transféré du budget de fonctionnement 2012 d'**eauservice** sur le crédit-cadre. Cette façon de faire favorisera une uniformité comptable en matière d'amortissement de ces installations.

3.4 Service du logement et des gérances

Dans le cadre de la gestion des immeubles du patrimoine financier de la Ville de Lausanne, le Service du logement et des gérances (SLG) gère plus de cent parcelles privées communales dont certaines sont assimilées à du domaine public. Les chemins d'accès, les pistes cyclables, les aménagements routiers et les trottoirs existants sur ces parcelles nécessitent des réfections périodiques ou ponctuelles en matière de revêtements, de marquages, de canalisations ou pour tout autre nature de travaux d'entretien inhérent à des objets de ce type. Outre les aspects budgétaires, ce genre de travaux nécessite des compétences et des connaissances en matière de génie civil qui sont réunies au sein de la Direction des travaux, plus particulièrement au Service des routes et de la mobilité. Afin d'éviter une inflation de préavis pour des objets de ce type, dans le but d'uniformiser les pratiques au sein de l'administration pour la gestion des projets de génie civil, de limiter les frais et surtout de permettre une plus grande rapidité d'intervention, il a été décidé d'intensifier la collaboration entre services. Dès lors, le SLG intègre ses besoins priorisés en matière de réfection routière et de revêtement de surface dans le crédit-cadre annuel interdirections. Les travaux annoncés sont ainsi coordonnés avec les services partenaires au cours de l'année.

3.5 Services des écoles primaires et secondaires

Associé pour la première fois à un crédit-cadre multi-directions, la section bâtiment du service des écoles primaires et secondaires a évalué une première phase prioritaire de réfection des revêtements de surfaces extérieures d'établissements scolaires. Les interventions planifiées touchent plus particulièrement les voies d'accès et les parkings, mais également les surfaces de préaux comportant des risques accrus pour les élèves.

3.6 Services industriels

Par rénovation et extensions ordinaires, il faut entendre l'ensemble des travaux accomplis annuellement sur les réseaux de distribution et qui peut se résumer comme suit :

- remplacement d'installations vétustes ou de calibre insuffisant ;
- modifications et prolongements de tracés ;
- pose de nouvelles conduites et de câbles, construction de postes de transformation ;
- remplacement et pose de nouveaux compteurs ;
- développement et renouvellement des installations d'éclairage public.

4. Situation des crédits-cadre annuels ouverts

4.1 Service des routes et de la mobilité

Année	Crédit octroyé (y.c compléments) Fr.	Montants payés et engagés Fr.	Remarques
2009	4 650 000.00	4 498 740.45	Tous les chantiers sont achevés. Factures finales attendues pour certains d'entre eux. Aucun dépassement n'est prévu lors du bouclage probable du crédit à fin 2012
2010	5 980 000.00	5 461 656.22	Plusieurs chantiers sont en cours et d'autres sont dans l'attente de la facture finale. Des montants seront encore dépensés jusqu'en 2013 pour le système d'exploitation des transports (centrale de trafic). Aucun dépassement n'est prévu lors du bouclage du crédit à fin 2013
2011	6 210 000.00	5 638 022.30	L'essentiel des travaux planifiés ont été adjugés et sont en cours. Adjudications à faire d'ici la mi-décembre 2011

4.2 Service d'assainissement

Année	Crédit octroyé (y.c compléments) Fr.	Montants payés et engagés Fr.	Remarques
2009	2 500 000.00	2 532 963.38	Tous les chantiers sont achevés. Seul le décompte final du chantier Steilen-Chablière reste à établir. Aucun dépassement n'est prévu lors du boucllement du crédit à fin 2011
2010	2 600 000.00	2 606 801.15	Tous les chantiers sont achevés. Seul le décompte final du chantier de l'av. de France reste à établir. Aucun dépassement n'est prévu lors du boucllement du crédit à fin 2012
2011	2 610 000.00	2 223 000.00	Plusieurs chantiers d'extension du séparatif seront encore adjugés cette année (Sallaz, Devin, Essert)

4.3 eauservice

Année	Crédit octroyé (y.c compléments) Fr.	Montants payés et engagés Fr.	Remarques
2009	8 280 000.00	7 509 285.42	Douze chantiers en cours de réalisation ou en attente de factures finales pour des dépenses projetées d'environ 550 000 francs. Pas dépassement prévu lors du boucllement du crédit à fin 2012
2010	8 520 000.00	8 021 577.32	Les coûts de la campagne d'échange de compteurs ont dépassé de 100 000 francs les prévisions. Quinze chantiers sont en cours de réalisation pour un montant engagé de 470 000 francs. Pas de dépassement prévu lors du boucllement du crédit à fin 2013
2011	¹ 9 750 000.00	3 765 064.60	La campagne d'échange des compteurs se poursuit. 650 000 francs sont encore disponibles. Trente-deux chantiers sont ouverts pour un montant de 5 916 000 francs, dont dix-neuf sont en cours de réalisation. Trois chantiers ouverts et provisionnés seront réalisés en 2012 ou 2013. Enfin, sept chantiers sont terminés pour une dépense effective de 1 085 000 francs

¹y compris crédit complémentaire de fr. 850 000.00, préavis N° 2011/33 du 25.05.2011

4.4 Service du gaz et du chauffage à distance**4.4.1 Distribution de gaz**

Année	Crédit octroyé (y.c compléments) Fr.	Montants payés et engagés Fr.	Remarques
2009	9 000 000.00	6 745 032.08	Plusieurs chantiers sont en cours ou terminés sur le territoire communal et les factures finales sont attendues. Pour les chantiers sur les communes de Pully, Rolle, Aubonne, Renens, etc., les factures finales sont également attendues
2010	10 300 000.00	8 634 255.58	Chantiers en cours : RC1 Saint-Sulpice, Perroy, Rolle, compteurs, ainsi que les factures finales pour la pose des revêtements routiers
2011	10 000 000.00	4 433 902.78	Une grande majorité des chantiers sont en cours. Les adjudications des autres chantiers seront faites d'ici fin 2011

4.4.2 Chauffage à distance

Année	Crédit octroyé (y.c compléments) Fr.	Montants payés et engagés Fr.	Remarques
2009	7 190 000.00	4 588 194.11	Plusieurs chantiers sont en cours ou terminés et dans l'attente de la facture finale (Valmont, Biopôle, local échangeurs, avenue d'Ouchy, chaufferie de la poste, Savoie/Ruchonnet)
2010	¹ 9 950 000.00	8 023 555.46	Divers raccordements en cours. D'autres doivent encore être en partie financés en 2011, dont le pousse-tube sous l'autoroute (STEP). Le chantier de Valmont est en cours, ainsi que celui de l'avenue de Longemalle à Renens
2011	8 230 000.00	4 795 380.79	Chantiers en cours, dont celui sur l'axe Ruchonnet/Fraisie. Une dizaine de raccordements reste à financer d'ici la fin de l'année, ainsi que le financement de la sortie de la chaufferie de la STEP et du passage autoroutier

¹y compris crédit complémentaire de fr. 1 420 000.00, préavis N° 2010/36 du 18.08.2010

4.5 Service de l'électricité

Année	Crédit octroyé (y.c compléments) Fr.	Montants payés et engagés Fr.	Remarques
2009	5 330 000.00	3 351 067.29	Plusieurs projets d'éclairage public (EP) et de postes de transformation (PT) n'ont pas été réalisés ou reportés. Le PT SOURCE actuellement alimenté par une station provisoire doit être construit en définitif. Factures finales attendues pour des projets (RS/PT/EP). Le chantier de la rue du Bugnon prévu dans le crédit-cadre a été intégré dans un préavis spécifique
2010	4 350 000.00	3 467 953.18	Deux postes de transformation reportés de 2009 doivent encore être réalisés. Factures finales de plusieurs projets attendues
2011	4 350 000.00	1 548 353.75	Les chantiers de réseau, de postes de transformation et d'éclairage public sont en cours de réalisation et se poursuivront en 2012. Le projet de pose d'organes de surveillance et de télésignalisation dans les postes de transformation débute et les premières factures sont attendues

4.6 Service du multimédia

Année	Crédit octroyé (y.c compléments) Fr.	Montants payés et engagés Fr.	Remarques
2009	¹ 2 660 000.00	2 598 130.01	Des chantiers sont en voie d'achèvement ; factures finales attendues. Le crédit-cadre sera probablement bouclé à fin 2012
2010	² 4 570 000.00	4 539 456.50	Plusieurs chantiers de raccordement au télé-réseau sont en cours de réalisation. Le crédit-cadre sera probablement bouclé à fin 2013
2011	3 050 000.00	1 919 338.63	Plusieurs chantiers de raccordement au télé-réseau sont en cours de réalisation. Les autres travaux planifiés seront adjugés d'ici la fin de l'année

¹y compris crédit complémentaire de fr. 60 000.00, préavis N° 2008/50 du 29.10.2008

²y compris crédit complémentaire de fr. 2 000 000.00, préavis N° 2010/33 du 14.07.2010

5. Interventions prévues en 2012

5.1 Service des routes et de la mobilité

L'ouverture des chantiers du Service des routes et de la mobilité est tributaire, entre autres, des travaux de canalisations entrepris par les services communaux, de la planification des chantiers de constructions privées, des décisions préavisées par le Comité des espaces publics à l'intention de la Municipalité quant à l'aménagement de la voirie, de la nécessité et de l'urgence de remettre en état, de renforcer ou de remplacer certains tronçons de routes et ouvrages.

Rénovation et réaménagement des espaces publics fr. 660 000.00

- Réfections localisées, trottoirs, places, îlots de sécurité, bastions, zones 30, arrêts tl, y compris les aménagements sur des terrains cédés à la Ville lors de procédures d'autorisation de construire

Travaux de marquage routier, de signalisation et de régulation fr. 190 000.00

- Remise en état du marquage routier, de la signalisation, des boucles inductives de détection des véhicules et de la régulation lumineuse après les travaux des différents services communaux intervenant sur la voirie ou suite à la réalisation de nouveaux projets

Travaux liés aux remplacements et extensions ordinaires des réseaux de conduites souterraines fr. 2 285 000.00

- Les lieux d'intervention sont dépendants des travaux financés par les crédits d'extension des Services industriels, du Service d'assainissement et de **ea**uservice, selon liste ci-jointe
- Travaux non planifiés (divers et imprévus) en relation avec des interventions sur les réseaux souterrains (fuites, par exemple) fr. 150 000.00

Rénovation d'ouvrages fr. 360 000.00

- Murs, ponts, ouvrages portuaires et divers

Rénovation d'édicules publics fr. 150 000.00

Fournitures pour les unités artisanales des ateliers et magasins de la Ville

Fournitures pour l'unité « Travaux » fr. 100 000.00

Système d'exploitation des transports – 6^e étape

- Remplacement des installations de télé-circulation, de la signalisation lumineuse et de la fibre optique fr. 1 000 000.00

Total fr. 4 895 000.00

=====

5.2 Service d'assainissement

Les campagnes de contrôles du réseau d'évacuation effectuées, soit dans le cadre de l'établissement du Plan général d'évacuation des eaux, soit en relation avec la coordination des chantiers, ont mis en évidence un état d'altération des canalisations de plus en plus important. Dès lors, de par la planification et la coordination entre les services communaux, et au vu des besoins de réfection et de mise en conformité des réseaux publics, il est nécessaire d'envisager les interventions listées dans le tableau annexé au présent préavis s'agissant de la réfection, du renouvellement et de la mise en séparatif du réseau.

Il convient de souligner les besoins en matière de réfection de collecteurs afin de limiter les risques de pollution du milieu naturel. Ainsi, les principales faiblesses détectées sur les réseaux de collecteurs inspectés sont prévues d'être traitées en priorité et la réhabilitation

des tronçons les plus endommagés aura un impact immédiat et positif sur le bilan pollutif du système.

Renouvellement et mise en séparatif du réseau

- Remplacement de conduites vétustes et extensions ordinaires du réseau des collecteurs publics, prolongements de tracés existants, travaux urgents **fr. 2 094 000.00**

=====

Il convient encore de relever que, même si la réalisation de ces objets est planifiée, souvent de longue date, elle dépend de facteurs extérieurs non maîtrisables comme par exemple l'urgence d'autres projets survenant en cours d'année ou la réalisation d'aménagements importants. Les travaux faisant l'objet du présent préavis sont le reflet du programme à court terme et ne sont pas exhaustifs.

5.3 eauservice

L'ouverture des chantiers d'extension dépend notamment des décisions prises par les Services industriels, la Direction des travaux, les communes alimentées en énergie par la Ville de Lausanne, l'Etat de Vaud et Swisscom. Les facteurs qui ont influé pour établir le programme des travaux 2012 sont :

- les différents programmes des administrations et des entreprises privées relatifs aux travaux de fouille à exécuter ;
- la disponibilité du personnel du service ;
- les modifications de tracés ;
- les demandes imprévisibles de raccordements de lotissement ou bâtiments ;
- les ruptures ayant occasionné d'importants dégâts à la chaussée.

S'agissant des échanges de compteurs, la planification s'effectue en fonction des disponibilités des entreprises sanitaires. Pour la gestion administrative de ces opérations, un collaborateur, dont le salaire est financé par le montant précisé ci-dessous, assure le suivi des mandats et la mise à jour de la base de données SAP. En outre, un ouvrier complète l'effectif de l'équipe « compteurs » afin de pouvoir atteindre l'objectif visant au remplacement de 1700 compteurs en 2012.

Réseau de distribution

- Remplacement et extension de canalisations à Lausanne : fr. 3 604 000.00
(dont 275 000.00 pour le remplacement de conduites en fonte)
- Remplacement et extension de canalisations hors Lausanne : fr. 2 645 000.00 fr. 6 249 000.00
(dont 475 000.00 pour le remplacement de conduites en fonte)

Echange de compteurs

- Fourniture du poste de mesure : fr. 870 000.00
- Sous-traitance : fr. 400 000.00 fr. 1 270 000.00

Total **fr. 7 519 000.00**

=====

L'Etablissement Cantonal d'Assurance incendie (ECA) subventionne la Ville à hauteur de 10 % des montants consacrés aux travaux d'extension et de remplacement de conduites de distribution. Pour 2012, ce subside est estimé à 650 000 francs. A noter par ailleurs une modification d'imputation comptable pour les taxes de raccordement pour les nouveaux branchements, estimées à 5 millions de francs en 2012, qui seront comptabilisées en

recettes d'investissements en lieu et place de revenus du compte de fonctionnement (conformément aux exigences en la matière) dès 2012.

5.4 Service du logement et des gérances

Dans le cadre de la gestion des immeubles du patrimoine financier de la Ville de Lausanne, le Service du logement et des gérances assume notamment la gestion de plus de cent parcelles privées communales dont certaines sont assimilées à du domaine public. Les chemins d'accès, les pistes cyclables, les aménagements routiers et les trottoirs existants sur ces parcelles nécessitent des réfections périodiques ou ponctuelles en matière de revêtements, de marquages, de canalisations ou pour toute autre nature de travaux d'entretien inhérents à des objets de ce type.

Entretien de parcelles communales privées

– Entretien de parcelles et réfection de revêtements de surface	fr. 250 000.00
---	----------------

Total	fr. 150 000.00
--------------	-----------------------

=====

5.5 Services des écoles primaires et secondaires

La section bâtiment a évalué une première phase prioritaire pour la réfection des revêtements de surfaces extérieures d'établissements scolaires. Les interventions touchent particulièrement les voies d'accès et les parkings, ainsi que les surfaces de préaux comportant des risques pour les élèves.

Entretien de sites scolaires	fr. 600 000.00
------------------------------	-----------------------

=====

5.6 Service du gaz et du chauffage à distance

L'ouverture des chantiers d'extension dépend notamment des décisions prises par les Services industriels, conformément aux planifications du Plan directeur, des demandes d'approvisionnement provenant des communes alimentées en énergie par la Ville de Lausanne, ainsi que du lancement de travaux annoncés par d'autres services de la Ville et des communes périphériques. Les facteurs qui influenceront sur les décisions en 2012 sont les suivants :

- les différents programmes des administrations et des entreprises privées relatifs aux travaux de fouilles à exécuter ;
- l'avancement des études ;
- la disponibilité du personnel ;
- les modifications de tracés ;
- les demandes imprévisibles de raccordements de lotissements ou de bâtiments ;
- la réfection des chaussées.

Réseau de distribution du gaz

Remplacement de conduites

– A Lausanne :	fr. 2 436 000.00	
– Hors Lausanne :	fr. 3 690 000.00	fr. 6 126 000.00

Remplacement de conduites en fonte

– Hors Lausanne	fr. 1 750 000.00
-----------------	------------------

Pose de nouvelles conduites

– A Lausanne :	fr. 190 000.00
----------------	----------------

– Hors Lausanne : fr. 860 000.00 fr. 1 050 000.00

Compteurs

– Remplacement et pose de nouveaux compteurs : fr. 480 000.00

Réseau de distribution du chauffage à distance

Pose de nouvelles conduites

– A Lausanne : fr. 6 410 000.00

Compteurs

– Remplacement et pose de nouveaux compteurs : fr. 540 000.00

Total **fr. 16 356 000.00**

=====

Pour information, le total ci-dessus comprend des intérêts intercalaires de 304 000 francs, ainsi que de la main-d'œuvre interne pour 2 000 000 francs. Des recettes d'investissement (participation de tiers) seront facturées en 2012 pour un montant estimé à 130 000 francs.

5.7 Service de l'électricité

L'ouverture des chantiers d'extension dépend notamment des décisions prises par les Services industriels conformément aux planifications du Plan directeur, des demandes d'approvisionnement des clients, ainsi que du lancement de travaux annoncés par d'autres services de la Ville et des communes périphériques. Les facteurs qui influenceront sur les décisions en 2012 sont les suivants :

- les demandes de raccordement de lotissements et de bâtiments ;
- les besoins d'extension et de renforcement des réseaux de basse et moyenne tension ;
- l'avancement des études et des mises à l'enquête.

Réseau de distribution de l'électricité

Construction de nouveaux postes de transformation

– Sur les communes desservies : fr. 960 000.00

Extension du réseau moyenne et basse tension

– Nouveaux branchements clients : fr. 860 000.00

– Autres extensions moyenne et basse tension : fr. 500 000.00 fr. 1 360 000.00

Compteurs

– Remplacement et pose de nouveaux compteurs : fr. 980 000.00

Eclairage public

– Extension, remplacement et mise en conformité du réseau fr. 1 291 000.00

Total **fr. 4 591 000.00**

=====

Le total ci-dessus comprend des intérêts intercalaires de 80 000 francs, ainsi que de la main-d'œuvre interne pour 1 385 000 francs. Des recettes d'investissement (participation de tiers et finances d'équipement) seront facturées en 2012 pour un montant estimé à 1 400 000 de francs.

5.8 Service du multimédia

L'ouverture des chantiers d'extension dépend notamment des décisions prises par les Services industriels, conformément aux planifications du Plan directeur, des demandes d'approvisionnement des clients, ainsi que du lancement de travaux annoncés par d'autres

services communaux. Les facteurs qui influenceront sur les décisions en 2012 sont les suivants :

- les différents programmes des administrations et des entreprises privées relatifs aux travaux de fouilles à exécuter ;
- l'avancement des études ;
- la disponibilité du personnel ;
- les modifications de tracés ;
- les demandes imprévisibles de raccordement de lotissements ou de bâtiments ;
- la réfection des chaussées.

Réseau du multimédia

Extension du télé-réseau

- Développement et raccordement : fr. 2 175 000.00

Extension du réseau télécom

- Développement de la fibre optique : fr. 900 000.00

Total **fr. 3 075 000.00**

Des recettes d'investissement (participation de tiers) seront facturées en 2012 pour un montant estimé à 200 000 francs.

6. Plan des investissements

Les crédits demandés dans le présent préavis figurent au Plan des investissements pour les années 2012 à 2015, de septembre 2011, pour un montant de 38 500 000 francs pour l'ensemble des services (routes et mobilité, assainissement, **ea**uservice, électricité, multimédia, gaz et chauffage à distance) sous le chapitre 8 – « Objets multidirection ».

La différence entre le montant annoncé dans le Plan des investissements et celui sollicité par le présent préavis, à savoir 780 000 francs, résulte de l'intégration, dès 2012, du financement nécessaire aux réfections de surfaces extérieures d'établissements scolaires pour un montant de 600 000 francs. En outre, et comme expliqué plus avant, 270 000 francs supplémentaires sont affectés au remplacement des compteurs pour **ea**uservice. En contrepartie, un montant similaire est soustrait du budget de fonctionnement 2012 dudit service. Enfin, et compte tenu de son intégration récente dans la coordination des travaux, les 150 000 francs sollicités par le service du logement et des gérances n'ont pas été planifiés dans les composants du crédit-cadre annuel.

7. Conséquences sur le budget

Les charges financières annuelles calculées sur l'investissement total, selon la méthode de l'annuité constante peuvent être estimées comme il suit :

- Service des routes et de la mobilité (à 3,25 % pendant 5 ans) 1 076 600
- Service d'assainissement (à 3,25 % pendant 20 ans) 144 000
- **ea**uservice (à 3,25 % pendant 20 ans) 517 200
- Service du logement et gérances (à 3,25 % pendant 5 ans) 33 000
- Service des écoles primaires et secondaires (à 3,25 % pendant 5 ans) 131 900

– Direction des services industriels (à 3,75 % sur des durées différenciées en fonction du type d'immobilisation (conduites, installations techniques, compteurs, etc.)	1 612 500
– Total	3 515 200
	=====

Les dépenses liées à l'investissement de 3 075 000 francs service du multimédia seront entièrement amorties dans l'année où elles seront effectuées. Ces dépenses ne supportent pas de charge d'intérêt.

Par ailleurs, les frais de personnel interne et les intérêts intercalaires comptabilisés sur la part du crédit-cadre des Services industriels, soit un montant annoncé de 3 769 000 francs, seront portés en recettes dans les budgets de fonctionnement des services concernés, conformément à la répartition annoncée en page 2 du tableau remis en annexe.

8. Conclusions

Vu ce qui précède, la Municipalité vous prie, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir prendre les résolutions suivantes :

Le Conseil communal de Lausanne,

vu le préavis N° 2011/54 de la Municipalité, du 19 octobre 2011 ;

ouï le rapport de la Commission permanente des finances qui a examiné cette affaire ;

considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour ;

décide :

1. d'allouer à la Municipalité un crédit d'investissement du patrimoine administratif de 39 280 000 francs réparti comme il suit :
 - a. 4 895 000 francs pour couvrir, en 2012, les frais relatifs à la rénovation et à l'extension de la voirie, au marquage routier, aux installations de régulation du trafic et à la réfection d'ouvrages (Service des routes et de la mobilité) ;
 - b. 2 094 000 francs pour couvrir, en 2012, les frais relatifs à la rénovation et à l'extension du réseau des collecteurs publics (Service d'assainissement) ;
 - c. 7 519 000 francs pour couvrir, en 2012, les frais relatifs à la rénovation et à l'extension du réseau d'eau et aux échanges périodiques des compteurs d'eau (eauservice) ;
 - d. 150 000 francs pour couvrir, en 2012, les frais relatifs à l'entretien de surfaces privées communales, à savoir des chemins et routes de desserte de parcelles, propriété de la Ville (Service du logement et des gérances) ;
 - e. 600 000 francs pour couvrir, en 2012, les frais relatifs à l'entretien des surfaces extérieures d'établissements scolaires (Service des écoles primaires et secondaires) ;
 - f. 24 022 000 francs pour couvrir, en 2012, les frais relatifs aux rénovations et extensions des différents réseaux des Services industriels, sommes à porter au débit des comptes suivants :

- réseau du Service du gaz et du chauffage à distance	fr. 16 356 000.00
- réseau du Service de l'électricité	fr. 4 591 000.00
- réseau du Service du multimédia	fr. 3 075 000.00
2. d'autoriser la Municipalité à calculer et à comptabiliser les charges d'amortissements sur la rubrique 331 de chaque service ;
3. d'autoriser la Municipalité à amortir dans l'année où celles-ci ont lieu, les dépenses relatives au service du multimédia ;

4. d'autoriser la Municipalité à calculer et à comptabiliser, en fonction des dépenses réelles, les intérêts y relatifs sur la rubrique 390 des services de la Direction des travaux, de la Direction de la culture et du logement et celle de l'enfance, jeunesse et cohésion sociale, ainsi que sur la rubrique 322 pour ceux de la Direction des services industriels ;
5. de porter en amortissement des crédits susmentionnés les recettes et les subventions qui pourraient être accordées.

Au nom de la Municipalité :

Le syndic : *Daniel Brélaz*

Le secrétaire : *Christian Zutter*

Annexe :

LISTE DES CHANTIERS COMPOSANT LES CREDITS-CADRE ANNUELS 2012

N° SISOL	Localisation	Leader	risque pondéré	Total	RM	ASST	EAU	SEL-RS	SEL-EP	SIMA	GAZ	CAD	SEPS	SLG
109	La Sallaz, réaménagement de la place	RM	2 x 3 = 6	690		160		380				100	50	
1100	Benjamin-Dumont, chemin (fonte)	ASST	3 x 3 = 9	675	150	260			25			120		
1114	Echallens 148, avenue (fonte)	GAZ	3 x 3 = 9	71			30					41		
1176	Rovéréaz 35, chemin P Mayoreuses (fonte)	GAZ	3 x 3 = 9	162								162		
1183	Sorbiers, chemin	EAU	2 x 2 = 4	120			120							
1184	Grand-Préz, chemin	EAU	2 x 2 = 4	80			80							
1493	E. Grasset/Montchouli/Accacias (fonte)	ASST	3 x 3 = 9	928	230	330	90		97	65		116		
1777	Mont-d'Or (tronçon Marc-Dufour/ Mont-d'Or 9) (fonte)	RM	3 x 3 = 9	930	400	230	150					150		
1843	Mayoreuses, chemin (fonte)	EAU	3 x 3 = 9	245			120					125		
2205	Auvroz + Arde	EAU	3 x 3 = 9	350			120					45		
4689	Maupat 21-23b, avenue (fonte)	GAZ	3 x 3 = 9	168	65	120	80					88		
4690	Frère 7-11, chemin (fonte)	EAU	3 x 3 = 9	115			50					65		
5330	Montaie 25 jusqu'au ch. Du Couchant (chmt tension 11 kV)	ASST	3 x 3 = 9	1 068	395	450		125	43	45		10		
6375	Baumont (nûte protection cathodique Pierre-de-Plan)	EAU	3 x 3 = 9	1340	210	515	30	65	70	150				
8920	Beveres 29 - 75, avenue	EAU	3 x 3 = 6	200			200							
8931	Bains 28 - 40, avenue (fonte)	GAZ	3 x 3 = 9	420			120	100	10	40		150		
8974	Fauvette 44 - 52, chemin (fonte)	GAZ	3 x 3 = 9	442			200					242		
8979	Fantenailles 9 - 23, chemin (fonte)	GAZ	3 x 3 = 9	195			50					145		
9039	Tronchandin, chemin	EAU	2 x 3 = 6	442	115	100	60	57	60	50				
9783	Rhodanie + Bains (chmt tension 11 kV)	SEL	3 x 3 = 9	39			30							
9784	Rhodanie + Bains (chmt tension 11 kV)	SEL	3 x 3 = 9	346			259	87						
9786	Cour + Figuiers (chmt tension 11 kV)	SEL	3 x 3 = 9	98			98							
9806	Montaie + Couchant (chmt tension 11 kV + fonte)	SEL	3 x 3 = 9	449			391	58	105	50				
9808	Provence, avenue (chmt tension 11 kV)	SEL	3 x 3 = 9	301	50		207	44						
10603	Beau-Sejour, rue (alimentation théâtre)	SEL	3 x 3 = 9	32			32							
10608	Vulliet 9 - 35, chemin	RM	3 x 3 = 6	350	350									
10694	Caglard + Montaie (chmt tension 11 kV)	SEL	3 x 3 = 9	654	30		592	192	40					
10743	Porchat, chemin (câble MT)	SEL	3 x 3 = 9	114			74	20	20					
10744	Mornex + Ruchonnet (câble MT)	SEL	2 x 2 = 4	140			65	35	40					
10746	J. Muret + Riponne (câble MT)	SEL	3 x 3 = 9	136			56	30	80					
10747	Gare + Grutte (câble MT)	SEL	3 x 3 = 9	151			88	25	40					
10748	Recordon + Clachetons (câble MT)	SEL	3 x 3 = 9	248			183	15	50					
10860	Rovéréaz 2 - 8a, chemin	RM	2 x 3 = 6	240	150							90		
10877	Sébillion/Sévelin/Provence/Vidy (structure HT 50 kV)	SEL	3 x 3 = 9	1 335			1 320	215						
10977	Simplévent + Levaux (câble MT)	SEL	3 x 3 = 9	235			235							
10983	Beau-Sejour, rue (câble BT)	RM	3 x 2 = 6	259			209			50				
11134	Bégonias 46 - 48, chemin	RM	3 x 1 = 3	140	140									
11164	Vidy, route	EAU	2 x 1 = 2	400			400							
11166	Vernand-Deson	EAU	3 x 2 = 6	70			70							
---	CAD - STD - galerie technique	CAD		500								500		
---	Raccordements "clients" (- 40 unités)	CAD		3 900								3 900		
---	Réseau CAD - STD - Avenue Dupples	CAD		1 960								1 960		
---	Réseau CAD - STD - raccordements clients	CAD		500								500		
---	Chantiers CAD - STD financés par le fonds	CAD		-500								-500		
---	Chantiers financés par préavis 2006/61 du SEL	SEL		-4 343				-4 343						
Total des chantiers annoncés dans SISOL en 2011				16 795	2 285	2 065	2 450	0	981	705	1 899	6 410	0	0

critère de pondération : probabilité de l'événement x impact de l'événement = risque pondéré

/ échelle des valeurs : 1 = faible / 2 = moyen / 3 = fort

RECAPITULATION DES INVESTISSEMENTS COMPOSANT LES CREDITS-CADRE ANNUELS 2012 (dépenses non coordonnées)

Designation	Leader	Total	RM	ASST	EAU	SEL-RS	SEL-EP	SIMA	GAZ	CAD	SPSL	SLG
Chantiers SISOL - report page 1	TOUS	16 795	2 285	2 065	2 450	0	981	705	1 899	6 410	0	0
Divers et imprévus - ruptures de conduites, etc.	TOUS	2 280	200	50	1 230	0	0	100	700			
Entretien de parcelles communales privées	SLG	250									250	
Réfection des surfaces extérieures - Etablissements scolaires	SPSL	810										810
Entretien des réseaux hors Lausanne	EAU	2 645			2 645							
Remplacement de canalisations en fonte	GAZ	1 750							1 750			
Entretien des réseaux hors Lausanne	GAZ	3 690							3 690			
Développement des réseaux hors Lausanne	GAZ	860							860			
Développement des réseaux à Lausanne	GAZ	190							190			
Raccordements "clients"	SEL	860				860						
Nouveaux postes de transformation	SEL	1 000				1 000						
Développement du réseau MT/BT	SEL	500				500						
Divers projets d'éclairage public	SEL	320					320					
Développ. et raccordement au réseau (1 - 1000 appart/an)	SIMA	1 400						1 400				
Développement et raccordement à la fibre optique	SIMA	900						900				
Remplacement des compteurs	TOUS	3 270			1 270	980			480	540		
Rehah. canalisation dans les cours d'eau	ASST	0										
Rénovation et réaménagement des espaces publics	RM	660	660									
Marquage, signalisation et régulation	RM	190	190									
Réfection d'ouvrages (ponts, tunnels, mur, etc.)	RM	360	360									
Réfection d'édifices publics	RM	150	150									
Marchandises pour l'unité "Travaux"	RM	100	100									
SFT III - 4ème tranche	RM	1 000	1 000									
Total du crédit-cadre global 2010		39 980	4 945	2 115	7 595	3 340	1 301	3 105	9 569	6 950	810	250

RM = routes et mobilité / ASST = assainissement / EAU = Eau vive / SEL-RS = électricité-réseau / SEL-EP = électricité-éclairage public / SIMA = Multimédia / GAZ = gaz / CAD = chauffage à distance / SELG = Logements / Génies (en juin des 2011)

compris dans les dépenses annoncées par les Services Industriels (estimation)

Main d'œuvre interne et intérêts	Leader	Total	RM	ASST	EAU	SEL-RS	SEL-EP	SIMA	GAZ	CAD	SPSL	SLG
Main d'œuvre interne (en recettes d'budget)	SIL	3 385	0	0	0	1 185	200	0	957	1 043	0	0
Intérêts intercalaires (en diminution du budget)	SIL	584	0	0	0	60	20	0	176	128	0	0
Total		3 769	0	0	0	1 245	220	0	1 133	1 171	0	0

Recettes	Leader	Total	RM	ASST	EAU	SEL-RS	SEL-EP	SIMA	GAZ	CAD	SPSL	SLG
Participations de tiers	TOUS	2 380	0	0	650	1 400	0	200	0	130	0	0
Total		2 380	0	0	650	1 400	0	200	0	130	0	0

Rapport

Membres de la commission : membres de la Commission permanente des finances.

Municipalité : M. Daniel Brélaz, syndic.

Rapport polycopié de M. Jean Tschopp (Soc.), rapporteur :

Ce présent préavis fait l'objet d'une demande de la part de la Municipalité pour un ensemble de crédits-cadre d'investissement du patrimoine administratif pour

l'exercice 2012, d'un montant total de 39 280 000 de francs, pour la Direction des travaux, celle des Services industriels, de Culture et logement et enfin celle de l'Enfance, jeunesse cohésion sociale. Pour optimiser la coordination technique et financière des projets, la Municipalité présente une demande de crédits annuels groupés. Dans le but de favoriser une meilleure coordination et ceci, dès 2009, les projets des Services industriels (SIL) et ceux de la Direction des travaux (DT) sont présentés dans le même dossier. La Direction de la culture et logement participe également à ce dossier depuis 2010 pour coordonner ses interventions sur les parcelles privées communales dont la gestion et l'entretien lui incombent. La sous-commission en charge des SIL, représentée par MM. Samuel Bendahan et David Payot et celle en charge de la DT, composée de MM. Claude Bonnard et Jean Tschopp a pu soulever ses questions auprès des services compétents.

Cet ensemble de crédits-cadre se divise en six crédits distincts, dont entre autres le cinquième qui est sollicité, pour la première fois, par le Service des écoles primaires et secondaires. Le premier d'un montant de 4 895 000 francs pour le Service des routes et de la mobilité, le deuxième de 2 094 000 francs pour le Service d'assainissement, le troisième de 7 519 000 francs pour **eauservice**, le quatrième de 24 022 000 de francs pour les Services industriels, le cinquième de 600 000 francs pour le Service des écoles primaires et secondaires et enfin le sixième de 150 000 francs pour le Service du logement et des gérances. Ces crédits-cadres sont subdivisés en sous-crédits distincts et sont exploités comme des crédits d'investissement.

Les crédits-cadres prévus en 2012, d'un montant total de 39'280'000 francs, se répartissent comme suit :

DIRECTION DES TRAVAUX

A fin 2010, le préavis 2010/54 demandait un crédit-cadre de 17 720 000 francs pour la DT. Cette année, la Municipalité sollicite un montant de 14 508 000 francs, soit une diminution de 3 212 000 francs ou de -18,12 %. Cette diminution entre l'année 2011 et 2012 s'explique principalement par la baisse du nombre de chantiers et de réfections, répercutée sur les trois services, avec une baisse de 1 326 000 francs ou -21,18 % pour le Service des routes et de la mobilité, de 516 000 francs ou -19,77 % pour le Service d'assainissement et de 1 381 000 de francs ou -16,51 % pour **eauservice**. Une dizaine de chantiers de dimensions inférieures, estimés à 200 000 francs chacun, sont ajournés et le total des divers et imprévus (ruptures de conduites, etc.) diminue pour se retrouver à 1 940 000 francs. Ces chantiers ont été déterminés sur la base d'un indice de valeur inférieur à ceux des autres chantiers et calculés en fonction d'une pondération du risque, correspondant au produit de la probabilité de l'événement (ou de l'accident) multiplié par l'impact de fuite. Ces ajournements de chantiers se répercutent sur l'extension ou la réfection des réseaux d'eau, de gaz et d'électricité situés aux mêmes emplacements.

SERVICES INDUSTRIELS

L'année dernière, le préavis N° 2010/54 demandait un crédit-cadre de 25 630 000 francs. Cette année, la Municipalité sollicite un montant de 24 022 000 francs, soit une baisse de 1 608 000 francs ou -6,62 %, destiné au remplacement d'installations vétustes ou de calibre insuffisant, à la modification et au prolongement de tracés, à la pose de nouvelles conduites et câbles, à la construction de postes de transformation, au remplacement et à la pose de nouveaux compteurs, au développement et au renouvellement des installations d'éclairage public. La diminution des travaux de réfections et d'extension ordinaires par rapport à ceux de 2011, atteignent 1 874 000 francs ou -10,27 % pour le Service du gaz et du chauffage à distance. En revanche, une hausse de 241 000 francs ou +5,25 % est enregistrée au Service de l'électricité et une légère augmentation de 25 000 francs ou +0,81 % est observée au Service du multimédia.

Situation des crédits-cadres annuels ouverts au 30 septembre 2011

Le ratio entre les crédits demandés pour 2011 et les montants effectivement payés et engagés au 30 septembre 2011 est le suivant :

Service des routes et de la mobilité

- Octroyé 6 210 000.–
- payé/engagé 5 638 022,30 ou 90,78 %

Service d'assainissement

- octroyé 2 610 000.–
- payé/engagé 2 223 000.– ou 85,17 %

Service de l'eau

- octroyé 9 750 000.–
- payé/engagé 3 765 064,60 ou 38,61 %

Service du gaz

- octroyé 10 000 000.–
- payé/engagé 4 433 902,78 ou 44,33 %

Chauffage à distance

- octroyé 8 230 000.–
- payé/engagé 4 795 380,79 ou 58,26 %

Service de l'électricité

- octroyé 4 350 000.–
- payé/engagé 1 548 353,75 ou 35,59 %

Service du multimédia

- octroyé 3 050 000.–
- payé/engagé 1 919 338,63 ou 62,92 %

CONCLUSIONS DE LA COMMISSION DES FINANCES

Après examen et délibération, la Commission des finances s'est prononcée sur l'ensemble des conclusions du préavis 2011/54 et les a acceptées à l'unanimité.

Discussion

M. Jean Tschopp (Soc.), rapporteur : – La commission a reconnu à l'unanimité l'effort fait par la directrice de Finances et patrimoine vert pour réduire le montant des crédits-cadres de l'ordre de 4 670 000 francs, en particulier par rapport à des réfections de routes qui n'étaient pas urgentes et qui ne présentaient pas de risque de fuites.

La discussion est ouverte.

M. Maurice Calame (PLR) : – Nous désirons intervenir pour rappeler que nos routes sont de plus en plus dégradées, comme l'avenue de Chailly, qui est en bout de course. Les trous sont nombreux aussi bien sur la route, sur laquelle roulent aussi des bus, que sur les trottoirs. Nous pensons qu'il est temps d'intervenir. Nous voterons prochainement la réfection de l'avenue d'Apples pour un montant d'environ 7 millions. C'est la raison pour laquelle nous demandons à la Municipalité de nous dire quand elle proposera un préavis pour Chailly. Nous savons que ces travaux ont un coût et que nous devons savoir donner des priorités, ainsi qu'un quartier qui ne sera pas gâté par les futurs travaux.

M. Jean-François Cachin (PLR) : – Je vous informe qu'au point 5.4, il y a une petite erreur de frappe : Il y a 250 000 francs pour l'entretien au Service du logement et des

gérances, mais en réalité il s'agit de 150 000 francs ; les conclusions sont justes. Je tenais à le préciser avant que quelqu'un pose la question.

Le président : – Merci, nous prenons acte de cette information.

M. Olivier Français, municipal, Travaux : – Peut-être que mon collègue, M. Pidoux, répondra aussi, puisque nos deux directions ont établi ce préavis. Comme vous avez pu constater, il y a une compression des dépenses compte tenu de l'objectif municipal. Mais on répond aussi à des promesses qui ont été faites ces dernières années par une meilleure coordination des travaux ; il en résulte une diminution des dépenses, en particulier quand on fait l'entretien sur le domaine public. Il a fallu près de cinq ans pour optimiser ces charges d'entretien des réseaux et pour coordonner au plus près de nos estimations ces travaux d'entretien au fil du temps.

Un problème subsiste toutefois ; si on fait cette compression et une optimisation des charges, on ne gère pas les imprévus. Ils sont de deux sortes : il y a les ruptures de réseaux suite à une usure non coordonnée et, surtout, les extensions du réseau ; vous savez que la demande est forte et que nous intervenons en dehors de la Ville de Lausanne, puisque nous intervenons sur environ 70 communes, et parfois nous avons quelques soucis, ce qui fait que nous sommes obligés de vous demander un complément au crédit-cadre en cours d'année.

Pour répondre à M. Calame sur l'entretien routier, on peut dire que ces dernières années il y a eu des travaux et des charges financières relativement importants pour garantir une pérennité de ce réseau d'infrastructures. Chaque fois que nous intervenons – le dernier entretien important était sur l'avenue du Mont-d'Or –, on remet en état les conduites, mais on refait également l'infrastructure routière. Il est vrai que sur un ou deux secteurs de route nous avons des soucis. Par exemple, à l'avenue de Ruchonnet, nous avons fait des entretiens lourds il y a moins d'un mois, puisque le bitume est prématurément usé. Deux routes nous font souci aujourd'hui sur Tivoli et sur Chailly. Vous posez la question de Chailly ; la Municipalité s'interroge aussi sur l'opportunité de mettre en œuvre ce projet, sachant que d'autres projets seront mis en œuvre dans le cadre des Axes forts. Cela sera décidé dans une coordination des dépenses que nous aurons d'ici la fin de l'année, voire au début du mois de janvier. Vous aurez une réponse par rapport à Chailly en début d'année prochaine.

M. Jean-Yves Pidoux, municipal, Services industriels : – Je confirme ce qu'a dit mon collègue Français ; en aucun cas je ne minimise l'apport de notre nouvelle collègue directrice des finances, qui a été pour beaucoup dans l'amélioration des finances de la Ville dans le budget qui vous a été présenté. Mais la question de la coordination entre les services techniques et les services qui sont en charge de la gestion des réseaux est un travail de très longue haleine.

Vous avez vu la mise en place progressive de cette coordination depuis cinq ans, comme l'a dit mon collègue Français. Cette coordination a dû se faire progressivement parce que nous avons chacun une planification, et mettre ensemble deux planifications suppose un moment initial un peu critique. Maintenant, la coordination est optimale et on peut planifier à moyen terme pour les services et les directions gestionnaires de réseaux. Reste toujours le risque de pannes, de ruptures, d'accidents inattendus, que nous devons évidemment traiter en urgence.

La coordination est optimale lorsque nous avons des réseaux partagés, c'est-à-dire essentiellement sur le réseau de la Ville de Lausanne. Lorsque le réseau d'eau s'étend sur un très grand nombre de communes – 70 communes –, lorsque par ailleurs le réseau de gaz s'étend aussi sur un très grand nombre de communes qui ne sont pas les mêmes, il faut travailler en coordination avec d'autres communes, qui ont d'autres planifications et parfois d'autres urgences ; évidemment, on ne peut pas optimiser le tout. Mais il me semble qu'à l'heure actuelle, la coordination telle qu'elle se fait entre les services

techniques est aussi bonne que possible sur le territoire lausannois, avec évidemment les difficultés ponctuelles qu'a évoquées le directeur des Travaux.

La discussion est close.

M. Jean Tschopp (Soc.), rapporteur : – Après examen et délibération, la Commission des finances s'est prononcée sur l'ensemble des conclusions, qu'elle a adoptées à l'unanimité.

Les conclusions sont adoptées à l'unanimité.

Le Conseil communal de Lausanne

- vu le préavis N° 2011/54 de la Municipalité, du 19 octobre 2011 ;
- vu le rapport de la Commission permanente des finances qui a examiné cette affaire ;
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. d'allouer à la Municipalité un crédit d'investissement du patrimoine administratif de Fr. 39 280 000.– réparti comme il suit :

- a. Fr. 4 895 000.– pour couvrir, en 2012, les frais relatifs à la rénovation et à l'extension de la voirie, au marquage routier, aux installations de régulation du trafic et à la réfection d'ouvrages (Service des routes et de la mobilité) ;
- b. Fr. 2 094 000.– pour couvrir, en 2012, les frais relatifs à la rénovation et à l'extension du réseau des collecteurs publics (Service d'assainissement) ;
- c. Fr. 7 519 000.– pour couvrir, en 2012, les frais relatifs à la rénovation et à l'extension du réseau d'eau et aux échanges périodiques des compteurs d'eau (eauservice) ;
- d. Fr. 150 000.– pour couvrir, en 2012, les frais relatifs à l'entretien de surfaces privées communales, à savoir des chemins et routes de desserte de parcelles, propriété de la Ville (Service du logement et des gérances) ;
- e. Fr. 600 000.– pour couvrir, en 2012, les frais relatifs à l'entretien des surfaces extérieures d'établissements scolaires (Service des écoles primaires et secondaires) ;
- f. Fr. 24 022 000.– pour couvrir, en 2012, les frais relatifs aux rénovations et extensions des différents réseaux des Services industriels, sommes à porter au débit des comptes suivants :
 - réseau du Service du gaz et du chauffage à distance Fr. 16 356 000.00
 - réseau du Service de l'électricité Fr. 4 591 000.00
 - réseau du Service du multimédia Fr. 3 075 000.00

2. d'autoriser la Municipalité à calculer et à comptabiliser les charges d'amortissements sur la rubrique 331 de chaque service ;

3. d'autoriser la Municipalité à amortir, dans l'année où celles-ci ont lieu, les dépenses relatives au Service du multimédia ;

4. d'autoriser la Municipalité à calculer et à comptabiliser, en fonction des dépenses réelles, les intérêts y relatifs sur la rubrique 390 des services de la Direction des travaux, de la Direction de la culture et du logement et celle de l'Enfance, jeunesse et cohésion sociale, ainsi que sur la rubrique 322 pour ceux de la Direction des services industriels ;

5. de porter en amortissement des crédits susmentionnés les recettes et les subventions qui pourraient être accordées.

Crédits supplémentaires pour 2011 (2^e série)

Préavis N° 2011/55 du 19 octobre 2011

Direction des finances et du patrimoine vert

Nous vous soumettons, ci-après, le tableau de la deuxième série des crédits supplémentaires destinés à couvrir les allocations insuffisantes et les charges imprévues sur le budget de 2011, sur les autorisations d'achats, ainsi que sur les crédits d'investissements du patrimoine administratif.

		<i>Dont en recettes</i>
A. Budget de fonctionnement	fr.	fr.
Total des crédits supplémentaires <i>(détail en page 2 du préavis)</i>	<u>4 084 300.-</u>	<u>1 121 100.-</u>
B. Autorisations d'achats		
Total des crédits supplémentaires <i>(détail en page 30 du préavis)</i>	<u>203 500.-</u>	<u>700.-</u>
C. Crédits d'investissements du patrimoine administratif		
Total des crédits complémentaires <i>(détail en page 33 du préavis)</i>	<u>113 600.-</u>	<u>45 000.-</u>

A. Budget de fonctionnement

Total des crédits supplémentaires par direction et par nature :

			DIRECTIONS							TOTAL PAR NATURE
			Administration générale et finances	Sécurité publique et sports	Culture, logement et patrimoine	Travaux	Enfance, jeunesse et éducation	Sécurité sociale et environnement	Services industriels	
CHARGES PAR NATURE	301	Traitements	73'000	34'000	60'200			183'600	59'600	410'400
	303	Cotisations aux assurances sociales	6'300	6'000	5'300			16'000	5'100	38'700
	304	Cotisations à la caisse de pensions	4'700		900			32'200	9'700	47'500
	305	Assurance-accidents						200	1'500	1'700
	310	Imprimés et fournitures de bureau			29'800				200'000	229'800
	311	Achats d'objets mobiliers et d'installations			88'600	21'000	37'000	24'000	91'200	261'800
	313	Marchandises			1'200					1'200
	314	Entretien des biens immobiliers		550'000	187'400	35'800		15'000		788'200
	315	Entretien d'objets mobiliers et d'installations	6'500	287'500		62'000			104'400	460'400
	316	Loyers et redevances d'utilisation				259'100		13'500		272'600
	317	Déplacements, débours, dédommagements	18'500							18'500
	318	Autres prestations de tiers	110'300		20'200	216'100	49'500	78'900	859'000	1'334'000
	319	Impôts, taxes et frais divers	30'000		5'000				120'000	155'000
	365	Subventions à des institutions						40'300		40'300
	366	Aides individuelles						60'000		60'000
	390	Imputations internes				-35'800				-35'800
TOTAL PAR DIRECTION			249'300	877'500	398'600	558'200	86'500	463'700	1'450'500	4'084'300
TOTAL DES RECETTES			0	70'000	387'100	26'100	0	267'900	370'000	1'121'100
Page du préavis			page 3	page 6	page 10	page 14	page 19	page 21	page 25	

Outre les recettes indiquées dans le tableau ci-dessus, il convient de relever que des compensations pour un total de fr. 1 006 900.– sont annoncées par les directions concernées (dont fr. 195 800.– de transfert d'imputation interne en facturation externe).

1. Administration générale et finances

Total des crédits supplémentaires par service et nature :

			S E R V I C E S					
			1000	1102	1200	1202	1300	TOTAL PAR NATURE
			Conseil communal	Créffe municipal	Service du personnel	Cellule ARC	Service du développement de la Ville et de la communication	
CHARGES PAR NATURE	301	Traitements					73'000	73'000
	303	Cotisations aux assurances sociales					6'300	6'300
	304	Cotisations à la caisse de pensions					4'700	4'700
	315	Entretien d'objets mobiliers et d'installations		6'500				6'500
	317	Déplacements, débours, dédommagements	18'500					18'500
	318	Autres prestations de tiers	19'300		66'000	25'000		110'300
	319	Impôts, taxes et frais divers					30'000	30'000
TOTAL ADMINISTRATION GENERALE ET FINANCES			37'800	6'500	66'000	25'000	114'000	249'300
TOTAL DES RECETTES			0	0	0	0	0	0
Page du préavis			page 3	page 4	page 4	page 5	page 5	

100 Autorités

1000 Conseil communal

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
1000.317	Déplacements, débours, dédommagements	fr. 26 000.–	fr. 0.–	fr. 18 500.–

Le Bureau du Conseil communal constate que le montant budgété pour les collations organisées lors des séances doubles du Conseil a déjà été dépassé. De plus, il reste 6 séances doubles jusqu'à fin 2011.

Le montant est calculé comme suit :

1. jusqu'au 31.12.11 : 3 séances doubles x 1890.– /séance (sans soupe) = fr. 5670.–
2. jusqu'au 31.12.11 : 3 séances doubles x 2670.– /séance (avec soupe) = fr. 8010.–
3. dépassement déjà comptabilisé au 31.08.11 par rapport au budget initial = fr. 4 785.–.

Ce crédit sera compensé sur la rubrique 1000.319 « Impôts, taxes et frais divers ».

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
1000.318	Autres prestations de tiers	fr. 220 000.–	fr. 0.–	fr. 19 300

Le Bureau du Conseil communal constate que le montant budgété pour les prestations liées à la régie audio et vidéo de la salle du Conseil n'est pas suffisant. Il demande un crédit supplémentaire.

Le montant est calculé comme suit :

1. jusqu'au 31.12.11 : facture réalisation Médiaprofil 2^e semestre = fr. 13 608.–
2. jusqu'au 31.12.11 : 8 séances régisseur Sonomix x env. 950.–/séance = fr. 7600.–
3. montants précédents diminués de fr. 1972.10 budgétés et non encore utilisés.

Ce crédit sera compensé sur la rubrique 1000.319 « Impôts, taxes et frais divers ».

110 Secrétariat municipal

1102 Greffe municipale

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{ère} série	Crédit suppl.
1102.315	Entretien d'objets mobiliers et d'installations	fr. 15 500.–	fr. 0.–	fr. 6500.–

Travaux de nettoyage, restauration et conservation de cinq tapisseries à la maison de Mon-Repos

Les tapisseries anciennes du hall d'entrée et de la cage d'escalier ont été décrochées, avec la participation du Musée historique, en prévision des travaux de peinture prévus en août et septembre 2011. A cette occasion, nous avons constaté que les cinq grandes tapisseries étaient très sales et en assez mauvais état. Elles ont besoin d'un nettoyage délicat ; les doublures en lin, qui servent également de support, doivent être refaites, et les endroits fragilisés et déchirés des tapisseries ont besoin d'une restauration. Selon le Musée historique, les dégâts iront en s'amplifiant si aucune intervention n'est effectuée. La dépose de ces tapisseries offre une occasion unique de procéder à leur nettoyage et leur restauration.

Ces travaux doivent être entrepris durant l'été 2011.

120 Service du personnel

1200 Service du personnel

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{ère} série	Crédit suppl.
1200.318	Autres prestations de tiers	fr. 3 250 000.–	fr. 0.–	fr. 66 000.–

- Régularisation des comptes 2010 de l'Espace Enfance Vinet selon convention de subventionnement du 18 mai 2009 : fr. 60 000.–.
- Honoraires d'avocat dans le cadre du recours déposé par un soumissionnaire écarté suite à l'adjudication « Bien-être au travail et gestion des absences » : fr. 6000.–.

1202 Cellule Arc

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{ère} série	Crédit suppl.
1202.318	Autres prestations de tiers	fr. 75 000.–	fr. 0.–	fr. 25 000.–

Mandats d'enquête

La Cellule ARC, pour les besoins d'une démarche de concertation (table ronde), mandate un intervenant externe dans une situation particulièrement complexe et dégradée. Cette possibilité est prévue à l'article 13, alinéa 3 des Dispositions réglementaires municipales relatives à la prévention et à la gestion des conflits et au harcèlement.

La mise sur pied de cette intervention de même que la validation du choix du consultant ont été réalisées d'un commun accord avec le service concerné et l'offre signée par le syndic. Cette situation porte le numéro 10 112. Le montant devisé du mandat s'élève à 42 000 euros. Le budget de la Cellule ARC ne permet pas d'honorer la totalité de cette somme, aussi une demande de crédit supplémentaire est-elle adressée à la Municipalité.

Le montant sera entièrement compensé par la rubrique 1500.309 « Autres charges de personnel ».

1300 Service du développement de la Ville et de la communication

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
1300.301	Traitements	fr. 3 419 200.–	fr. 217 200.–	fr. 73 000.–
1300.303	Cotisations aux assurances sociales	fr. 285 000.–	fr. 18 700.–	fr. 6300.–
1300.304	Cotisations à la caisse de pensions	fr. 523 300.–	fr. 22 600.–	fr. 4700.–

Une collaboratrice, cheffe téléphoniste, à 100 %, au central téléphonique, Chauderon 7, est absente pour de graves raisons de santé depuis l'été 2010.

D'août à décembre 2010, le service a pu assurer les activités assumées celle-ci par l'engagement à temps partiel d'une téléphoniste auxiliaire et par l'appui de son apprentie de commerce de 3^e année. Cette situation n'a eu aucune incidence sur le budget du service.

La collaboratrice ne pouvant reprendre son activité au début de cette année, notre service a dû engager une téléphoniste auxiliaire, à 100 %, pour le 1^{er} semestre 2011. Le DEVCOM vient d'apprendre que celle-ci ne pourra pas recommencer son activité à partir du 1^{er} juillet 2011. De ce fait, notre service est contraint de prolonger de six mois le contrat de la collaboratrice auxiliaire.

Lors de l'établissement du budget 2011, la maladie de cette employée n'était pas encore connue. Le poste d'auxiliaires prévoit un montant de fr. 18 000.– pour 2011. Ce montant est largement insuffisant pour couvrir les frais d'un engagement à 100 % pour une année d'une téléphoniste auxiliaire, son salaire + charges sociales s'élevant à fr. 84 000.–. Dès lors, le Devcom sollicite l'octroi d'un crédit supplémentaire, 2^e série, destiné à couvrir le traitement de la personne auxiliaire.

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
1300.319	Impôts, taxes et frais divers	fr. 119 000.–	fr. 50 000.–	fr. 30 000.–

En 2009, le Grand conseil a décidé d'opposer un contre-projet à l'initiative « Ecole 2010 : sauver l'école ». Ce contre-projet a pris la forme d'une loi sur l'enseignement obligatoire (LEO) et ces deux textes, initiatives et LEO, sont soumis au peuple le 4 septembre. Tout comme les instances cantonales, la Municipalité a rejeté l'initiative « Ecole 2010 : sauver l'école ». En effet, le 13 juillet dernier, elle s'est prononcée unanimement en faveur de la LEO. Subsidiairement à cette acceptation, la Municipalité a autorisé une démarche en direction des autres villes vaudoises pour leur proposer de se rallier à la position de Lausanne.

S'agissant de la votation du 4 septembre, l'existence d'un intérêt financier pour la Ville est avéré, même s'il est difficile à quantifier en l'état. L'initiative aurait des répercussions importantes pour les finances communales, en termes d'organisation, d'investissements et d'adaptation des bâtiments. Dans ces conditions, un soutien financier au comité défendant la LEO se justifie pleinement et a été décidé par la Municipalité à hauteur de fr. 30 000.–, le montant étant supporté par le budget du Devcom.

Ce soutien décidé par la Municipalité correspond aux règles du TF en la matière.

Il est proposé de compenser ce crédit sur la rubrique 1300.366 « Aides individuelles » pour fr. 30 000.–.

2. Sécurité publique et sports

Total des crédits supplémentaires par service et par nature :

			S E R V I C E S			
			2000	2101	2500	TOTAL PAR NATURE
			Administration et comptabilité	Service des sports	Protection et sauvetage	
CHARGES PAR NAT.	301	Traitements	34'000			34'000
	303	Cotisations aux assurances sociales	6'000			6'000
	314	Entretien des biens immobiliers		550'000		550'000
	315	Entretien d'objets mobiliers et d'installations		77'500	210'000	287'500
TOTAL SECURITE PUBLIQUE ET SPORTS			40'000	627'500	210'000	877'500
TOTAL DES RECETTES			0	0	70'000	70'000
Page du préavis			page 6	page 7	page 9	

200 Service administratif

2000 Administration et comptabilité

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
2000.301	Traitements	fr. 1 479 000.–	fr. 31 700.–	fr. 34 000.–
2000.303	Cotisations aux assurances sociales	fr. 123 000.–	fr. 7300.–	fr. 6000.–

Comme déjà indiqué lors de la demande de crédit supplémentaire de 1^{re} série 2011, le bureau de la comptabilité de direction, rattaché au Service administratif, doit faire face, depuis le 19 juillet 2010, à l'absence, pour cause de maladie, du sous-chef comptable, absence qui, appelée à se prolonger encore, est accompagnée de l'entrée en fonction, ainsi que de l'indispensable mise au courant, dès le 1^{er} janvier 2011, du nouveau chef comptable. Or, le bureau de la comptabilité s'est récemment trouvé confronté à des absences relativement prolongées liées à deux cas de maladie et deux cas d'accidents. Pour faire face à cette situation et à celle qui prévaut durant les mois d'été, il a fallu prolonger, en tout cas jusqu'à fin août, l'engagement d'une auxiliaire à plein temps, tout en continuant à recourir à l'aide de collaborateurs internes à l'administration communale, ce qui implique de payer des heures supplémentaires.

Il apparaît donc, en l'état actuel de la situation, derechef nécessaire, afin d'éviter un important dépassement dans les comptes de 2011, d'allouer un crédit supplémentaire de fr. 40 000.–.

2101 Service des sports

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
2101.314	Entretien des biens immobiliers	fr. 1 170 000.–	fr. 0.–	fr. 550 000.–

Le FC Lausanne-Sport (FC LS) rejoint l'Axp Super League. Neuf ans après avoir quitté l'élite, le FC LS a assuré sa promotion en battant le FC Bienne 4-0 lors de la dernière journée de Challenge League.

Les clubs de la Super League (ASL), de Challenge League (ChL) et les clubs de 1^{re} Ligue candidats à une promotion ont la possibilité de solliciter une licence auprès de la Swiss Football League (SFL).

Rappelons ici que la Swiss Football League a édicté un règlement dans lequel se trouvent les critères spécifiques qui doivent être remplis par les clubs pour 1) recevoir la licence pour la saison à venir et 2) déterminer dans quelle ligue ils pourront jouer. Ces critères concernent avant tout les domaines légaux, infrastructurels, sportifs, administratifs et financiers. Toute la procédure des licences dure environ six mois.

En prévision d'une éventuelle ascension, le FC LS a déposé, auprès de la SFL, à l'automne 2010, une demande de licence II lui permettant de jouer en ASL. Il ressort des nombreux contacts que le FC LS a eus avec la SFL que cette dernière ne pouvait octroyer cette licence au club car, au niveau des infrastructures, ce dernier ne répond pas aux exigences, dès lors que le Stade olympique de la Pontaise n'est pas conforme aux normes fixées pour la Super League. En revanche, le FC LS répond aux critères juridiques, sportifs, administratifs et financiers.

Deux possibilités sont offertes par la SFL pour obtenir une dérogation : mettre le stade actuel aux normes ou déposer une demande de permis de construire pour l'édification d'un nouveau stade. Or, le projet de futur stade des Prés-de-Vidy dans le cadre de Métamorphose n'est pas assez avancé pour pouvoir être pris en considération par la SFL. C'est pourquoi, afin de permettre au FC LS de jouer à la Pontaise en Super League (début du championnat à la mi-juillet 2011), la Municipalité de Lausanne s'est engagée auprès de la SFL à faire exécuter, d'ici au 30 juin 2011 (délai très court imposé par la SFL), les travaux nécessaires dans et autour du Stade de la Pontaise. De plus, une demande de permis de construire, destiné à permettre de réaliser la couverture du bloc 3 (supporters de l'équipe adverse), en vue de l'homologation du Stade olympique en qualité de stade A Super League, a été déposée par la commune de Lausanne. De fait, toutes les places doivent être couvertes selon les normes de la SFL pour l'ASL.

Par ces mesures, la Municipalité souhaite répondre aux normes minimales de la SFL en réalisant des travaux « légers » tenant compte du fait que les installations seront provisoires, soit jusqu'à la construction du nouveau stade dans cinq ans. Contrairement aux matches de la Coupe d'Europe joués par le FC LS l'an dernier où le matériel mis en place autour et dans le stade avait été loué pour les trois matches, ces travaux permettront de recevoir une dérogation jusqu'à l'ouverture du nouveau stade. Les travaux à effectuer, dont la liste a été établie avec l'expert des infrastructures de la SFL, sont les suivants :

- Pose de grillages et de fermetures autour du stade. L'accent sera mis sur les secteurs « visiteurs »
- Transformation de zones supporters en places debout
- Augmentation de la capacité des installations sanitaires
- Acquisition de lecteurs optiques pour permettre le contrôle des entrées par bloc
- Transformation et adaptation des places de travail - locaux TV et radio
- Transformation des places de travail de la presse écrite avec installation de nouveaux plans de travail (y compris câblage informatique)
- Transformation d'un vestiaire juniors en salle pour les photographes (y c. câblage)
- Transformation de la cabine de chronométrage de l'athlétisme en salle de contrôle et de surveillance (sécurité). Equipement informatique

- Remplacement des ampoules sur les quatre mâts et projecteurs à installer sur la « casquette » de la tribune nord, afin de répondre au protocole d'éclairage
- Pose d'un éclairage de secours (secteurs galerie, buvettes et escaliers d'accès)
- Pose d'un interphone dans les deux vestiaires « joueurs » reliant le local des arbitres
- Mise en place d'un dispositif de surveillance par caméras.

Pour permettre d'effectuer les travaux d'urgence susmentionnés d'ici au 30 juin 2011, l'octroi d'un crédit supplémentaire de fr. 550 000.–, à inscrire sous la rubrique 2101.314 « Entretien des biens immobiliers » du budget du Service des sports, s'avère nécessaire.

Le FC LS devant déjà, du fait de son accession à la Super League, augmenter sensiblement son budget (passage de 3,5 millions de francs à 6 millions de francs), ne saurait, compte tenu de sa situation financière, supporter une part des frais de mise aux normes du stade.

Au reste, il convient de signaler, s'agissant du permis de construire évoqué ci-dessus, qui se rapporte à la pose d'une couverture sur le bloc des supporters de l'équipe adverse, que l'exécution des travaux correspondants, dont le coût estimé est de l'ordre de fr. 300 000.–, fera l'objet, le cas échéant, d'une prochaine demande de crédit supplémentaire.

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
2101.315	Entretien d'objets mobiliers et d'installations	fr. 369 000.–	fr. 0.–	fr. 77 500.–

Périodiquement, le Service des sports doit mettre en conformité ses véhicules (camions, jeeps, remorques et élévateurs) en vue des présentations aux expertises requises par le Service cantonal des automobiles et de la navigation. Cette année, six véhicules ont dû être présentés et les coûts des travaux à effectuer sur ceux-ci ont excédé de 5500 francs le montant prévu à cet effet.

Le moteur hydraulique de la surfaceuse à glace de la patinoire de la Pontaise s'est brisé au terme de la dernière saison hivernale. Son remplacement s'est avéré indispensable en vue de la prochaine saison de glace. Cette réparation a occasionné une dépense non prévue de 3 500 francs.

Datant d'une quinzaine d'années, une pompe de circulation et des vannes de régulation du système de chauffage des locaux du Service des sports et du Lausanne-sports section athlétisme – sis au stade olympique de la Pontaise – sont tombées en panne et ont dû être changées. Ces réparations non prévues ont coûté 5500 francs.

Le vérin, assurant le fonctionnement de la borne escamotable automatique, sise à Vidy devant le stade de football J.-A. Samaranch, a dû être remplacé pour un coût de 2000 francs.

Les disjoncteurs, installés sur le tableau électrique alimentant les pompes de circulation de l'eau de la piscine de Montchoisi, ont dû être remplacés. Cette réparation, indispensable pour assurer l'exploitation de la piscine, a entraîné une dépense non budgétisée de 3500 francs.

En juillet, au cours des travaux d'entretien effectués lors de la fermeture estivale annuelle de la piscine de Mon-Repos, il a été constaté que certaines gaines de ventilation, datant de 1972, installées sous le faux-plafond situé à 15 mètres au-dessus des bassins, s'étaient affaissées sur les rampes du système d'éclairage. Pour des raisons de sécurité évidentes, des travaux urgents – d'un montant de 10 000 francs – ont dû être entrepris pour remplacer certains tronçons desdites gaines.

Au camping de Vidy, un compresseur, essentiel au bon fonctionnement des chambres froides du restaurant, a grillé et son remplacement en urgence a dû être effectué pour un montant de 2500 francs.

A la salle omnisports du centre sportif de la Vallée de la jeunesse, les moteurs permettant de monter et de descendre deux paniers de basketball, ainsi que tout le système de traction de ces paniers (câbles et poulies) ont, pour des raisons impératives de sécurité, dû être remplacés sans délai pour un montant de 4500 francs.

A la piscine de la Vallée de la Jeunesse, le traitement de l'eau de la piscine est effectué par une machine produisant de la javel par électrolyse du sel, système sain, économique, sûr et écologique pour la conservation de l'eau des piscines. En juin dernier, la platine de commande de cette machine, indispensable à tout le système de traitement de l'eau, a rendu l'âme et a dû être remplacée en urgence pour un coût de 2500 francs.

Lors d'un contrôle effectué par les monteurs d'« eauservice » dans le bâtiment, sis au chemin de la Prairie 11, abritant la salle omnisports, les vestiaires, la cafétéria et la piscine de la Vallée de la jeunesse, l'installation présentait des défauts incompatibles avec une distribution conforme de l'eau potable. En conséquence, il a fallu, pour répondre à la demande expresse de ce service communal, commander le remplacement de la batterie d'introduction d'eau. Ces travaux ont représenté une dépense de 38 000 francs.

Vu ce qui précède et dès lors que le budget du Service des sports pour l'année en cours ne comprend pas les montants nécessaires pour absorber les coûts de ces interventions imprévisibles, l'octroi d'un crédit supplémentaire global de 77 500 francs s'avère nécessaire.

Il est proposé de compenser partiellement ces dépenses par des économies réalisées, à hauteur de 50 000 francs, sur un autre poste budgétaire, à savoir la rubrique 2101.318 « Autres prestations de tiers ».

250 Service de protection et sauvetage

2500 Protection et sauvetage

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
2500.315	Entretien d'objets mobiliers et d'installations	fr. 310 000.–	fr. 0.–	fr. 210 000.–

Le fonctionnement du système de climatisation de la centrale d'appels et d'engagements (CAE) de la caserne des sapeurs-pompiers, permettant de refroidir les équipements informatiques, ne fonctionne plus de manière optimale depuis environ deux ans. C'est pourquoi, il a été prévu de procéder au remplacement complet de ce système dans le cadre de la réfection, de l'aménagement et de la sécurisation de la caserne des sapeurs-pompiers, qui figure, pour un montant global de fr. 1 902 000.–, au plan des investissements pour les années 2011 à 2014. Or, des pannes, de plus en plus fréquentes, du système en cause se sont produites ces derniers temps, pannes au cours desquelles le nombre et le type d'appareils électroniques nouvellement installés engendrent une augmentation de la température ambiante du local technique, susceptible de mettre en péril leur fonctionnement.

C'est pourquoi, si l'on veut éviter de voir, en été 2011 déjà, des équipements électroniques subir de graves pannes, mettant en danger le traitement et la gestion des demandes de secours, il convient de ne pas attendre la sortie du préavis sollicitant l'octroi du crédit d'ouvrage prévu au plan des investissements et de procéder maintenant au remplacement du système de climatisation défaillant. L'acquisition et l'installation d'un nouvel équipement de climatisation représentant une dépense globale de fr. 210 000.–, l'octroi d'un crédit supplémentaire de ce montant s'avère nécessaire, dès lors que le budget du Service de protection et sauvetage pour l'année en cours ne peut pas supporter un tel coût.

Cependant, l'Etablissement cantonal d'assurance contre l'incendie et les éléments naturels (ECA) a accepté de prendre en charge, par le biais d'une subvention, le tiers du coût total

de cette opération. De plus, et bien évidemment, le préavis, relatif aux travaux de réfection de la caserne de la Vigie, tiendra compte de ce crédit supplémentaire.

Une subvention de fr. 70 000.– sera encaissée sur la rubrique 2500.461 « Subvention du canton ».

3. Culture, logement et patrimoine

Total des crédits supplémentaires par service et par commune.

		S E R V I C E S				
		3201	3301	3302	3600	TOTAL PAR NATURE
		Domaines	Immeubles du patrimoine financier	Immeubles du patrimoine administratif	Service de la culture	
CHARGES PAR NATURE	301 Traitements				60'200	60'200
	303 Cotisations aux assurances sociales				5'300	5'300
	304 Cotisations à la caisse de pensions				900	900
	310 Imprimés et fournitures de bureau				29'800	29'800
	311 Achats d'objets mobiliers et d'installations				88'600	88'600
	313 Marchandises				1'200	1'200
	314 Entretien des biens immobiliers		121'400	66'000		187'400
	318 Autres prestations de tiers	13'000			7'200	20'200
	319 Impôts, taxes et frais divers				5'000	5'000
TOTAL CULTURE, LOGEMENT ET PATRIMOINE		13'000	121'400	66'000	198'200	398'600
TOTAL DES RECETTES		0	211'400	0	175'700	387'100
Page du préavis		page 11	page 11	page 12	page 12	

320 Service des forêts, domaines et vignobles

3201 Domaines

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
3201.318	Autres prestations de tiers	fr. 165 000.–	fr. 0.–	fr. 13 000.–

Après des années de « somnolence » et de blocages administratifs, le Syndicat des améliorations foncières (SAF) à péréquation réelle des Monts-de-Pully a fixé, lors de son assemblée générale du 1^{er} juillet 2010, le montant des versements anticipés pour financer le redémarrage de ses opérations à fr. 1000.–/ha/an.

Cela signifie donc pour Lausanne un versement annuel d'environ fr. 13 000.– par an pendant quatre ans, montant qui doit être versé au 30 septembre de chaque année dès 2010.

La Municipalité est très favorable au redémarrage de ce SAF à péréquation qui devrait permettre d'agrandir les terres agricoles du domaine des Cases, sachant que plus est que l'argent versé est porté sur un compte au nom de la Ville de Lausanne et que si la facture finale, calculée selon les avantages effectivement reçus par la Ville dans le syndicat, est inférieure au montant comptabilisé l'argent sera bien entendu rendu.

La procédure de péréquation réelle menée par ce syndicat, visant à répartir sur l'ensemble des propriétaires inclus dans le périmètre la plus-value résultant de l'affectation de nouveaux terrains à bâtir, est une bonne opération pour la Ville ; en ce sens qu'elle devrait aboutir, à la fin du remaniement parcellaire, à une augmentation significative des terres agricoles de la Ville aux Monts-de-Pully.

Afin de compenser cette charge non prévue au budget, le Service s'engage à réaliser une économie de fr. 13 000.– à la rubrique 3201.314 « Entretien des biens immobiliers ».

330 Service du logement et des gérances

3301 Immeubles du patrimoine financier

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
3301.314	Entretien des biens immobiliers	fr. 3 650 000.–	fr. 156 000.–	fr. 121 400.–

Acquisition des immeubles avenue du Mont-d'Or 11 et 13, à Lausanne

En date du 1^{er} juillet 2011, la Ville de Lausanne a racheté à l'ORIF Intégration et formation professionnelle les immeubles de l'av. du Mont-d'Or 11 et 13.

Cette acquisition n'ayant pas été prévue au budget de fonctionnement 2011, la Municipalité sollicite l'octroi d'un crédit supplémentaire de fr. 121 400.– pour :

- frais de gestion courant des bâtiments,
- installation de digicode aux deux entrées,
- procéder à divers travaux indispensables (peinture, menuiserie, nettoyage) en vue de la relocation de deux appartements vacants aux numéros 11 et 13,
- rénover complètement deux appartements vétustes de 3,5 pièces au numéro 11.

Les autres charges courantes (électricité, assurances, etc.) n'étant pas représentatives, celles-ci ne sont pas indiquées.

Les revenus locatifs de ces bâtiments représentent, au prorata pour l'année 2011, la somme de fr. 65 600.–. Et dès l'année 2012, en prenant en considération que l'entier des logements pourront être occupés suite à ces divers travaux, la somme de fr. 176 000.–.

Ces charges sont compensées en 2011 par l'encaissement de revenus supplémentaires à la rubrique 3301.423 « Revenus des immeubles du patrimoine financier », de fr. 129 600.–.

3302 Immeubles du patrimoine administratif

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
3302.314	Entretien des biens immobiliers	fr. 3 000 000.–	fr. 63 000.–	fr. 66 000.–

Navigation 10, Travaux d'aménagement et frais annexes

En date du 10 août 2011, la Municipalité a entériné la mise à disposition au Service d'accueil de jour de l'enfance (SAJE) de locaux à la place de la Navigation 10, lesquels seront partagés pour moitié avec la Fondation pour l'accueil de jour des enfants (FAJE).

Travaux :

Les aménagements intérieurs se limiteront aux besoins du SAJE. Au 1^{er} étage, il s'agit d'agencer une cuisinette, de compléter les prises électriques et la pose d'une nouvelle porte séparant les deux entités. Tandis que dans les combles, la salle de conférence sera agrandie incluant la surface de réduit.

Le coût de ces travaux est estimé à fr. 49 000.–.

Informatique :

L'informatique concerne l'implantation du réseau Récolte dans les locaux, le câblage universel et le courant fort pour un montant estimé à fr. 17 000.–.

Ces charges sont compensées en 2011 par l'encaissement de revenus supplémentaires à la rubrique 3301.423 « Revenus des immeubles du patrimoine financier », de fr. 81 800.–.

3600 Service de la culture

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
3600.301	Traitements	fr. 5 385 100.–	fr. 57 500.–	fr. 60 200.–
3600.303	Cotisations aux assurances sociales	fr. 450 900.–	fr. 4900.–	fr. 5300.–
3600.304	Cotisations à la caisse de pensions	fr. 759 100.–	fr. 1800.–	fr. 900.–

Congés maladie de longue durée : fr. 35 800.–

Afin de pallier l'absence de quatre collaboratrices en arrêt maladie de longue durée, il s'est avéré nécessaire de recourir à du personnel auxiliaire pour garantir le bon fonctionnement et la qualité des prestations des musées concernés (Collection de l'art brut, mudac et Musée historique de Lausanne).

Congés maternité : fr. 12 100.–

Dès la fin septembre 2010, une collaboratrice du Musée historique a débuté son congé maternité. Elle a repris le travail en mars 2011 après un congé supplémentaire d'un mois pour l'allaitement. Afin d'assurer la continuité et la bonne marche du musée, l'engagement d'une auxiliaire s'est avéré indispensable. La présente demande représente deux mois de traitement en 2011 (janvier et février).

Ces charges sont compensées par l'encaissement de fr. 17 800.– des indemnités relatives à l'allocation fédérale de maternité à la rubrique 3600.436 « Dédommagements de tiers ».

Congés accident : fr. 18 500.–

Afin de pallier l'absence de deux collaborateurs du MHL en arrêt suite à un accident, il s'est avéré nécessaire de recourir à une augmentation du taux d'activité d'une titulaire pour la première et à l'engagement d'auxiliaires pour le second afin de garantir le bon fonctionnement et la qualité des prestations du musée.

Ces charges sont compensées par l'encaissement, à l'Administration générale, des indemnités accident, sur la rubrique 1200.436 « Dédommagements de tiers » pour fr. 26 100.–.

Pour les rubriques 3600.310 à 319 ci-après, le budget annuel accordé aux musées communaux pour la préparation des expositions étant restreint au vu des coûts engendrés, les directeurs des musées font appel à des sponsors, avec plus ou moins de succès selon les années et les thèmes proposés.

En 2011, l'argent ainsi récolté par le mudac permet d'améliorer et étoffer le contenu de ses expositions et collections (catalogues, scénographie, achat d'œuvres d'art pour la Collection d'art verrier, etc.)

		Budget	Crédit suppl. 1^{re} série	Crédit suppl.
3600.310	Imprimés et fournitures de bureau	fr. 580 000.-	fr. 0.-	fr. 29 800.-

Ce montant est destiné à financer la parution d'espaces publicitaires annonçant les visites guidées de la Collection d'art verrier, ainsi que l'affichage et les annonces presse de l'exposition « Papier-Peints ».

		Budget	Crédit suppl. 1^{re} série	Crédit suppl.
3600.311	Achats d'objets mobiliers et d'installations	fr. 175 000.-	fr. 0.-	fr. 88 600.-

Ce montant est destiné à l'acquisition d'œuvres d'art pour la Collection d'art verrier.

		Budget	Crédit suppl. 1^{re} série	Crédit suppl.
3600.313	Marchandises	fr. 120 000.-	fr. 0.-	fr. 1200.-

Ce montant est destiné à financer du matériel pour l'exposition « Sauvés des Eaux ».

		Budget	Crédit suppl. 1^{re} série	Crédit suppl.
3600.318	Autres prestations de tiers	fr. 370 000.-	fr. 0.-	fr. 7200.-

Montant destiné à couvrir partiellement les frais d'honoraires (frais de graphisme) pour les annonces promotionnelles de la Collection d'art verrier et la dépose des papiers peints par des professionnels de l'exposition « Papiers-peints ».

		Budget	Crédit suppl. 1^{re} série	Crédit suppl.
3600.319	Impôts, taxes et frais divers	fr. 244 200.-	fr. 0.-	fr. 5000.-

Montant destiné à couvrir les frais de transports des œuvres achetées pour la Collection d'art verrier, ainsi que pour le retour d'œuvres de l'exposition « Papiers-Peints ».

Ces montants sont entièrement compensés par des recettes enregistrées sur la rubrique 3600.439 « Autres recettes », soit fr. 131 800.-.

4. Travaux

Total des crédits supplémentaires par service et par nature.

			S E R V I C E S					TOTAL PAR NATURE
			4201 Service des routes et de la mobilité	4300 Service d'urbanisme	4400 Service d'architecture	4602 Unité de gestion du réseau (UGR)	4603 Traitement des eaux usées	
CHARGES PAR NATURE	311	Achats d'objets mobiliers et d'installations	21'000					21'000
	314	Entretien des biens immobiliers				35'800		35'800
	315	Entretien d'objets mobiliers et d'installations				62'000		62'000
	316	Loyers et redevances d'utilisation			8'300	195'800	55'000	259'100
	318	Autres prestations de tiers	26'100	180'000	10'000			216'100
	390	Imputations internes				-35'800		-35'800
TOTAL TRAVAUX			47'100	180'000	18'300	257'800	55'000	558'200
TOTAL DES RECETTES			26'100	0	0	0	0	26'100
Page du préavis			page 14	page 15	page 16	page 17	page 18	

4201 Service des routes et de la mobilité

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
4201.311	Achats d'objets mobiliers et d'installations	fr. 393 500.-	fr. 0.-	fr. 21 000.-

Deux conteneurs d'outillage appartenant à notre unité « Travaux » installés à proximité de chantiers communaux ont été cambriolés les 19 et 26 juin derniers. A ces occasions, une pilonneuse, une plaque vibrante, une perceuse/frappeuse électro-pneumatique, un marteau piqueur électro-pneumatique, deux meules à disque, une tronçonneuse à disque, deux aiguilles vibrantes, un niveau à lunette et un groupe électrogène ont été dérobés.

La disparition de ces équipements ayant des conséquences notables sur le bon fonctionnement de nos équipes de chantiers, il est nécessaire et urgent d'en acquérir de nouveaux.

Le disponible sur la rubrique concernée comptable ne permettant pas de financer cette dépense imprévisible, nous sollicitons l'octroi d'un crédit supplémentaire pour couvrir ces achats.

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
4201.318	Autres prestations de tiers	fr. 5 080 000.-	fr. 0.-	fr. 26 100.-

Prestations PFO 2009-2010

Afin de tenter de supprimer le déficit chronique de l'office des pompes funèbres officielles (PFO), rattaché au Service de protection et sauvetage (SPSL), diverses mesures de rationalisation et d'économies ont dû être prises ces dernières années, afin de lui permettre

de se montrer compétitif face à la concurrence. L'une de ces mesures a consisté à abandonner purement et simplement la construction de cercueils, largement déficitaire, et, par voie de conséquence, à trouver des solutions de transferts internes pour les menuisiers rattachés aux PFO. Afin que cette opération se déroule dans les meilleures conditions possibles, l'abandon de la production de cercueils s'est fait progressivement, dès la fin de l'année 2009 et durant l'année 2010, jusqu'à épuisement des stocks de bois. Parallèlement, et afin d'occuper pleinement le personnel de la menuiserie, la SPSL a mis à disposition des autres services de l'Administration intéressés, deux menuisiers qualifiés des PFO.

Le Service des routes et de la mobilité a reçu en prêt un menuisier des PFO qui a travaillé 49 heures en 2009 et 498,25 heures en 2010, ce qui représente un montant total de fr. 26 049,10 pour les deux années. Ce menuisier a effectué divers travaux à satisfaction au sein de l'atelier de menuiserie du Service des routes et de la mobilité.

Ces travaux n'ont pas été facturés par le SPSL sur les exercices comptables concernés et il lui est demandé aujourd'hui de régulariser la situation.

L'opération est blanche pour la Ville puisque le présent crédit supplémentaire est compensé par une recette équivalente au Service de protection et sauvetage, rubrique 2503.434 « Redevances et prestations facturées » pour fr. 26 100.–.

4300 Service d'urbanisme

		Budget		Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
4300.318	Autres prestations de tiers	fr.	150 000.–	fr.	0.–
				fr.	180 000.–

Depuis plusieurs années, le service est dans la nécessité d'augmenter de manière significative cette rubrique : +14,5 % pour le budget 2010 et +31 % pour le budget 2011, sachant au surplus que ces montants ont été dépassés dans les faits : +45 % pour l'année 2010 et +35 % pour l'année 2011 (à début juin).

Cette rubrique comprend notamment :

1. Section autorisations – honoraires, études, expertises

Les demandes de permis de construire demandent un travail de plus en plus lourd et complexe, faisant l'objet par ailleurs de nombreux recours, parfois jusqu'au Tribunal fédéral. Cela amène la Ville à être représentée par différents avocats dont le coût est très difficile à mesurer car il est dépendant de la complexité et la durée de la procédure.

Il est à prendre en compte que les dossiers en cours, toutes étapes et analyses confondues, sont de 1233 (état au 10 juin 2011). A titre de comparaison, le nombre de dossiers en cours en 2010 à la même époque était de 713. Les recours en cours sont actuellement de 27. A titre de comparaison, le nombre de recours en cours en 2010 à la même époque était de 18.

2. Section planification – honoraires, études, expertises

Des études spécifiques ne bénéficiant pas de compte d'attente ont été commandées et ne peuvent être remises en question car ont un impact direct sur des projets en cours dans d'autres services (ex : notice environnementale sur le projet routier dit « Barreau de l'Essert » ; espaces publics à Sévelin).

3. Suite à un départ d'une secrétaire et à la maladie de la seconde, le service s'est retrouvé sans secrétariat

Devant l'urgence de la situation, le Service s'est vu contraint de faire appel à un prestataire de service et ce pour la première fois afin d'assurer la prestation.

La mise au concours ayant finalement abouti et la seconde secrétaire étant revenue, les mesures mises en place ont immédiatement été interrompues.

4. Prestations extérieures, montages films

Une facture qui aurait dû être payée sur 2010 a été reçue par le service en 2011 grevant ainsi le budget alloué pour les films.

Le nombre d'oppositions et la médiatisation du PPA Beaulieu et de la tour Taoua ont nécessité des études complémentaires non prévues dans les prestations internes de la Ville.

Ces prestations indispensables sont en cours (point 1 et 2) car elles ont une incidence directe sur le fonctionnement du service et la prestation délivrée aux usagers (permis de construire). Ces montants n'ayant pu être provisionnés lors de l'établissement du budget 2011, nous sollicitons un crédit supplémentaire permettant leur financement

4400 Service d'architecture

		Budget		Crédit suppl. 1 ^{re} série		Crédit suppl.
4400.316	Loyers et redevances d'utilisation	fr.	0.-	fr.	5200.-	fr. 8300.-

En 2009, le Service d'architecture a acheté à l'entreprise Swisscad un logiciel dénommé « armoire à plan » en vue de la gestion des plans informatiques en possession du Service.

En octobre 2010, lors des discussions avec Swisscad pour préparer le changement du parc informatique et la migration sur Windows 7 (Start 2), les questions des frais de licence et de maintenance du logiciel ont été évoquées pour la première fois par Swisscad.

Ces frais n'avaient pas été discutés auparavant et par conséquent, ils n'ont pas été prévus au budget.

		Budget		Crédit suppl. 1 ^{re} série		Crédit suppl.
4400.318	Autres prestations de tiers	fr.	27 000.-	fr.	0.-	fr. 10 000.-

Dans le cadre de la révision des Conditions générales de la Ville qui accompagnent le contrat d'entreprise et qui datent de 1990, nous avons mandaté un avocat pour nous accompagner dans la formulation de nouvelles propositions de modifications.

Le travail de pilotage de cette révision est mené par le Service d'architecture. Il s'agit d'une mission complexe au vu des différents intérêts à prendre en compte et des pratiques disparates à harmoniser.

Afin de bien la mener à terme, cette révision exige un soutien externe plus conséquent que prévu. Ainsi, nous demandons un crédit supplémentaire pour pouvoir poursuivre la collaboration avec l'avocat déjà mandaté.

Ce crédit sera entièrement compensé sur la rubrique 4400.311 « Achats d'objets mobiliers et d'installations ».

460 Service d'assainissement

4602 Unité de gestion du réseau (UGR)

		Budget		Crédit suppl. 1 ^{re} série		Crédit suppl.
4602.314	Entretien des biens immobiliers	fr.	1 348 400.-	fr.	0.-	fr. 35 800.-

		Budget		Crédit suppl. 1 ^{re} série		Crédit suppl.
4602.390	Imputations internes	fr.	2 861 600.-	fr.	35 800.-	fr. -35 800.-

Rappel

Lors de la séance du 4 mai 2011, la Municipalité avait accepté l'octroi d'un crédit supplémentaire de fr. 35 800.– sur la rubrique 4602.390 afin de pouvoir prendre en charge le nettoyage des locaux sis à la rue des Terreaux 33 par le personnel du Service du logement et des gérances, mission précédemment confiée à des entreprises privées.

Or, il s'avère que les imputations internes soumises à TVA doivent être imputées sur des rubriques budgétaires « ordinaires », raison pour laquelle la rubrique comptable de la demande I/62 doit être modifiée comme suit :

4602.390 : diminution de fr. 35 800.–

4602.314 : augmentation de fr. 35 800.–.

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
4602.315	Entretien d'objets mobiliers et d'installations	fr. 38 900.–	fr. 0.–	fr. 62 000.–

Suite au dysfonctionnement de la station de pompage « Maladière », le Service d'assainissement a dû procéder au remplacement, non prévu au budget, des 2 pompes de l'installation pour un montant total de près de fr. 7000.– HT.

En outre, un défaut de fonctionnement du clapet anti-retour de la pompe 1 de la station de pompage « Ouchy » a nécessité son remplacement sans délai pour des raisons de sécurité et de perturbations hydrauliques. Le montant de cette intervention est estimé à fr. 3000.– HT. Pour cette même installation, des travaux de révision exécutés durant le 4^e trimestre 2010, tel que prévu au budget, n'ont été facturés qu'après le bouclage de ce dernier, et le montant considéré, de fr. 28 172.– HT (hors fournitures) a grevé le budget 2011.

Par ailleurs, dans le cadre de travaux de révision planifiés des pompes de la station de pompage « Bellerive », rendus nécessaires par différentes fuites constatées, les prestations initialement envisagées en interne (STEP Vidy) ont dû être confiées à des tiers, par manque de ressources disponibles. Les montants attendus des interventions entraînent un coût supplémentaire d'environ fr. 30 000.– HT.

Enfin, des travaux non planifiés d'équipement de l'ouvrage de gestion des eaux usées « Flon-Ville » doivent être entrepris. Le montant total des interventions y relatives est devisé à fr. 19 500.– HT.

Ce crédit sera compensé sur la rubrique 4602.314 « Entretien des biens immobiliers » pour fr. 6000.–.

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
4602.316	Loyers et redevances d'utilisation	fr. 21 000.–	fr. 0.–	fr. 195 800.–

Dorénavant, les imputations internes soumises à TVA doivent être imputées sur des rubriques budgétaires « ordinaires ». C'est pourquoi, l'imputation interne du Service du logement et des gérances inhérente au loyer du bâtiment sis à la rue des Terreaux 33 a été transférée de la rubrique 4602.390, où se trouve le disponible y relatif, et imputée sur la rubrique 4602.316. Ce crédit supplémentaire est ainsi entièrement compensé par le disponible prévu à cet effet sur la rubrique 4602.390 « Imputations internes ».

4603 Traitement des eaux usées

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
4603.316	Loyers et redevances d'utilisation	fr. 13 000.–	fr. 0.–	fr. 55 000.–

1. Le traitement biologique des eaux usées nécessite d'importantes quantités d'air injecté dans l'eau par des soufflantes. En raison de la vétusté de ces dernières (en service depuis 1964) et la technologie mise en œuvre à l'époque, leurs consommations d'énergie électrique sont très élevées. De plus, leurs commandes et réglages sont peu efficaces. Les différentes tentatives de modification de ces équipements, respectivement les dispositions prises pour réduire leurs consommations énergétiques ou améliorer leurs réglages au fil des années, n'ont pas été couronnées du succès escompté.

Pour baisser la consommation d'énergie électrique et améliorer la qualité de l'eau rejetée après traitement par un meilleur réglage de l'injection d'air, il est envisagé de louer et d'installer une soufflante mobile.

La location est prévue d'octobre à décembre 2011 et le montant supplémentaire demandé correspond aux prix de l'installation et de la location de cet équipement. Si cette solution temporaire apportait les avantages attendus, la location serait prolongée jusqu'à la mise en service de la solution technique définitive dans le cadre du projet de renouvellement des filières de traitement des eaux et des boues (dans environ trois ans) et une nouvelle demande de crédit supplémentaire serait présentée en 2012.

2. Pour le transport par train des cendres, résidus de l'incinération des boues d'épuration, vers le lieu de leur mise en décharge, des bennes de type ACTS sont utilisées. Cette prestation, initialement facturée à travers le CIL, est maintenant facturée directement par ACTS à la STEP.

Ce crédit sera compensé à raison de fr. 25 000.– sur la rubrique 4603.312 « Eau, énergie et chauffage » et pour fr. 5000.– sur la rubrique 4603.313 « Marchandises ».

5. Enfance, jeunesse et éducation

Total des crédits supplémentaires par service et par nature :

		S E R V I C E S		
		5500	5900	
		Service dentaire	Lieux d'accueil de jour municipaux	TOTAL PAR NATURE
CH. P/NAT.				
311	Achats d'objets mobiliers et d'installations		37'000	37'000
318	Autres prestations de tiers	49'500		49'500
	TOTAL ENFANCE, JEUNESSE ET EDUCATION	49'500	37'000	86'500
	<i>TOTAL DES RECETTES</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
	Page du préavis	page 19	page 20	

5500 Service dentaire

Budget		Crédit suppl. 1 ^{re} série		Crédit suppl.
5500.318	Autres prestations de tiers	fr. 40 300.–	fr. 0.–	fr. 49 500.–

Analyse du fonctionnement du Groupe orthodontique de Montbenon

Avec l'objectif de rationaliser le travail administratif et de dégager du temps productif, un mandat a été confié à une entreprise privée afin d'analyser les procédures de travail au Groupe orthodontique de Montbenon. Le résultat de ce travail va permettre une amélioration du fonctionnement des cabinets en orthopédie dentofaciale.

Coût : fr. 18 000.–

Sous-traitance OrthoCad

En orthodontie, il s'avère qu'un nombre élevé de patients nécessitera la prestation « bonding indirect ». Le nombre de cas en sous-traitance à l'étranger (OrthoCad) pour cette prestation a été sous-estimé dans le budget 2011.

Coût : fr. 31 500.–

Ce coût est partiellement compensé par l'augmentation des recettes enregistrées sous la rubrique 5500.434 « Redevances et prestations facturées ».

590 Service d'accueil de jour de l'enfance (SAJE)*5900 Lieux d'accueil de jour municipaux*

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
5900.311	Achats d'objets mobiliers et d'installations	fr. 200 000.–	fr. 0.–	fr. 37 000.–

Frais d'aménagement dans l'immeuble sis à la place de la Navigation 10 : fr. 25 000.–

Dans sa séance du 11 mai 2011, la Municipalité a examiné une note liée à l'opportunité pour le Service d'accueil de jour de l'enfance (SAJE) de louer une surface d'environ 300 m² au 1^{er} et 2^e étage de la Place de la Navigation 10 – patrimoine financier de la Ville.

Dès le 1^{er} novembre 2011, une partie de ces locaux seront occupés par 8 collaborateurs du SAJE (cellule socio-pédagogique, coordinatrices de l'accueil familial et répondante de sécurité pour les centres de vie enfantine). La plupart des personnes déménageront avec leur mobilier. Toutefois, il restera 3 postes de travail à meubler ainsi que le matériel nécessaire pour équiper une salle de conférence d'une capacité maximale de 45 places.

Ce crédit sera compensé par la rubrique 5901.318 « Autres prestations de tiers ».

Remplacement de deux appareils de cuisine au CVE des Bergières : fr. 12 000.–

Achetées il y a plus de dix ans, la machine d'épluchage et la trancheuse inclinée du centre de vie enfantine des Bergières donnent d'inquiétants signes d'usure. C'est pourquoi, en raison d'une utilisation intensive par le personnel de cuisine, le remplacement de ces deux appareils devient nécessaire dans les meilleurs délais.

Le renouvellement de ces deux machines avec les accessoires complémentaires implique ce crédit supplémentaire de fr. 12 000.–.

6. Sécurité sociale et environnement

Total des crédits supplémentaires par service et par nature :

			S E R V I C E S						TOTAL PAR NATURE
			6100 Secteur assurances sociales	6300 Administration du service	6302 Unités de prestations	6303 Subventions et aides individuelles	6404 Emplois temporaires subventionnés (ETSL)	6600 Service des parcs et promenades	
CHARGES PAR NATURE	301	Traitements	157'600				26'000		183'600
	303	Cotisations aux assurances sociales	13'600				2'400		16'000
	304	Cotisations à la caisse de pensions	28'800				3'400		32'200
	305	Assurance-accidents					200		200
	311	Achats d'objets mobiliers et d'installations	24'000						24'000
	314	Entretien des biens immobiliers	15'000						15'000
	316	Loyers et redevances d'utilisation	13'500						13'500
	318	Autres prestations de tiers		30'800	32'700			15'400	78'900
	365	Subventions à des institutions				40'300			40'300
	366	Aides individuelles				60'000			60'000
	TOTAL SECURITE SOCIALE ET ENVIRONNEMENT		252'500	30'800	32'700	100'300	32'000	15'400	463'700
	TOTAL DES RECETTES		252'500	0	0	0	0	15'400	267'900
	Page du préavis		page 21	page 22	page 23	page 23	page 24	page 24	

610 Service des assurances sociales

6100 Secteur assurances sociales

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
6100.301	Traitements	fr. 5 323 900.–	fr. 14 400.–	fr. 157 600.–
6100.303	Cotisations aux assurances sociales	fr. 441 800.–	fr. 1200.–	fr. 13 600.–
6100.304	Cotisations à la caisse de pensions	fr. 782 400.–	fr. 100.–	fr. 28 800.–
6100.311	Achats d'objets mobiliers et d'installations	fr. 402 100.–	fr. 0.–	fr. 24 000.–
6100.314	Entretien des biens immobiliers	fr. 0.–	fr. 0.–	fr. 15 000.–
6100.316	Loyers et redevances d'utilisation	fr. 182 100.–	fr. 0.–	fr. 13 500.–

Le projet de loi sur les prestations complémentaires cantonales pour les familles et les prestations cantonales de la rente-pont mis en consultation le 15 mai a été approuvé par le peuple nécessitant l'augmentation du personnel du service des assurances sociales.

L'agence d'assurances sociales de Lausanne devra ainsi gérer 300 cas transférés du régime RI au régime PC Familles, soit 1/3 des dossiers de tout le canton et 1700 familles remplissant les conditions d'octroi des PC Familles, soit environ 33 % des dossiers de tout le Canton, et ceci, sans tenir compte des bénéficiaires de la rente-pont.

Le traitement des demandes liées à la nouvelle loi requiert l'engagement de quatre collaborateurs à un taux d'activité de 100 % en tenant compte d'un réaménagement de l'effectif du service et également d'un réaménagement des locaux permettant l'accueil de la clientèle.

En termes budgétaires, l'engagement des quatre futurs collaborateurs représente une charge budgétaire supplémentaire de fr. 285 500.– pour les mois de juillet à décembre.

La charge financière finale sera supportée par le Canton. Une participation supplémentaire doit donc être également portée en recette sous la rubrique 6100.434 « Redevances et prestations facturées » pour fr. 252 500.–.

630 Service social Lausanne – CSR

6300 Administration du service

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
6300.318	Autres prestations de tiers	fr. 45 500.–	fr. 27 400.–	fr. 30 800.–

Enquête sur les publics et le dispositif de la CIFEA : fr. 25 200.–

Depuis 1995, la Communauté d'Intérêt pour la Formation Élémentaire des Adultes (CIFEA) regroupe cinq institutions de formation d'adultes qui proposent de nombreux cours de formation de bases financés en partie par la Ville. L'objectif est de combler les lacunes en formation élémentaire des Lausannois adultes par des mesures formatives en mettant l'accent sur l'acquisition de connaissances élémentaires afin d'avoir le niveau nécessaire au suivi d'une formation qualifiante ou à la prise d'emploi.

La société Phronesis Consulting a été mandatée pour évaluer le dispositif de la CIFEA, identifier ces points forts et faibles afin de voir quelles sont les améliorations possibles. Elle va formuler des recommandations pour améliorer la pertinence des indicateurs (base de données ou autres éléments du dispositif) ainsi que l'information et l'orientation des bénéficiaires.

Pour cette enquête, il est sollicité un crédit supplémentaire de fr. 25 200.–.

Le montant mis au budget pour la subvention CIFEA ne sera pas utilisé dans sa totalité, voir rubrique 6303.365 « Subventions à des institutions » pour fr. 25 200.–.

Réalisation des illustrations de l'espace internet : fr. 5600.–

La réorganisation récente du Service social Lausanne et le nombre important de personnes à la recherche d'informations sur l'aide sociale lausannoise militent en faveur d'un renforcement de la communication du service. Il en est ainsi d'une refonte de la rubrique www.lausanne.ch/ssl.

Les contenus de ces supports seront rédigés à l'interne (SSL et DEVCOM). Le recours à un prestataire est toutefois nécessaire pour réaliser les illustrations de l'espace internet.

Un montant de fr. 5600.– est demandé et sera compensé par la rubrique 6301.314 « Entretien des biens immobiliers ».

6302 Unités de prestations

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
6302.318	Autres prestations de tiers	fr. 667 400.–	fr. 0.–	fr. 32 700.–

Mandat d'évaluation des hébergements d'urgence : fr. 15 700.–

Un crédit supplémentaire de fr. 10 000.–, obtenu au budget 2010, n'a pas été dépensé. Le mandat d'évaluation des hébergements d'urgence de la Ville, demandé par la Municipalité le 18 août 2010, a été effectué en 2011 et la facture de fr. 15 720.– y relative est en attente de paiement.

Le SSL sollicite un crédit supplémentaire de fr. 15 700.–.

Frais d'interprètes pour les usagers non francophones : fr. 17 000.–

Suite à la réorganisation du SSL, les assistants sociaux mènent des entretiens qui ne visent plus à calculer les aides financières allouées, mais à permettre aux usagers de retrouver leur autonomie. Un usager sur deux n'étant pas francophone, la présence d'un interprète aux entretiens est désormais beaucoup plus fréquemment requise.

Un montant de fr. 17 000.– est demandé et sera compensé par la rubrique 6302.314 « Entretien des biens immobiliers ».

6303 Subventions et aides individuelles

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
6303.365	Subventions à des institutions	fr. 9 990 400.–	fr. 30 000.–	fr. 40 300.–

Hébergements d'urgence : fr. 15 300.–

L'augmentation de la demande auprès des hébergements d'urgence a nécessité du renfort en personnel au Sleep In, en particulier pour gérer les admissions. De plus, l'augmentation des vols et de l'usure du matériel (particulièrement la lingerie) a nécessité un renouvellement plus important que prévu. Pour ces raisons, un montant de 25 300 francs est demandé par cette institution.

Fr. 10 000.– étant payé par les subventions casuelles, c'est donc un crédit supplémentaire de fr. 15 300.– qui est sollicité.

Subventions casuelles : fr. 25 000.–

Un crédit supplémentaire de fr. 25 000.– est demandé pour augmenter les subventions casuelles dont le solde est insuffisant. Des dépenses importantes en début d'année, Sleep In (fr. 10 000.–) et Fondation ABS-La Terrasse (fr. 50 000.–), ont été consenties sur ce poste pour permettre l'utilisation des lieux sans passer par des crédits supplémentaires.

Ce crédit sera compensé par la rubrique 6302.314 « Entretien des biens immobiliers ».

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
6303.366	Aides individuelles	fr. 2 000 000.–	fr. 0.–	fr. 60 000.–

Augmentation de la prise en charge des transports de loisir, principalement pour les taxis, pour des personnes à mobilité réduite (Taxis services et Transport Handicap Vaud).

Un montant de fr. 60 000.– est demandé.

640 Service du travail et de l'intégration

6404 Emplois temporaires subventionnés (ETSL)

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
6404.301	Traitements	fr. 4 328 000.–	fr. 124 200.–	fr. 26 000.–
6404.303	Cotisations aux assurances sociales	fr. 363 400.–	fr. 10 600.–	fr. 2400.–
6404.304	Cotisations à la caisse de pensions	fr. 668 500.–	fr. 16 200.–	fr. 3400.–
6404.305	Assurance-accidents	fr. 49 900.–	fr. 1100.–	fr. 200.–

Le programme d'emplois temporaires subventionnés Syni organise des programmes d'emplois temporaires (PET) dans les pays est-européens, par Syni 21, et, dans les organisations internationales et non gouvernementales en Suisse, par Syni Lausanne. Ces

deux programmes nationaux s'adressent à des demandeurs d'emplois universitaires ou ayant une importante expérience professionnelle.

La révision de la LACI a pour effet de remettre en question le fonctionnement de ces programmes. Le besoin avéré d'offrir des stages aux jeunes demandeurs d'emplois qualifiés permettrait, sans doute, en collaboration avec le Service de l'emploi du Canton de Vaud (SDE), de diversifier l'activité de Syni. Cette diversification passe par une redéfinition du concept du programme. Ce travail de conceptualisation et de contacts avec les différents partenaires subventionnants créera un surplus de travail que l'équipe actuelle ne pourra assumer.

D'autre part, une collaboratrice, avec un taux d'occupation à 50 %, quittera ses fonctions au 30 juin 2011.

Pour les deux raisons ci-dessus, il paraît indispensable de prolonger le contrat d'une auxiliaire compétente qui travaille actuellement pour Syni. Cette prolongation prendra fin au 31 décembre 2011.

Il est donc nécessaire de déposer une demande de crédit supplémentaire de fr. 32 000.– pour permettre de couvrir les coûts 2011.

6600 Service des parcs et promenades

Budget			Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
6600.318	Autres prestations de tiers	fr. 460 000.–	fr. 59 500.–	fr. 15 400.–

Prestations PFO 2009-2010

Afin de tenter de supprimer le déficit chronique de l'office des pompes funèbres officielles (PFO), rattaché au Service de protection et sauvetage (SPSL), diverses mesures de rationalisation et d'économies ont dû être prises ces dernières années, afin de permettre à cet office de se montrer compétitif face à la concurrence. L'une de ces mesures a consisté à abandonner purement et simplement la construction de cercueils, largement déficitaire, et, par voie de conséquence, à trouver des solutions de transferts internes pour les menuisiers rattachés aux PFO. Afin que cette opération se déroule dans les meilleures conditions possibles, l'abandon de la production de cercueils s'est fait progressivement, dès la fin de l'année 2009 et durant l'année 2010, jusqu'à épuisement des stocks de bois. Parallèlement, et afin d'occuper pleinement le personnel de la menuiserie, la SPSL a mis à disposition des autres services de l'Administration intéressés, deux menuisiers qualifiés des PFO.

Le Service des parcs et promenades a reçu en prêt un menuisier des PFO qui a travaillé 128,5 heures en 2009 et 196 heures en 2010, ce qui représente un montant total de fr. 15 434,30 pour les deux années. Ce menuisier a effectué divers travaux à satisfaction au sein de l'atelier de menuiserie du Service des parcs et promenades.

Or, ces travaux n'ont pas été facturés par le SPSL et il lui est demandé de régulariser la situation.

L'opération est blanche pour la Commune puisque le présent crédit supplémentaire est complètement compensé par une recette équivalente au Service de protection et sauvetage, rubrique 2503.434 « Redevances et prestations facturées » pour fr. 15 400.–.

7. Services industriels

Total des crédits supplémentaires par service et pas nature :

			S E R V I C E S						TOTAL PAR NATURE
			700 Développement stratégique	702 Magesi	74 Gaz et chauffage à distance	76 Electricité	77 Multimédia	78 Service commercial	
CHARGES PAR NATURE	301	Traitements		59'600					59'600
	303	Cotisations aux assurances sociales		5'100					5'100
	304	Cotisations à la caisse de pensions		9'700					9'700
	305	Assurance-accidents		1'500					1'500
	310	Imprimés et fournitures de bureau						200'000	200'000
	311	Achats d'objets mobiliers et d'installations				51'200		40'000	91'200
	315	Entretien d'objets mobiliers et d'installations				104'400			104'400
	318	Autres prestations de tiers	170'000		135'000	419'000		135'000	859'000
	319	Impôts, taxes et frais divers				41'000	79'000		120'000
	TOTAL SERVICES INDUSTRIELS		170'000	75'900	135'000	615'600	79'000	375'000	1'450'500
	TOTAL DES RECETTES		0	0	0	370'000	0	0	370'000
	Page du préavis		page 25	page 26	page 27	page 27	page 29	page 29	

700 Développement stratégique

Budget			Crédit suppl. 1 ^{re} série		Crédit suppl.
700.318	Autres prestations de tiers	fr. 1 180 000.–	fr.	0.–	fr. 170 000.–

L'amélioration continue du système SAP permet d'automatiser des tâches, de réduire les risques d'erreurs, de répondre aux besoins en matière de tarification, d'améliorer la qualité de l'information stockée ainsi que son traitement. Les utilisateurs peuvent faire part de demandes d'évolution, qui sont analysées avant d'être implémentées ou refusées. Certaines demandes d'évolution prennent de l'ampleur et deviennent des projets, parce qu'elles permettent un saut qualitatif important et demandent plus de temps de développement. C'est le cas du projet Vesta qui permet notamment de pouvoir récupérer automatiquement les informations de base des clients qui déménagent dans la zone de desserte des SIL et rend possible à ces derniers d'entrer ou de corriger eux-mêmes leurs informations via le portail de cyberadministration en cours de réalisation.

Un projet de développement SAP passe par un cahier des charges (« business blue print », BBP) puis par une proposition de réalisation technique (« technical blue print ») qui permet à neo technologies d'établir une offre détaillée. La majorité des projets peuvent être planifiés au budget, mais certains apparaissent en cours d'année ou aboutissent à des coûts différents de ce qui était envisagé au moment du BBP, parce que le développement technique se révèle particulièrement simple ou au contraire complexe, voire sont abandonnés ou reportés, ou parce que de nouvelles fonctionnalités indispensables doivent être implémentées en cours de développement. Les aléas de calendrier font que certains

projets sont budgétés sur une année et payés en partie sur la suivante. Ces paramètres parfois se compensent, parfois se cumulent, ce qui est le cas aujourd'hui.

Projet Vesta (phase 1 / phase 2 en 2012 pour 64 000.–)	84 000.–	(projet, réalisation 2011-2012)
Mise en conformité, selon exigences de la révision, des commandes via les catalogues externes (« punch out ») sur le système Lausashop	18 000.–	(projet, réalisation 2011)
Facturation nouveaux produits électriques	52 000.–	(solde sur projet 2010, payé)
Clearing house (échange d'infos entre distributeurs pour clients libéralisés)	16 000.–	(solde sur projet 2010, payé)
Total	170 000.–	

Le crédit sera entièrement compensé sur les rubriques suivantes : 780.309 « Autres charges de personnel » (fr. 30 000.–), 780.319 « Impôts, taxes et frais divers » (fr. 120 000.–) et 702.312 « Eau, énergie et chauffage » (fr. 20 000.–).

702 Magesi

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
702.301	Traitements	fr. 4 199 300.–	fr. 12 600.–	fr. 59 600.–
702.303	Cotisations aux assurances sociales	fr. 348 000.–	fr. 900.–	fr. 5100.–
702.304	Cotisations à la caisse de pensions	fr. 583 100.–	fr. 100.–	fr. 9700.–
702.305	Assurance-accidents	fr. 123 500.–	fr. 200.–	fr. 1500.–

Le Magesi, désormais SALV (Service achat et logistique Ville) développe l'offre de la plateforme pour les achats de la Ville. Il a donc été indispensable, pour mettre sur pied ce projet, d'engager un auxiliaire par contrat de durée déterminée pour effectuer la saisie des données inhérentes à la création sur le système informatique (SAP) d'un catalogue élargi de matériel (EPI, matériel de conciergerie, mobilier, produits de soins & hygiène pour la petite enfance, etc.) Les articles référencés sont aussi complétés par une photo du produit, par des fiches techniques et de sécurité lorsque celles-ci existent. Ce catalogue, en constante évolution du fait de l'ajout de nouveaux groupes de produits, est mis à disposition des services de la Ville pour leur permettre de passer des commandes de matériel standardisé via la plateforme LausaShop.

Ce crédit est totalement compensé par la rubrique 702.318 « Autres prestations de tiers ».

74 Gaz et chauffage à distance

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
74.318	Autres prestations de tiers	fr. 1 350 000.–	fr. 0.–	fr. 135 000.–

Concept de commercialisation et des nouveaux tarifs du gaz

Pour anticiper l'ouverture du marché du gaz, les SIL doivent développer au 01.07.2012 une nouvelle offre tarifaire du gaz, comme ils l'ont fait avec succès pour l'électricité. Pour y arriver, ils font également appel à des ressources externes spécialisées, financées par ce crédit supplémentaire de fr. 270 000.– au budget 318 des 2 services concernés.

Le projet, établi en fonction des recommandations de la branche gazière et la législation, permettra de renforcer la densification des réseaux et l'attractivité du gaz face aux énergies concurrentes. Il assurera la cohérence stratégique et opérationnelle entre les services, sur la base d'un concept de commercialisation (marketing, communication et organisation) et par le développement des méthodes et outils de calcul des tarifs.

76 Electricité

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
76.311	Achats d'objets mobiliers et d'installations	fr. 2 400 000.–	fr. 0.–	fr. 51 200.–
76.315	Entretien d'objets mobiliers et d'installations	fr. 3 000 000.–	fr. 0.–	fr. 82 400.–

Swisscom souhaite disposer d'une deuxième source d'alimentation moyenne tension susceptible de réalimenter son central de Lausanne Savoie, situé à l'av. André-Schnetzler 3, en cas d'indisponibilité du réseau de Sébeillon.

Pour ce faire, Swisscom a demandé une offre au SEL pour l'installation des infrastructures nécessaires à la création d'une nouvelle liaison MT entre les postes de transformation « Palmiers » et « Ruchonnet ».

L'entier des frais d'investissement de ces installations, pour un montant d'environ fr. 180 000.–, seront refacturés à Swisscom.

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
76.315	Entretien d'objets mobiliers et d'installations	fr. 3 000 000.–	fr. 0.–	fr. 22 000.–

Les protections des postes de transformation (PT) sont des éléments particulièrement importants du réseau, qui fonctionnent lorsqu'il y a danger. De ce fait, un contrôle régulier, qui devrait en principe être effectué tous les 5 ans, est indispensable pour garantir une bonne fiabilité des appareils.

Protection jeux de barres du PT « Bellefontaine »

Suite à une grave avarie survenue en 2010, une révision des protections transfos a été effectuée. Il reste encore à procéder au contrôle des protections des jeux de barres qui a été réalisé la dernière fois en 2003.

Protections 50 kV des PT « Grandchamp » et « Etavez »

La dernière révision des protections de ces deux postes date de 2000. Cette période sans contrôle est trop longue pour ce type de système et il est aujourd'hui urgent de faire une révision de ces protections afin de garantir un degré de sécurité maximal.

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
76.318	Autres prestations de tiers	fr. 3 550 000.–	fr. 106 000.	fr. 419 000.–

Aménagement de Lavey : fr. 370 000.–

L'aménagement de Lavey a connu de nombreuses améliorations, en particulier pour optimiser la production. Toutefois, certaines infrastructures n'ont jamais fait l'objet d'une mise aux normes actuelles et leurs conceptions générales datent des années 50. En matière de protection incendie, en cas de transformation, d'agrandissement ou de changements d'affectation importants d'un aménagement, une mise en conformité des installations aux dernières prescriptions et normes en vigueur est exigée. La réalisation du projet Lavey+ nécessite clairement cette mise aux normes. Cette exigence s'applique en particulier aux systèmes de détection et d'extinction des incendies, de confinement et d'extraction des fumées, aux circuits de ventilation, aux zones de stockage des huiles et du mazout ainsi qu'aux installations d'éclairage des installations souterraines. La phase de pré-étude a mis en évidence une réalité plus complexe que prévue, nécessitant des études approfondies qui n'ont pas été mises au budget.

Au niveau des infrastructures hydrauliques, un arrêt d'usine est prévu cet automne afin d'inspecter et si nécessaire réhabiliter le radier de la galerie de l'aménagement de Lavey. Une inspection de la cheminée d'équilibre est désormais prévue. A la même période, un curage du barrage sera effectué conformément à l'autorisation délivrée récemment par les services cantonaux. Celle-ci est soumise à différentes conditions d'exécution dont certaines non budgétisées : vérification de la modification de la capacité hydraulique du fleuve sur des profils aval au barrage, modification de la notice purge et vidange selon les derniers résultats des études de simulation sur modèles et selon les exigences des services cantonaux, pêches électriques et mesures des indices biologiques pour mesurer l'impact et affiner le futur mode de gestion des purges.

Ces études et travaux entrent clairement dans le but du fonds de réserve et de renouvellement de Lavey qui est notamment destiné « à compenser d'important travaux de révision ou de réhabilitation ». Ce fonds est géré par la Municipalité et les prélèvements sont soumis au Conseil communal par la voie du budget et des comptes.

Le crédit sollicité sera intégralement compensé par un prélèvement équivalent sur le fonds de réserve et de renouvellement de Lavey, soit fr. 370 000.– sur la rubrique 76.480 « Prélèvement sur les réserves ».

Frais de procédure : fr. 49 000.–

Suite à la décision de l'Elcom de maintenir la perception des coûts des services systèmes (SDL) pour les centrales de production de plus de 50 MW (usine hydroélectrique de Lavey) et par conséquent de ne pas rembourser les montants perçus pour l'année 2009 et une partie de l'année 2010, le SEL a décidé de recourir auprès du Tribunal administratif fédéral (TAF) contre ladite décision et d'envisager une procédure contre l'instance ayant perçu lesdits montants.

Cette démarche a débuté dans le courant de l'année 2010. La complexité de la procédure a nécessité de faire appel à un bureau d'avocats spécialisés.

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
76.319	Impôts, taxes et frais divers	fr. 22 000 000.–	fr. 0.–	fr. 41 000.–

Notre participation à la CIFER (Communauté d'intérêts pour la Formation des Electriciens de Réseau).

La CIFER a été créé en 2009 et est toujours en phase de développement, le montant indiqué au budget est un montant estimatif.

Le budget de la CIFER est d'environ fr. 2 000 000.–. Le 61 % de ce montant représente les cotisations des membres. Il est partagé selon la taille ou l'envergure de chaque entité électrique.

77 Multimédia

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
77.319	Service multimédia	fr. 3 053 500.–	fr. 0.–	fr. 79 000.–

Dû à l'arrivée de la nouvelle responsable de la division commerciale du Service multimédia, un certain nombre d'initiatives ou de sponsoring non prévus dans le budget 2011 ont été réalisés jusqu'à présent, comme entre autres :

- la refonte du site internet Citycable
- le sponsoring au LHC (négociations de SILcom en juillet 2011)

- le support de vente pour des produits internet pour la clientèle professionnelle.

Le cumul de ces diverses initiatives et projets non prévus conduit à un manque de moyens financiers pour la campagne promotionnelle de Noël 2011 ; cette campagne est très importante, car c'est durant la période des Fêtes qu'une grande partie des nouveaux clients internet est acquise.

Le budget manquant pour la promotion de Citycable jusqu'à la fin de l'année est de fr. 79 000.–.

Cette demande sur le compte 77.319 est compensée par une économie équivalente sur la rubrique 77.318 « Autres prestations de tiers ».

78 Service commercial

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
78.310	Imprimés et fournitures de bureau	fr. 120 000.–	fr. 0.–	fr. 200 000.–

Coûts d'impression par la CADEV

Suite au transfert d'activités d'impression et de mise sous pli du SOI à la CADEV (800 000 factures/an) il manquera, pour le solde de l'année, un montant de fr. 200 000.– au budget 2011. Il sera partiellement compensé par une économie de fr. 128 000.– sur la nature 78.316 « Loyers et redevances d'utilisation ».

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
78.311	Achats d'objets mobiliers et d'installations	fr. 261 000.–	fr. 0.–	fr. 40 000.–

Aménagement de l'accueil client, rez-de-chaussée Pl. Chauderon 23

En coordination avec le réaménagement de l'accueil du Service multimédia à la place de l'Europe, le Service commercial des SIL agrandit son espace « Contact Energies » pour mieux servir ses clients et informer le public. Le coût total est d'environ fr. 200 000.–. Les gros travaux sont financés par les budgets ordinaires, alors que l'habillage et le mobilier seront réalisés à l'aide de spécialistes/constructeurs externes, pour lequel il manque un montant d'environ fr. 40 000.– au budget 311 de SILCom.

Une économie du même montant sera effectuée sur la rubrique 78.319 (promotion et développement de prestations).

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
78.318	Autres prestations de tiers	fr. 600 000.–	fr. 0.–	fr. 135 000.–

Concept de commercialisation et des nouveaux tarifs du gaz

Pour anticiper l'ouverture du marché du gaz, les SIL doivent développer au 01.07.2012 une nouvelle offre tarifaire du gaz, comme ils l'ont fait avec succès pour l'électricité. Pour y arriver, ils font également appel à des ressources externes spécialisées, financées par ce crédit supplémentaire de fr. 270 000.– au budget 318 des 2 services concernés.

Le projet, établi en fonction des recommandations de la branche gazière et la législation, permettra de renforcer la densification des réseaux et l'attractivité du gaz face aux énergies concurrentes. Il assurera la cohérence stratégique et opérationnelle entre les services, sur la base d'un concept de commercialisation (marketing, communication et organisation) et par le développement des méthodes et outils de calcul des tarifs.

B. Autorisations d'achats**4. Travaux***4201 Service des routes et de la mobilité*

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
4201.1462.1	Véhicules, machines et matériel	fr. 2 203 000.–	fr. 93 000.–	fr. 64 000.–

Le véhicule de livraison RM n° 182, acquis en 2001, et qui totalise quelques 190 000 km au compteur, a été impliqué dans un accident de la circulation. La compagnie d'assurance a déclaré un dommage total, le coût de la réparation étant plus élevé que le prix de vente du véhicule une fois réparé.

Cette camionnette était principalement affectée pour les ateliers et magasins de la Ville (courses chez les fournisseurs de pièces détachées, transports de personnel, etc.) Il apparaît donc indispensable de pouvoir remplacer ce véhicule au plus tôt afin de garantir l'organisation du travail des différents ateliers dépendant des courses faites chez les fournisseurs pour les pièces détachées (mécanique, carrosserie, serrurerie, menuiserie, peinture, signalisation verticale, appareilleurs, électricien, etc.)

Compte tenu de l'imprévisibilité de cette dépense, nous sollicitons un crédit supplémentaire pour permettre l'acquisition d'un nouveau véhicule polyvalent permettant le transport de matériels et de personnes.

L'épave sera reprise lors de l'achat du nouveau véhicule pour un montant de fr. 700.– sur la rubrique 4201.424 « Plus-values, produits exceptionnels ».

5. Enfance, jeunesse et éducation*561 Service de la jeunesse et des loisirs*

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
561.1462.2	Véhicules, machines et matériel	fr. 0.–	fr. 0.–	fr. 11 000.–

Remplacement d'un mélangeur batteur multifonction pour la cuisine

Dans le cadre des camps scolaires et de vacances, la cuisine du Planemard produit environ 26 000 repas par année. Les principaux équipements de cuisine sont d'origine (1971), maintenus en bon état grâce à un entretien régulier. Ceci à l'exception du batteur mélangeur polyvalent modèle LIPS acquis en 1971, hors service, et pour lequel les pièces défectueuses et usées ne sont plus disponibles.

Cette machine sert à couper les légumes, pétrir la pâte, hacher la viande, râper le fromage. Ce mélangeur batteur est utilisé quotidiennement pour cette collectivité de 50-70 personnes. Tombé en panne avant le début des camps d'été, il est urgent de remplacer cet appareil, compte tenu du nombre important de repas à préparer durant les camps de vacances d'été.

Parmi plusieurs offres, un modèle équivalent le LIPS SUPRA 22 a été retenu. C'est un modèle d'exposition avec une réduction de 30 % du prix catalogue

6. Sécurité sociale et environnement*6600 Service des parcs et promenades*

		Budget	Crédit suppl. 1 ^{re} série	Crédit suppl.
660.1462.1	Véhicules, machines et matériel	fr. 747 000.–	fr. 279 000.–	fr. 128 500.–

Remplacement d'une voiture de service pour les ateliers - N° 1497 : fr. 35 000.–

Le Service des parcs et promenades a acquis en 1997 une voiture break d'occasion immatriculée en 1992 pour un montant de fr. 6500.–. Ce véhicule est dévolu à la section des ateliers, particulièrement à l'unité bâtiment/jeux. Il est employé par divers corps de métiers pour se rendre sur les chantiers tout en transportant de l'outillage spécifique.

Actuellement, ce véhicule qui totalise 208 000 km au compteur doit être présenté à l'expertise le 30 juin 2011. Lors de sa préparation dans les ateliers du service, il a été constaté de très gros dégâts de corrosion ainsi que la nécessité de remplacer des éléments du moteur et de suspension très coûteux. Le devis établi pour la remise en état du véhicule s'élève à fr. 9000.– (travaux effectués dans les ateliers de la Ville).

Depuis 14 ans, le service a investi pour l'entretien et la réparation de ce véhicule la somme de fr. 6700.–. La valeur vénale de ce véhicule, en l'état, expertisé et sans corrosion, est à ce jour de fr. 500.–.

Au vu de ce qui précède, il semble plus raisonnable d'acquérir un véhicule nouvelle génération qui sera plus adapté aux normes environnementales et sécuritaires.

Remplacement de fraises de labour, N° 1091, 1101, 1102 : fr. 45 000.–

Le service dispose de plusieurs types de machines pour effectuer des travaux d'ameublement des sols, elles sont employées dans les espaces publics mais également à l'établissement horticole.

Ces machines sont utilisées régulièrement par les ouvriers, horticulteurs et les apprentis dont l'utilisation fait partie intégrante de leur formation professionnelle.

Après le grave accident survenu au sein d'une entreprise de paysagisme de la région avec le même type de fraises à labour, ces machines ont été immédiatement retirées de l'exploitation pour effectuer des examens et tests de sécurité. Le motoculteur de l'entreprise privée était équipé d'un dispositif de sécurité (Poignée d'homme mort). Avec l'inertie de la motorisation, la machine a continué à tourner (environ 6 à 8 tours selon les tests réalisés pour l'enquête de gendarmerie) ce qui a provoqué le sectionnement d'un membre inférieur. Il en ressort que trois fraises de labour ne remplissent plus les normes en vigueur pour réaliser en toute sécurité les travaux. Une mise en conformité n'est plus possible vu l'ancienneté et la conception.

Par contre, il a été possible de mettre aux normes de sécurité les machines plus récentes dans le cadre du budget de fonctionnement.

Au vu de ce qui précède, proposition est faite de remplacer ces trois machines d'ancienne génération par des machines plus adaptées qui garantiront une sécurité pour notre personnel et seront conformes à l'article 82 de la LAA. Elles seront équipées d'un système d'embrayage électromagnétique qui verrouille immédiatement l'entraînement de la fraise à terre.

Remplacement d'un Dumper N° 1068 - Cimetière du Bois-de-Vaux : fr. 48 500.–

Le Service des parcs et domaines a acquis le dumper en 1990 pour un montant de fr. 29 800.–. Cette machine est attribuée à l'équipe des fossoyeurs et son utilisation consiste aux travaux d'ensevelissement, la réfection des allées dallées, travaux d'entretien courant et le déplacement de matériaux à travers tout le cimetière.

Depuis la mise en service de cette machine, le coût d'entretien s'élève à fr. 34 774.– et totalise au compteur 4620 heures de travail. Actuellement, cette machine est en panne et selon le devis de l'unité atelier, il faut compter un montant de fr. 5000.– pour le remplacement du moteur.

Au vu de ce qui précède, il semble plus raisonnable d'acquérir une machine de nouvelle génération qui sera mieux adaptée aux travaux actuels et répondra aux normes en vigueur au niveau de la sécurité et de l'environnement. Le Dumper sera équipé d'un arceau de sécurité normalisé FOPS (Protection contre la chute d'objets) et ROPS (Structure de protection en cas de retournement), ce qui n'est pas le cas actuellement. De plus, avec le système de freinage à bain d'huile, la performance du freinage ne sera pas altérée par les conditions météorologiques (pluie, froid etc.) En possession d'une déclaration de conformité CE, cette machine sera garantie selon la directive « machines CE 2006/42/CE compatible avec les normes suisses LSpro/OSpro/Omach ».

C. Crédits d'investissement du patrimoine administratif

3. Culture, logement et patrimoine

330 Service du logement et des gérances

3302 Immeubles du patrimoine administratif

		Crédit voté	Crédit compl.
3302.503.3470	Mesure d'efficacité énergétique dans le domaine de l'électricité : abaissement et stabilisation de la tension pour diminuer la consommation de l'éclairage de plusieurs bâtiments communaux	fr. 650 000.–	fr. 30 000.–

Le préavis 2011/21 a été rédigé par les SIL. Il porte sur des mesures d'économies d'énergies pour des bâtiments administratifs gérés par le Service du logement et des gérances (fr. 320 000.–) et des collèges (fr. 330 000.–) gérés par la Direction enfance, jeunesse et cohésion sociale. Les SIL assurent aussi la coordination de la réalisation des travaux.

Les SIL ayant une activité commerciale se voient rembourser la TVA. Leurs préavis présentent donc toujours des montants hors TVA. Au moment où les montants du préavis ont été adaptés pour inclure la TVA, une confusion est apparue entre le montant demandé comprenant des divers et imprévus à hauteur de 8 % et le coût du matériel et de l'installation y compris TVA à 8 %. Il manque donc soit l'un soit l'autre. L'étude de détail a révélé des imprévus (adaptation d'un système d'alerte par SMS, pose de compteurs supplémentaires pour prendre en compte les pertes, adaptation des tableaux électriques) : un crédit complémentaire de fr. 50 000.– est nécessaire. Il se répartit entre les deux directions à raison de fr. 20 000.– pour Enfance, jeunesse et cohésion sociale et fr. 30 000.– pour Culture et logement.

5. Enfance, jeunesse et éducation

5800 Ecoles primaires et secondaires

		Crédit voté	Crédit compl.
5800.503.5051	Mesure d'efficacité énergétique dans le domaine de l'électricité : abaissement et stabilisation de la tension pour diminuer la consommation de l'éclairage de plusieurs bâtiments communaux	fr. 650 000.–	fr. 20 000.–

Le préavis 2011/21 a été rédigé par les SIL. Il porte sur des mesures d'économies d'énergies pour des bâtiments administratifs gérés par le Service du logement et des gérances (fr. 320 000.–) et des collèges (fr. 330 000.–) gérés par la Direction enfance, jeunesse et cohésion sociale. Les SIL assurent aussi la coordination de la réalisation des travaux.

Les SIL ayant une activité commerciale se voient rembourser la TVA. Leurs préavis présentent donc toujours des montants hors TVA. Au moment où les montants du préavis ont été adaptés pour inclure la TVA, une confusion est apparue entre le montant demandé comprenant des divers et imprévus à hauteur de 8 % et le coût du matériel et de l'installation y compris TVA à 8 %. Il manque donc soit l'un soit l'autre. L'étude de détail a révélé des imprévus (adaptation d'un système d'alerte par SMS, pose de compteurs supplémentaires pour prendre en compte les pertes, adaptation des tableaux électriques) : un crédit complémentaire de fr. 50 000.– est nécessaire. Il se répartit entre les deux directions à raison de fr. 20 000.– pour Enfance, jeunesse et cohésion sociale et fr. 30 000.– pour Culture et logement.

590 Service d'accueil de jour de l'enfance (SAJE)

		Crédit voté	Crédit compl.
5900.503.5038	Extension, transformation et rénovation du centre de vie infantine de l'Ancien-Stand	fr. 2 000 000.–	fr. 18 600.–

Des infiltrations d'eau ont été constatées entre la cuisine et une salle de jeux. Le revêtement de sol de la cuisine ainsi qu'une partie des canalisations ont dû être rénovés.

Ce crédit sera compensé sur la rubrique 5901.318 « Autres prestations de tiers ».

7. Services industriels

700 Développement stratégique

		Crédit voté	Crédit compl.
Préavis N° 2008/43	Réalisation d'une installation de micro cogénération pour la piscine de Mon-Repos	fr. 693 000.–	fr. 45 000.–

L'installation pilote de micro cogénération chaleur-force de la piscine de Mon-Repos a été mise en service en mars 2011 et la réception a eu lieu le 26 mai 2011. Elle permet de produire de l'électricité en valorisant une partie de la chaleur du chauffage à distance utilisée pour chauffer les bassins. Le projet a pris du retard du fait d'un problème technique rencontré au niveau de l'unité de cogénération ORC. Sa résolution a nécessité des investigations poussées et une modification partielle du cahier des charges. En particulier, un échangeur a été ajouté afin de pouvoir réduire la température à l'entrée de l'unité de cogénération de 170°C (température d'entrée du chauffage à distance dans la zone de Mon-Repos) à 140°C. Ces imprévus de même que des surcoûts rencontrés lors des raccordements hydraulique et électrique de l'installation ont entraîné un dépassement du budget initial de l'ordre de 6 %, ce qui n'est pas déraisonnable pour un projet pilote où les aléas sont, par la nature même du projet, inévitables.

Cette installation est financée par une participation de l'entreprise qui réalise l'installation, par des subventions cantonales (SEVEN, DEC) et par le Fonds pour l'utilisation rationnelle de l'électricité et la promotion des énergies renouvelables pour la partie la plus importante. La couverture de ce dépassement a été sollicitée auprès du Comité du Fonds qui l'a acceptée par voie de circulation le 7 septembre 2011. L'impact sur le plan des investissements est donc neutre.

Recettes d'investissements de fr. 45 000.– par un prélèvement sur le Fonds communal pour l'utilisation rationnelle de l'électricité et la promotion des énergies renouvelables.

Conclusion

Vu ce qui précède, nous vous prions, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir prendre la résolution suivante :

Le Conseil communal de Lausanne,

vu le préavis N° 2011/55 de la Municipalité, du 19 octobre 2011;

ouï le rapport de la Commission permanente des finances qui a examiné cette affaire;

considérant que l'objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

d'accorder la deuxième série des crédits supplémentaires destinés à couvrir les allocations insuffisantes et les charges imprévues sur le budget de 2011, sur les autorisations d'achats, ainsi que sur les crédits d'investissements du patrimoine administratif, à savoir :

		<i>Dont en recettes</i>
A. Budget de fonctionnement	fr.	fr.
Total des crédits supplémentaires (détail en page 2 du préavis)	<u>4 084 300.-</u>	<u>1 121 100.-</u>
B. Autorisations d'achats		
Total des crédits supplémentaires (détail en page 30 du préavis)	<u>203 500.-</u>	<u>700.-</u>
C. Crédits d'investissements du patrimoine administratif		
Total des crédits complémentaires (détail en page 33 du préavis)	<u>113 600.-</u>	<u>45 000.-</u>

Au nom de la Municipalité :

Le syndic : *Daniel Brélaz*

Le secrétaire : *Christian Zutter*

Incidence sur le budget de 2011

Déficit prévu au budget de 2011		13 169 200.-
Nouveaux crédits votés	10 999 000.-	
Moins recettes	- 623 200.-	10 375 800.-
Nouveaux crédits demandés		525 000.
Présent crédit	4 084 300.-	
Moins recettes	- 1 121 800.-	2 962 500.-
Déficit total présumé		<u>27 032 500.-</u>

Rapport

Membres de la commission : membres de la Commission permanente des finances.

Municipalité : M. Daniel Brélaz, syndic.

Rapport polycopié de M. Pierre-Antoine Hildbrand (PLR), rapporteur :

La Commission permanente des finances (COFIN) a traité, sous la présidence de M. Trezzini, les 59 demandes figurant dans le préavis mentionné en titre.

Elle préavise sur les demandes supérieures à fr. 50 000.– et prend connaissance des dépenses inférieures ressortant des compétences de la Municipalité. De façon générale, il faut saluer la généralisation presque totale des compensations pratiquées au sein des services concernés.

La commission reste convaincue de l'utilité d'un budget relativement précis complété par des crédits supplémentaires plutôt que par un modèle plus lâche qui, certes, simplifierait le travail de la COFIN mais masquerait les dépenses nécessaires survenant en cours d'année dans des rubriques arrondies.

La répartition des demandes entre dicastères est la suivante.

	Budget fonct	dont compet. délégée	Autoris achat	dont compet. délégée	crédit invest	total
AGF	7	5	0	0	0	7
SPS	4	1	0	0	0	4
CPL	6	3	0	0	1	7
Tx	9	5	1	0	0	10
DEJE	3	3	1	1	2	6
SSE	10	8	3	3	0	13
SIL	11	4	0	0	1	12
total	50	29	5	4	4	59

Et celle des montants est la suivante :

	budget fonct	autoris achat	crédit invest	Total
AGF	CHF 249 300	CHF -	CHF -	CHF 249 300
SPS	CHF 877 500	CHF -	CHF -	CHF 877 500
CPL	CHF 398 600	CHF -	CHF 30 000	CHF 428 600
Tx	CHF 558 200	CHF 64 000	CHF -	CHF 622 200
DEJE	CHF 86 500	CHF 11 000	CHF 38 600	CHF 136 100
SSE	CHF 463 700	CHF 128 500	CHF -	CHF 592 200
SIL	CHF 1 450 500	CHF -	CHF 45 000	CHF 1 495 500
total	CHF 4 084 300	CHF 203 500	CHF 113 600	CHF 4 401 400

Globalement, relativement peu d'objets ont induit un débat ou requis un complément d'informations.

Une demande a été refusée en ce sens que son contenu ne coïncidait pas avec les explications. Les différentes requêtes ont été acceptées le plus souvent par une majorité assez large s'appuyant sur au moins 4/5 de votes favorables.

Sur l'ensemble, on peut citer quatre demandes sur lesquelles la COFIN s'est particulièrement penchée.

En italique figurent les explications de la Municipalité et pour la première celles du Bureau du Conseil communal.

1000 Conseil communal

Le Bureau du Conseil communal constate que le montant budgété pour les collations organisées lors des séances doubles du Conseil a déjà été dépassé. De plus, il restait 6 séances doubles jusqu'à fin 2011.

Le montant est calculé comme suit :

- 1. Jusqu'au 31.12.11 : 3 séances doubles x 1890.- /séance (sans soupe) = fr. 5670.-*
- 2. Jusqu'au 31.12.11 : 3 séances doubles x 2670.- /séance (avec soupe) = fr. 8010.-*
- 3. dépassement déjà comptabilisé au 31.08.11 par rapport au budget initial = fr. 4785.-.*

Ce crédit sera compensé sur la rubrique 1000.319 « Impôts, taxes et frais divers ».

Sans ironiser sur le fait d'« aller à la soupe », force est de constater que le crédit supplémentaire ci-dessus touche le fonctionnement même du Conseil communal et que la multiplication des séances doubles engendre inévitablement des frais, tout particulièrement lorsque de la soupe est servie...

1300 Service du développement de la Ville et de la communication

En 2009, le Grand conseil a décidé d'opposer un contre-projet à l'initiative « Ecole 2010 : sauver l'école ». Ce contre-projet a pris la forme d'une Loi sur l'enseignement obligatoire (LEO) et ces deux textes, initiatives et LEO, ont été soumis au peuple le 4 septembre 2011. Tout comme les instances cantonales, la Municipalité a rejeté l'initiative « Ecole 2010 : sauver l'école » En effet, le 13 juillet dernier, elle s'est prononcée unanimement en faveur de la LEO. Subsidiairement à cette acceptation, la Municipalité a autorisé une démarche en direction des autres villes vaudoises pour leur proposer de se rallier à la position de Lausanne.

S'agissant de la votation du 4 septembre, l'existence d'un intérêt financier pour la Ville est avérée, même s'il est difficile à quantifier en l'état. L'initiative aurait eu des répercussions importantes pour les finances communales, en termes d'organisation, d'investissements et d'adaptation des bâtiments. Dans ces conditions, un soutien financier au comité défendant la LEO se justifiait pleinement et avait été décidé par la Municipalité à hauteur de fr. 30 000.-, le montant étant supporté par le budget du Devcom.

Ce soutien décidé par la Municipalité correspond aux règles du TF en la matière.

Il est proposé de compenser ce crédit sur la rubrique 1300.366 « Aides individuelles » pour fr. 30 000.-.

La Commission constate que le montant de fr 30 000.- fait que ce crédit échappe à sa compétence. Toutefois, elle relève que selon les explications du syndic données au Conseil communal, le comité d'initiative a signalé dix jours avant la votation à la Municipalité de Lausanne que son projet n'impliquait pas de nouvelles dépenses pour la Ville. Or, la Municipalité a adopté ce crédit le 5 septembre, le lendemain de la votation.

La Commission constate que le financement de campagne de votations par la Ville devrait être mieux encadré et suivre quelques principes comme le fait qu'un intérêt financier spécifique et non général devrait justifier une intervention dans le débat politique. On peut également se demander si l'unanimité requise pour une prise de position politique de la Ville ne devrait pas aussi s'appliquer au financement subséquent. Enfin, il n'est pas correct de décider une telle dépense après le résultat connu. Un observateur externe pourrait interpréter cela comme une volonté de dissimuler cet élément aux votants. La transparence d'un financement public en cette matière sensible impose une information dès que possible du public et à tout le moins avant la distribution du matériel de vote.

2101 Service des sports

Le FC Lausanne-Sport (FC LS) rejoint l'Axp Super League. Neuf ans après avoir quitté l'élite, le FC LS a assuré sa promotion en battant le FC Bienne 4-0 lors de la dernière journée de Challenge League.

Les clubs de la Super League (ASL), de Challenge League (ChL) et les clubs de 1^{re} Ligue candidats à une promotion ont la possibilité de solliciter une licence auprès de la Swiss Football League (SFL).

Rappelons ici que la Swiss Football League a édicté un règlement dans lequel se trouvent les critères spécifiques qui doivent être remplis par les clubs pour 1) recevoir la licence pour la saison à venir et 2) déterminer dans quelle ligue ils pourront jouer. Ces critères concernent avant tout les domaines légaux, infrastructurels, sportifs, administratifs et financiers. Toute la procédure des licences dure environ six mois.

En prévision d'une éventuelle ascension, le FC LS a déposé, auprès de la SFL, à l'automne 2010, une demande de licence II lui permettant de jouer en ASL. Il ressort des nombreux contacts que le FC LS a eus avec la SFL que cette dernière ne pouvait octroyer cette licence au club car, au niveau des infrastructures, ce dernier ne répond pas aux exigences, dès lors que le Stade olympique de la Pontaise n'est pas conforme aux normes fixées pour la Super League. En revanche, le FC LS répond aux critères juridiques, sportifs, administratifs et financiers.

Deux possibilités sont offertes par la SFL pour obtenir une dérogation : mettre le stade actuel aux normes ou déposer une demande de permis de construire pour l'édification d'un nouveau stade. Or, le projet de futur stade des Prés-de-Vidy dans le cadre de Métamorphose n'est pas assez avancé pour pouvoir être pris en considération par la SFL. C'est pourquoi, afin de permettre au FC LS de jouer à la Pontaise en Super League (début du championnat à la mi-juillet 2011), la Municipalité de Lausanne s'est engagée auprès de la SFL à faire exécuter, d'ici au 30 juin 2011 (délai très court imposé par la SFL), les travaux nécessaires dans et autour du Stade de la Pontaise. De plus, une demande de permis de construire, destiné à permettre de réaliser la couverture du bloc 3 (supporters de l'équipe adverse), en vue de l'homologation du Stade olympique en qualité de stade A Super League, a été déposée par la Commune de Lausanne. De fait, toutes les places doivent être couvertes selon les normes de la SFL pour l'ASL.

Par ces mesures, la Municipalité souhaite répondre aux normes minimales de la SFL en réalisant des travaux « légers » tenant compte du fait que les installations seront provisoires, soit jusqu'à la construction du nouveau stade dans cinq ans. Contrairement aux matches de la Coupe d'Europe joués par le FC LS l'an dernier où le matériel mis en place autour et dans le stade avait été loué pour les trois matches, ces travaux permettront de recevoir une dérogation jusqu'à l'ouverture du nouveau stade. Les travaux à effectuer, dont la liste a été établie avec l'expert des infrastructures de la SFL, sont les suivants :

- Pose de grillages et de fermetures autour du stade. L'accent sera mis sur les secteurs « visiteurs ».*
- Transformation de zones supporters en places debout – Démontage et stockage des sièges des blocs 3 (visiteurs) et N (indigènes) et mise en place de garde-corps.*
- Augmentation de la capacité des installations sanitaires.*
- Acquisition de lecteurs optiques pour permettre le contrôle des entrées par bloc.*
- Transformation et adaptation des places de travail - locaux TV et radio.*
- Transformation des places de travail de la presse écrite avec installation de nouveaux plans de travail (y compris câblage informatique).*
- Transformation d'un vestiaire juniors en salle pour les photographes (y c. câblage).*

- *Transformation de la cabine de chronométrage de l'athlétisme en salle de contrôle et de surveillance (sécurité). Equipement informatique.*
- *Remplacement des ampoules sur les quatre mâts et projecteurs à installer sur la « casquette » de la tribune nord, afin de répondre au protocole d'éclairage.*
- *Pose d'un éclairage de secours (secteurs galerie, buvettes et escaliers d'accès).*
- *Pose d'un interphone dans les deux vestiaires « joueurs » reliant le local des arbitres.*
- *Mise en place d'un dispositif de surveillance par caméras.*

Pour permettre d'effectuer les travaux d'urgence susmentionnés d'ici au 30 juin 2011, l'octroi d'un crédit supplémentaire de fr. 550 000.–, à inscrire sous la rubrique 2101.314 « Entretien des biens immobiliers » du budget du Service des sports, s'avère nécessaire.

Le FC LS devant déjà, du fait de son accession à la Super League, augmenter sensiblement son budget (passage de 3,5 millions de francs à 6 millions de francs), ne saurait, compte tenu de sa situation financière, supporter une part des frais de mise aux normes du stade.

Au reste, il convient de signaler, s'agissant du permis de construire évoqué ci-dessus, qui se rapporte à la pose d'une couverture sur le bloc des supporters de l'équipe adverse, que l'exécution des travaux correspondants, dont le coût estimé est de l'ordre de fr. 300 000.–, fera l'objet, le cas échéant, d'une prochaine demande de crédit supplémentaire.

La commission a longuement entendu le chef du Service des sports et obtenu tous les renseignements souhaités.

Autorisations d'achat

Pas de compléments.

Crédits d'investissement du patrimoine administratif

590 Service d'accueil de jour de l'enfance

Extension, transformation et rénovation du centre de vie infantine de l'Ancien-Stand pour fr. 18 600.–

Des infiltrations d'eau ont été constatées entre la cuisine et une salle de jeux. Le revêtement de sol de la cuisine ainsi qu'une partie des canalisations ont dû être rénovés.

Ce crédit sera compensé sur la rubrique 5901.318 « Autres prestations de tiers ».

Vu d'autres soucis avec des infiltrations d'eau, des renseignements complémentaires ont été demandés. Il est alors apparu que le remplacement d'une barrière était envisagé (sic). Ces informations ont conduit la commission à rejeter le crédit complémentaire mentionné ci-dessus sans préjuger de sa position face à une nouvelle demande mieux documentée.

La Commission des finances remercie la directrice FIPAV pour ses explications ainsi que MM. Barbi et Vaney pour leurs aides.

A l'issue des discussions, la Commission des finances accepte les conclusions amendées à la baisse de frs 18 600.– retranchés au total des crédits d'investissements du patrimoine administratif du préavis 2011/55 à l'unanimité soit 13 voix favorables, 0 voix contraires et 0 abstentions. Elle recommande au Conseil de faire de même.

Discussion

M. Pierre-Antoine Hildbrand (PLR), rapporteur : – Je me permets de lire un passage du rapport ; nous avons reçu beaucoup de rapports financiers ces derniers temps, je fais donc lecture d'un paragraphe :

« La commission constate que le financement de campagne de votations par la Ville devrait être mieux encadré et suivre quelques principes, comme le fait qu'un intérêt financier spécifique et non général devrait justifier une intervention dans le débat politique.

On peut également se demander si l'unanimité requise pour une prise de position politique de la Ville ne devrait pas aussi s'appliquer au financement subséquent. Enfin, il n'est pas correct de décider une telle dépense après le résultat connu. Un observateur externe pourrait interpréter cela comme une volonté de dissimuler cet élément aux votants. La transparence d'un financement public en cette matière sensible impose une information dès que possible du public et à tout le moins avant la distribution du matériel de vote. »

A. Budget de fonctionnement

1. Administration générale et finances

La discussion n'est pas utilisée.

2. Sécurité publique et sports

3. Culture, logement et patrimoine

4. Travaux

5. Enfance, jeunesse et éducation

6. Sécurité sociale et environnement

7. Services industriels

La discussion n'est pas utilisée.

B. Autorisations d'achats

4. Travaux

5. Enfance, jeunesse et éducation

6. Sécurité sociale et environnement

La discussion n'est pas utilisée.

C. Crédits d'investissement du patrimoine administratif

3. Culture, logement et patrimoine

5. Enfance, jeunesse et éducation

6. Services industriels

La discussion n'est pas utilisée.

M. Pierre-Antoine Hildbrand (PLR), rapporteur : – A l'unanimité, la Commission des finances a accepté les conclusions amendées à la baisse de 18 600 francs, retranchés au total des crédits d'investissements du patrimoine administratif du préavis 2011/55. Elle recommande au Conseil d'en faire de même.

Les conclusions sont adoptées avec 1 abstention.

Le Conseil communal de Lausanne

- vu le préavis N° 2011/55 de la Municipalité, du 19 octobre 2011 ;
- vu le rapport de la Commission permanente des finances qui a examiné cette affaire ;
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

d'accorder la deuxième série des crédits supplémentaires destinés à couvrir les allocations insuffisantes et les charges imprévues sur le budget de 2011, sur les autorisations d'achats, ainsi que sur les crédits d'investissements du patrimoine administratif, à savoir :

Dont en recettes

A. Budget de fonctionnement	Fr.	Fr.
Total des crédits supplémentaires	4 084 300.–	1 121 100.–
B. Autorisations d'achats		
Total des crédits supplémentaires	203 500.–	700.–
C. Crédits d'investissements du patrimoine administratif		
Total des crédits complémentaires	95 000.–	45 000.–

Travaux de rénovation et de réhabilitation des parcs et domaines

Crédit-cadre annuel 2012

Préavis N° 2011/56 du 19 octobre 2011

Finances et patrimoine vert

1. Objet du préavis

Par le présent préavis, la Municipalité sollicite un crédit d'investissement du patrimoine administratif de 1 300 000 francs nécessaire à la couverture des frais de rénovation, d'adaptation et de réhabilitation des parcs et promenades publics pour l'exercice 2012.

2. Préambule

Le présent crédit-cadre repose sur les principes retenus lors de l'établissement des précédents. Il permet plus de souplesse dans la planification des travaux d'entretien des revêtements, constructions, équipement et végétation.

Selon les règles en vigueur, une grande partie des locaux du service des parcs et domaines doivent être mis en conformité. Dans le cadre de ce préavis, il a été défini de réaménager en priorité les locaux de travail et d'installer des extracteurs de fumée pour le garage d'entretien du matériel roulant et une ventilation pour le local de peinture. D'autre part et afin de répondre aux normes fixées par l'ordonnance 3 relative à la Loi sur le travail, art. 12 et 17, il est prévu de continuer la réfection des vestiaires, des installations sanitaires et douches.

3. Situation du crédit-cadre 2010 au 26 septembre 2011

I) Travaux relatifs à des modifications d'aménagement liés au domaine public

Envisagé	fr.	70 000.–	(prises d'eau, plantation d'arbres d'avenue, Sébeillon, placette rue de Sébeillon – rue de Genève, cimetière Sallaz, Av. Beaulieu et divers)
Engagé	fr.	69 000.–	
Payé	fr.	41 019,71	
Montant final estimé			fr. 69 000.–

II) Travaux de réfection de parcs et de promenades

Envisagé	fr.	750 000.–	(Réfection magasin de Montoie, revêtement bitumineux parc de Provence, écoulement Fontaine de Brillancourt, cheminement Vallombreuse, escaliers promenade Schnetzler, promenade J.J. Mercier, mur J.J. Mercier, campagne de taconnage, revêtement colline de Montriond, réfection Orangerie de Mon-Repos, réfection mur Av. Vuillemin).
Engagé	fr.	781 000.–	
Payé	fr.	475 944,22	
Montant final estimé			fr. 781 000.–

III) Sécurité et entretien bâtiments et locaux

Envisagé	fr.	380 000.–	(Locaux stockage toxiques, mise en conformité matériel de sécurité, formation arboristes, mise en conformité systèmes de ventilation atelier).
Engagé	fr.	350 000.–	
Payé	fr.	71 146,90	
Montant final estimé			fr. 350 000.–

IV) Travaux d'adaptation et d'amélioration de places de jeux et de leurs équipements

Ces dernières années, dans l'attente de la fin des études nécessaires à la préparation du préavis de demande de crédits d'ouvrage pour la réhabilitation et la réfection des places de jeux, le crédit cadre a permis de parer aux urgences. Riant-Mont, Bois-Gentil, Jetée d'Oches espace skateurs, place St-Marc et divers travaux de sécurité.

Envisagé	fr.	300 000.–	
Engagé	fr.	300 000.–	
Payé	fr.	279 692,16	
Montant final estimé			fr. 300 000.–
Montant général estimé (montant du crédit cadre fr. 1 500 000.–)			<u>fr. 1 500 000.–</u>

4. Situation du crédit-cadre 2011 au 26 septembre 2011

I) Travaux relatifs à des modifications d'aménagements liés au domaine public

Envisagé	fr.	65 000.–	(prises d'eau, plantation d'arbres d'avenue, ch. de la Vuillette, route d'Oron).
Engagé	fr.	64 000.–	
Payé	fr.	16 485,90	
Montant final estimé			fr. 64 000.–

II) Travaux de réfection de parcs et de promenades

Envisagé	fr.	545 000.–	(Réfection parc Sallaz, revêtement bitumineux, réfection passerelle de la vallée de la Jeunesse, revêtement parc Valency, travaux paysagers av. Mont-d'Or, réfection chaussée établissement horticole)
Engagé	fr.	485 000.–	
Payé	fr.	13 545,40	
Montant final estimé			fr. 510 000.–

III) Sécurité et entretien bâtiments et locaux

Envisagé	fr.	645 000.–	(Réfection mur pavillon Mon-Repos, Ligne de vie, fosse à déchets Vidy, réfection mur de soutènement à Ouchy, étanchéité local Maladière).
Engagé	fr.	297 000.–	
Payé	fr.	30 958,15	
Montant final estimé			fr. 681 000.–

IV) Travaux d'adaptation et d'amélioration de places de jeux et de leurs équipements

Ces dernières années, dans l'attente de la fin des études nécessaires à la préparation du préavis de demande de crédits d'ouvrage pour la réhabilitation et la réfection des places de jeux, le crédit-cadre a permis de parer aux urgences. Montétan, Signal de Sauvabelin, En Loumenet, place St-Marc et divers travaux de sécurité.

Envisagé	fr.	245 000.–	
Engagé	fr.	245 000.–	
Payé	fr.	19 839,10	
Montant final estimé			fr. 245 000.–
Montant général estimé (montant du crédit-cadre fr. 1 500 000.–)			<u>fr. 1 500 000.–</u>

5. Interventions envisagées en 2012**5.1 Travaux envisagés**

Ainsi que rappelé à chaque préavis, la liste des objets peut subir quelques modifications liées à des impératifs de gestion, des urgences ou des opérations privées entreprises par des tiers.

I. Travaux relatifs à des modifications des aménagements liés au domaine public

fr. 110 000.–

- Les lieux d'intervention seront choisis selon le suivi des affaires et des travaux financés par d'autres services, ainsi que la poursuite de la mise en conformité des prises d'arrosage et de fontaines.
- Plantation d'arbres à divers endroits
- Réfection réseau d'eau place de Milan

II. Travaux de réfection de parcs et de promenades

fr. 290 000.-

- Création zones de grillades fr. 40 000.-
- Réfection fontaine parc Olympique fr. 150 000.-
- Réfection des chemins parc de Valency fr. 100 000.-

III. Sécurité et entretien bâtiments et locaux

fr. 700 000.-

- Mise en conformité des disconnecteurs fr. 40 000.-
- Réfection mur St-Maur fr. 50 000.-
- Réfection locaux SPADOM et mise en conformité fr. 290 000.-
- Réaménagement réfectoire EH fr. 90 000.-
- Mise en conformité avec installation ventilation garage et vestiaires EH fr. 100 000.-
- Ligne de vie 2^e phase fr. 30 000.-
- Plan de fermeture locaux fr. 50 000.-
- Aménagement refuge Fontaine des Meules fr. 50 000.-

IV. Travaux d'adaptation et d'amélioration de places de jeux et de leurs équipements

fr. 200 000.-

Amélioration et adaptation des places de jeux (Sallaz, Pierrefleur, jardin du Théâtre, St-Martin, Vieux Bourg, Brouette, place de Milan)

Total

fr. 1 300 000.-

5.2 Plan des investissements

Le montant de ce crédit figure au plan des investissements 2012 à 2015 pour un montant de 1 300 000 francs.

6. Conséquences sur le budget

Les charges d'intérêts et d'amortissements seront calculées au gré des dépenses réelles. A titre indicatif, ces charges financières, estimées selon la méthode de l'annuité fixe, avec un taux d'intérêt de 3,25 % et une durée d'amortissement de 5 ans, s'élèvent à fr. 285 900.-.

S'agissant principalement de travaux de rénovation, d'adaptation et de réhabilitation, ces dépenses n'entraînent pas d'autres charges de fonctionnement, à l'exception des travaux d'adaptation et d'amélioration des places de jeux et de leurs équipements, mais dont les charges de fonctionnement ont été annoncées dans le préavis ad hoc (n° 45/2002).

7. Conclusions

Fondée sur ce qui précède, la Municipalité vous prie, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir prendre les résolutions suivantes :

Le Conseil communal de Lausanne,

vu le préavis N° 2011/56 de la Municipalité du 19 octobre 2011

ouï le rapport de la Commission permanente des finances qui a examiné cette affaire;

considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. d'allouer à la Municipalité un crédit d'investissement du patrimoine administratif de 1 300 000 francs pour couvrir les frais relatifs à la rénovation et à la réhabilitation des parcs et domaines en 2012,
2. d'autoriser la Municipalité à enregistrer les charges d'intérêts et d'amortissements y relatives, calculées en fonction des dépenses réelles, respectivement sous les rubriques 6601.390 et 6601.331 du budget de la Direction des finances et du patrimoine vert, Service des parcs et domaines;
3. de porter en amortissement du crédit mentionné sous chiffre 1 les subventions qui pourraient être accordées.

Au nom de la Municipalité :

Le syndic : *Daniel Brélaz*

Le secrétaire : *Christian Zutter*

Rapport

Membres de la commission : membres de la Commission permanente des finances.

Municipalité : M. Daniel Brélaz, syndic.

Rapport polycopié de M. Pierre-Antoine Hildbrand (PLR), rapporteur :

1. Objet, préambule

Le crédit d'investissement sollicité pour 2012 pour assurer l'entretien des parcs et promenades publics (revêtements, constructions, équipements et végétation), est de fr. 1 300 000.-. Il est donc en baisse de fr. 200 000.- par rapport au précédent qui s'élevait à 1,5 millions.

2. Situation du crédit-cadre 2010 (26 septembre 2011)

Les travaux engagés sont dans l'enveloppe envisagée s'agissant des modifications d'aménagements liés au domaine public (prises d'eau, plantation d'arbres – 70 000.-).

Ils sont par contre supérieurs de fr. 30 000.- sur un total envisagé de fr. 750 000.- s'agissant des travaux de réfection de parcs et de promenades (magasin de Montoie, revêtements bitumeux, escaliers, réfection de l'Orangerie et de murs).

Ils sont en-deçà de fr. 30 000.- s'agissant des travaux de sécurité et d'entretien de bâtiments et de locaux (locaux de stockage, formations, ventilation – montant envisagé fr. 380 000.-).

Les travaux engagés sont dans l'enveloppe prévue s'agissant des travaux d'adaptation et d'amélioration des places de jeux et de leurs équipements (montant envisagé fr. 300 000.-).

Le montant général envisagé de fr. 1 500 000.- pourra donc être tenu.

3. Situation du crédit-cadre 2011 (26 septembre 2011)

Les travaux engagés sont dans l'enveloppe envisagée s'agissant des modifications d'aménagements liés au domaine public (prises d'eau, plantation d'arbres – 65 000.–).

Ils sont par contre inférieurs de fr. 35 000.– sur un total envisagé de fr. 545 000.– s'agissant des travaux de réfection de parcs et de promenades (revêtements bitumeux, chaussées, passerelle de la vallée de la Jeunesse).

Ils sont supérieurs de fr. 360 00.– s'agissant des travaux de sécurité et d'entretien de bâtiments et de locaux (murs. Étanchéités, fosse à déchets Vidy – montant envisagé fr. 645 000.–).

Les travaux engagés sont dans l'enveloppe prévue s'agissant des travaux d'adaptation et d'amélioration des places de jeux et de leurs équipements (montant envisagé fr. 245 000.–).

Le montant général envisagé de fr. 1 500 000.– pourra donc être tenu.

4. Interventions envisagées en 2012

Modifications d'aménagements liés au domaine public dont le réseau d'eau de la place de Milan : fr. 110 000.–.

Réfection de parcs et de promenades dont la création de zones de grillades, la réfection de la fontaine du parc olympique et de chemins du parc de Valency : fr. 290 000.–.

Sécurité et entretien de bâtiments et de locaux dont la réfection des locaux SPADOM : fr. 700 000.–.

Adaptation et amélioration des places de jeux et de leurs équipements : fr. 200 000.–.

5. Conclusions

La commission des finances a pu examiner ce préavis lors de sa séance du lundi 21 novembre 2011

Le préavis a été accepté à l'unanimité.

Discussion

M. Pierre-Antoine Hildbrand (PLR), rapporteur : – Ce crédit-cadre annuel est en baisse de 200 000 francs par rapport au crédit-cadre précédent ; nous ne pouvons que nous réjouir de cela.

La discussion n'est pas utilisée.

M. Pierre-Antoine Hildbrand (PLR), rapporteur : – Le préavis a été accepté à l'unanimité par la Commission des finances.

Le préavis est adopté avec 1 abstention.

Le Conseil communal de Lausanne

- vu le préavis N° 2011/56 de la Municipalité, du 19 octobre 2011 ;
- vu le rapport de la Commission permanente des finances qui a examiné cette affaire ;
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. d'allouer à la Municipalité un crédit d'investissement du patrimoine administratif de fr. 1 300 000.– pour couvrir les frais relatifs à la rénovation et à la réhabilitation des parcs et domaines en 2012 ;
2. d'autoriser la Municipalité à enregistrer les charges d'intérêts et d'amortissements y relatives, calculées en fonction des dépenses réelles, respectivement sous les rubriques

6601.390 et 6601.331 du budget de la Direction des finances et du patrimoine vert, Service des parcs et domaines ;

3. de porter en amortissement du crédit mentionné sous chiffre 1 les subventions qui pourraient être accordées.

Initiatives et pétitions en cours de traitement

Situation au 30 juin 2011

Rapport N° 2011/01 du 5 octobre 2011

Administration générale, Sécurité publique et sports, Culture et logement, Travaux, Enfance, jeunesse et cohésion sociale, Finances et patrimoine vert, Services industriels

1. Objet du rapport

Le présent rapport énumère les initiatives et pétitions renvoyées à la Municipalité qui n'avaient reçu aucune réponse à la date du 30 juin 2011. Il fournit des informations au sujet de l'avancement du traitement de ces dossiers, propose de nouveaux délais ou la suspension du traitement lorsque le délai réglementaire de réponse n'a pas été respecté ou ne pourra pas l'être.

3. Rappel des dispositions réglementaires et légales

En application des articles 66 et 74 RCCL, la Municipalité doit remettre chaque année à fin septembre un rapport sur l'état des travaux relatifs aux initiatives et aux pétitions en attente d'une réponse municipale. Pour tenir ce délai, la Municipalité a pris le parti d'établir une situation au 30 juin. Cette solution paraît d'autant plus logique qu'un état de la situation au 31 décembre est publié dans le rapport de gestion. Le Conseil dispose ainsi d'un tableau semestriel du traitement des objets renvoyés pour traitement à la Municipalité.

L'art. 66 RCCL porte en particulier sur la prolongation du délai de réponse et la suspension du traitement de certains objets :

Art. 66 RCCL — La Municipalité dépose chaque année, à fin septembre, un rapport sur l'état des travaux relatifs aux initiatives en attente d'une réponse municipale. Les postulats pris en considération depuis moins de six mois, ainsi que les motions prises en considération depuis moins d'une année ne seront mentionnés que pour mémoire si la réponse est prévue dans le délai fixé par le Conseil. La Municipalité peut proposer de nouveaux délais de réponse ou le classement des postulats devenus sans objet. La prolongation sollicitée par la Municipalité ne peut excéder une année. Ce rapport est soumis à la Commission permanente de gestion qui conclut en proposant au Conseil de l'accepter ou de le modifier.

Toutefois, après avoir sollicité l'avis de la Commission permanente de gestion par une requête motivée, la Municipalité peut solliciter du Conseil la suspension du traitement de l'initiative pour une durée déterminée supérieure à une année. Ces objets seront mentionnés pour mémoire dans le rapport prévu au premier alinéa.

Dans le cadre de la rédaction du présent rapport, la Municipalité a choisi – comme le prévoit le RCCL – de demander une suspension de traitement chaque fois qu'il apparaissait qu'aucune réponse ne pourrait être fournie avant le 1^{er} octobre 2012.

4. Remarques générales de la Municipalité

Le rapport N° 2010/1, du 22 septembre 2010, portait sur 90 objets (initiatives et pétitions), alors que le présent inventaire en contient 122, soit une augmentation de 36 %. Si l'on tient compte des réponses rendues par la Municipalité entre le 30 juin et fin septembre, on constate même une augmentation, en une année, de 74 à 118, soit une hausse de 59 %.

Tableau 1 : Initiatives et pétitions renvoyées à la Municipalité en attente d'une réponse

	2010		2011	
	Initiatives	Pétitions	Initiatives	Pétitions
Situation au 30 juin	79	11	107	15
A déduire, objets ayant reçu réponse entre le 1 ^{er} juillet et le 30 septembre	13	3	4	-
Situation à la date du rapport	66	8	103	15

Tableau 2 : Initiatives et pétitions : activité du Conseil communal et de la Municipalité

	Initiatives	Pétitions
Renvoyées à la Municipalité entre le 1 ^{er} juillet 2010 et le 30 juin 2011	50	6
Déposées au Conseil communal entre le 1 ^{er} juillet 2010 et le 30 juin 2011	53	7
Déposées mais pas encore traitées par le Conseil communal	49	5
Réponses apportées par les rapports-préavis envoyés par la Municipalité entre le 1 ^{er} juillet 2010 et le 30 juin 2011 (*)	34	

(*) N'ont été prises en compte que les réponses municipales à des initiatives ou à des pétitions lui ayant été renvoyées en application de l'art. 73a RCCL, à l'exclusion des pétitions renvoyées en application de l'art. 73b RCCL, qui ne font pas l'objet de rapports-préavis.

L'examen du tableau 2 apporte quelques indications complémentaires :

- 56 initiatives et pétitions ont été renvoyées à la Municipalité en l'espace d'une année ; pendant ce laps de temps, elle a pu adopter 34 réponses.
- En additionnant les objets en attente de réponse au 30 septembre 2011 et ceux que le Conseil communal pourrait lui renvoyer ces prochains mois après examen, on arrive à un total de 172 propositions.
- 60 objets ont été déposés en une année sur le bureau du Conseil communal et il en a traité, sous forme de renvoi à la Municipalité, 56.

On constate donc des renvois à la Municipalité, de la part du Conseil communal, en quantité supérieure à ce que son administration et elle-même sont en mesure d'absorber. Cela s'explique certainement en partie par le contexte particulier de la dernière année de la législature, mais aussi par les grands projets auxquels s'est attelée la Ville : ils laissent parfois moins de place à l'activité « courante » ; et nombre d'initiatives et pétitions sont liées à ces grands projets et ne peuvent donc pas forcément recevoir des réponses dans les délais prévus par la réglementation.

Enfin, l'on notera qu'à l'inflation quantitative s'ajoute une inflation qualitative (complexité des dossiers), et ceci non seulement dans les initiatives et pétitions, mais dans l'ensemble de l'activité municipale, que ce soit à destination du Conseil communal (interpellations ordinaires et urgentes, questions, préavis) ou de la population et des autres partenaires, usagers et clients.

5. Motions

5.1 Administration générale

1. Alain Hubler – Un péage urbain pour financer la gratuité des tl : étude d’une solution écologique et sociale

Rappel : Déposée le 5 octobre 2001, cette motion a été renvoyée à la Municipalité le 7 juin 2005. Son délai de réponse est fixé au 30 novembre 2010, après le refus par le Conseil communal de la réponse faite dans le préavis N° 2009/07.

Avancement du traitement : La Municipalité prépare un préavis « multipack » regroupant l’ensemble des questions en suspens touchant les transports publics. Compte tenu de la nouvelle législature et de l’attente de décisions cantonales sur la desserte nord, la réponse souffrira quelque retard.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à cette motion au 30 juin 2012.

2. Fabrice Ghelfi — Pour la présentation, avant la fin de la législature, d’un rapport-préavis exposant la vision municipale des enjeux de la politique régionale

Rappel : Déposée le 19 mai 2009, cette motion a été renvoyée à la Municipalité le même jour. Son délai de réponse est fixé au 30 juin 2011.

Avancement du traitement : Il a été estimé que la nouvelle Municipalité, entrée en fonction le 1^{er} juillet 2011, serait mieux à même de prendre des options en la matière et de définir la ligne qu’elle entend suivre au cours de la prochaine législature 2011 – 2016.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à cette motion au 30 juin 2012.

3. Gilles Meystre – Pour une information systématique et régulière des jeunes et des étrangers relative à leurs droits et devoirs civiques

Rappel : Déposée le 10 mars 2009, cette motion a été renvoyée à la Municipalité le 1^{er} juin 2010. Son délai de réponse est fixé au 30 juin 2011.

Avancement du traitement : Une autre motion a été déposée sur le même sujet et en est au stade de la prise en considération (motion Solange Peters « Pour une information des électrices et des électeurs de nationalité étrangère ») ; la commission a demandé que les réponses aux deux motions apparaissent dans le même rapport-préavis.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à cette motion au 30 juin 2012.

4. Pierre-Antoine Hildbrand – Pour un règlement lausannois sur les participations de la Ville, plus de transparence et de responsabilités

Rappel : Déposée le 8 décembre 2009, cette motion a été renvoyée à la Municipalité le 1^{er} février 2011. Son délai de réponse est fixé au 29 février 2012.

Avancement du traitement : Compte tenu des nombreuses échéances liées à la nouvelle législature, le délai de réponse ne pourra vraisemblablement pas être respecté.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse au 30 juin 2012.

5. Rebecca Ruiz – Places d'apprentissage : atteindre les 5 %

Rappel : Déposée le 27 avril 2010, cette motion a été renvoyée à la Municipalité le 1^{er} juin 2011. Son délai de réponse est fixé au 30 juin 2012.

Avancement du traitement : Traitement en cours. Le délai de réponse sera vraisemblablement respecté.

Proposition : La Municipalité ne sollicite aucune prolongation de délai.

6. Evelyne Knecht – Rétablir la ligne 2 jusqu'à la Bourdonnette

Rappel : Déposée le 1^{er} juin 2010, cette motion a été renvoyée à la Municipalité le 7 juin 2011. Son délai de réponse est fixé au 30 juin 2012.

Avancement du traitement : Les réflexions sont en cours dans le cadre des travaux de planification des futures étapes de développement des transports publics dans la région lausannoise. Un préavis « multipack » sur ces questions est prévu pour la fin du premier semestre 2012. Le délai fixé au 30 juin 2012 sera vraisemblablement respecté.

Proposition : La Municipalité ne sollicite aucune prolongation de délai.

7. Axel Marion – Pour une politique d'agglomération mieux gouvernée et mieux coordonnée

Rappel : Déposée le 18 janvier 2011, cette motion a été renvoyée à la Municipalité le 20 juin 2011. Son délai de réponse est fixé au 31 décembre 2011.

Avancement du traitement : Le traitement de cette motion se fera en parallèle avec la présentation municipale sur les enjeux de la politique régionale (voir motion Fabrice Ghelfi, objet N° 2).

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à cette motion au 30 juin 2012.

5.2 Sécurité publique & sports

8. Jacques Pernet — Ports d'Ouchy et de Vidy : nos locataires n'ont-ils pas droit à des estacades sécurisées ?

Rappel : Déposée le 9 juin 2009, cette motion a été renvoyée à la Municipalité le 2 mars 2010. Son délai de réponse est fixé au 31 mars 2011.

Avancement du traitement : S'agissant d'aménagements directement en lien avec les travaux de modernisation des ports de petite batellerie décrits dans le rapport-préavis N° 2007/44, il a été admis que le solde disponible sur les crédits octroyés pour accomplir ces travaux, à savoir environ 400 000 francs, serait utilisé pour financer la sécurisation des estacades et des digues. Une communication sera prochainement adressée à la Commission des finances à ce sujet.

Cela étant, alors que le projet d'aménagement soumis à l'enquête publique n'a suscité aucune opposition, la Commission cantonale des rives du lac a émis diverses critiques à son endroit. Après réexamen, elle a fini par l'admettre, mais ces atermoiements ont généré un important retard dans la réalisation dudit projet. Finalement, les travaux devraient être réalisés pour la saison de navigation 2012. La réponse à cette intervention figurera dans un prochain rapport-préavis « multipack », dont la sortie est prévue dans la mesure du possible d'ici fin 2011.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à cette motion au 31 mars 2012.

9. Claude-Alain Voiblet – La présence régulière d’armes dans les rues de la ville ne doit pas devenir une fatalité

Rappel : Déposée le 1^{er} juin 2010, cette motion a été renvoyée à la Municipalité le 13 avril 2011. Son délai de réponse est fixé au 30 avril 2012.

Avancement du traitement : La rédaction du rapport-préavis répondant à cette intervention est en cours.

Proposition : La Municipalité ne sollicite aucune prolongation de délai.

10. Yves-André Cavin – Réorganisation du SSI, un statut pour les sapeurs-pompiers professionnels et une révision du RSSI pour les sapeurs-pompiers volontaires

Rappel : Déposée le 15 mai 2007, cette motion a été renvoyée à la Municipalité le 11 novembre 2008. Son délai de réponse est fixé au 30 juin 2010, sauf pour le troisième point de la motion (révision du RSSI) pour lequel le délai de réponse est arrêté à douze mois après l’entrée en vigueur de la nouvelle loi sur le service de défense contre l’incendie.

Avancement du traitement : En acceptant les conclusions du rapport-préavis N° 2010/48, le Conseil communal a, dans sa séance du 1^{er} février 2011, accepté les réponses municipales aux deux premières demandes formulées par M. Yves-André Cavin.

S’agissant de la réponse à la troisième demande, il convient de relever, en premier lieu, que la nouvelle loi sur le service de défense contre l’incendie et de secours (LSDIS), ainsi que son règlement d’application sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2011. Toutefois, la procédure de révision du règlement du service de secours et d’incendie de la Ville ne pourra pas être conduite dans le délai d’un an à compter de l’entrée en vigueur de la nouvelle LSDIS. En effet, outre le fait qu’il convient de rédiger le nouveau texte réglementaire, il y aura également lieu de soumettre celui-ci à l’appréciation des services concernés de l’Etat de Vaud, ainsi qu’à l’Etablissement cantonal d’assurance contre l’incendie et les éléments naturels, dont, bien évidemment, il devra être tenu compte des éventuelles remarques et suggestions.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à cette motion – pour sa 3^e demande, encore en suspens – au 30 septembre 2012.

5.3 Culture et logement

11. Grégoire Junod — Pour la création d’un passeport culturel et sportif à Lausanne

Rappel : Déposée le 11 juin 2002, cette motion a été renvoyée à la Municipalité le 1^{er} juillet 2002. Son délai de réponse a été suspendu dans l’attente de décisions relevant de l’échelon cantonal (adoption d’une loi portant notamment sur le financement des activités culturelles).

Avancement du traitement : Le traitement de cette motion est suspendu dans l’attente de l’adoption de la loi cantonale sur la promotion culturelle.

Proposition : La Municipalité propose de maintenir la suspension du traitement de cette motion.

12. Gilles Meystre — Pour un PALM culturel

Rappel : Déposée le 17 juin 2008, cette motion a été renvoyée à la Municipalité le 15 septembre 2009.

Avancement du traitement : Le traitement de cette motion est suspendu dans l'attente de l'adoption de la loi cantonale sur la promotion culturelle.

Proposition : La Municipalité propose de maintenir la suspension du traitement de cette motion.

5.4 Travaux

13. Magali Zürcher — L'ouverture des *Portes de Saint-François* : l'occasion de redonner la rue Pépinet aux piétons !

Rappel : Déposée le 3 octobre 2006, cette motion a été renvoyée à la Municipalité le 11 décembre 2007. Son délai de réponse est fixé au 30 juin 2010.

Avancement du traitement : La réponse à cette motion a été refusée le 13 septembre 2011. Cet objet sera traité dans le cadre du préavis « multipack » consacré à la mobilité en Ville de Lausanne en automne 2012.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à cette motion au 31 décembre 2012.

14. Alain Hubler – Microm5 : un micro-métro pour le Vallon

Rappel : Déposée le 4 septembre 2007, cette motion a été renvoyée à la Municipalité le 7 octobre 2008. Son délai de réponse est fixé au 31 octobre 2009.

Avancement du traitement : La réponse à cette motion a été refusée le 9 février 2011 par le Conseil communal. L'étude complémentaire demandée est aujourd'hui achevée et les principales propositions sont en cours d'analyse dans les services. Cet objet sera traité dans le cadre du préavis « multipack » consacré à la mobilité en Ville de Lausanne en automne 2012.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à cette motion au 31 décembre 2012.

15. Giampiero Trezzini — Pour un tramway passant par la rue Centrale, la place du Tunnel et l'avenue de la Borde

Rappel : Déposée le 25 novembre 2008, cette motion a été renvoyée à la Municipalité le 24 novembre 2009. Son délai de réponse est fixé au 31 mars 2011.

Avancement du traitement : Les études d'avant-projet liées aux variantes de la desserte nord (Blécherette) sont achevées. La variante du métro m3 est clairement sortie en tête de l'analyse multicritères « Electre 3 ». La Municipalité est en négociation avec le Conseil d'Etat pour le choix final, qui devrait permettre de traiter cet objet dans le cadre du préavis « multipack » consacré à la mobilité en Ville de Lausanne en automne 2012.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à cette motion au 31 décembre 2012.

16. Ulrich Doepper — Des vues sur nos poubelles

Rappel : Déposée le 11 mai 2010, cette motion a été renvoyée à la Municipalité le 1^{er} juin 2010. Son délai de réponse est fixé au 30 juin 2011.

Avancement du traitement : La Municipalité a répondu à cette motion par son rapport-préavis N° 2011/38 du 13 juillet 2011.

Proposition : Cette motion doit être retirée de la liste des objets en cours de traitement.

5.5 Enfance, jeunesse et cohésion sociale

17. Diane Gilliard — Pour une étude visant à la création d'une maison des associations lausannoises

Rappel : Déposée le 20 mars 2001, cette motion a été renvoyée à la Municipalité le 19 mars 2002. Celle-ci a répondu à cette motion dans le cadre du rapport-préavis N° 2007/22 dont le Conseil communal a refusé les conclusions. Le délai de réponse à la motion est fixé au 31 mars 2010.

Avancement du traitement : Un rapport-préavis relatif à une Maison des associations à Lausanne et à un soutien au mouvement associatif lausannois est pratiquement achevé. Il fait toutefois l'objet d'une nouvelle analyse tenant compte du refus du Conseil communal le 29 juin 2010 d'octroyer un crédit supplémentaire permettant de réserver une partie des salles de la Maison du peuple de Chauderon en vue d'y créer une Maison des associations, des changements en cours dans le mouvement associatif lausannois et du passage du service du travail et de l'intégration de Sécurité sociale et environnement à Enfance, jeunesse et cohésion sociale.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à cette motion au 31 août 2012.

18. Christina Maier — Un projet pour sauver la Maison du Désert

Rappel : Déposée le 26 avril 2005, cette motion a été renvoyée à la Municipalité le 17 mai 2006. Son délai de réponse est fixé au 30 juin 2011.

Avancement du traitement : La Municipalité, par une communication au Conseil communal du 31 mars 2011, a indiqué qu'elle avait chargé un groupe de travail de mener une réflexion sur l'avenir de la Maison du Désert, dans l'optique d'une nouvelle affectation du bâtiment et d'une réponse à la motion. De plus, la Municipalité a présenté une demande de crédit supplémentaire de 700 000 francs au Conseil communal en date du 5 mai 2010 pour effectuer les travaux urgents de consolidation et de sécurisation du bâtiment. Par ailleurs, la Municipalité est entrée en matière sur la création d'une Maison de quartier et de locaux pour des associations, institutions et fondations dans la Maison du Désert dans sa séance du 13 octobre 2010. Cette nouvelle Maison de quartier devrait remplacer à terme le centre socioculturel de Boisy. Pour préparer la demande de crédit d'étude au Conseil communal, la Municipalité a décidé d'ouvrir un compte d'attente de 350 000 francs. Un montant de 5,5 millions de francs est prévu au plan des investissements pour la réaffectation de cette maison, dont l'année de sortie du préavis est fixée à 2013.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de suspendre le traitement de cette motion.

19. Gilles Meystre — Analyse détaillée des besoins en matière de salles à disposition des sociétés locales

Rappel : Déposée le 5 décembre 2006, cette motion a été renvoyée à la Municipalité le 27 mars 2007. Son délai de réponse a été fixé au 30 octobre 2010.

Avancement du traitement : Un rapport-préavis relatif à une Maison des associations à Lausanne et à un soutien au mouvement associatif lausannois est pratiquement achevé. Il fait toutefois l'objet d'une nouvelle analyse tenant compte du refus du Conseil communal le 29 juin 2010 d'octroyer un crédit supplémentaire permettant de réserver une partie des salles de la Maison du peuple de Chauderon en vue d'y créer une Maison des associations, des changements en cours dans le mouvement associatif lausannois et du passage du service du travail et de l'intégration de Sécurité sociale et environnement à Enfance, jeunesse et cohésion sociale

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à cette motion au 31 août 2012.

20. Cesla Amarelle — Procédés de réclame en matière de petit crédit

Rappel : Déposée le 12 septembre 2006, cette motion a été renvoyée à la Municipalité le 5 juin 2007. Son délai de réponse est fixé au 30 juin 2011.

Avancement du traitement : La Municipalité présentera un rapport-préavis répondant à cette motion d'ici au 31 décembre 2011.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à cette motion au 31 décembre 2011.

21. Sophie Michaud Gigon – le tri des déchets de 7 à 77 ans

Rappel : Déposée le 2 mars 2010, cette motion a été renvoyée à la Municipalité le 16 mars 2010. Son délai de réponse est fixé au 30 juin 2011.

Avancement du traitement : Le délai n'a pu être tenu pour des raisons de priorités et de temps disponible du personnel concerné. La rencontre annoncée dans le Rapport N° 2010/1 entre le service d'assainissement et le service des écoles a eu lieu au mois d'avril dernier. Elle a permis de définir les différentes phases d'une opération qui représentera un investissement important tant du point de vue du travail d'analyse préalable, de recherche de solutions et de mise en œuvre que du point de vue financier.

La première phase, qui a d'ores et déjà démarré, consiste à analyser la situation des 45 bâtiments scolaires et en priorité les quelques bâtiments ou complexes scolaires qui ont été entièrement équipés dans une phase expérimentale qui s'est déroulée entre 2003 et 2004. Cette analyse, qui nécessite la rencontre avec les concierges et les directions, prend un temps considérable avec des disponibilités limitées du personnel spécialisé chargé de cette tâche. Cette analyse, qui doit tenir compte des particularités de chaque lieu, est importante pour impliquer l'ensemble des acteurs et pour chiffrer les importantes conséquences financières de cette vaste opération. Le matériel à acquérir, si l'on veut qu'il soit crédible et durable, est en effet relativement onéreux. Si la Municipalité place une telle opération dans ses priorités, elle ne peut la considérer comme urgente.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à cette motion au 30 septembre 2012.

5.6 Finances et patrimoine vert

22. Alain Hubler – Du gaz ? De l'air ! (bis)

Rappel : Déposée le 20 janvier 2009, cette motion a été renvoyée à la Municipalité le 30 juin 2009. Son délai de réponse est fixé au 30 septembre 2011.

Avancement du traitement : La Commission d'achats de la Ville (CAV) existe depuis 2009. Elle est désormais gérée par le nouveau « service (ex-MAGESI des SIL) achat et logistique Ville » (SALV) de la direction Finances et patrimoine vert, direction qui prendra la responsabilité de cette motion. La CAV est une organisation transversale permettant de réaliser des économies sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement de certains produits communs, identifiés et standardisés par des groupes de travail réunissant des collaborateurs spécialisés. Le groupe de travail pour la standardisation des véhicules a débuté ses travaux en février 2011. Les critères environnementaux feront partie des critères contraignants. C'est dans ce cadre que cette motion sera traitée.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à cette motion au 30 septembre 2012.

5.7 Services industriels

23. **Pierre-Antoine Hildbrand — Autoroutes de l'information : pour que toutes les voies mènent à Lausanne**

Rappel : Déposée le 21 avril 2009, cette motion a été renvoyée à la Municipalité le 19 mai 2009. Son délai de réponse est fixé au 31 décembre 2010.

Avancement du traitement : Un accord-cadre est toujours en cours de négociation avec Swisscom. Face à la complexité des documents contractuels à établir, le délai pour aboutir, initialement fixé par les deux parties à fin octobre 2010, a été reporté d'une année. D'autre part, malgré la mutualisation d'une partie des investissements avec Swisscom, le coût de réalisation d'un nouveau réseau en fibre optique reste très élevé (de l'ordre de 180 millions de francs pour raccorder les bâtiments sur sol communal sur quinze ans, dont plus de 100 millions pour l'infrastructure de base sur cinq ans). La Municipalité a chargé les SIL d'évaluer une possibilité alternative de financement.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à cette motion au 31 mars 2012.

24. **Pierre-Antoine Hildbrand — Réseaux électriques lausannois intelligents : un vrai pas vers la « société à 2000 watts »**

Rappel : Déposée le 1^{er} septembre 2009, cette motion a été renvoyée à la Municipalité le 27 avril 2010. Son délai de réponse est fixé au 30 septembre 2011.

Avancement du traitement : Un projet de réseau électrique intelligent (« smart grid ») suppose de connaître de façon détaillée et en tout temps la consommation d'énergie sur le réseau de distribution, ainsi que d'agir à distance sur des éléments de consommation ou de production. L'élément de base de ce concept est le compteur intelligent communicant (« smart meter »). Il s'agit donc dans un premier temps de remplacer l'ensemble des compteurs des clients des SIL et de les relier à une plateforme informatique pour leur suivi centralisé, ce qui représente un montant financier important, de l'ordre de 50 à 80 millions de francs probablement.

Un projet pilote, nommé « Green E-value », est mené par les SIL en partenariat avec le fonds immobilier RealStone, neo technologies et Signa-Terre, dans le but de démontrer l'efficacité et la faisabilité de l'implémentation de la technologie de smart metering et d'un système de suivi basé sur des indicateurs de performance énergétiques, permettant d'inciter les clients à contrôler facilement et limiter leurs consommations. Ce projet porte sur sept immeubles lausannois propriétés de RealStone et comptant 185 logements et 22 commerces. Commencé en 2010, il s'est concrétisé en février 2011.

Un deuxième projet pilote est en phase de préparation, pour lequel un soutien a été demandé à la Confédération dans le cadre des appels d'offre pour l'efficacité énergétique prévus par la Loi sur l'énergie (LEne). Il s'agit de passer à l'échelle du quartier – les quartiers de Boveresses et Praz-Séchaud ont été retenus pour leur densité – et de développer des outils supplémentaires de communication et d'information. Le financement de ce projet et la planification du financement du remplacement complet des compteurs classiques par des compteurs communicants feront l'objet du rapport-préavis qui répondra à la motion de M. Hildbrand.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à cette motion au 30 septembre 2012.

6. Postulats

6.1 Administration générale

25. **Marlène Bérard — Enfin le paiement par sms des parkings, places de parc, titres de transport et amendes d'ordre**

Rappel : Déposé le 7 novembre 2006, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 27 mars 2007. Son délai de réponse est fixé au 31 janvier 2011.

Avancement du traitement : La Municipalité prépare un préavis « multipack » regroupant l'ensemble des questions en suspens touchant les transports publics. Compte tenu de la nouvelle législature et de l'attente de décisions cantonales sur la desserte nord, la réponse souffrira quelque retard.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2012.

26. **Guy Gaudard — Quelle aide à l'apprentissage la Municipalité envisage-t-elle ?**

Rappel : Déposé le 12 septembre 2006, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 24 avril 2007. Son délai de réponse est fixé au 31 mars 2011.

Avancement du traitement : Ce postulat est traité en parallèle avec le postulat Ghelfi (voir N° 36). Compte tenu du nombre de points à traiter dans ces interventions, un délai supplémentaire est nécessaire.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2012.

27. **Elisabeth Müller – En route pour l'Hermitage et Sauvabelin, durablement**

Rappel : Déposé le 15 mai 2007, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 20 mai 2008. Son délai de réponse est fixé au 30 novembre 2008.

Avancement du traitement : La Municipalité prépare un préavis « multipack » regroupant l'ensemble des questions en suspens touchant les transports publics. Compte tenu de la nouvelle législature et de l'attente de décisions cantonales sur la desserte nord, la réponse souffrira quelque retard.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2012.

28. **Charles-Denis Perrin — Une unité du développement durable pour un développement responsable de Lausanne**

Rappel : Déposé le 26 juin 2007, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 25 novembre 2008. Son délai de réponse est fixé au 30 juin 2011.

Avancement du traitement : La réponse à ce postulat sera apportée dans le cadre du préavis de synthèse sur le développement durable que prépare la Municipalité. Initialement prévu en juin 2011, il a pris un peu de retard et devrait être adopté par la Municipalité dans le courant de l'automne 2011.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 31 décembre 2011.

29. **Françoise Longchamp — Une feuille de route pour la législature sur le flux du personnel de l'administration communale**

Rappel : Déposé le 5 février 2008, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 25 novembre 2008. Son délai de réponse est fixé au 30 novembre 2010.

Avancement du traitement : Une réponse n'a pu être apportée dans les délais pour cause de surcharge de travail.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 avril 2012.

30. Florence Germond— Pour une certification d'égalité salariale entre femmes et hommes de la Ville de Lausanne

Rappel : Déposé le 16 mars 2010, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 11 mai 2010. Son délai de réponse est fixé au 30 novembre 2010.

Avancement du traitement : Ce postulat ne pourra être traité qu'à la fin du projet Equitas, ce que le Conseil communal a admis en suspendant son traitement.

Proposition : La Municipalité propose de maintenir la suspension du traitement de ce postulat.

31. Pierre-Antoine Hildbrand – Pour une étude visant à dissocier les fonctions de syndic de Lausanne et de président de la CPCL

Rappel : Déposé le 11 mai 2010, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 1^{er} juin 2010. Son délai de réponse est fixé au 31 décembre 2010.

Avancement du traitement : Il sera répondu à ce postulat dans le cadre du préavis qui sera présenté au printemps 2012 à propos de l'assainissement de la Caisse de pensions.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 avril 2012.

32. Elisabeth Müller – Pour une étude du commerce indépendant à Lausanne

Rappel : Déposé le 8 décembre 2009, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 18 janvier 2011. Son délai de réponse est fixé au 29 juillet 2011.

Avancement du traitement : Il a été décidé d'attendre l'entrée en fonction de la nouvelle Municipalité pour déterminer des options en la matière. Elle souhaite réexaminer l'ensemble de la problématique du commerce à Lausanne et de ses relations avec la Ville (City management, liquidation des suites de la taxe sur le commerce, situation et perspectives de la branche). Cet examen est en cours. Il devrait aboutir à des propositions coordonnées sur l'ensemble de la problématique d'ici la fin 2011. Sur ces bases, la Municipalité décidera des actions à entreprendre, parmi lesquelles l'étude en question.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2012.

33. Charles-Denis Perrin – Le développement durable c'est aussi... une administration qui peut travailler dans les meilleures conditions possibles... et des usagers satisfaits

Rappel : Déposé le 16 février 2010, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 12 avril 2011. Son délai de réponse est fixé au 31 octobre 2011.

Avancement du traitement : Une réponse ne peut être apportée dans les délais pour cause de surcharge de travail.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 31 décembre 2011.

34. Jean-Christophe Tschopp – Favoriser l'intégration professionnelle des personnes handicapées

Rappel : Déposé le 11 mai 2010, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 12 avril 2011. Son délai de réponse est fixé au 31 octobre 2011.

Avancement du traitement : Une enquête auprès de plusieurs administrations en Suisse est en cours.

Proposition : La Municipalité demande de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2012.

35. David Payot – rapport de la Cour des Comptes sur la CPCL : pour un débat complet

Rappel : Déposé le 1^{er} juin 2010, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 12 avril 2011. Son délai de réponse est fixé au 31 octobre 2011.

Avancement du traitement : Il sera répondu à ce postulat dans le cadre du préavis qui sera présenté au printemps 2012 à propos de l'assainissement de la Caisse de pensions.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 avril 2012.

36. Fabrice Ghelfi – Lutter contre le chômage et promouvoir l'économie lausannoise par un nouveau partenariat public-privé

Rappel : Déposé le 13 avril 2010, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 12 avril 2011. Son délai de réponse est fixé au 31 octobre 2011.

Avancement du traitement : Le postulat en question est traité en parallèle avec le postulat Gaudard (voir N° 26). Compte tenu du nombre de points à traiter dans ces interventions, un délai supplémentaire est nécessaire.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2012.

37. Claude-Alain Voiblet – La Cour des Comptes met le doigt sur la très mauvaise gestion de la CPCL et relève le problème du cumul des mandats entre la Municipalité et la gouvernance CPCL

Rappel : Déposé le 11 mai 2010, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 12 avril 2011. Son délai de réponse est fixé au 31 octobre 2011.

Avancement du traitement : Il sera répondu à ce postulat dans le cadre du préavis qui sera présenté au printemps 2012 à propos de l'assainissement de la Caisse de pensions.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 avril 2012.

38. Charles-Denis Perrin – De la micro informatique sans macro crédit ?

Rappel : Déposé le 8 décembre 2009, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 12 avril 2011. Son délai de réponse est fixé au 31 octobre 2011.

Avancement du traitement : Le déploiement du parc des PC a été terminé à fin août 2011 pour la majorité des utilisateurs et l'on a commencé à mesurer la consommation énergétique des appareils en tenant compte des utilisations réelles. En ce qui concerne la mobilité et l'utilisation du wifi ainsi que de la connexion par le réseau GSM de Swisscom, le Service d'organisation et d'informatique effectue aussi des mesures de la mobilité réelle. Enfin, il est en contact avec d'autres grandes organisations du secteur public, principalement les cantons et villes romands qui sont aussi engagés dans un processus de renouvellement du parc des stations de travail et avec lesquels il compare les pratiques. Le 20 novembre 2010, la commission chargée de l'examen de cet objet a convenu qu'il convenait de laisser un délai de 18 mois à la Municipalité pour répondre à cet objet, tenant compte de la

réponse partielle déjà fournie lors de la séance et de la complexité des questions soulevées.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2012.

39. Yves-André Cavin – Pour l’acquisition de rames supplémentaires pour le métro m2

Rappel : Déposé le 31 août 2010, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 24 mai 2011. Son délai de réponse est fixé au 30 novembre 2011.

Avancement du traitement : Cette question ne peut être traitée indépendamment des débats et études en cours sur la future politique lausannoise des Axes forts dans le cadre du PALM (tram et métro). Compte tenu des délais d’avancement de ces réflexions, le délai de réponse au postulat en question doit être différé.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 31 mai 2012.

40. Françoise Longchamp – Responsabilisons les délinquants mineurs par l’introduction à Lausanne de la « Commission extrajudiciaire »

Rappel : Déposé le 12 octobre 2010, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 1^{er} juin 2011. Son délai de réponse est fixé au 31 décembre 2011.

Avancement du traitement : Traitement en cours, qui doit cependant prendre en considération les options qui seront définies dans le futur programme de législature. Le délai de réponse au postulat doit en conséquence être différé.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 31 mars 2012.

6.2 Sécurité publique & sports

41. Guy Gaudard — Pour une ouverture journalière annuelle du restaurant de la piscine de Bellerive

Rappel : Déposé le 8 avril 2008, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 7 octobre 2008 et a fait l’objet, dans le cadre du rapport-préavis N° 2009/67, d’une réponse municipale refusée par le Conseil communal dans sa séance du 13 avril 2010. Son délai de réponse est fixé au 30 juin 2011.

Avancement du traitement : Lors de l’étude du rapport-préavis N° 2009/67, le Conseil communal a non seulement refusé la réponse municipale au postulat mais également ajouté deux nouvelles conclusions, dont l’une demande l’étude de la possibilité de mener le nouvel ascenseur jusqu’au niveau du restaurant et l’autre requiert la création d’une caisse de plain-pied à l’ouest de la piscine. Peu après, le Conseil communal a pris en considération le postulat de M. Huguenet (objet N° 45) portant également sur l’avenir du restaurant de Bellerive-Plage. Pour des raisons de cohérence, la réponse à ces deux postulats et l’exposé des suites données aux deux nouvelles conclusions doivent être inclus dans un seul et même rapport-préavis.

Les études nécessaires de plusieurs variantes, tant pour l’emplacement du restaurant que pour sa gestion et ses horaires d’ouverture, ainsi que l’examen des conséquences du choix de l’une ou l’autre desdites variantes sur le fonctionnement de la piscine, sont plus longues que prévu. Leurs conclusions ont d’ailleurs contraint les services concernés à fortement modifier le projet initial, ce qui entraîne des retards tant dans la finalisation du projet que dans la rédaction de la réponse municipale.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 31 mars 2012.

42. Roland Rapaz — Un centre d'escalade en salle (mur de grimpe) à Lausanne

Rappel : Déposé le 28 octobre 2008, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 19 mai 2009. Son délai de réponse est fixé au 30 juin 2011.

Avancement du traitement : La Municipalité, favorable à la réalisation de cette installation sportive, a demandé, dans son rapport N° 2010/1 de suspendre le traitement de cette initiative dans l'attente du rapport-préavis sollicitant l'octroi du crédit d'investissement du patrimoine administratif nécessaire à la réalisation du stade d'athlétisme prévu, dans le cadre du projet « Métamorphose », à la Tuilière, rapport-préavis ne devant pas être présenté avant 2016. Cependant, le Conseil communal a refusé de suspendre le traitement de ce postulat et a fixé un nouveau délai au 30 juin 2011 pour qu'une réponse lui soit donnée.

La Municipalité a répondu à ce postulat dans le cadre du rapport-préavis N° 2011/41, du 7 septembre 2011, regroupant les réponses à trois postulats.

Proposition : Ce postulat doit être retiré de la liste des objets en cours de traitement.

43. Jean-François Cachin — Oui à une centralisation des activités sportives de tir à Vernand

Rappel : Déposé le 19 mai 2009, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 2 mars 2010. Son délai de réponse est fixé au 31 décembre 2010.

Avancement du traitement : La Municipalité désire répondre favorablement à cette initiative visant au regroupement de l'ensemble des activités liées au tir sportif sur un site unique, à savoir Vernand. Toutefois, outre les aspects techniques d'un tel regroupement, qu'une première série d'études a estimé réalisable, il convient d'étudier les incidences du développement de l'ensemble du secteur de Vernand (y compris les projets des communes limitrophes) sur une installation aussi particulière qu'un stand de tir, la densification des transports publics depuis Lausanne en direction du Gros-de-Vaud, essentielle pour l'avenir du tir sportif auprès des jeunes, et les questions liées à la protection des sols. Or, actuellement, toutes ces études n'en sont qu'à leurs débuts. Il convient, par conséquent, d'attendre qu'elles aboutissent avant de pouvoir répondre définitivement au postulat. La Municipalité estime, néanmoins, que les travaux nécessaires pourraient être réalisés entre 2015 et 2016 (présentation d'une demande de crédit d'investissement du patrimoine administratif à votre Conseil en 2014) et a, dans cette optique, décidé d'inscrire un montant de deux millions de francs au plan des investissements pour les années 2012 à 2015.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de suspendre le traitement de ce postulat.

44. Benoît Biéler — Pour une extension raisonnable des heures d'ouverture de la piscine de Mon-Repos

Rappel : Déposé le 27 avril 2010, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 1^{er} juin 2010. Son délai de réponse est fixé au 31 décembre 2010.

Avancement du traitement : Les différentes propositions d'horaires d'ouverture faites par le postulat ont été étudiées, de même que leurs conséquences. Toutefois, peu de temps avant la remise de la réponse municipale au Conseil communal, Mme Sophie Michaud Gigon a déposé un postulat (n° 49) demandant une extension des heures d'ouverture de la piscine de Mon-Repos, en particulier le soir, au profit de la section de waterpolo du Lausanne Natation. Pour d'évidentes raisons de cohérence, la réponse à cette demande doit être incluse dans le même rapport-préavis que celle donnée au présent postulat. Les incidences de la demande de Mme Michaud Gigon sur le fonctionnement de la piscine couverte de Mon-Repos et leur compatibilité (ou non) avec les propositions de M. Biéler ont été analysées. Les solutions retenues ont fait l'objet de mises en application provisoires et les

enseignements tirés figureront dans la réponse municipale, qui sera présentée au Conseil communal d'ici fin 2011.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 31 décembre 2011.

45. François Huguenet — N'ayant pas pour vocation de décrocher une étoile, le restaurant de la piscine de Bellerive doit redescendre sur terre

Rappel : Déposé le 13 avril 2010, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 1^{er} juin 2010. Son délai de réponse est fixé au 30 juin 2011.

Avancement du traitement : Voir ci-dessus, sous chiffre 41, relatif au postulat de M. Guy Gaudard.

Proposition : la Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 31 mars 2012.

46. Philippe Jacquat – Pour qu'une altercation de préau ne termine pas au couteau

Rappel : Déposé le 27 octobre 2009, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 14 septembre 2010. Son délai de réponse est fixé au 31 mars 2011.

Avancement du traitement : La réponse à cette intervention figurera dans un prochain rapport-préavis répondant à diverses initiatives n'appelant pas de longs développements mais nécessitant quelques investigations.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 31 mars 2012.

47. Fabrice Ghelfi – Pour une vision globale, prospective et sereine des effectifs de la police municipale lausannoise

Rappel : Déposé le 24 novembre 2009, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 12 octobre 2010. Son délai de réponse est fixé au 29 avril 2011.

Avancement du traitement : La réponse à cette intervention, qui figurera dans un rapport-préavis répondant également au postulat de Mme Natacha Litzistorf (Pour une politique de sécurité urbaine à Lausanne, objet N° 52), dépendra des options qui seront définies dans le futur programme de législature.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2012.

48. Claude-Alain Voiblet – La tranquillité de la vie nocturne lausannoise ne commence-t-elle pas déjà par une gestion professionnelle de la sécurité dans les établissements publics

Rappel : Déposé le 10 novembre 2009, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 9 novembre 2010. Son délai de réponse est fixé au 31 mai 2011.

Avancement du traitement : La réponse à cette intervention, qui figurera dans un rapport-préavis intitulé « Vie nocturne bis », répondant également au postulat de M. Alain Hubler (Et si on rétablissait la clause du besoin ?, N° 54), est en cours de rédaction.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 31 mars 2012.

49. Sophie Michaud Gigon – Waterpolo à Lausanne : une discipline olympique qui a besoin d'eau

Rappel : Déposé le 23 novembre 2010, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 18 janvier 2011. Son délai de réponse est fixé au 29 juillet 2011.

Avancement du traitement : Voir ci-dessus, sous chiffre 44, relatif au postulat de M. Benoît Biéler.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 31 décembre 2011.

50. Isabelle Truan – Pour une utilisation rationnelle, sociale et publique des piscines scolaires

Rappel : Déposé le 23 novembre 2010, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 18 janvier 2011. Son délai de réponse est fixé au 29 juillet 2011.

Avancement du traitement : S'inscrivant dans la suite des débats ayant conduit à l'acceptation, par le Conseil communal, le 9 novembre 2010, de la réponse municipale au postulat de M. Marc Buffat demandant l'ouverture au public des piscines scolaires lausannoises (rapport-préavis N° 2009/65), le postulat de Mme Truan demande une nouvelle étude de la possibilité de mettre à disposition du public lesdites piscines scolaires.

La situation n'ayant, depuis lors, pas changé, la Municipalité a répondu à ce postulat dans le cadre du rapport-préavis N° 2011/41, du 7 septembre 2011, regroupant les réponses à trois postulats.

Proposition : Ce postulat doit être retiré de la liste des objets en cours de traitement.

51. Isabelle Mayor – Mendicité à Lausanne : pour une étude approfondie de solutions des points de vue de la protection de l'enfance, sanitaire, juridique et humain

Rappel : Déposé le 2 février 2010, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 18 janvier 2011. Son délai de réponse est fixé au 29 juillet 2011.

Avancement du traitement : Le rapport-préavis répondant à cette intervention est en cours de rédaction.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 31 mars 2012.

52. Natacha Litzistorf – Pour une politique de sécurité urbaine à Lausanne

Rappel : Déposé le 2 février 2010, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 15 février 2011. Son délai de réponse est fixé au 31 août 2011.

Avancement du traitement : Voir ci-dessus, sous chiffre 47, relatif au postulat de M. Fabrice Ghelfi.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2012.

53. David Payot – La sécurité est l'affaire du public

Rappel : Déposé le 11 mai 2010, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 1^{er} juin 2010. Son délai de réponse est fixé au 31 août 2011.

Avancement du traitement : Le rapport-préavis répondant à cette intervention est en cours de rédaction, mais ses conclusions dépendront des options qui seront définies dans le futur programme de législature.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2012.

54. Alain Hubler – Et si on rétablissait la clause du besoin ?

Rappel : Déposé le 27 avril 2010, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 12 avril 2011. Son délai de réponse est fixé au 31 octobre 2011.

Avancement du traitement : Voir ci-dessus, sous chiffre 48, relatif au postulat de M. Claude-Alain Voiblet.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 31 mars 2012.

55. Claude-Alain Voiblet – Invitons nos citoyens à rendre définitivement les armes

Rappel : Déposé le 24 mai 2011, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 1^{er} juin 2011. Son délai de réponse est fixé au 31 décembre 2011.

Avancement du traitement : La réponse à cette intervention, qui figurera dans un prochain rapport-préavis répondant à diverses initiatives n'appelant pas de longs développements, est en cours de rédaction mais nécessite encore quelques investigations.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 31 mars 2012.

56. Jean-Christophe Tschopp – La Ville par le sport

Rappel : Déposé le 12 octobre 2010, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 20 juin 2011. Son délai de réponse est fixé au 31 décembre 2011.

Avancement du traitement : La Municipalité a répondu à ce postulat dans le cadre du rapport-préavis N° 2011/41, du 7 septembre 2011, regroupant les réponses à trois postulats.

Proposition : Ce postulat doit être retiré de la liste des objets en cours de traitement.

6.3 Culture et logement

57. Claire Attinger — La fête de l'art contemporain à Lausanne

Rappel : Déposé le 15 mai 2007, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 6 novembre 2007. Son délai de réponse est fixé au 31 mars 2011.

Avancement du traitement : L'analyse approfondie des soutiens communaux apportés à l'art contemporain a été finalisée. Celle-ci fera l'objet d'un préavis distinct du préavis sur le Musée cantonal des Beaux-Arts et le pôle muséal aux halles CFF. Ce préavis est actuellement en cours de rédaction.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2012.

58. Elisabeth Müller — Un meilleur accueil des promeneurs à Sauvabelin

Rappel : Déposé le 5 février 2008, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 22 avril 2008. Son délai de réponse est fixé au 30 septembre 2011.

Avancement du traitement : Ce sujet fait l'objet de deux projets distincts mais gérés en commun par la division des gérances et le Service parcs et domaines et qui touchent la rénovation/démolition/reconstruction du restaurant et de la pinte à fromages ainsi que l'assainissement du lac (boues) et le réaménagement total de ses rives. Certaines options de fond sont actuellement présentées aux directeurs concernés pour analyse et décision. En fonction, un préavis commun pourrait être rédigé courant 2012.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 septembre 2012.

59. Rebecca Ruiz — Un passeport culturel pour les jeunes de 15 à 25 ans

Rappel : Déposé le 2 octobre 2007, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 11 novembre 2008. Son délai de réponse est fixé au 31 janvier 2011.

Avancement du traitement : En accord avec la postulante, il avait été jugé plus intéressant d'élargir l'analyse à l'introduction d'un passeport culturel pour les jeunes, non seulement à Lausanne mais dans certaines communes de la région lausannoise. Des prises de contact et des discussions ont déjà eu lieu. Toutefois, suite au changement de législature, celles-ci ont été interrompues. Elles reprendront durant le deuxième semestre 2011. Par conséquent, le temps de traitement de ce postulat s'en trouve rallongé.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2012.

60. Jean-François Cachin – Pour plus de sécurité sur le chemin piétonnier reliant l'avenue de la Vallonnette au chemin du Devin

Rappel : Déposé le 24 mai 2011, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 1^{er} juin 2011. Son délai de réponse est fixé au 31 décembre 2011.

Avancement du traitement : Cet objet a fait l'objet d'un transfert de leader des Services industriels au Service du logement et des gérances en date du 17 août 2011 par une note à la Municipalité. Le SLG a pris acte et l'objet est en cours de traitement au sein de la division des gérances afin de déterminer quelle suite sera donnée à la proposition d'amélioration de la sécurité par la mise en place d'un éclairage public.

Proposition : La Municipalité ne sollicite aucune prolongation de délai.

61. Florence Germond — Pour un assainissement énergétique des bâtiments sur la commune de Lausanne grâce aux aides fédérales et cantonales

Rappel : Déposé le 21 avril 2009, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 19 mai 2009. Son délai de réponse est fixé au 30 juin 2011.

Avancement du traitement : Le traitement de ce postulat est en cours. Les interventions d'assainissement énergétique doivent être cohérentes avec les autres travaux d'entretien planifiés dans les immeubles du patrimoine. Les aides fédérales et cantonales ne vont pas être renouvelées en 2012.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2012.

62. Vincent Rossi — Construire Minergie à Lausanne est une pratique normale

Rappel : Déposé le 24 février 2009, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 9 décembre 2009. Son délai de réponse est fixé au 30 septembre 2011.

Avancement du traitement : Le traitement de ce postulat dépend de l'adoption de la nouvelle loi cantonale sur l'énergie qui devrait intervenir en 2012.

Proposition : La Municipalité propose de repousser le délai de réponse au 30 septembre 2012.

63. Myriam Tétaz — Un prix pour la création d'une œuvre de musique contemporaine

Rappel : Déposé le 24 février 2009, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 19 janvier 2010. Son délai de réponse est fixé au 30 juin 2011.

Avancement du traitement : L'analyse de ce postulat est toujours en cours. La rédaction du projet de réponse est prévue pour la fin du deuxième semestre 2011.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 31 mars 2012.

64. Gilles Meystre – Pour une stratégie en matière de locaux dédiés à l’administration... ou comment éviter que l’amélioration du service au public ne demeure une intention à géométrie variable

Rappel : Déposé le 19 mai 2009, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 14 septembre 2010. Son délai de réponse est fixé au 30 septembre 2011.

Avancement du traitement : Depuis le dépôt du postulat, plusieurs mesures ont fait l’objet de préavis et de notes à la Municipalité traitant des questions et suggestions contenues dans le postulat (préavis N° 2009/48 : nouveaux locaux pour le service social. Note à la Municipalité pour la facturation des loyers et des charges d’exploitation aux services de l’administration communale. Précisions des règles d’attribution et de leurs aménagements – préavis N° 2011/8 : Déménagement du service d’organisation et d’informatique et utilisation des locaux anciennement occupés par le SOI pour répondre aux besoins du SSL). L’ensemble de ces actions doivent faire l’objet d’une analyse complète pour permettre au Conseil communal d’avoir une vision globale.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2012.

65. Elisabeth Müller – Les DDPs (droits distincts et permanents de superficie) à qui et pour quoi ?

Rappel : Déposé le 16 février 2010, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 12 avril 2011. Son délai de réponse est fixé au 31 octobre 2011.

Avancement du traitement : Le traitement du postulat est en cours, mais a été ralenti par le départ à la retraite du délégué à la commission immobilière et la reprise des dossiers par le nouveau délégué.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 31 mars 2012.

66. Evelyn Knecht – Un Capitole pour une Capitale

Rappel : Déposé le 2 février 2010, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 10 mai 2011. Son délai de réponse est fixé au 30 novembre 2011.

Avancement du traitement : L’analyse de ce postulat est en cours. La rédaction du projet de réponse est prévue premier trimestre 2012.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 31 mars 2012.

6.4 Travaux

67. Magali Zürcher – Pour la création de nouvelles zones 30 et zones de rencontre dans le quartier Sous-Gare

Rappel : Déposé le 9 novembre 2004, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 4 octobre 2005. Son délai de réponse est fixé au 30 juin 2009.

Avancement du traitement : La réponse à ce postulat a été refusée le 1^{er} février 2011 par le Conseil communal. La thématique des zones 30 et des zones de rencontres fera l’objet d’une étude dans le cadre de la révision du Plan directeur communal. Cet objet sera intégré dans le préavis qui en découlera de façon à avoir une cohérence entre les engagements qui seront proposés et la stratégie globale définie par le plan directeur.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2015.

68. Adèle Thorens Goumaz — Pour le remplacement de la vaisselle jetable à usage unique par de la vaisselle consignée ou compostable dans l'administration et lors des manifestations lausannoises

Rappel : Déposé le 28 juin 2005, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 21 mars 2006. Son délai de réponse est fixé au 31 décembre 2010.

Avancement du traitement : Suite à la circulation du projet de rapport-préavis dans les services concernés, la Municipalité est en train de finaliser ce document ; il devrait être soumis au Conseil communal d'ici au 31 décembre 2011.

Proposition : La Municipalité demande néanmoins au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 31 mars 2012.

69. Ulrich Doepper – Pour des P+R plus efficaces et pour de meilleurs outils de maîtrise du stationnement sur le domaine privé

Rappel : Déposé le 1^{er} novembre 2006, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 23 octobre 2007. Son délai de réponse est fixé au 31 décembre 2009.

Avancement du traitement : La réponse à ce postulat a été refusée le 1^{er} février 2011 par le Conseil communal. Les thématiques du stationnement et de la mobilité de façon plus globale feront l'objet d'études dans le cadre de la révision du Plan directeur communal. Cet objet sera intégré dans le préavis qui en découlera de façon à avoir une cohérence entre les engagements qui seront proposés et la stratégie globale définie par le plan directeur.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2015.

70. Claude-Alain Voiblet — Elimination des déchets ménagers : Application et introduction du principe « pollueur-payeur »

Rappel : Déposé le 6 mai 2008, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 3 février 2009. Son délai de réponse est fixé au 28 février 2010.

Avancement du traitement : Le président de la CPPR a communiqué le 3 décembre 2010 au directeur des Travaux l'approbation de la table des matières soumise en mai 2010 et de la proposition d'attendre l'issue de la procédure cantonale. Un arrêt a été rendu le 4 juillet 2011 par le Tribunal fédéral dans l'affaire Romanel-sur-Lausanne ; la légalité du financement par l'impôt de maximum 30 % des coûts est reconnue, mais une taxe forfaitaire par ménage est exclue. Le canton va pouvoir reprendre son dossier.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 31 décembre 2012.

71. Sophie Michaud Gigon — Pour une meilleure accessibilité, sécurité et signalétique du quartier de Sévelin

Rappel : Déposé le 8 décembre 2009, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 19 janvier 2010. Son délai de réponse est fixé au 31 juillet 2010.

Avancement du traitement : La réponse à ce postulat a été refusée le 1^{er} juin 2011 par le Conseil communal. L'étude est aujourd'hui achevée, et les principales propositions sont en cours d'analyse dans les services. Cet objet sera traité dans le cadre du préavis « multipack » consacré à la mobilité en Ville de Lausanne en automne 2012.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 31 décembre 2012.

72. Jean-François Cachin — Après l'ascenseur public de la place de l'Europe/Grand-Chêne, pensons aux habitants du quartier de Marterey-Bugnon et environs

Rappel : Déposé le 21 avril 2009, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 2 février 2010. Son délai de réponse est fixé au 31 janvier 2011.

Avancement du traitement : L'étude est aujourd'hui achevée, et les principales propositions sont en cours d'analyse dans les services. Cet objet sera traité dans le cadre du préavis « multipack » consacré à la mobilité en Ville de Lausanne en automne 2012.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 31 décembre 2012.

73. Vincent Rossi – Bons sens cyclistes pour les rues à sens unique

Rappel : Déposé le 23 juin 2009, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 14 septembre 2010. Son délai de réponse est fixé au 31 mars 2011.

Avancement du traitement : En parallèle aux études sur les Axes forts de transports publics urbains (AFTPU), différentes études sont menées pour redéfinir les principes de mobilité douce en Ville de Lausanne. Les bandes cyclables font partie des études en cours. Cet objet sera traité dans le cadre du préavis « multipack » consacré à la mobilité en Ville de Lausanne en automne 2012.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 31 décembre 2012.

74. Magali Zürcher – Pour un réaménagement de la place de la Riponne

Rappel : Déposé le 9 juin 2009, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 14 septembre 2010. Son délai de réponse est fixé au 30 septembre 2012.

Avancement du traitement : Le principe d'organiser un concours pour le réaménagement de la place a été admis par la Municipalité qui a ouvert un compte d'attente. Le programme de locaux prévus à la place de la Riponne, Bibliothèque & Archives et service de la culture, doit être précisé. Pour l'heure, les différents sites pour l'implantation de la Bibliothèque municipale doivent être réévalués. La réponse sera donnée dans la demande de crédit pour l'organisation du concours.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 31 décembre 2013.

75. Magali Zürcher – Quel avenir pour les quartiers de Sébeillon et Sévelin ?

Rappel : Déposé le 19 janvier 2010, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 1^{er} février 2011. Son délai de réponse est fixé au 31 août 2011.

Avancement du traitement : Pour le site de Sévelin, un projet de révision du plan d'extension n° 633 est en cours. Pour le site de Sébeillon, plusieurs grandes inconnues, déterminantes pour le devenir du quartier, demeurent à ce jour. La réponse à ce postulat sera combinée avec celle au postulat de Maurice Calame « Construire un quartier de forte densité en transformant et en remplaçant les bâtiments du quartier des S.I. – demande étude d'un plan partiel d'affectation » (objet N° 76).

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2012.

76. Maurice Calame – Construire un quartier de forte densité en transformant et en remplaçant les bâtiments du quartier des S.I. – Demande d'étude d'un plan partiel d'affectation

Rappel : Déposé le 2 mars 2010, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 22 février 2011. Son délai de réponse est fixé au 31 août 2011.

Avancement du traitement : Une première concertation a eu lieu entre les différents services concernés en avril 2011. Des vérifications techniques sont en cours auprès du Service du logement et des gérances et de la Commission immobilière, visant notamment à chiffrer les éventuels besoins de locaux en remplacement pour les SI et les potentiels de valorisation du site. Ces vérifications permettront d'étayer et de finaliser la réponse, auprès du Service d'urbanisme. La réponse à ce postulat sera combinée avec celle au postulat de Magali Zürcher « Quel avenir pour les quartiers de Sébeillon et Sévelin ? » (objet N° 75).

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2012.

77. Florence Germond – Pour l'étude d'un tunnel de profondeur nulle à St-François

Rappel : Déposé le 19 janvier 2010, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 15 mars 2011. Son délai de réponse est fixé au 30 septembre 2011.

Avancement du traitement : Dans le cadre des études sur les Axes forts de transports publics urbains (AFTPU), les principes d'accessibilité multimodale du centre-ville sont redéfinis. Les études en cours devraient permettre de répondre dans le cadre du préavis « multipack » consacré à la mobilité en Ville de Lausanne en automne 2012.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 31 décembre 2012.

78. Rebecca Ruiz – Pour des conditions décentes sur les chantiers de la Ville – Vers un plan d'action communal de lutte contre la sous enchère salariale en lien avec la sous-traitance

Rappel : Déposé le 16 février 2010, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 29 mars 2011. Son délai de réponse est fixé au 30 septembre 2011.

Avancement du traitement : La réponse à ce postulat devra prendre en compte l'interpellation urgente Jean-Michel Dolivo « Travailleurs employés au noir sur le site du chantier des Halles du Palais de Beaulieu, quel contrôle exercé sur l'adjudication des travaux ? ». La Municipalité désire répondre favorablement à ces deux objets.

La problématique posée par le contrôle des sous-traitants et du travail au noir nécessite que tous les acteurs impliqués dans le processus de construction soient concernés par ce problème afin de proposer une solution globale et intégrée.

Actuellement les contacts avec les différents acteurs (entreprises, maîtres d'ouvrage, administration, analyste juridique) ont été pris afin de présenter au Conseil communal une proposition de mesures concrètes à prendre pour pallier le problème de la sous-traitance et du travail au noir.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2012.

79. Cédric Fracheboud – Mettons des limites claires pour que les passages sous-voies et les escaliers de la Ville ne deviennent pas des nids propices à un fort sentiment d’insécurité

Rappel : Déposé le 11 mai 2010, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 29 mars 2011. Son délai de réponse est fixé au 30 septembre 2011.

Avancement du traitement : Un recensement détaillé des passages sous-voies et des escaliers se trouvant sur le territoire communal est en cours. Une analyse suivra pour tenir compte de leur nombre, leur utilité, leur intégration, leur importance, et des projets de développement des quartiers où ils se trouvent, afin de déterminer s’il convient de les conserver ou non. Dans l’affirmative, ils devront être rénovés et éclairés. A la suite de cette analyse, des crédits d’études seront demandés à la Commission des finances du Conseil communal.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2013.

80. Stéphane Michel – Pour la promotion des itinéraires piétonniers à Lausanne

Rappel : Déposé le 1^{er} juin 2010, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 12 avril 2011. Son délai de réponse est fixé au 31 octobre 2011.

Avancement du traitement : L’étude est aujourd’hui achevée et les principales propositions sont en cours d’analyse dans les services. Cet objet sera traité dans le cadre du préavis « multipack » consacré à la mobilité en Ville de Lausanne en automne 2012.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 31 décembre 2012.

81. Claude-Alain Voiblet – Le quartier d’Ouchy et la zone verte de Bellerive méritent une autre image que celle donnée par les incessants flots de véhicules aux heures de pointe

Rappel : Déposé le 24 novembre 2009, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 12 avril 2011. Son délai de réponse est fixé au 31 octobre 2011.

Avancement du traitement : Les thématiques de la mobilité en général et douce en particulier, de la redistribution des espaces publics, des zones 30 et des zones de rencontres feront l’objet d’études dans le cadre de la révision du Plan directeur communal. Cet objet sera intégré dans le préavis qui en découlera de façon à avoir une cohérence entre les engagements qui seront proposés et la stratégie globale définie par le plan directeur.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2015.

6.5 Enfance, jeunesse & cohésion sociale

82. Andrea Egli — Des ludothèques à Lausanne ou comment mieux faire pour avoir une vie ludique

Rappel : Déposé le 26 juin 2007, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 6 novembre 2007. son délai de réponse est fixé au 31 janvier 2010.

Avancement du traitement : La Municipalité est en attente de l’adoption par le Conseil communal du rapport-préavis N° 2010/61 répondant à ce postulat.

Proposition : La Municipalité ne sollicite aucune prolongation de délai.

83. Laurent Guidetti — Pour des conditions de travail décentes dans les bureaux mandatés par la Ville

Rappel : Déposé le 13 mars 2007, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 22 avril 2008. Son délai de réponse est fixé au 31 octobre 2010.

Avancement du traitement : Le rapport-préavis est pratiquement achevé. Des discussions entre la direction Enfance, jeunesse et cohésion sociale et la direction des Travaux doivent toutefois avoir encore lieu.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 31 août 2012.

84. Stéphane Michel – Pour une prise en charge nocturne adéquate des personnes indigentes

Rappel : Déposé le 5 février 2008, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 7 octobre 2008. Son délai de réponse est fixé au 31 janvier 2010.

Avancement du traitement : La Municipalité avait répondu au postulat dans le cadre du rapport-préavis N° 2009/3 bis *Politique commune en matière de drogue*. La réponse a été refusée par le Conseil communal le 7 juin 2011. La Municipalité a repris l'examen de cette proposition en coordonnant celui-ci avec les réflexions en cours concernant l'hébergement nocturne d'urgence et avec le projet de bistrot social.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2012.

85. Roland Philippoz — Pour la promotion et la valorisation de l'engagement bénévole et de la vie associative (art. 70 Cst-VD)

Rappel : Déposé le 8 avril 2008, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 25 novembre 2008. Son délai de réponse est fixé au 31 octobre 2010.

Avancement du traitement : Un rapport-préavis relatif à une Maison des associations à Lausanne et à un soutien au mouvement associatif lausannois est pratiquement achevé. Il fait toutefois l'objet d'une nouvelle analyse tenant compte du refus du Conseil communal du 29 juin 2010 d'octroyer un crédit supplémentaire permettant de réserver une partie des salles de la Maison du peuple de Chauderon en vue d'y créer une Maison des Associations, des changements en cours dans le mouvement associatif lausannois et du passage du service du travail et de l'intégration de Sécurité sociale et environnement à Enfance, jeunesse et cohésion sociale.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 31 août 2012.

86. Elena Torriani — Charte pour une agriculture de proximité, respectueuse des coûts écologiques et sociaux

Rappel : Déposé le 20 mai 2008, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 21 avril 2009. Son délai de réponse est fixé au 31 décembre 2010.

Avancement du traitement : La réponse à ce postulat est liée à la réponse au postulat Isabelle Mayor « Pour une journée hebdomadaire sans viande ni poisson dans les réfectoires scolaires communaux lausannois : à la (re)découverte du goût » (objet N° 93). En effet, lors des travaux de commission, les commissaires ont insisté sur la complémentarité des deux postulats. Ce fait a été rapporté au Conseil communal lors de la prise en considération du postulat Isabelle Mayor le 22 février 2011. Le délai de réponse aux deux postulats doit donc être identique. Pas moins de quatre directions sont impliquées dans la réponse à ces postulats, ce qui rallonge le temps de consultations et de rédaction du rapport-préavis.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 31 mars 2012.

87. Roland Rapaz — Vivre ensemble à Lausanne, dans nos quartiers ; contribution à la construction d'un lien social fort

Rappel : Déposé le 28 octobre 2008, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 19 mai 2009. Son délai de réponse est fixé au 30 septembre 2011.

Avancement du traitement : Le rapport-préavis est en cours de rédaction mais nécessite encore quelques investigations.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 31 mars 2012.

88. Florence Germond — Sensibilisation au français pour les enfants préscolaires allophones afin de faciliter leur intégration dans le cycle initial

Rappel : Déposé le 19 mai 2009, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 13 avril 2010. Son délai de réponse est fixé au 31 janvier 2011.

Avancement du traitement : Le Service d'accueil de jour de l'enfance (SAJE) a mené une étude approfondie dans le domaine du développement précoce, en particulier au profit du public cible cité par l'auteure du postulat. Cette étude a pris plus de temps que prévu. De plus, la Municipalité a inclus cette thématique dans sa réflexion globale sur le plan de développement du secteur de l'accueil préscolaire pour la nouvelle législature et a sollicité le SAJE pour lui transmettre des propositions.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2012.

89. Bertrand Picard – Pour une meilleure information quant à l'hébergement de la personne âgée, entre les soins à domicile et l'hébergement en EMS, en ville de Lausanne

Rappel : Déposé le 10 novembre 2009, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 9 novembre 2010. Son délai de réponse est fixé au 31 mai 2011.

Avancement du traitement : Une réponse est en préparation. La Municipalité doit cependant donner suite, également, au postulat Elisabeth Wermelinger « *Espace Riponne* » : *la maison lausannoise des seniors et des organisations actives en faveur des aînés* (objet N° 91). Elle se propose d'inscrire ses réponses dans le cadre d'une vision d'ensemble et de présenter un unique rapport-préavis sur sa politique en faveur des aînés. M. Bertrand Picard a d'ailleurs lui-même déposé une demande en ce sens (postulat demandant « *Une politique municipale globale et mieux coordonnée de nos aînés* »).

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2012.

90. Guy Gaudard – SSL = un seul toit

Rappel : Déposé le 10 novembre 2009, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 18 janvier 2011. Son délai de réponse est fixé au 29 juillet 2011.

Avancement du traitement : Rappelons que le service social s'est développé pour faire face à l'explosion de la demande d'aide sociale et pour être en mesure de remplir les nouvelles missions qui lui ont été confiées. Il a été contraint d'essaimer (depuis 2004 : Rue de Genève 52, Rue de la Tour 41, Rue du Maupas 34, Place Chauderon 9). La Municipalité n'ignore pas que la multiplication des sites ne facilite pas la gestion du service et ne contribue pas à sa cohésion, raison pour laquelle elle avait proposé un regroupement sur deux sites principaux (Chauderon 4 et Provence

6). Cette proposition avait été rejetée par le Conseil communal, qui avait demandé à ce que le service soit intégralement situé dans le périmètre Flon – Chauderon. Or il est objectivement impossible de louer, ou même d'acheter, la surface nécessaire, soit 6000 m² (l'équivalent de toute la surface occupée par l'administration communale au centre administratif de Flon-Ville) dans ce périmètre, ou même au-delà. La Municipalité reste cependant attentive à toute opportunité de regroupement, total ou partiel, qui se présenterait et qui n'entraînerait pas de coûts disproportionnés

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 septembre 2012.

91. Elisabeth Wermelinger – « Espace Riponne » : la maison lausannoise des seniors et des organisations actives en faveur des aînés

Rappel : Déposé le 2 février 2010, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 15 février 2011. Son délai de réponse est fixé au 31 août 2011.

Avancement du traitement : Une réponse est en préparation en concertation avec Pro Senectute, qui gère l'Espace Riponne, ainsi qu'avec les autres organisations actives auprès des aînés. Pour le reste, voir ci-dessus, postulat Bertrand Picard *Pour une meilleure information quant à l'hébergement de la personne âgée, entre les soins à domicile et l'hébergement en EMS, en ville de Lausanne* (objet N° 89).

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2012.

92. Natacha Litzistorf – La santé des populations c'est aussi l'affaire des villes

Rappel : Déposé le 19 janvier 2010, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 15 février 2011. Son délai de réponse est fixé au 29 février 2012.

Avancement du traitement : Le traitement de ce postulat n'a pas été entrepris lors de la législature précédente. La nouvelle organisation de l'administration prévue par la Municipalité prévoit la création, début 2012, d'un service de la santé et de la prévention, qui sera en charge des questions de santé publique communale. C'est à ce service que la Municipalité entend confier le traitement des initiatives relevant de ce domaine.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2012.

93. Isabelle Mayor – Pour une journée hebdomadaire sans viande ni poisson dans les réfectoires scolaires communaux lausannois : à la (re)découverte du goût

Rappel : Déposé le 13 avril 2010, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 22 février 2011. Son délai de réponse est fixé au 31 août 2011.

Avancement du traitement : La réponse à ce postulat est liée à la réponse au postulat Elena Torriani « Charte pour une agriculture de proximité, respectueuse des coûts écologiques et sociaux » (objet N° 86). Le délai de réponse aux deux postulats doit donc être identique. Pas moins de quatre directions sont impliquées dans la réponse à ces postulats, ce qui rallonge le temps de consultations et de rédaction du rapport-préavis.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 31 mars 2012.

6.6 Finances et patrimoine vert

94. Françoise Longchamp – Etude nouvelle présentation des comptes et du budget de la Commune de Lausanne

Rappel : Déposé le 9 décembre 2008, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 15 septembre 2009. Son délai de réponse est fixé au 30 juin 2011.

Avancement du traitement : La Commune de Lausanne participe activement au groupe de travail créé par le Canton pour l'introduction du MCH2 (nouveau modèle comptable harmonisé pour les cantons et les communes) qui, outre des aspects purement comptables, contient plusieurs recommandations en matière de présentation des comptes qui amèneront des changements très importants. Plusieurs collaborateurs ont d'ores et déjà suivi des formations sur ce domaine et des travaux préparatoires sont envisagés pour faciliter le passage aux nouvelles normes. La Ville aura donc l'obligation de se conformer à ce nouveau référentiel qui entrera en vigueur à la fin de la présente législature, voire au début de la suivante. La Municipalité considère donc que l'étude demandée est, de fait, déjà en cours.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2012.

95. Natacha Litzistorf — Pour l'intégration systématique, transparente et cohérente de la « nature en ville »

Rappel : Déposé le 3 février 2009, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 19 janvier 2010. Son délai de réponse est fixé au 30 septembre 2011.

Avancement du traitement : La Municipalité propose de répondre à plusieurs postulats concernant la nature en ville, dont le présent, dans un préavis global sous l'égide de la direction des finances et du patrimoine vert.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2012.

96. Rebecca Ruiz – Pour une agriculture de proximité vivante et viable : la Ville de Lausanne soutient la production locale du lait

Rappel : Déposé le 27 octobre 2009, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 19 janvier 2010. Son délai de réponse est fixé au 30 septembre 2011.

Avancement du traitement : La Municipalité propose de répondre à ce postulat dans le cadre du préavis en cours de rédaction concernant certaines transformations à réaliser au domaine des Saugealles et concernant la problématique évoquée.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2012.

97. Sylvianne Bergmann – Jardinons sous les arbres : c'est bon pour la convivialité et pour réenchanter la Ville

Rappel : Déposé le 15 février 2011, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 29 mars 2011. Son délai de réponse est fixé au 30 septembre 2011.

Avancement du traitement : La Municipalité propose de répondre à plusieurs postulats concernant la nature en ville, dont le présent, dans un préavis global sous l'égide de la direction des finances et du patrimoine vert.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2012.

98. Pierre-Antoine Hildbrand – Pour l'étude de mécanismes réglementaires modérant l'endettement lausannois

Rappel : Déposé le 27 avril 2010, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 12 avril 2011. Son délai de réponse est fixé au 31 octobre 2011.

Avancement du traitement : La situation de la dette communale sera notamment abordée dans le préavis pour la fixation du plafond d'endettement pour l'actuelle législature. Ce n'est qu'après le traitement de cet objet que la Municipalité pourra répondre à ce postulat.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2012.

99. Pierre-Antoine Hildbrand – Rasez les thuyas, qu'on voie la biodiversité

Rappel : Déposé le 28 septembre 2010, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 12 octobre 2010. Son délai de réponse est fixé au 30 avril 2011.

Avancement du traitement : La Municipalité propose de répondre à plusieurs postulats concernant la nature en ville, dont le présent, dans un préavis global sous l'égide de la direction des finances et du patrimoine vert.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2012.

100. Nicole Graber – Pour la généralisation des toitures plates végétalisées à Lausanne

Rappel : Déposé le 11 mai 2010, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 7 juin 2011. Son délai de réponse est fixé au 31 décembre 2011.

Avancement du traitement : Le Conseil communal a pris en considération ce postulat le 7 juin 2011, avec un délai de réponse à la fin de l'année. La concertation entre les services communaux concernés a débuté et le projet de réponse est en cours de rédaction auprès du service d'urbanisme. La Municipalité propose de répondre à plusieurs postulats concernant la nature en ville, dont le présent, dans un « multipack » sous l'égide de la direction des finances et patrimoine vert.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 juin 2012.

6.7 Services industriels

101. Charles-Denis Perrin — Lausanne a mal à son air pur, plaidoyer pour un plan général climatique PGC

Rappel : Déposé le 7 février 2006 ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 15 mai 2007. Son délai de réponse est fixé au 28 février 2011.

Avancement du traitement : Les SIL sont désormais la direction leader. Le rapport-préavis est en bonne voie et sera présenté à votre Conseil au cours du premier trimestre 2012.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 31 mars 2012.

102. Gilles Meystre — Besoin en électricité : ouvrir les vannes pour de nouveaux barrages !

Rappel : Déposé le 3 juillet 2007, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 6 mai 2008. Son délai de réponse est fixé au 30 septembre 2011.

Avancement du traitement : Représentée par ses Services industriels, la Ville de Lausanne a signé, le 23 janvier 2009, une convention de consortium avec les Forces

Motrices Valaisannes (FMV) et Romande Energie (RE) dans le but de réaliser un aménagement hydroélectrique sur le Rhône à la hauteur de Massongex–Bex.

Le rapport d'enquête préliminaire et le cahier des charges du rapport d'impact sur l'environnement ont été soumis aux services cantonaux et fédéraux concernés, qui ont confirmé l'intérêt et la faisabilité du projet. Les études d'impact ont donc commencé sur la base du cahier des charges établi.

La création de la société pourrait intervenir fin 2011 ou courant 2012. La mise à l'enquête du permis de construire se fera au plus tôt en 2013, si aucune opposition ne se manifeste lors de la mise à l'enquête des concessions en 2012. La mise en service de l'aménagement est planifiée au plus tôt à 2017.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 septembre 2012.

103. Alain Hubler — Pour un wifi communautaire à Lausanne

Rappel : Déposé le 20 novembre 2007, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 23 septembre 2008. Son délai de réponse est fixé au 30 septembre 2011.

Avancement du traitement : Le déploiement d'un réseau en fibres optiques est un projet prioritaire qui mobilise toujours toutes les ressources disponibles du service. Cette situation n'a pas encore permis de se pencher sur la problématique de l'extension de l'offre wifi, qui n'apparaît pas comme critique puisque cette offre est déjà abondante à Lausanne et que les moyens de connexion mobile (smartphone) ne cessent de se perfectionner et sont disponibles à des coûts toujours plus bas.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 septembre 2012.

104. Yves Ferrari — Une diminution de l'éclairage. Un pas vers la société à 2000 W

Rappel : Déposé le 20 novembre 2007, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 3 février 2009. Son délai de réponse est fixé au 30 septembre 2011.

Avancement du traitement : La Municipalité ne souhaite pas changer sa pratique actuelle. Elle estime que les progrès accomplis en matière d'éclairage public répondent au souci de l'auteur du postulat. Les techniques utilisées pour l'éclairage public lausannois sont d'ores et déjà largement conformes à celles dont se targuent des entreprises soucieuses de se montrer exemplaires. La Municipalité répondra simultanément à cette initiative et au postulat de M. Claude Bonnard « Un autre petit pas vers la société à 2 kW par l'introduction d'éclairage public par LED » (voir objet N° 106).

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 septembre 2012.

105. David Payot — Un accès à Internet pour tous

Rappel : Déposé le 25 novembre 2008, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 15 septembre 2009. Son délai de réponse est fixé au 30 septembre 2011.

Avancement du traitement : La commission qui a proposé au Conseil communal de renvoyer le postulat à la Municipalité avait conclu que les demandes de ce dernier étaient de fait déjà couvertes (les subventions pour l'accès à internet pour les personnes au bénéfice de l'aide sociale ou de prestations complémentaires de l'AVS ou de l'AI existent déjà), mais invitait la Municipalité à faire le bilan de son soutien à l'association Joker (rapport-préavis N° 2008/22 « Un Joker pour les nouvelles technologies - Réponses aux postulats de MM. Bron et Montangero »), dont le but est de réduire la fracture numérique, et éventuellement de réorienter son soutien en la matière. Cette association n'arrivant plus à atteindre ses buts, ses activités ont été

suspendues pour l'année 2011. Un rapport est attendu pour le mois de septembre, qui doit analyser l'évolution de la situation et des besoins et proposer un nouveau cadre d'actions. La Municipalité pourrait proposer une utilisation différente de la subvention attribuée à Joker, désormais suspendue.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 septembre 2012.

106. Claude Bonnard — Un autre petit pas vers la société à 2kW par l'introduction d'éclairage public par LED

Rappel : Déposé le 27 octobre 2009, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 10 novembre 2009. Son délai de réponse est fixé au 30 septembre 2010.

Avancement du traitement : Les SIL estiment que les LED sont une solution d'avenir non seulement pour l'électronique, les lampes de poches, l'éclairage événementiel – tous domaines où les LED apportent déjà des solutions intéressantes et économiques – mais également pour l'éclairage routier bien que la technologie pour ce domaine soit encore en phase de recherche et de développement. Deux essais pilotes sont en cours : la route de Vidy (neuf luminaires LED installés en janvier 2011) et l'avenue Pierre-Decker (dix luminaires LED installés en juillet 2011). Le bilan technique, économique et énergétique de l'équipement de ces zones est encore insuffisant pour passer à une extension à large échelle des LED pour l'éclairage piétonnier et routier. Les SIL, qui restent très attentifs à l'évolution technique des luminaires LED, répondront au postulat de M. Bonnard sur la base du résultat de ces essais.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 septembre 2012.

107. Guy Gaudard – Bornes de charge pour véhicules électriques à 4 roues

Rappel : Déposé le 6 octobre 2009, ce postulat a été renvoyé à la Municipalité le 12 octobre 2010. Son délai de réponse est fixé au 29 avril 2011.

Avancement du traitement : Les SIL testent depuis le mois de juillet 2011 deux véhicules électriques de dernière génération (Prius 4 Hybrid Plug-in), pour une durée de deux ans. Des contacts ont été pris avec d'autres électriciens qui envisagent de développer l'électro-mobilité. Les SIL examinent également les expériences menées par d'autres collectivités ainsi que d'éventuelles possibilités de développements particuliers dans le cadre du plan de mobilité de l'administration. Enfin, une analyse est en cours en vue de l'élaboration éventuelle d'un produit électrique (tarif et services) pour la mobilité électrique. Toutefois, il faut bien constater que les réalisations concrètes et l'intérêt matériel qu'elles suscitent ne correspondent pas encore à l'enthousiasme que semble générer l'électro-mobilité individuelle dans les médias. En outre, l'abandon prochain du nucléaire est un facteur nouveau à prendre en compte.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au 30 septembre 2012.

7. Pétitions

7.1 Administration générale

108. Carl Kyril Gossweiler – Pour favoriser l'utilisation des TL par les citoyens qui se rendent à l'administration communale lausannoise

Rappel : Déposée auprès du Conseil communal le 30 juin 2003, cette pétition a été renvoyée à la Municipalité (pour étude et communication) le 8 décembre 2004. Son délai de réponse est fixé au 31 décembre 2008. Le 24 novembre 2009, le Conseil communal a refusé la réponse de la Municipalité.

Avancement du traitement : Cette pétition se rapportant à la politique des transports fera l'objet, comme d'autres objets se rapportant au même domaine, d'une réponse dans le cadre du préavis « multipack » consacré aux transports, en préparation pour la fin du 1^{er} semestre 2012.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal d'accepter un délai de réponse prolongé au 30 juin 2012.

109. Eliane Joris — Pour le maintien du bus 5 (de la place de la Gare à Epalinges) et la prolongation de la ligne tl 6 jusqu'à Praz-Séchaud

Rappel : Déposée auprès du Conseil communal le 10 mars 2009, cette pétition a été renvoyée à la Municipalité (pour étude et communication) le 6 octobre 2009. Son délai de réponse est fixé au 30 juin 2011.

Avancement du traitement : Cette pétition sera traitée dans le cadre du préavis « multipack » consacré aux transports en préparation pour la fin de premier semestre 2012 (voir point 1).

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal d'accepter un délai de réponse prolongé au 30 juin 2012.

110. Jean-Pierre Marti — Pour le maintien de la ligne 2 jusqu'à la Bourdonnette

Rappel : Déposée auprès du Conseil communal le 5 mai 2009, cette pétition a été renvoyée à la Municipalité (pour étude et rapport-préavis) le 1^{er} juin 2010. Son délai de réponse est fixé au 30 juin 2011.

Avancement du traitement : Cette pétition sera traitée dans le cadre du préavis « multipack » consacré aux transports en préparation pour la fin de premier semestre 2012 (voir point 1).

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal d'accepter un délai de réponse prolongé au 30 juin 2012.

111. Maria Morier-Genoud — Pour le prolongement de la ligne tl 16 jusqu'au terminus de la Clochatte

Rappel : Déposée auprès du Conseil communal le 10 novembre 2009, cette pétition a été renvoyée à la Municipalité (pour étude et rapport-préavis) le 1^{er} juin 2010. Son délai de réponse est fixé au 30 juin 2011.

Avancement du traitement : Cette pétition sera traitée dans le cadre du préavis « multipack » consacré aux transports en préparation pour la fin de premier semestre 2012 (voir point 1).

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal d'accepter un délai de réponse prolongé au 30 juin 2012.

112. Carl Kyril Gossweiler – Pour une information des citoyens correcte et utilisant les technologies à disposition lors d'événements pouvant créer un sentiment de peur

Rappel : Déposée auprès du Conseil communal le 29 juin 2010, cette pétition a été renvoyée à la Municipalité (pour étude et communication) le 10 mai 2011.

Avancement du traitement : Le traitement de cette pétition est en cours.

Proposition : La Municipalité prie le Conseil communal d'accepter un délai de réponse au 30 novembre 2011.

7.2 Culture et logement

113. POP & Gauche en mouvement, section de Lausanne – Pour un cinéma populaire ! Non aux places hors de prix !

Rappel : Déposée auprès du Conseil communal le 15 septembre 2009, cette pétition a été renvoyée à la Municipalité (pour étude et communication) le 27 avril 2010.

Avancement du traitement : Le traitement de cette pétition avait été suspendu par le Conseil communal jusqu'à connaissance du délai de réponse au postulat de Mme Evelyn Knecht «Un Capitole pour une capitale» (objet N° 66) pour y être intégrée. Ce délai étant maintenant connu, l'analyse de cette pétition est en cours et la rédaction du projet de réponse est prévue pour le premier trimestre 2012.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal d'accepter un délai de réponse prolongé au 31 mars 2012.

7.3 Travaux

114. Cornelia Mühlberger de Preux – Obtention du statut de « zone de rencontre » pour le tronçon sud du chemin de la Grangette

Rappel : Déposée auprès du Conseil communal le 7 novembre 2006, cette pétition a été renvoyée à la Municipalité (pour étude et rapport-préavis) le 2 octobre 2007. Son délai de réponse est fixé au 31 janvier 2008.

Avancement du traitement : La réponse à cette pétition a été refusée le 19 novembre 2008 par le Conseil communal. Depuis lors, des rencontres ont eu lieu entre la direction et la pétitionnaire, et des mesures ont été mises en œuvre. Une nouvelle réponse tirant parti des expériences faites est en cours de rédaction mais nécessite encore quelques investigations.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal d'accepter un délai de réponse prolongé au 31 mars 2012.

115. Anne-Françoise Decollogny – Pour une avenue Vinet plus conviviale

Rappel : Déposée auprès du Conseil communal le 2 octobre 2007, cette pétition a été renvoyée à la Municipalité (pour étude et rapport-préavis) le 7 octobre 2008. Son délai de réponse est fixé au 31 janvier 2010.

Avancement du traitement : La réponse à cette pétition a été refusée le 12 avril 2011 par le Conseil communal. Dans le cadre des études sur les Axes forts de transports publics urbains (AFTPU), les principes d'accessibilité multimodale du centre-ville sont redéfinis. Les études en cours devraient permettre de répondre à cette pétition dans le cadre du préavis traitant de la révision du Plan directeur communal, de façon à avoir une cohérence entre les engagements qui seront proposés et la stratégie globale définie par le plan directeur.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal d'accepter un délai de réponse prolongé au 30 juin 2015.

116. Tatiana Taillefert Bottino – Pour la réduction du trafic sur l'avenue de Beaulieu

Rappel : Déposée auprès du Conseil communal le 20 mai 2008, cette pétition a été renvoyée à la Municipalité (pour étude et rapport-préavis) le 24 mars 2009. Son délai de réponse est fixé au 31 janvier 2010.

Avancement du traitement : La réponse à cette pétition a été refusée le 12 avril 2011 par le Conseil communal. Dans le cadre des études sur les Axes forts de transports publics urbains (AFTPU), les principes d'accessibilité multimodale du centre-ville sont redéfinis. Les études en cours devraient permettre de répondre à cette pétition

dans le cadre du préavis traitant de la révision du Plan directeur communal de façon à avoir une cohérence entre les engagements qui seront proposés et la stratégie globale définie par le plan directeur.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal d'accepter un délai de réponse prolongé au 30 juin 2015.

117. Ariane Miéville Garcia – Pour l'installation de radars à la route du Signal

Rappel : Déposée auprès du Conseil communal le 21 avril 2009, cette pétition a été renvoyée à la Municipalité (pour étude et communication) le 2 mars 2010.

Avancement du traitement : Les études sont en cours, dans le cadre d'une réflexion globale. Cet objet sera traité dans le cadre d'un rapport-préavis, avec l'objet N° 118.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal d'accepter un délai de réponse prolongé au 31 décembre 2012.

118. Association Route du Signal – Pour une voie à sens unique à la route du Signal

Rappel : Déposée auprès du Conseil communal le 16 février 2010, cette pétition a été renvoyée à la Municipalité (pour étude et rapport-préavis) le 15 février 2011. Son délai de réponse est fixé au 31 août 2011.

Avancement du traitement : Les études sont en cours, dans le cadre d'une réflexion globale. Cet objet sera traité dans le cadre d'un rapport-préavis, avec l'objet N° 117.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal d'accepter un délai de réponse prolongé au 31 décembre 2012.

119. Renato Häusler – Pour le maintien de l'unité architecturale d'ensemble du quartier des Bergières

Rappel : Déposée auprès du Conseil communal le 12 octobre 2010, cette pétition a été renvoyée à la Municipalité (pour étude et communication) le 24 mai 2011.

Avancement du traitement : Un échange avec des propriétaires est en cours, mais le sujet étant complexe, la réponse peut prendre un certain temps.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal d'accepter un délai de réponse prolongé au 31 mars 2013.

7.4 Finances et patrimoine vert

120. Société de développement Les Amis de la Cité – « Sauvons Looping »

Rappel : Déposée auprès du Conseil communal le 27 octobre 2009, cette pétition a été renvoyée à la Municipalité (pour étude et communication) le 12 octobre 2010.

Avancement du traitement : Un crédit supplémentaire a été octroyé en janvier dans ce but et les travaux ont été entrepris d'avril à juillet 2011. Une inauguration est prévue début novembre. La communication au Conseil communal est imminente.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal d'accepter un délai de réponse au 31 octobre 2011.

121. Walter Balimann – Aménagements dans le bois situé entre le chemin Simplemont, l'avenue Verdeil et le chemin du Levant

Rappel : Déposée auprès du Conseil communal le 28 septembre 2010, cette pétition a été renvoyée à la Municipalité (pour étude et communication) le 13 avril 2011.

Avancement du traitement : Cette pétition est en cours de traitement et une solution a vraisemblablement été trouvée. Cependant, le nombre de propriétaires concernés ainsi que le domicile de certains d'entre eux à l'étranger ralentit considérablement le processus.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal d'accepter un délai de réponse au 30 juin 2012.

122. Carl Kyril Gossweiler – Pour la limitation de la circulation inutile et abusive dans les zones de loisirs et la mise de ces dernières sous la sauvegarde du public

Rappel : Déposée auprès du Conseil communal le 2 mars 2010, cette pétition a été renvoyée à la Municipalité (pour étude et communication) le 24 mai 2011.

Avancement du traitement : Le traitement de la pétition est en cours, via deux groupes de travail.

Proposition : La Municipalité demande au Conseil communal d'accepter un délai de réponse au 30 juin 2012.

8. Conclusions

Eu égard à ce qui précède, la Municipalité vous prie, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir prendre les résolutions suivantes :

Le Conseil communal de Lausanne,

vu le rapport N° 2011/1 de la Municipalité, du 5 octobre 2011 ;

ouï le rapport de la commission nommée pour examiner cette affaire ;

considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. de prendre acte du rapport 2011/1, du 5 octobre 2011, concernant les initiatives et pétitions en cours de traitement au 30 juin 2011 ;
2. de prendre acte que les objets suivants ont reçu une réponse entre le 1^{er} juillet 2011 et le 5 octobre 2011 ;
 - 2.1 motion Ulrich Doepper – Des vues sur nos poubelles (objet N° 16) ;
 - 2.2 postulat Roland Rapaz – un centre d'escalade en salle (mur de grimpe) à Lausanne (objet N° 42) ;
 - 2.3 postulat Isabelle Truan – Pour une utilisation rationnelle, sociale et publique des piscines scolaires (objet N° 50) ;
 - 2.4 postulat Jean Tschopp – La Ville par le sport (objet N° 56) ;
3. de prolonger au **31 octobre 2011** le délai de réponse à l'objet suivant :
 - 3.1.1. pétition Société de développement Les Amis de la Cité – « Sauvons Looping » (objet N° 120) ;
4. de prolonger au **30 novembre 2011** le délai de réponse à l'objet suivant :
 - 4.1 pétition Carl Kyril Gossweiler – Pour une information des citoyens correcte et utilisant les technologies à disposition lors d'événements pouvant créer un sentiment de peur (objet N° 112) ;
5. de prolonger au **31 décembre 2011** le délai de réponse aux objets suivants :
 - 5.1 motion Cesla Amarelle – Procédés de réclame en matière de petit crédit (objet N° 20) ;
 - 5.2 postulat Charles-Denis Perrin – Une unité du développement durable pour un développement responsable de Lausanne (objet N° 28) ;
 - 5.3 postulat Charles-Denis Perrin – Le développement durable c'est aussi... une administration qui peut travailler dans les meilleures conditions possibles... et des usagers satisfaits (objet N° 33) ;

- 5.4 postulat Benoît Biéler – Pour une extension raisonnable des heures d’ouverture de la piscine de Mon-Repos (objet N° 44) ;
- 5.5 postulat Sophie Michaud Gigon – Waterpolo à Lausanne : une discipline olympique qui a besoin d’eau (objet N° 49) ;
- 6. de prolonger au **31 mars 2012** le délai de réponse aux objets suivants :
 - 6.1 motion Jacques Pernet – Ports d’Ouchy et de Vidy : nos locataires n’ont-ils pas droit à des estacades sécurisées ? (objet N° 8) ;
 - 6.2 motion Pierre-Antoine Hildbrand – Autoroutes de l’information : pour que toutes les voies mènent à Lausanne (objet N° 23) ;
 - 6.3 postulat Françoise Longchamp – Responsabilisons les délinquants mineurs par l’introduction à Lausanne de la « Commission extrajudiciaire » (objet N° 40)
 - 6.4 postulat Guy Gaudard – Pour une ouverture journalière annuelle du restaurant de la piscine de Bellerive (objet N° 41) ;
 - 6.5 postulat François Huguenet – N’ayant pas pour vocation de décrocher une étoile, le restaurant de la piscine de Bellerive doit redescendre sur terre (objet N° 45) ;
 - 6.6 postulat Philippe Jacquat – Pour qu’une altercation de préau ne termine pas au couteau (objet N° 46) ;
 - 6.7 postulat Claude-Alain Voiblet – La tranquillité de la vie nocturne lausannoise ne commence-t-elle pas déjà par une gestion professionnelle de la sécurité dans les établissements publics ? (objet N° 48) ;
 - 6.8 postulat Isabelle Mayor – Mendicité à Lausanne : pour une étude approfondie de solutions des points de vue de la protection de l’enfance, sanitaire, juridique et humain (objet N° 51) ;
 - 6.9 postulat Alain Hubler – Et si on rétablissait la clause du besoin ? (objet N° 54) ;
 - 6.10 postulat Claude-Alain Voiblet – Invitons nos citoyens à rendre définitivement les armes (objet N° 55) ;
 - 6.11 postulat Myriam Tétaz – Un prix pour la création d’une œuvre de musique contemporaine (objet N° 63)
 - 6.12 postulat Elisabeth Müller – Les DDPs (droits distincts et permanents de superficie) à qui et pour quoi ? (objet N° 65) ;
 - 6.13 postulat Evelyne Knecht – Un Capitole pour une Capitale (objet N° 66) ;
 - 6.14 postulat Adèle Thorens Goumaz – Pour le remplacement de la vaisselle jetable à usage unique par de la vaisselle consignée ou compostable dans l’administration et lors des manifestations lausannoises (objet N° 68) ;
 - 6.15 postulat Elena Torriani – Charte pour une agriculture de proximité, respectueuse des couts écologiques et sociaux (objet N° 86) ;
 - 6.16 postulat Roland Rapaz – Vivre ensemble à Lausanne, dans nos quartiers ; contribution à la construction d’un lien social fort (objet N° 87) ;
 - 6.17 postulat Isabelle Mayor – Pour une journée hebdomadaire sans viande ni poisson dans les réfectoires scolaires communaux lausannois ; à la (re)découverte du goût (objet N° 93) ;
 - 6.18 postulat Charles-Denis Perrin – Lausanne a mal à son air pur, plaidoyer pour un plan général climatique PGC (objet N° 101) ;
 - 6.19 pétition POP & Gauche en mouvement, section de Lausanne – Pour un cinéma populaire ! Non aux places hors de prix ! (objet N° 113) ;

- 6.20 pétition Cornelia Mühlberger de Preux – Obtention du statut de « zone de rencontre » pour le tronçon sud du chemin de la Grangette (objet N° 114) ;
7. de prolonger au **30 avril 2012** le délai de réponse aux objets suivants :
 - 7.1 postulat Françoise Longchamp – Une feuille de route pour la législature sur le flux du personnel de l’administration communale (objet N° 29) ;
 - 7.2 postulat Pierre-Antoine Hildbrand – Pour une étude visant à dissocier les fonctions de syndic de Lausanne et de président de la CPCL (objet N° 31) ;
 - 7.3 postulat David Payot – Rapport de la Cour des Comptes sur la CPCL : pour un débat complet (objet N° 35) ;
 - 7.4 postulat Claude-Alain Voiblet – La Cour des Comptes met le doigt sur la très mauvaise gestion de la CPCL et relève le problème du cumul des mandats entre la Municipalité et la gouvernance CPCL (objet N° 37) ;
8. de prolonger au **31 mai 2012** le délai de réponse à l’objet suivant :
 - 8.1 postulat Yves-André Cavin – Pour l’acquisition de rames supplémentaires pour le métro m2 (objet N° 39) ;
9. de prolonger au **30 juin 2012** le délai de réponse aux objets suivants :
 - 9.1 motion Alain Hubler – Un péage urbain pour financer la gratuité des tl : étude d’une solution écologique et sociale (objet N° 1) ;
 - 9.2 motion Fabrice Ghelfi – Pour la présentation, avant la fin de la législature, d’un rapport-préavis exposant la vision municipale des enjeux de la politique régionale (objet N° 2) ;
 - 9.3 motion Gilles Meystre – Pour une information systématique et régulière des jeunes et des étrangers relative à leurs droits et devoirs civiques (objet N° 3) ;
 - 9.4 motion Pierre-Antoine Hildbrand – Pour un règlement lausannois sur les participations de la Ville, plus de transparence et de responsabilités (objet N° 4)
 - 9.5 motion Axel Marion – Pour une politique d’agglomération mieux gouvernée et mieux coordonnée (objet N° 7) ;
 - 9.6 postulat Marlène Bérard – Enfin le paiement par sms des parkings, places de parc, titres de transport et amendes d’ordre (objet N° 25) ;
 - 9.7 postulat Guy Gaudard – Quelle aide à l’apprentissage la Municipalité envisage-t-elle ? (objet N° 26) ;
 - 9.8 postulat Elisabeth Müller – En route pour l’Hermitage et Sauvabelin, durablement (objet N° 27) ;
 - 9.9 postulat Elisabeth Müller – Pour une étude du commerce indépendant à Lausanne (objet N° 32)
 - 9.10 postulat Jean Tschopp – Favoriser l’intégration professionnelle des personnes handicapées (objet N° 34) ;
 - 9.11 postulat Fabrice Ghelfi – Lutter contre le chômage et promouvoir l’économie lausannoise par un nouveau partenariat public-privé (objet N° 36) ;
 - 9.12 postulat Charles-Denis Perrin – De la microinformatique sans macro crédit ? (objet N° 38) ;
 - 9.13 postulat Fabrice Ghelfi - Pour une vision globale, prospective et sereine de la police municipale lausannoise (objet N° 47) ;

- 9.14 postulat Natacha Litzistorf – Pour une politique de sécurité urbaine à Lausanne (objet N° 52) ;
- 9.15 postulat David Payot – La sécurité est l'affaire du public (objet N° 53) ;
- 9.16 postulat Claire Attinger – La fête de l'art contemporain à Lausanne (objet N° 57) ;
- 9.17 postulat Rebecca Ruiz – Un passeport culturel pour les jeunes de 15 à 25 ans (objet N° 59) ;
- 9.18 postulat Florence Germond – Pour un assainissement énergétique des bâtiments sur la commune de Lausanne grâce aux aides fédérales et cantonales (objet N° 61) ;
- 9.19 postulat Gilles Meystre – Pour une stratégie en matière de locaux dédiés à l'administration... ou comment éviter que l'amélioration du service au public ne demeure une intention à géométrie variable (objet N° 64) ;
- 9.20 postulat Magali Zürcher – Quel avenir pour les quartiers de Sébeillon et Sévelin ? (objet N° 75) ;
- 9.21 postulat Maurice Calame – Construire un quartier de forte densité en transformant et en remplaçant les bâtiments des S.I. – Demande d'étude d'un plan partiel d'affectation (objet N° 76) ;
- 9.22 postulat Rebecca Ruiz – pour des conditions décentes sur les chantiers de la Ville – Vers un plan d'action communal de lutte contre la sous enchère salariale en lien avec la sous-traitance (objet N° 78) ;
- 9.23 postulat Stéphane Michel – Pour une prise en charge nocturne adéquate des personnes indigentes (objet N° 84) ;
- 9.24 postulat Florence Germond – Sensibilisation au français pour les enfants préscolaires allophones afin de faciliter leur intégration dans le cycle initial (objet N° 88) ;
- 9.25 postulat Bertrand Picard – Pour une meilleure information quant à l'hébergement de la personne âgée, entre les soins à domicile et l'hébergement en EMS, en ville de Lausanne (objet N° 89) ;
- 9.26 postulat Elisabeth Wermelinger – « Espace Riponne » : la maison lausannoise des seniors et des organisations actives en faveur des aînés (objet N° 91) ;
- 9.27 postulat Natacha Litzistorf – La santé des populations c'est aussi l'affaire des villes (objet N° 92) ;
- 9.28 postulat Françoise Longchamp – Etude nouvelle présentation des comptes et du budget de la Commune de Lausanne (objet N° 94) ;
- 9.29 postulat Natacha Litzistorf – Pour l'intégration systématique, transparente et cohérente de la « nature en ville » (objet N° 95) ;
- 9.30 postulat Rebecca Ruiz – Pour une agriculture de proximité vivante et viable : la Ville de Lausanne soutient la production locale du lait (objet N° 96) ;
- 9.31 postulat Sylvianne Bergmann – Jardinons sous les arbres : c'est bon pour la convivialité et pour réenchanter la Ville (objet N° 97) ;
- 9.32 postulat Pierre-Antoine Hildbrand – Pour l'étude de mécanismes réglementaires modérant l'endettement lausannois (objet N° 98) ;
- 9.33 postulat Pierre-Antoine Hildbrand – Rasez les thuyas, qu'on voie la biodiversité (objet N° 99) ;

- 9.34 postulat Nicole Graber – Pour la généralisation des toitures plates végétalisées à Lausanne (objet N° 100) ;
- 9.35 pétition Carl Kyril Gossweiler – Pour favoriser l'utilisation des TL par les citoyens qui se rendent à l'administration communale lausannoise (objet N° 108) ;
- 9.36 pétition Eliane Joris – Pour le maintien du bus 5 (de la place de la Gare à Epalinges) et la prolongation de la ligne tl 6 jusqu'à Praz-Séchaud (objet N° 109) ;
- 9.37 pétition Jean-Pierre Marti – Pour le maintien de la ligne 2 jusqu'à la Bourdonnette (objet N° 110) ;
- 9.38 pétition Maria Morier-Genoud – Pour le prolongement de la ligne tl 16 jusqu'au terminus de la Clochatte (objet N° 111) ;
- 9.39 pétition Walter Balimann – Aménagements dans le bois situé entre le chemin de Simplemont, l'avenue Verdeil et le chemin du Levant (objet N° 121) ;
- 9.40 pétition Carl Kyril Gossweiler – Pour la limitation de la circulation inutile et abusive dans les zones de loisirs et la mise de ces dernières sous la sauvegarde du public (objet N° 122) ;
- 10.de prolonger au **31 août 2012** le délai de réponse aux objets suivants :
 - 10.1 motion Diane Gilliard – Pour une étude visant à la création d'une maison des associations lausannoises (objet N° 17) ;
 - 10.2 motion Gilles Meystre – Analyse détaillée des besoins en matière de salles à disposition des sociétés locales (objet N° 19) ;
 - 10.3 postulat Laurent Guidetti – Pour des conditions de travail décentes dans les bureaux mandatés par la Ville (objet N° 83) ;
 - 10.4 postulat Roland Philippoz – Pour la promotion et la valorisation de l'engagement bénévole et de la vie associative (art. 70 Cst-VD) (objet N° 85) ;
- 11.de prolonger au **30 septembre 2012** le délai de réponse aux objets suivants :
 - 11.1 motion Yves-André Cavin – Réorganisation du SSI, un statut pour les sapeurs-pompiers professionnels et une révision du RSSI pour les sapeurs-pompiers volontaires (objet N° 10) ;
 - 11.2 motion Sophie Michaud Gigon – Le tri des déchets de 7 à 77 ans (objet N° 21) ;
 - 11.3 motion Alain Hubler – Du gaz ? De l'air ! bis (objet N° 22) ;
 - 11.4 motion Pierre-Antoine Hildbrand – Réseaux électriques lausannois intelligents : un vrai pas vers la « société à 2000 watts » (objet N° 24) ;
 - 11.5 postulat Elisabeth Müller – Un meilleur accueil des promeneurs à Sauvabelin (objet N° 58) ;
 - 11.6 postulat Vincent Rossi – Construire Minergie à Lausanne est une pratique normale (objet N° 62) ;
 - 11.7 postulat Guy Gaudard – SSL = un seul toit (objet N° 90) ;
 - 11.8 postulat Gilles Meystre – Besoin en électricité : ouvrir les vannes pour de nouveaux barrages ! (objet N° 102) ;
 - 11.9 postulat Alain Hubler – Pour un wifi communautaire à Lausanne (objet N° 103) ;
 - 11.10 postulat Yves Ferrari – Une diminution de l'éclairage. Un pas vers la société à 2000 W (objet N° 104) ;

- 11.11 postulat David Payot – Un accès à internet pour tous (objet N° 105) ;
- 11.12 postulat Claude Bonnard – Un autre petit pas vers la société à 2kW par l'introduction d'éclairage public par LED (objet N° 106) ;
- 11.13 postulat Guy Gaudard – Bornes de charge pour véhicules électriques à 4 roues (objet N° 107) ;
- 12. de prolonger au **31 décembre 2012** le délai de réponse aux objets suivants :
 - 12.1 motion Magali Zürcher – L'ouverture des Portes de Saint-François : l'occasion de redonner la rue Pépinet aux piétons (objet N° 13) ;
 - 12.2 motion Alain Hubler – Microm5 : un micro-métro pour le Vallon (objet N° 14) ;
 - 12.3 motion Giampiero Trezzini – Pour un tramway passant par la rue Centrale, la place du Tunnel et l'avenue de la Borde (objet N° 15) ;
 - 12.4 postulat Claude-Alain Voiblet – Elimination des déchets ménagers ; Application et introduction du principe « pollueur-payeur » (objet N° 70) ;
 - 12.5 postulat Sophie Michaud Gigon – Pour une meilleure accessibilité, sécurité et signalétique du quartier de Sévelin (objet N° 71) ;
 - 12.6 postulat Jean-François Cachin – Après l'ascenseur public de la place de l'Europe/Grand-Chêne, pensons aux habitants du quartier de Marterey-Bugnon et environs (objet N° 72) ;
 - 12.7 postulat Vincent Rossi – Bons sens cyclistes pour les rues à sens unique (objet N° 73) ;
 - 12.8 postulat Florence Germond – Pour l'étude d'un tunnel de profondeur nulle à St-François (objet N° 77) ;
 - 12.9 postulat Stéphane Michel – Pour la promotion des itinéraires piétonniers à Lausanne (objet N° 80) ;
 - 12.10 pétition Ariane Miéville Garcia – pour l'installation de radars à la route du Signal (objet N° 117)
 - 12.11 pétition Association Route du Signal – Pour une voie à sens unique à la route du Signal (objet N° 118) ;
- 13. de prolonger au **31 mars 2013** le délai de réponse à l'objet suivant :
 - 13.1 pétition Renato Häusler – Pour le maintien de l'unité architecturale d'ensemble du quartier des Bergières (objet N° 119)
- 14. de prolonger au **30 juin 2013** le délai de réponse à l'objet suivant :
 - 14.1 postulat Cédric Fracheboud – Mettons des limites claires pour que les passages sous-voies et les escaliers de la Ville ne deviennent pas des nids propices à un fort sentiment d'insécurité (objet N° 79) ;
- 15. de prolonger au **31 décembre 2013** le délai de réponse à l'objet suivant :
 - 15.1 postulat Magali Zürcher – Pour un réaménagement de la place de la Riponne (objet N° 74)
- 16. de prolonger au **30 juin 2015** le délai de réponse aux objets suivants :
 - 16.1 postulat Magali Zürcher – Pour la création de nouvelles zones 30 et zones de rencontre dans le quartier Sous-Gare (objet N° 67) ;
 - 16.2 postulat Ulrich Doepper – Pour des P+R plus efficaces et pour de meilleurs outils de maîtrise du stationnement sur le domaine privé (objet N° 69) ;

- 16.3 postulat Claude-Alain Voiblet – Le quartier d’Ouchy et la zone verte de Bellerive méritent une autre image que celle donnée par les incessants flots de véhicules aux heures de pointe (objet N° 81) ;
- 16.4 pétition Anne-Françoise Decollogny – Pour une avenue Vinet plus conviviale (objet N° 115) ;
- 16.5 pétition Tatiana Taillefert Bottino – Pour la réduction du trafic sur l’avenue de Beaulieu (objet N° 116) ;
- 17. de **confirmer la suspension** du traitement des objets suivants :
 - 17.1 motion Grégoire Junod – Pour la création d’un passeport culturel et sportif à Lausanne (objet N° 11) ;
 - 17.2 motion Gilles Meystre – Pour un PALM culturel (objet N° 12) ;
 - 17.3 postulat Florence Germond – Pour une certification d’égalité salariale entre femmes et hommes de la Ville de Lausanne (objet N° 30) ;
- 18. de **suspendre** le traitement des objets suivants :
 - 18.1 motion Christina Maier – Un projet pour sauver la Maison du Désert (objet N° 18) ;
 - 18.2 postulat Jean-François Cachin – Oui à une centralisation des activités sportives de tir à Vernand (objet N° 43).

Au nom de la Municipalité :

Le syndic : *Daniel Brélaz*

Le secrétaire : *Christian Zutter*

Rapport

Membres de la commission : membres de la Commission permanente de gestion.

Municipalité : M. Daniel Brélaz, syndic.

Rapport polycopié de M. Roland Philippoz (Soc.), président-rapporteur :

Préambule

La commission de gestion s’est réunie le 2 novembre 2011 pour examiner le préavis traitant des initiatives et pétitions en suspens. Comme chaque année, la Municipalité sollicite des prolongations de délais pour les motions, les postulats et les pétitions. Nous rappelons qu’il s’agit pour la Commission de gestion de prendre acte des délais dépassés et de valider ou non les nouveaux délais proposés ; il n’est pas possible d’exiger davantage de la Municipalité.

117 objets en suspens ont été examinés par la Commission de gestion qui, lors d’une première lecture, a accepté une grande majorité de délais proposés par la Municipalité. Chaque demande de prolongation a été évaluée et très souvent, la Commission de gestion a de la peine à comprendre les raisons pour lesquelles la Municipalité ne traite pas plus rapidement les initiatives ; une raison invoquée à plusieurs reprises tient dans le fait que certaines exigent de longues études préalables ce qui implique que leur réalisation doit être repoussée dans le temps. Pour ces cas, la commission pense qu’il serait utile que la Municipalité présente un préavis court et simple, formulant ses intentions, ce qui permettrait au Conseil de donner son aval ou de refuser la poursuite d’études et de travaux trop longs. La commission formulera prochainement une proposition allant dans ce sens.

M. Daniel Brélaz, syndic, a rencontré la Commission de gestion le 8 novembre pour entendre les commissaires sur leurs refus d'octroyer de nouveaux délais de réponse à certaines initiatives et pétitions et apporter les explications de la Municipalité sur les prolongations demandées. Il en ressort que la nouvelle Municipalité, au vu des difficultés financières, a décidé de faire un plan d'investissements qui consiste en deux aspects principaux : la compression des projets dans les services – environ 300 millions sur la législature – et des choix dans le temps pour dégager les priorités. La Municipalité est aussi contrainte d'examiner à nouveau les solutions prévues et confirmer si elles étaient adéquates. Les demandes de délais sont l'une des conséquences de ces choix de priorités. Enfin, le syndic regrette que certains services prennent trop de temps pour répondre, mais relève que pour d'autres services, submergés par les initiatives, il faudrait une augmentation des effectifs pour répondre plus rapidement.

Plus précisément, la commission détaille ci-après les réserves émises et les raisons des acceptations ou des refus :

14.1 postulat Cédric Fracheboud – Mettons des limites claires pour que les passages sous-voies et les escaliers de la Ville ne deviennent pas des nids propices à un fort sentiment d'insécurité (objet N° 79)

- a) La Commission de gestion souhaitait comprendre pourquoi la Municipalité avait besoin de plus de temps pour répondre à ce postulat. Il apparaissait aux membres de la Commission que les réponses sur les mesures pour rendre plus salubres les passages sous-voie et sur les travaux légers à entreprendre pour améliorer le sentiment de sécurité dans ces passages pouvaient être données rapidement.
- b) Les réponses reçues n'ont pas convaincu les commissaires qui souhaitent une réponse rapide, ne serait-ce que pour indiquer l'intérêt accordé au sujet par la Municipalité et expliciter les pistes étudiées. La demande initiale de la Municipalité a été refusée.

16.4 pétition Anne-Françoise Decollogny – Pour une avenue Vinet plus conviviale (objet N° 115)

16.5 pétition Tatiana Taillefert Bottino – Pour la réduction du trafic sur l'avenue de Beaulieu (objet N° 116)

- c) La Commission de gestion a traité ces deux objets ensemble. Les commissaires ont regretté que les pétitionnaires n'aient toujours pas de réponse.
- d) Le syndic a expliqué que, suite au refus de la première réponse donnée par la Municipalité, celle-ci a étudié de manière plus large l'organisation du trafic dans une zone allant de Beaulieu/La Source à Chauderon Sud (axe Vigie/Gonin). Les commissaires ont estimé que, comme la première réponse avait été jugée insuffisante, un délai supplémentaire de réponse pouvait être accordé, moyennant un courrier aux pétitionnaires pour les tenir informés de la situation.

16.1 postulat Magali Zürcher – Pour la création de nouvelles zones 30 et zones de rencontre dans le quartier Sous-Gare (objet N° 67)

- e) Une prolongation de délai est demandée pour finaliser une étude plus globale. Plusieurs commissaires estimaient que dans le cadre de cet objet, une étude globale du trafic n'était pas nécessaire. Le postulat ne concernant qu'un quartier, une réponse rapide pouvait être attendue.
- f) Le syndic a expliqué que la nécessité de faire des économies a poussé la Municipalité à faire des choix sur des objets prioritaires. Des projets de plusieurs dizaines de millions, comme des projets moins coûteux, ont été reportés. Les commissaires ont estimé que, comme la première réponse avait été jugée insuffisante, et comme des priorités financières devaient être définies, un délai supplémentaire de réponse pouvait être accordé.

16.3 postulat Claude-Alain Voiblet – Le quartier d'Ouchy et la zone verte de Bellerive méritent une autre image que celle donnée par les incessants flots de véhicules aux heures de pointe (objet N° 81)

- g) Plusieurs commissaires estimaient que dans le cadre de cet objet, une étude globale du trafic n'était pas nécessaire. Le postulat ne concernant qu'un quartier, une réponse rapide pouvait être attendue.
- h) Le syndic a expliqué que la fermeture partielle des quais nécessite une étude du report de trafic. Ce report a des impacts sur la circulation sous gare. Comme plusieurs projets concernant la gare CFF et ses alentours sont en cours d'étude, la Municipalité juge opportun de prendre en compte l'ensemble de la situation et donc de reporter la réponse pour avoir une vision globale. Les commissaires se sont ralliés à la position de la Municipalité.

18.1 motion Christina Maier – Un projet pour sauver la Maison du Désert (objet N° 18)

- i) Les commissaires se sont étonnés de la suspension de cet objet.
- j) Le syndic a expliqué que comme un projet pour la maison du Désert est prévu pour 2013, la réponse à la motion peut être attendue pour juin 2013 également. Les commissaires prennent acte et acceptent la proposition du syndic.

18.2 postulat Jean-François Cachin – Oui à une centralisation des activités sportives de tir à Vernand (objet N° 43)

- k) Les commissaires souhaitaient un complément d'information de la part du syndic sur les raisons de la demande de suspension de cet objet.
- l) Le syndic a expliqué que la Municipalité ne jugeait pas cet objet comme étant prioritaire et que, plutôt que d'y répondre négativement, elle avait jugé plus utile de le suspendre pour le traiter à un moment plus indiqué. Les commissaires souhaitent que la Municipalité réponde à cet objet, quitte à répondre négativement plutôt que de le renvoyer à des délais excessifs.

Prenant acte des explications de M. D. Brélaz, la Commission de gestion, quelque peu dépitée mais pragmatique en regard des nouveaux délais proposés (114 prolongations et

suspensions acceptées, 3 refusées aux points 18, 19 et 20 de ce rapport) propose au Conseil communal les conclusions suivantes :

- vu le rapport No 2011/1 de la Municipalité, du 5 octobre 2011 ;
- vu le rapport de la Commission permanente de gestion ;
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. de prendre acte du rapport 2011/1, du 5 octobre 2011, concernant les initiatives et pétitions en cours de traitement au 30 juin 2011 ;
2. de prendre acte que les objets suivants ont reçu une réponse entre le 1^{er} juillet 2011 et le 5 octobre 2011 :
 - 2.1 motion Ulrich Doepper – Des vues sur nos poubelles (objet N° 16) ;
 - 2.2 postulat Roland Rapaz – un centre d'escalade en salle (mur de grimpe) à Lausanne (objet N° 42) ;
 - 2.3 postulat Isabelle Truan – Pour une utilisation rationnelle, sociale et publique des piscines scolaires (objet N° 50) ;
 - 2.4 postulat Jean Tschopp – La Ville par le sport (objet N° 56) ;
3. de prolonger au **31 octobre 2011** le délai de réponse à l'objet suivant :
 - 3.1 pétition Société de développement Les Amis de la Cité – « Sauvons Looping » (objet N° 120) ;
4. de prolonger au **30 novembre 2011** le délai de réponse à l'objet suivant :
 - 4.1 pétition Carl Kyril Gossweiler – Pour une information des citoyens correcte et utilisant les technologies à disposition lors d'événements pouvant créer un sentiment de peur (objet N° 112) ;
5. de prolonger au **31 décembre 2011** le délai de réponse aux objets suivants :
 - 5.1 motion Cesla Amarelle – Procédés de réclame en matière de petit crédit (objet N° 20) ;
 - 5.2 postulat Charles-Denis Perrin – Une unité du développement durable pour un développement responsable de Lausanne (objet N° 28) ;
 - 5.3 postulat Charles-Denis Perrin – Le développement durable c'est aussi... une administration qui peut travailler dans les meilleures conditions possibles... et des usagers satisfaits (objet N° 33) ;
 - 5.4 postulat Benoît Biéler – Pour une extension raisonnable des heures d'ouverture de la piscine de Mon-Repos (objet N° 44) ;
 - 5.5 postulat Sophie Michaud Gigon – Waterpolo à Lausanne : une discipline olympique qui a besoin d'eau (objet N° 49) ;
6. de prolonger au **31 mars 2012** le délai de réponse aux objets suivants :
 - 6.1 motion Jacques Pernet – Ports d'Ouchy et de Vidy : nos locataires n'ont-ils pas droit à des estacades sécurisées ? (objet N° 8) ;
 - 6.2 motion Pierre-Antoine Hildbrand – Autoroutes de l'information : pour que toutes les voies mènent à Lausanne (objet N° 23) ;
 - 6.3 postulat Françoise Longchamp – Responsabilisons les délinquants mineurs par l'introduction à Lausanne de la « Commission extrajudiciaire » (objet N° 40) ;

- 6.4 postulat Guy Gaudard – Pour une ouverture journalière annuelle du restaurant de la piscine de Bellerive (objet N° 41) ;
- 6.5 postulat François Huguenet – N’ayant pas pour vocation de décrocher une étoile, le restaurant de la piscine de Bellerive doit redescendre sur terre (objet N° 45) ;
- 6.6 postulat Philippe Jacquat – Pour qu’une altercation de préau ne termine pas au couteau (objet N° 46) ;
- 6.7 postulat Claude-Alain Voiblet – La tranquillité de la vie nocturne lausannoise ne commence-t-elle pas déjà par une gestion professionnelle de la sécurité dans les établissements publics ? (objet N° 48) ;
- 6.8 postulat Isabelle Mayor – Mendicité à Lausanne : pour une étude approfondie de solutions des points de vue de la protection de l’enfance, sanitaire, juridique et humain (objet N° 51) ;
- 6.9 postulat Alain Hubler – Et si on rétablissait la clause du besoin ? (objet N° 54) ;
- 6.10 postulat Claude-Alain Voiblet – Invitons nos citoyens à rendre définitivement les armes (objet N° 55) ;
- 6.11 postulat Myriam Tétaz – Un prix pour la création d’une œuvre de musique contemporaine (objet N° 63) ;
- 6.12 postulat Elisabeth Müller – Les DDPs (droits distincts et permanents de superficie) à qui et pour quoi ? (objet N° 65) ;
- 6.13 postulat Evelyne Knecht – Un Capitole pour une Capitale (objet N° 66) ;
- 6.14 postulat Adèle Thorens Goumaz – Pour le remplacement de la vaisselle jetable à usage unique par de la vaisselle consignée ou compostable dans l’administration et lors des manifestations lausannoises (objet N° 68) ;
- 6.15 postulat Elena Torriani – Charte pour une agriculture de proximité, respectueuse des coûts écologiques et sociaux (objet N° 86) ;
- 6.16 postulat Roland Rapaz – Vivre ensemble à Lausanne, dans nos quartiers ; contribution à la construction d’un lien social fort (objet N° 87) ;
- 6.17 postulat Isabelle Mayor – Pour une journée hebdomadaire sans viande ni poisson dans les réfectoires scolaires communaux lausannois ; à la (re)découverte du goût (objet N° 93) ;
- 6.18 postulat Charles-Denis Perrin – Lausanne a mal à son air pur, plaidoyer pour un plan général climatique PGC (objet N° 101) ;
- 6.19 pétition POP & Gauche en mouvement, section de Lausanne – Pour un cinéma populaire ! Non aux places hors de prix ! (objet N° 113) ;
- 6.20 pétition Cornelia Mühlberger de Preux – Obtention du statut de « zone de rencontre » pour le tronçon sud du chemin de la Grangette (objet N° 114) ;
- 7. de prolonger au **30 avril 2012** le délai de réponse aux objets suivants :
 - 7.1 postulat Françoise Longchamp – Une feuille de route pour la législature sur le flux du personnel de l’administration communale (objet N° 29) ;
 - 7.2 postulat Pierre-Antoine Hildbrand – Pour une étude visant à dissocier les fonctions de syndic de Lausanne et de président de la CPCL (objet N° 31) ;
 - 7.3 postulat David Payot – Rapport de la Cour des Comptes sur la CPCL : pour un débat complet (objet N° 35) ;

- 7.4 postulat Claude-Alain Voiblet – La Cour des Comptes met le doigt sur la très mauvaise gestion de la CPCL et relève le problème du cumul des mandats entre la Municipalité et la gouvernance CPCL (objet N° 37) ;
- 8. de prolonger au **31 mai 2012** le délai de réponse à l'objet suivant :
 - 8.1 postulat Yves-André Cavin – Pour l'acquisition de rames supplémentaires pour le métro m2 (objet N° 39) ;
- 9. de prolonger au **30 juin 2012** le délai de réponse aux objets suivants :
 - 9.1 motion Alain Hubler – Un péage urbain pour financer la gratuité des tl : étude d'une solution écologique et sociale (objet N° 1) ;
 - 9.2 motion Fabrice Ghelfi – Pour la présentation, avant la fin de la législature, d'un rapport-préavis exposant la vision municipale des enjeux de la politique régionale (objet N° 2) ;
 - 9.3 motion Gilles Meystre – Pour une information systématique et régulière des jeunes et des étrangers relative à leurs droits et devoirs civiques (objet N° 3) ;
 - 9.4 motion Pierre-Antoine Hildbrand – Pour un règlement lausannois sur les participations de la Ville, plus de transparence et de responsabilités (objet N° 4) ;
 - 9.5 motion Axel Marion – Pour une politique d'agglomération mieux gouvernée et mieux coordonnée (objet N° 7) ;
 - 9.6 postulat Marlène Bérard – Enfin le paiement par sms des parkings, places de parc, titres de transport et amendes d'ordre (objet N° 25) ;
 - 9.7 postulat Guy Gaudard – Quelle aide à l'apprentissage la Municipalité envisage-t-elle ? (objet N° 26) ;
 - 9.8 postulat Elisabeth Müller – En route pour l'Hermitage et Sauvabelin, durablement (objet N° 27) ;
 - 9.9 postulat Elisabeth Müller – Pour une étude du commerce indépendant à Lausanne (objet N° 32) ;
 - 9.10 postulat Jean Tschopp – Favoriser l'intégration professionnelle des personnes handicapées (objet N° 34) ;
 - 9.11 postulat Fabrice Ghelfi – Lutter contre le chômage et promouvoir l'économie lausannoise par un nouveau partenariat public-privé (objet N° 36) ;
 - 9.12 postulat Charles-Denis Perrin – De la micro-informatique sans macro crédit ? (objet N° 38) ;
 - 9.13 postulat Fabrice Ghelfi - Pour une vision globale, prospective et sereine de la police municipale lausannoise (objet N° 47) ;
 - 9.14 postulat Natacha Litzistorf – Pour une politique de sécurité urbaine à Lausanne (objet N° 52) ;
 - 9.15 postulat David Payot – La sécurité est l'affaire du public (objet N° 53) ;
 - 9.16 postulat Claire Attinger – La fête de l'art contemporain à Lausanne (objet N° 57) ;
 - 9.17 postulat Rebecca Ruiz – Un passeport culturel pour les jeunes de 15 à 25 ans (objet N° 59) ;
 - 9.18 postulat Florence Germond – Pour un assainissement énergétique des bâtiments sur la commune de Lausanne grâce aux aides fédérales et cantonales (objet N° 61) ;

- 9.19 postulat Gilles Meystre – Pour une stratégie en matière de locaux dédiés à l’administration... ou comment éviter que l’amélioration du service au public ne demeure une intention à géométrie variable (objet N° 64) ;
- 9.20 postulat Magali Zürcher – Quel avenir pour les quartiers de Sébeillon et Sévelin ? (objet N° 75) ;
- 9.21 postulat Maurice Calame – Construire un quartier de forte densité en transformant et en remplaçant les bâtiments des S.I. – Demande d’étude d’un plan partiel d’affectation (objet N° 76) ;
- 9.22 postulat Rebecca Ruiz – pour des conditions décentes sur les chantiers de la Ville – Vers un plan d’action communal de lutte contre la sous enchère salariale en lien avec la sous-traitance (objet N° 78) ;
- 9.23 postulat Stéphane Michel – Pour une prise en charge nocturne adéquate des personnes indigentes (objet N° 84) ;
- 9.24 postulat Florence Germond – Sensibilisation au français pour les enfants préscolaires allophones afin de faciliter leur intégration dans le cycle initial (objet N° 88) ;
- 9.25 postulat Bertrand Picard – Pour une meilleure information quant à l’hébergement de la personne âgée, entre les soins à domicile et l’hébergement en EMS, en ville de Lausanne (objet N° 89) ;
- 9.26 postulat Elisabeth Wermelinger – « Espace Riponne » : la maison lausannoise des seniors et des organisations actives en faveur des aînés (objet N° 91) ;
- 9.27 postulat Natacha Litzistorf – La santé des populations c’est aussi l’affaire des villes (objet N° 92) ;
- 9.28 postulat Françoise Longchamp – Etude nouvelle présentation des comptes et du budget de la Commune de Lausanne (objet N° 94) ;
- 9.29 postulat Natacha Litzistorf – Pour l’intégration systématique, transparente et cohérente de la « nature en ville » (objet N° 95) ;
- 9.30 postulat Rebecca Ruiz – Pour une agriculture de proximité vivante et viable : la Ville de Lausanne soutient la production locale du lait (objet N° 96) ;
- 9.31 postulat Sylvianne Bergmann – Jardinons sous les arbres : c’est bon pour la convivialité et pour réenchanter la Ville (objet N° 97) ;
- 9.32 postulat Pierre-Antoine Hildbrand – Pour l’étude de mécanismes réglementaires modérant l’endettement lausannois (objet N° 98) ;
- 9.33 postulat Pierre-Antoine Hildbrand – Rasez les thuyas, qu’on voie la biodiversité (objet N° 99) ;
- 9.34 postulat Nicole Graber – Pour la généralisation des toitures plates végétalisées à Lausanne (objet N° 100) ;
- 9.35 pétition Carl Kyril Gossweiler – Pour favoriser l’utilisation des TL par les citoyens qui se rendent à l’administration communale lausannoise (objet N° 108) ;
- 9.36 pétition Eliane Joris – Pour le maintien du bus 5 (de la place de la Gare à Epalinges) et la prolongation de la ligne tl 6 jusqu’à Praz-Séchaud (objet N° 109) ;
- 9.37 pétition Jean-Pierre Marti – Pour le maintien de la ligne 2 jusqu’à la Bourdonnette (objet N° 110) ;

- 9.38 pétition Maria Morier-Genoud – Pour le prolongement de la ligne tl 16 jusqu’au terminus de la Clochatte (objet N° 111) ;
- 9.39 pétition Walter Balimann – Aménagements dans le bois situé entre le chemin de Simplemont, l’avenue Verdeil et le chemin du Levant (objet N° 121) ;
- 9.40 pétition Carl Kyril Gossweiler – Pour la limitation de la circulation inutile et abusive dans les zones de loisirs et la mise de ces dernières sous la sauvegarde du public (objet N° 122) ;
- 10. de prolonger au **31 août 2012** le délai de réponse aux objets suivants :
 - 10.1 motion Diane Gilliard – Pour une étude visant à la création d’une maison des associations lausannoises (objet N° 17) ;
 - 10.2 motion Gilles Meystre – Analyse détaillée des besoins en matière de salles à disposition des sociétés locales (objet N° 19) ;
 - 10.3 postulat Laurent Guidetti – Pour des conditions de travail décentes dans les bureaux mandatés par la Ville (objet N° 83) ;
 - 10.4 postulat Roland Philippoz – Pour la promotion et la valorisation de l’engagement bénévole et de la vie associative (art. 70 Cst-VD) (objet N° 85) ;
- 11. de prolonger au **30 septembre 2012** le délai de réponse aux objets suivants :
 - 11.1 motion Yves-André Cavin – Réorganisation du SSI, un statut pour les sapeurs-pompiers professionnels et une révision du RSSI pour les sapeurs-pompiers volontaires (objet N° 10) ;
 - 11.2 motion Sophie Michaud Gigon – Le tri des déchets de 7 à 77 ans (objet N° 21) ;
 - 11.3 motion Alain Hubler – Du gaz ? De l’air ! bis (objet N° 22) ;
 - 11.4 motion Pierre-Antoine Hildbrand – Réseaux électriques lausannois intelligents : un vrai pas vers la « société à 2000 watts » (objet N° 24) ;
 - 11.5 postulat Elisabeth Müller – Un meilleur accueil des promeneurs à Sauvabelin (objet N° 58) ;
 - 11.6 postulat Vincent Rossi – Construire Minergie à Lausanne est une pratique normale (objet N° 62) ;
 - 11.7 postulat Guy Gaudard – SSL = un seul toit (objet N° 90) ;
 - 11.8 postulat Gilles Meystre – Besoin en électricité : ouvrir les vannes pour de nouveaux barrages ! (objet N° 102) ;
 - 11.9 postulat Alain Hubler – Pour un wifi communautaire à Lausanne (objet N° 103) ;
 - 11.10 postulat Yves Ferrari – Une diminution de l’éclairage. Un pas vers la société à 2000 W (objet N° 104) ;
 - 11.11 postulat David Payot – Un accès à internet pour tous (objet N° 105) ;
 - 11.12 postulat Claude Bonnard – Un autre petit pas vers la société à 2kW par l’introduction d’éclairage public par LED (objet N° 106) ;
 - 11.13 postulat Guy Gaudard – Bornes de charge pour véhicules électriques à 4 roues (objet N° 107) ;
- 12. de prolonger au **31 décembre 2012** le délai de réponse aux objets suivants :
 - 12.1 motion Magali Zürcher – L’ouverture des Portes de Saint-François : l’occasion de redonner la rue Pépinet aux piétons (objet N° 13) ;
 - 12.2 motion Alain Hubler – Microm5 : un micro-métro pour le Vallon (objet N° 14) ;

- 12.3 motion Giampiero Trezzini – Pour un tramway passant par la rue Centrale, la place du Tunnel et l’avenue de la Borde (objet N° 15) ;
- 12.4 postulat Claude-Alain Voiblet – Elimination des déchets ménagers ; Application et introduction du principe « pollueur-payeur » (objet N° 70) ;
- 12.5 postulat Sophie Michaud Gigon – Pour une meilleure accessibilité, sécurité et signalétique du quartier de Sévelin (objet N° 71) ;
- 12.6 postulat Jean-François Cachin – Après l’ascenseur public de la place de l’Europe/Grand-Chêne, pensons aux habitants du quartier de Marterey-Bugnon et environs (objet N° 72) ;
- 12.7 postulat Vincent Rossi – Bons sens cyclistes pour les rues à sens unique (objet N° 73) ;
- 12.8 postulat Florence Germond – Pour l’étude d’un tunnel de profondeur nulle à St-François (objet N° 77) ;
- 12.9 postulat Stéphane Michel – Pour la promotion des itinéraires piétonniers à Lausanne (objet N° 80) ;
- 12.10 pétition Ariane Miéville Garcia – pour l’installation de radars à la route du Signal (objet N° 117) ;
- 12.11 pétition Association Route du Signal – Pour une voie à sens unique à la route du Signal (objet N° 118) ;
- 13. de prolonger au **31 mars 2013** le délai de réponse à l’objet suivant :
 - 13.1 pétition Renato Häusler – Pour le maintien de l’unité architecturale d’ensemble du quartier des Bergières (objet N° 119) ;
- 14. de prolonger au **31 décembre 2013** le délai de réponse à l’objet suivant :
 - 14.1 postulat Magali Zürcher – Pour un réaménagement de la place de la Riponne (objet N° 74) ;
- 15. de prolonger au **30 juin 2015** le délai de réponse aux objets suivants :
 - 15.1 postulat Magali Zürcher – Pour la création de nouvelles zones 30 et zones de rencontre dans le quartier Sous-Gare (objet N° 67) ;
 - 15.2 postulat Ulrich Doepper – Pour des P+R plus efficaces et pour de meilleurs outils de maîtrise du stationnement sur le domaine privé (objet N° 69) ;
 - 15.3 postulat Claude-Alain Voiblet – Le quartier d’Ouchy et la zone verte de Bellerive méritent une autre image que celle donnée par les incessants flots de véhicules aux heures de pointe (objet N° 81) ;
- 16. de prolonger au **30 juin 2015** le délai de réponse et **de demander à la Municipalité d’informer les pétitionnaires de l’état de la situation par un courrier** :
 - 16.1 pétition Anne-Françoise Decollogny – Pour une avenue Vinet plus conviviale (objet N° 115) ;
 - 16.2 pétition Tatiana Taillefert Bottino – Pour la réduction du trafic sur l’avenue de Beaulieu (objet N° 116) ;
- 17. de **confirmer la suspension** du traitement des objets suivants :
 - 17.1 motion Grégoire Junod – Pour la création d’un passeport culturel et sportif à Lausanne (objet N° 11) ;
 - 17.2 motion Gilles Meystre – Pour un PALM culturel (objet N° 12) ;

- 17.3 postulat Florence Germond – Pour une certification d'égalité salariale entre femmes et hommes de la Ville de Lausanne (objet N° 30) ;
18. de **refuser** de prolonger au **30 juin 2013** le délai de réponse et **de fixer à la Municipalité un délai au 30 juin 2012** pour répondre à l'objet suivant :
- 18.1 postulat Cédric Fracheboud – Mettons des limites claires pour que les passages sous-voies et les escaliers de la Ville ne deviennent pas des nids propices à un fort sentiment d'insécurité (objet N° 79) ;
19. de **refuser** de suspendre le traitement et **de fixer à la Municipalité un délai au 30 juin 2012** pour répondre à l'objet suivant :
- 19.1 postulat Jean-François Cachin – Oui à une centralisation des activités sportives de tir à Vernand (objet N° 43) ;
20. de **refuser** de suspendre le traitement et **de fixer à la Municipalité un délai au 30 juin 2013** pour répondre à l'objet suivant :
- 20.1 motion Christina Maier – Un projet pour sauver la Maison du Désert (objet N° 18).

Discussion

M. Roland Philippoz (Soc.), président-rapporteur : – La Commission de gestion s'est réunie le 2 novembre pour examiner le préavis traitant des initiatives et pétitions en suspens. Chaque année, la Municipalité sollicite des prolongations des délais pour les motions, les postulats et les pétitions. Il s'agit de prendre acte des délais dépassés et de valider ou non les nouveaux délais proposés. Il n'est pas possible d'exiger davantage de la Municipalité. A cette occasion, 117 objets en suspens ont été examinés par la commission qui, lors d'une première lecture, a accepté une grande majorité des délais proposés par la Municipalité. Chaque demande de prolongation a ensuite été évaluée et, très souvent, la Commission de gestion a de la peine à comprendre les raisons pour lesquelles la Municipalité ne traite pas plus rapidement les initiatives.

La discussion sur l'entrée en matière est ouverte.

M^{me} Sophie Michaud Gigon (Les Verts) : – Je parlerai du postulat N° 70 *Elimination des déchets ménagers : application et introduction du principe « pollueur-payeur »*. La Commission permanente de politique régionale a traité du postulat durant trois séances et a ficelé un projet pour le Conseil communal comprenant plusieurs conclusions relatives aux étapes et aux délais. Le plénum a débattu de l'objet le 3 février 2009 et a décidé de renvoyer le postulat à la Municipalité, comme le recommandait la commission, dont les conclusions prévoyaient un rapport intermédiaire à l'attention du Conseil communal explicitant les expériences faites ailleurs, les pistes possibles, ceci dans l'année suivant le renvoi du postulat à la Municipalité, donc février 2010. A partir de cette échéance, et à condition que le plénum accepte le rapport-préavis intermédiaire, la campagne de sensibilisation aurait débuté et la suite des opérations aurait suivi son cours. La Municipalité aurait concrétisé l'option choisie en élaborant un règlement. Le délai pour traiter de cet objet et introduire un mécanisme probant est de trente mois depuis le renvoi, soit le 3 août 2011. Dès lors, proposer un délai de réponse à fin 2012 est bien éloigné de la volonté du Conseil communal.

Contrairement à ce qui est dit dans le texte de demande de report, le Canton ne va pas reprendre le dossier, mais a demandé formellement aux communes, par une missive datée du 9 septembre 2011, de se conformer sans attendre à la loi. Je vous cite une partie de cette lettre : « Le Tribunal fédéral s'est prononcé le 4 juillet 2011 sur le recours de la Commune de Romanel-sur-Lausanne concernant son règlement sur la gestion des déchets. Ce jugement précise comment appliquer le principe de causalité, dit aussi principe du pollueur-payeur, au financement de la gestion des déchets. Il a des conséquences importantes pour les pratiques des communes en la matière. » Et surtout en termes de délai

– ce qui nous intéresse en l'état – cette phrase est explicite : « La mise en œuvre du système est à faire sans délai ; en effet, l'article 32a de la Loi sur la protection de l'environnement qui régit le financement de la gestion des déchets est entré en vigueur le 1^{er} novembre 1997. Le délai de trois à cinq ans, admissible dans la pratique pour la mise en œuvre d'une disposition légale, est donc largement dépassé. Les cantons, respectivement les communes, ne disposent plus d'aucune latitude sous cet angle. »

Cet arrêt est applicable dès maintenant, avec comme conséquence pour Lausanne l'obligation de mettre en œuvre un nouveau système de financement complet. Il est important de souligner aujourd'hui qu'il ne s'agit plus d'une question politique ou de bonne volonté écologique, mais de conformité à la loi. La question n'est donc pas si, oui ou non, Lausanne introduit le principe du « pollueur-payeur », mais la proportion de forfaits dans son mécanisme et le nombre de sacs donnés aux familles avec enfants en bas âge ou personnes incontinentes.

Lors du débat en plénum en février 2009, Olivier Français nous disait de choisir la meilleure solution, mais surtout de le faire dans les plus brefs délais. Puisque c'est une priorité et que le délai imparti par la loi est dépassé, ne devrions-nous pas rapprocher le délai de réponse, et par là même l'introduction du principe du « pollueur-payeur » pour l'élimination des déchets ? Considérant ces quelques éléments et le fait que Lausanne se doit de se conformer à la loi, comme le souhaite le Tribunal fédéral, je dépose formellement l'amendement suivant :

Amendement

N° 70 Elimination des déchets ménagers

La Municipalité demande au Conseil communal de reporter le délai de réponse à ce postulat au *30 juin 2012*.

Le président : – Vous m'avez un peu précédé dans la démarche ; ce n'est pas grave. On est à l'entrée en matière. On discute d'abord sur l'entrée en matière puis on traitera du préavis ; c'est peut-être plus simple. Mais on prend acte de votre amendement.

M. Guy Gaudard (PLR) : – Alors, j'attendrai le point sur les postulats pour intervenir.

M^{me} Esther Saugeon (UDC) : – La Commission de gestion a traité avec beaucoup de sérieux l'impressionnante liste d'initiatives non traitées. Suite aux non moins sérieuses explications de M. le syndic, parfois un peu légères, voire incongrues pour certaines, elle a dû se résoudre à prendre des décisions qui ne satisferont malheureusement pas certains de nos collègues. Cette année encore, nous vous invitons à approuver le rapport de la Commission de gestion, qui s'attachera à trouver un moyen de traiter les initiatives, motions et pétitions en suspens plus rapidement et dans les délais afin que cette liste ne s'allonge pas d'année en année, comme c'est le cas actuellement.

La discussion sur l'entrée en matière est close.

La discussion sur les chapitres est ouverte.

Motions

5.1 Administration générale

M^{me} Evelyn Knecht (La Gauche) : – J'ai quelques remarques sur la première motion *Un péage urbain pour financer la gratuité des tl*. Cela fait très longtemps qu'on attend une réponse, mais pas depuis 2001 ; elle a été déposée le 5 octobre 2004. Cette motion a été renvoyée le 7 juin 2005 à la Municipalité avec un délai de trois ans, pour ne pas avoir une petite réponse faite en six mois ; elle demandait une étude. Et on nous apprend que, pour la deuxième fois, on veut nous donner une réponse dans un préavis *multipack* ; je ne crois pas qu'une étude ait sa place dans un préavis *multipack*. Cela fait six ans qu'on l'attend, et ce n'est pas une bonne idée de la noyer de nouveau dans autre chose. Cela a déjà été fait

l'année passée et ce n'était pas une réponse à la motion. Six ans plus tard, nous espérons donc avoir cette étude.

M. Daniel Brélaz, syndic : – Nous prévoyons de mettre cela dans un *multipack*. Nous avons les difficultés que vous connaissez : il y a interdiction fédérale absolue d'agir. La seule question qu'on peut se poser c'est de savoir si on veut faire une étude académique sur la possibilité d'un Etat lausannois qui ferait sécession de la Confédération suisse, ou sur un probable changement d'opinion du Canton ou la Confédération – ce que nous espérons, comme plusieurs villes suisses d'ailleurs. Cela ne veut pas dire qu'on pratiquerait exactement ce que M. Hubler a préconisé à l'époque. Mais, pour le moment, on est bloqué. Il est clair que, pour plusieurs objets, on peut comparer tout ce qui existe dans le monde, mais on a interdiction constitutionnelle d'agir.

M. Alain Hubler (La Gauche) : – Pour ma part, et contrairement à ce qu'a dit M^{me} Knecht, j'estime que c'est très bien si cette motion reste comme une épée de Damoclès au-dessus de la Municipalité. Une autre motion a eu le même sort et elle a fini par faire pas mal de bruit ; il s'agit de la motion sur la formation des jeunes sans-papiers, qui est restée longtemps dans les oubliettes municipales, mais pas dans celles d'Oscar Tosato. Donc, pour ma part, tant qu'il y a des empêchements légaux, laissez cette motion là où elle est, ne répondez pas simplement dans un *multipack* pour vous en débarrasser. D'ailleurs, il y a aussi la motion de M^{me} Litzistorf, sauf erreur, qui attend peut-être dans le même tiroir. Bref, on vous demande surtout de faire un travail visant à répondre à la demande quand c'est possible et de ne pas donner une réponse à la bonne franquette, juste pour vous débarrasser de la demande.

5.2 Sécurité publique et sports

5.3 Culture et logement

5.4 Travaux

5.5 Enfance, jeunesse et cohésion sociale

5.6 Finances et patrimoine vert

5.7 Services industriels

Postulats

6.1 Administration générale

M. Guy Gaudard (PLR) : – Je suis intéressé par le point 26. M. Hubler a parlé des apprentis sans-papiers. On a eu de très longs débats là-dessus. J'ai déposé, le 12 septembre 2006, un postulat : *Quelle aide à l'apprentissage la Municipalité envisage-t-elle ?* Cela fait, sauf erreur de ma part, la quatrième fois qu'on déplace le délai de réponse.

J'aimerais simplement prendre deux minutes pour vous expliquer l'historique de ce postulat ; il n'est pas tombé d'un arbre. Un jour, mon fils est rentré de l'école et m'a dit qu'il y avait un problème : sur 22 élèves au Belvédère, 2 seulement avaient trouvé une place d'apprentissage ! Alors, avec des amis patrons, avec la Fédération vaudoise des entrepreneurs et le directeur du collège du Belvédère, M. Trolliet, nous avons organisé une rencontre avec les élèves dans l'aula ; environ 200 élèves étaient présents. On a expliqué les voies de l'apprentissage et on a rencontré un certain succès, puisqu'on a fait sept séances depuis 2005. La dernière était au mois de septembre de cette année.

Suite à la première séance, je me suis demandé ce que je pourrais apporter aux élèves et aux apprentis pour qu'ils connaissent les entreprises formatrices. Je me suis dit qu'il fallait demander un répertoire des entreprises formatrices – c'est le point 1 de mon postulat –, et peut-être une aide financière de la Municipalité ; cela peut être une subvention quelconque que la Municipalité pourrait offrir aux formateurs. J'ai demandé également qu'on favorise les entreprises formatrices lorsque la Ville distribue des boulots ; cela a été partiellement fait. Et j'ai demandé qu'on invite les formateurs une fois par année pour un échange – cela

peut se faire dans la salle du Conseil –, qu'on leur offre l'apéritif, qu'on fasse connaissance avec ces gens, dont le monde professionnel et les jeunes élèves ont besoin.

Je suis très surpris qu'on me dise chaque année que cela pose problème, que c'est très compliqué de me donner une réponse ; cette année, je suis vraiment étonné qu'on prévoie de panacher cela avec un postulat de M. Ghelfi sur le chômage, alors que moi, je parle de travail. Donc, le PLR parle de travail et le Parti socialiste parle de chômage et, tout d'un coup, on se dit qu'il y a une interaction entre ces postulats, alors qu'ils sont totalement antagoniques. J'aimerais connaître les raisons qui poussent le syndic à ne pas me répondre, parce que je ne suis pas totalement « bobet » ; s'il faut supprimer un des points du postulat parce qu'il pose problème, c'est très volontiers que je le fais. Mais j'espère qu'en décembre 2012 on ne me dira pas que le délai de réponse à mon postulat sera au 30 juin, ou 29 juin 2013. Je remercie le syndic de me donner réponse.

M. Daniel Brélaz, syndic : – Tout d'abord, les membres de la Municipalité ne donnent pas les réponses personnellement à toutes les motions et postulats, sinon ils n'auraient pas besoin d'administration, mais ils auraient besoin de journées trois ou quatre fois plus longues. Deuxièmement, la présentation qui vient d'être faite n'est pas tout à fait complète, puisque M. Ghelfi ne veut pas promouvoir le chômage, mais lutter contre le chômage ; il veut promouvoir l'économie lausannoise par un partenariat public-privé. Les préoccupations de M. Gaudard ne sont pas complètement étrangères à cette philosophie, si j'ai bien compris ses interventions.

La complexité du problème et diverses surcharges font qu'à ce stade, les réponses n'ont pas pu être données. Effectivement, c'est une problématique complexe ; il y a des propositions, mais on doit répondre à l'ensemble des interventions de M. Gaudard, qui ne présentent pas toutes des difficultés, quelques-unes en présentent davantage ; à ce stade, on ne peut pas trier. On le fera au moment de la réponse, en cas de besoin, sur ce qui plaît ou ne plaît pas dans la réponse.

En ce qui concerne l'autre intervention, là aussi, on a un ensemble de propositions et il faut faire une analyse si l'on veut des réponses factuelles ; cela a malheureusement pris un certain temps. Pour le reste, je vous rappelle que l'apprentissage a progressé ces dernières années suite à des réponses à des interventions antérieures, notamment de M. Ghelfi, sauf erreur, et aussi de M. Gaudard. On y va par wagons successifs, si j'ose dire.

M. Alain Hubler (La Gauche) : – J'interviens à propos de la première phrase de M. le syndic, qui m'a fait un peu frémir. Vous avez dit, monsieur le syndic, que les membres de la Municipalité ne donnent pas personnellement les réponses aux motions et aux postulats ; je pense bien, mais, rassurez-moi, vous assumez quand même les réponses aux motions et postulats que vous signez ? On est bien d'accord ?

M. Daniel Brélaz, syndic : – Il est évident que si l'on signe une réponse, c'est qu'on est d'accord. Mais on ne peut pas les faire nous-mêmes ; on n'est pas à ce point capable dans tous les dossiers.

M. Guy Gaudard (PLR) : – J'ai une anecdote : depuis le dépôt de mon initiative, mon fils Adrien a fait un apprentissage de monteur électricien, qui a duré quatre ans, qu'il a réussi avec un prix de mérite ; il a fait cinq fois les championnats suisses d'aviron au Rotsee et il termine son école de recrue dans trois semaines – service long. En quatre ans, on peut faire pas mal de choses ; je n'en attends pas moins du syndic.

6.2 Sécurité publique et sports

6.3 Culture et logement

6.4 Travaux

M. Philipp Stauber (UDC) : – Je relève le point N° 81 *Le quartier d'Ouchy et la zone verte de Bellerive méritent une autre image que celle donnée par les incessants flots de*

véhicules aux heures de pointe. Ce postulat a été déposé le 24 novembre 2009 et le délai de réponse était fixé d'abord au 31 octobre 2011 ; maintenant il est fixé au 30 juin 2015.

J'ai participé en partie à la rédaction de ce postulat. Nous avons réfléchi à des mesures à prendre si l'on devait en prendre individuellement, et cela ne nous a pas semblé tellement compliqué de faire une proposition, qui ne va peut-être pas satisfaire le postulat à 100 %, mais à 50 % ou à 80 %, mais qui en tout cas améliorerait la situation rapidement. Quand je vois le délai au 30 juin 2015, je me demande s'il faut bientôt tenir compte du réchauffement climatique quand on dépose nos postulats. Je suis quand même surpris ; le 30 juin 2015, cela fera six ans après l'intervention pour proposer quelque chose, sans qu'il y ait eu un résultat intermédiaire, puisqu'apparemment cela semble si compliqué. Je ne sais pas comment se justifie ce délai.

Je peux, bien sûr, lire le commentaire sur l'avancement du traitement, qu'on veut traiter d'une façon plus systématique toutes les interventions qui concernent cette partie de la ville ; toujours est-il qu'il y a de multiples demandes. Je ne pense pas que ce soit très compliqué de faire une esquisse des besoins et des solutions, et c'est certainement possible de le faire avant le 30 juin 2015. J'invite quand même la Municipalité à se déterminer sur ses intentions par rapport à ces postulats. D'ailleurs, plus loin, au point 16, il y a une série de postulats dont le délai de réponse est le 30 juin 2015. Je m'interroge sur l'utilité de tels délais.

M. Olivier Français, municipal, Travaux : – Je réponds à la question posée par M^{me} Sophie Gigon par rapport à la durée du traitement du postulat Voiblet et autres qui touchent à la problématique de l'application de la Loi sur la protection de l'environnement, et en particulier comment restructurer la charge financière des déchets.

C'est un long épisode, je ne vais pas refaire le débat que nous avons déjà eu ici, au sein de ce Conseil. Mais il est sûr que le Tribunal a dit qu'il fallait légiférer dans les plus brefs délais. En ce qui concerne le Canton de Vaud, les communes regrettent que le Canton n'ait pas assumé sa responsabilité de pouvoir organisateur et législateur. C'était il y a cinq ans. Certains avaient fait une proposition, qui n'a pas trouvé grâce au Grand Conseil et, maintenant, cette responsabilité est transmise aux communes. Le Tribunal fédéral s'est déterminé et donne instruction suite à une proposition de règlement de Romanel-sur-Lausanne. C'est drôle que le Conseil d'Etat nous dise maintenant qu'il faut mettre en application cette loi dans les plus brefs délais, alors qu'elle date des années huitante ; donc, nous sourions. Maintenant, on nous demande, à nous, la Commune de Lausanne, de trouver la solution dans les plus brefs délais.

C'est un sujet éminemment politique. Le Canton de Genève a carrément refusé de mettre en application la loi fédérale. Vous pouvez comprendre que la Municipalité de Lausanne, qui doit aussi se déterminer, en discute. C'est drôle, car on en a parlé il y a une heure en séance de Municipalité, et le débat est assez intéressant. Que dit le Tribunal fédéral ? Il dit que, conformément au principe de causalité, le coût de l'émanation des déchets urbains doit être financé au moyen d'une taxe – je ne voulais pas utiliser ce terme, mais je suis un peu obligé d'en parler ; ce terme fâche. Il faudra bien qu'on trouve ensemble une solution et c'est la volonté de la Municipalité. En tout cas, cette taxe, telle qu'elle est exprimée, doit être en fonction du type et de la quantité des déchets produits et avoir un effet incitatif – je reprends le texte du Tribunal fédéral. Le prélèvement d'une taxe forfaitaire est jugé illégal, en tout cas si elle est toute seule ; le Tribunal fédéral admet une certaine combinaison à définir, bref, taxe au sac, taxe forfaitaire et un peu d'impôt ; il accepte aussi un peu d'impôt. Il faut faire un doux mélange ; il faut que les politiques se mettent d'accord, si possible, tous ensemble – c'est quand même mieux –, au sein de notre Ville, au sein des partis politiques et dans la région. On peut avoir demain un sac vert à 2,20 francs, parce qu'on aime le vert ; je suis vert pour plusieurs raisons, entre autres partisans. Cela peut être une méthode, mais on peut aussi avoir un sac à 2,25 francs – pourquoi pas –, ou à 2,28 francs, rouge, pour satisfaire d'autres, ou bleu à 2,32 francs ; enfin, choisissez ! Non,

ce n'est pas raisonnable. Ce qui est sûr, c'est que les communes de notre région, pas seulement au sein de Lausanne-Région, mais dans le grand périmètre dit Tridel, y compris dans la région de Nyon, ont envie de trouver une solution commune.

Donc, ce dialogue se met en place. On est en début de législature. Maintenant, il y aura des séances et on demandera aux communes de se déterminer. Ce groupe de travail est en route. Il y a bien des gens qui voudraient tenir le délai du 31 décembre 2012, qui est l'objectif qu'on s'est fixé. Si, aujourd'hui, vous exigez qu'on trouve une solution au 30 juin 2012, je vous dis tout de suite que ce n'est pas possible ; à mon sens, on ne résout pas ce problème aussi rapidement, même si j'ai ma solution. Je l'ai proposée personnellement au Grand Conseil ; elle a eu un certain succès, mais je ne suis pas sûr qu'elle sera adoptée par le plénum. Il y a une délégation municipale composée de la totalité des parties pour essayer de trouver une solution. J'ose espérer qu'on trouvera la solution dans un délai bref, mais changer aujourd'hui le délai qu'on vous propose ne me paraît pas raisonnable.

En ce qui concerne la question sur Ouchy, vous êtes cent autour de la table ; vous pouvez faire, tous les mardis, cent propositions. Certaines peuvent être résolues tout de suite, mais admettez que la restructuration du réseau sous-gare, et en particulier de Bellerive, alors même qu'on est dans un réseau principal de circulation, présente des problèmes. Je peux arriver à vos vœux sans problème. Mais est-ce responsable, monsieur ? Pour toute mesure proposée, il faut investir demain. Hier, vous disiez qu'il fallait être attentifs au budget, à la limite d'endettement, etc. ; il y a bien souvent des charges à toute proposition que vous nous faites. Il faut faire des propositions raisonnables. Alors, aujourd'hui, on ne vous dit pas que ce n'est pas raisonnable, on vous dit qu'il faut tout simplement nous laisser tout ce qui touche aux problèmes de circulation, et plus particulièrement quand il faut revoir complètement le plan de circulation de l'avenue Vinet, d'Ouchy, de l'avenue de Cour, et j'en passe. Laissez les études coordonnées se mettre en place et il faudra attendre le résultat du plan directeur avec un peu de patience.

Vous êtes d'ailleurs conviés à participer à ces séances pour trouver la réponse ensemble – j'espère –, parce qu'on veut aboutir à ce plan directeur en 2014, voire 2015 au plus tard. Ce sont des choses raisonnables ; si vous changez de délai ce soir, je donne la même réponse qu'à la question d'avant : ce n'est pas raisonnable, ce ne sera pas une mesure coordonnée et nous ne pourrions pas répondre à votre demande.

M^{me} Sophie Michaud Gigon (Les Verts) : – Je modifie mon amendement.

Le président : – On le traitera avec les conclusions.

6.5 Enfance, jeunesse et cohésion sociale

M. Guy Gaudard (PLR) : – J'interviens à propos du point 90 SSL = un seul toit. Pour la petite histoire, j'avais proposé en son temps qu'un bâtiment soit dédié au SSL, puisque maintenant il est disséminé entre la rue de la Tour, la rue du Maupas, la place Chauderon, la route de Genève et j'en passe. On se rappelle que lors de la dernière législature, certains préavis immobiliers ont été bâclés ; j'en veux pour preuve que, lorsqu'on a discuté de la rénovation de l'Arsenic, on disposait d'une superbe parcelle avec des droits à bâtir qu'on ne retrouvera plus à Lausanne ; alors, quand je lis que le périmètre du Flon-Chauderon était exactement ce que le Service social recherchait pour construire un bâtiment, je m'étonne qu'on n'y ait pas pensé avant. Je suggère à M. Junod, lors des prochains préavis qu'il présentera, s'il y a des droits à bâtir existants, de peut-être bien de les intégrer dans le préavis, afin que le Conseil communal puisse en prendre connaissance et aussi décider ce qu'ils deviendront.

6.6 Finances et patrimoine vert

6.7 Services industriels

M. David Payot (La Gauche) : – Sans surprise, j’interviens à propos du postulat *Un accès à internet pour tous*. Le 11 novembre 2008, le Conseil communal approuvait largement le préavis *Un joker pour les nouvelles technologies*. L’élément clé était le soutien à Joker, association voulant aider les personnes à faible revenu à avoir accès à internet. Le 15 septembre 2009, notre Conseil renvoyait à la Municipalité mon postulat *Un accès à internet pour tous* avec un délai de réponse prolongé à une année. L’objectif était de lier la réponse au postulat avec une évaluation du projet Joker ; ce délai a été prolongé au 30 septembre 2011. Le 9 novembre 2011, Joker annonçait l’arrêt définitif de ses activités. Je regrette fortement la fin du travail de cette association ; je demande donc si la Commune entend des démarches pour pallier ce manque.

Je m’interroge sur les répercussions de ces événements sur le délai de réponse à mon postulat, le préavis évoquant un délai au 30 septembre 2012. Je profite pour m’étonner de la teneur des débats de la commission, dont le résumé apparaît dans notre préavis. Nous lisons que la commission, qui a proposé au Conseil communal de renvoyer le postulat à la Municipalité, avait conclu que les demandes de ce dernier étaient de fait déjà couvertes. Les subventions pour l’accès à internet pour les personnes au bénéfice de l’aide sociale ou de prestations complémentaires de l’AVS ou de l’AI existent déjà. Si les bénéficiaires de prestations complémentaires AVS ou AI ont droit à un accès internet gratuit, je suis particulièrement intéressé à en prendre connaissance, notamment pour des raisons professionnelles. Est-il besoin de déclarer à nouveau mes intérêts ? Je travaille à l’Association de défense et de détente des retraités (AVIVO). Monsieur le municipal, je vous serais reconnaissant de prendre position par rapport au texte du préavis.

M. Jean-Yves Pidoux, municipal, Services industriels : – Comme l’a dit M. Payot, nous attendions un rapport d’activités de l’association Joker et nous avons même planifié un certain nombre de rendez-vous avec cette association ; malheureusement, ces rendez-vous n’ont pas pu avoir lieu. Cette association a été dissoute il y a un mois, au début novembre. Ceci nous a causé quelques problèmes pour la planification commune des activités liées aux subventions octroyées à travers le Service social, mais liées aux prestations internet. Alors, je peux vous confirmer que oui, les prestations télé réseau sont prises en charge par le Service social sur la base d’une liste composée par ses soins. Les prestations internet et télé réseau sont prises en charge, sauf erreur, par le Revenu d’insertion (RI) sur présentation des factures des bénéficiaires. Le Service social nous avait dit lors de la séance de commission, qui a eu lieu il y a maintenant deux ans, que le problème ne se posait pas. En revanche, comme le dit M. Payot, les bénéficiaires des prestations complémentaires – et non du RI – ne bénéficient pas à ce jour de la gratuité des prestations internet ; ils ont la gratuité du télé réseau, mais pas d’internet. Nous avons fait un rapide calcul sur le surcoût par rapport aux aides individuelles octroyées par le Service social, que M. Tosato pourra peut-être confirmer, et qui se trouvent dans la rubrique 366 du Service social – Aides individuelles, qui a, sauf erreur, été augmentée à 900 000 francs dans le budget – mais il n’y a pas que les prestations liées à internet, il y a d’autres aides individuelles dont, si je me souviens bien, des aides liées au transport ; le surcoût induit par l’octroi de prestations internet pour les bénéficiaires de prestations complémentaires serait d’environ 160 000 francs, si nous imaginons de faire bénéficier les personnes au bénéfice de prestations complémentaires de l’abonnement minimal d’internet, qui permet essentiellement d’utiliser le courrier électronique. Mais il n’est pas du tout sûr que ces gens soient intéressés par les prestations minimales d’internet ; ils sont peut-être intéressés par les prestations maximales. Nous n’avons pour l’instant pas fait ce calcul.

Lors de la discussion en commission sur le préavis Joker, M. Cornut, le chef du Service social, avait souligné qu’à son avis, le bon indicateur pour découvrir les personnes qui seraient vraiment demandeuses de ces prestations internet gratuites n’était peut-être pas lié

à l'octroi des prestations complémentaires, mais à l'octroi éventuel d'un subside pour l'assurance-maladie, puisque ce sont des gens – c'était son hypothèse – qui entrent dans la catégorie des *working poors* ; ils seraient tout autant, voire plus demandeurs d'une connexion à internet que la collectivité pourrait leur offrir.

Ceci pour vous dire, en conclusion, que le délai que nous demandons est maintenant confirmé. Peut-être qu'il sera un peu court puisque nous espérions, au moment de la rédaction de ce préavis, que notre rencontre avec l'association Joker pourrait avoir lieu en septembre ; elle n'a pas pu avoir lieu à ce moment, puisque l'association était déjà sur la voie de la dissolution. Maintenant, nous devons trouver de nouveaux scénarios et de nouveaux paramètres pour la réponse au postulat de M. Payot. Il me paraît donc très difficile d'avancer le délai que la Municipalité vous demande pour la réponse à ce postulat.

Le président : – Je vous rappelle qu'on discute les délais des réponses de la Municipalité. Il n'est pas nécessaire de faire les débats sur les différents objets, même si cela peut paraître valorisant.

M. Pierre-Antoine Hildbrand (PLR) : – Je renonce.

M. David Payot (La Gauche) : – Je remercie M. Pidoux pour sa réponse. Ma question n'avait pas pour but d'obtenir une réponse plus rapide, mais plutôt d'avoir une réponse qui puisse, dans l'idéal, donner des perspectives à une réflexion pour remplacer les prestations de Joker ; donc, si le délai est plus tardif et la réponse meilleure, je ne peux que m'en réjouir.

7. Pétitions

7.1 Administration générale

7.2 Culture et logement

7.3 Travaux

M. Roland Philippoz (Soc.), président-rapporteur : – Si la majorité de la Commission de gestion a accepté de prolonger le délai de réponse à la pétition de M^{me} Anne-Françoise Decollogny *Pour une avenue Vinet plus conviviale* et à celle de M^{me} Tatiana Taillefert Bottino *Pour la réduction du trafic sur l'avenue de Beaulieu*, elle s'est rangée aux arguments de la Municipalité. Par contre, elle demande à la Municipalité d'informer les pétitionnaires sur l'avancée des travaux par courrier ; il nous a semblé que c'était quand même un peu long de répondre après presque quatre ans à une pétition.

M^{me} Elisabeth Müller (Les Verts) : – Je voulais justement parler des points 115 et 116, donc les pétitions de M^{mes} Anne-Françoise Decollogny et Tatiana Taillefert Bottino. Comme M. Philippoz l'a dit, la Commission de gestion, qui s'est réunie le 2 et le 8 novembre, a finalement accepté le délai proposé par la Municipalité, soit le 30 juin 2015. Or le 8 novembre au soir avait lieu la séance plénière du Conseil communal. Lors de cette séance, nous avons traité le rapport-préavis 2011/32 sur les Axes forts de transports publics urbains. A cette occasion, M^{me} Knecht a proposé un amendement, qui a été accepté par le Conseil ; cet amendement demande à la Municipalité de donner réponse à ces deux pétitions. En effet, les pétitions et le projet des Axes forts sont d'une certaine façon liés, puisque les Axes forts prévoient une augmentation notable, plus de 20 %, du trafic automobile sur les avenues de Beaulieu et Vinet, donc exactement le contraire de ce que les pétitionnaires demandent. Je propose un amendement pour demander qu'on réponde à ces pétitions au minimum avant la demande de crédits d'ouvrage pour l'étape A des Axes forts.

Amendement

Conclusion 16

Suppression des points 16.4 et 16.5

Nouvelle conclusion :

De prolonger le délai de réponse aux objets suivants jusqu'à la demande de crédits d'ouvrage au Conseil communal pour l'étape A des Axes forts de transports publics urbains (AFTPU) :

19.1 pétition Anne-Françoise Decollogny - Pour une avenue Vinet plus conviviale (objet N° 115)

19.2 pétition Tatiana Taillefert Bottino - Pour la réduction du trafic sur l'avenue de Beaulieu (objet N° 116).

M. Roland Ostermann (Les Verts) : – J'interviens au sujet du point 117, pétition de M^{me} Ariane Miéville Garcia *Pour l'installation de radars à la route du Signal*. Les radars ont pour but de pénaliser les automobilistes qui ne respectent pas les limitations de vitesse et pour effet d'inciter les conductrices et conducteurs à respecter les règles. La pétition demande que des radars soient posés à la route du Signal. Cela fait suite à une information donnée aux habitants par le directeur des Travaux, qui indiquait que 15 % des automobilistes empruntant cette route sont en infraction, ce qui représente 750 véhicules fautifs par jour.

Déposée au Conseil communal le 21 avril 2009, cette pétition a déjà poireauté jusqu'au 2 mars 2010 avant d'être envoyée à la Municipalité. Maintenant, on demande aux pétitionnaires d'attendre jusqu'au 31 décembre 2012 pour avoir une réponse parce qu'on veut intégrer le problème soulevé dans une problématique plus large, celle de la circulation le long de cette artère, ce qui laisse envisager pour beaucoup plus tard encore la prise en compte concrète du problème de sécurité soulevé.

Franchement, les pétitionnaires ont de quoi s'indigner. Ils revendiquent le respect de la loi dans les conditions actuelles et on les renvoie à une étude globale du secteur. De fait, en repoussant la réponse au 31 décembre 2012, si tout se passe bien, la Municipalité dit non aux pétitionnaires qui demandent « que l'installation de radars dans les plus brefs délais, sans attendre la réalisation des travaux à l'étude ». Mais elle se garde de le dire explicitement, sans doute par crainte des réactions. Je vous propose d'accorder à la Municipalité un délai au 31 janvier 2012 pour répondre à cette pétition ; soit elle dit non actuellement aux radars, et elle assume, soit c'est oui et on les installe tout de suite. Je dépose l'amendement suivant :

Amendement

Conclusion 12

Point 10.2

Prolonger au *31 janvier 2012* le délai de réponse à la pétition d'Ariane Miéville Garcia.

M^{me} Anne-Françoise Decollogny (Soc.) : – J'appuie l'amendement déposé par M^{me} Müller. Ces pétitions posent un problème qui doit être envisagé et traité dans le cadre des Axes forts et pas d'ici 2015 ; sinon ce sera probablement comme la grêle après les vendanges.

M. Olivier Français, municipal, Travaux : – J'aimerais vous informer tous les mois de ce qui se passe, surtout quand il ne se passe rien. Vous avez été informés en avril 2011. Vous avez refusé notre proposition ; on en a pris acte. Reclassifier la petite ceinture telle que vous le demandez ne se fait pas en deux minutes ! On vous a très clairement informés qu'avec les Axes forts il y avait un report de trafic sur cette avenue ; c'est un état de fait. C'est le Canton qui mène ces études. Il a l'obligation de les communiquer quand il

déposera le projet des Axes forts, qui touche tant le tram que les bus à haut niveau de service, et pas seulement de dire qu'il y a une augmentation de la circulation, si cela a des conséquences néfastes pour notre population et, en particulier, que cela remet en cause les limites inscrites dans l'Ordonnance sur la protection contre le bruit et l'Ordonnance sur la protection de l'air ; il y aura des mesures à prendre. Il y a des propositions et il y a un financement pour ces mesures ; c'est à charge du projet. Nous attendons la décision du Conseil d'Etat pour savoir quel programme financier il faudra mettre en place. Les responsables du Canton sont un peu empruntés : ils décideront d'une enveloppe financière, mais n'ont pas encore les solutions.

Les solutions devraient être présentées avant la mise à l'enquête, qui devrait normalement avoir lieu l'année prochaine ; en principe, on aura une réponse détaillée l'année prochaine. L'année prochaine, on vous donnera un état de la situation, mais vous n'aurez pas la réponse concrète immédiate sur les mesures structurelles, parce qu'il faudra qu'il y ait une mise à l'enquête de ce très grand projet, qui est prévue pour 2013 ; on ne pense pas qu'il y aura des travaux dans ce secteur avant le basculement du tram. On a encore eu une séance cette semaine avec le Conseil d'Etat, qui est en charge de ce dossier. Cette planification de détails est difficile, les projeteurs la mettent en place, et cela nous pose de très gros problèmes. Mais je pense que dans le courant 2012, on pourra donner l'état de la situation et l'évolution des éventuels reports de trafic sur ce secteur de la ville, comme sur d'autres secteurs.

En ce qui concerne les radars, peut-être que mon collègue, M. Vuilleumier, complètera. Il est vrai qu'on a dit qu'il pourrait y avoir des solutions, qu'elles pourraient être trouvées avec les travaux sur la route du Signal. Hier, vous avez tous regardé attentivement le plan des investissements et vu que la route du Signal a quasiment disparu. Mais la Municipalité a décidé qu'on ne faisait pas de restructuration sur la route du Signal ; c'est un nouvel élément. Maintenant, est-ce qu'il y a des solutions ? Avec mon collègue, M. Vuilleumier, on étudie s'il est raisonnable de mettre des radars dans ce type de rue. Si l'on prend une décision pour la route du Signal, on devra en prendre par exemple pour l'avenue du Grey et compléter éventuellement avec l'avenue de Montoie, donc pour toutes ces rues en pente, où il peut y avoir une certaine accélération en descente, voire pour des rues rectilignes qui nous posent problème. Il y a des solutions un peu plus intelligentes. L'avenue du Bugnon, par exemple, en est une ; une restructuration complète de cette rue évite de mettre des radars ; l'automobiliste peut naturellement rouler de manière plus attentive et respectueuse de son environnement.

Voilà pour les propositions qu'on doit faire. Si vous nous demandez aujourd'hui un délai à janvier 2012, on ne pourra pas le tenir. On a essayé de vous trouver la solution la plus raisonnable. Le service de M. Vuilleumier, tout comme le mien, essaye de trouver une solution globale ; soyez donc raisonnables par rapport à cette demande parce que, malheureusement, nous ne pouvons pas aller plus vite.

M^{me} Anne-Françoise Decollogny (Soc.) : – Je remercie M. le municipal Français des informations sur les mesures qui seront envisagées. Je n'avais pas entendu cela jusqu'à présent.

M. Marc Vuilleumier, municipal, Sécurité publique et sports : – Comme l'a dit mon collègue Français, il y a effectivement une étude en cours relativement avancée au niveau du Corps de police pour savoir où il faudrait installer des radars. Selon les statistiques, ce n'est pas forcément à la rue du Signal. Il y a plus de problèmes qui se posent en ville. Mais cette réflexion fera l'objet d'une réponse particulière, puisqu'il y a cette pétition. Cela ne sera pas possible de donner une réponse au 31 janvier, parce qu'il ne faut pas seulement répondre au problème de la rue du Signal, mais aussi aux problèmes de l'ensemble de la ville. Nous préférons une solution globale, comme l'a dit mon collègue Français, plutôt qu'une solution ponctuelle sur tel ou tel objet.

7.4 Finances et patrimoine vert

La discussion sur les chapitres est close.

Le président : – Je vous propose de voter les conclusions 1 à 11 en bloc, et après nous traiterons les points suivants un à un, en fonction des amendements déposés.

Les conclusions 1 à 11 sont adoptées avec 1 abstention.

M^{me} Sophie Michaud Gigon (Les Verts) : – Suite aux explications du municipal Français, je demande une information plutôt que le traitement final et définitif de cette question. J'ai gardé la date du 30 juin 2012 comme délai pour que le Conseil communal soit informé. Cet amendement va exactement dans le sens de ce que demande la Commission de gestion.

Amendement reformulé

N° 70 Elimination des déchets ménagers

La Municipalité informe par écrit le Conseil communal de l'avancée des travaux au 30 juin 2012.

M. Olivier Français, municipal, travaux : – Je trouve que c'est une bonne solution, mais il ne faudrait pas que cela devienne une habitude, parce que cela est lourd administrativement, d'autant plus que, dans cette démarche, il y a de grandes chances pour que les partis soient consultés. Vous aurez de toute façon des délégués. Vu l'ampleur du sujet, et j'en ai discuté un peu avec M. le syndic, c'est une phase qu'on pourrait sans autre admettre, mais, encore une fois, il ne faudrait pas que cela devienne une habitude, parce que cela devient complexe administrativement.

Le scrutin est ouvert, puis clos.

L'amendement Sophie Michaud Gigon est adopté par 42 voix contre 22 et 10 abstentions.

Le scrutin est ouvert, puis clos.

L'amendement Roland Ostermann est adopté par 29 voix contre 26 et 13 abstentions.

La conclusion 12 amendée est adoptée à une large majorité avec quelques abstentions.

La conclusion 13 est adoptée avec quelques abstentions.

Les conclusions 14 et 15 sont adoptées avec 1 avis contraire.

Le scrutin est ouvert, puis clos.

L'amendement Elisabeth Müller est adopté par 34 voix contre 22 et 16 abstentions.

Le président : – Madame Müller, vous avez préparé votre amendement sur la base du rapport-préavis ; comme la commission l'a amendé, les points 19.1 et 19.2 qu'on a acceptés deviennent les points 21.1 et 21.2. Il n'y a que la numérotation qui change.

La conclusion 16 amendée est adoptée avec 3 avis contraires et quelques abstentions.

Les conclusions 17 à 20 sont adoptées.

Les conclusions 21.1 et 21.2 nouvelles sont adoptées avec quelques avis contraires et abstentions.

Le préavis est adopté à une large majorité avec 4 abstentions.

Le Conseil communal de Lausanne

- vu le rapport N° 2011/01 de la Municipalité, du 5 octobre 2011 ;
- vu le rapport de la Commission permanente de gestion qui a examiné cette affaire ;
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. de prendre acte du rapport 2011/1, du 5 octobre 2011, concernant les initiatives et pétitions en cours de traitement au 30 juin 2011 ;
2. de prendre acte que les objets suivants ont reçu une réponse entre le 1^{er} juillet 2011 et le 5 octobre 2011 :
 - 2.1 motion Ulrich Doepper – Des vues sur nos poubelles (objet N° 16) ;
 - 2.2 postulat Roland Rapaz – Un centre d’escalade en salle (mur de grimpe) à Lausanne (objet N° 42) ;
 - 2.3 postulat Isabelle Truan – Pour une utilisation rationnelle, sociale et publique des piscines scolaires (objet N° 50) ;
 - 2.4 postulat Jean Tschopp – La Ville par le sport (objet N° 56) ;
3. de prolonger au **31 octobre 2011** le délai de réponse à l’objet suivant :
 - 3.1 pétition Société de développement Les Amis de la Cité – « Sauvons Looping » (objet N° 120) ;
4. de prolonger au **30 novembre 2011** le délai de réponse à l’objet suivant :
 - 4.1 pétition Carl Kyril Gossweiler – Pour une information des citoyens correcte et utilisant les technologies à disposition lors d’évènements pouvant créer un sentiment de peur (objet N° 112) ;
5. de prolonger au **31 décembre 2011** le délai de réponse aux objets suivants :
 - 5.1 motion Cesla Amarelle – Procédés de réclame en matière de petit crédit (objet N° 20) ;
 - 5.2 postulat Charles-Denis Perrin – Une unité du développement durable pour un développement responsable de Lausanne (objet N° 28) ;
 - 5.3 postulat Charles-Denis Perrin – Le développement durable c’est aussi... une administration qui peut travailler dans les meilleures conditions possibles... et des usagers satisfaits (objet N° 33) ;
 - 5.4 postulat Benoît Biéler – Pour une extension raisonnable des heures d’ouverture de la piscine de Mon-Repos (objet N° 44) ;
 - 5.5 postulat Sophie Michaud Gigon – Waterpolo à Lausanne : une discipline olympique qui a besoin d’eau (objet N° 49) ;
6. de prolonger au **31 mars 2012** le délai de réponse aux objets suivants :
 - 6.1 motion Jacques Pernet – Ports d’Ouchy et de Vidy : nos locataires n’ont-ils pas droit à des estacades sécurisées ? (objet N° 8) ;
 - 6.2 motion Pierre-Antoine Hildbrand – Autoroutes de l’information : pour que toutes les voies mènent à Lausanne (objet N° 23) ;
 - 6.3 postulat Françoise Longchamp – Responsabilisons les délinquants mineurs par l’introduction à Lausanne de la « Commission extrajudiciaire » (objet N° 40)
 - 6.4 postulat Guy Gaudard – Pour une ouverture journalière annuelle du restaurant de la piscine de Bellerive (objet N° 41) ;
 - 6.5 postulat François Huguenet – N’ayant pas pour vocation de décrocher une étoile, le restaurant de la piscine de Bellerive doit redescendre sur terre (objet N° 45) ;

- 6.6 postulat Philippe Jacquat – Pour qu’une altercation de préau ne termine pas au couteau (objet N° 46) ;
 - 6.7 postulat Claude-Alain Voiblet – La tranquillité de la vie nocturne lausannoise ne commence-t-elle pas déjà par une gestion professionnelle de la sécurité dans les établissements publics ? (objet N° 48) ;
 - 6.8 postulat Isabelle Mayor – Mendicité à Lausanne : pour une étude approfondie de solutions des points de vue de la protection de l’enfance, sanitaire, juridique et humain (objet N° 51) ;
 - 6.9 postulat Alain Hubler – Et si on rétablissait la clause du besoin ? (objet N° 54) ;
 - 6.10 postulat Claude-Alain Voiblet – Invitons nos citoyens à rendre définitivement les armes (objet N° 55) ;
 - 6.11 postulat Myriam Tétaz – Un prix pour la création d’une œuvre de musique contemporaine (objet N° 63)
 - 6.12 postulat Elisabeth Müller – Les DDPs (droits distincts et permanents de superficie) à qui et pour quoi ? (objet N° 65) ;
 - 6.13 postulat Evelyne Knecht – Un Capitole pour une Capitale (objet N° 66) ;
 - 6.14 postulat Adèle Thorens Goumaz – Pour le remplacement de la vaisselle jetable à usage unique par de la vaisselle consignée ou compostable dans l’administration et lors des manifestations lausannoises (objet N° 68) ;
 - 6.15 postulat Elena Torriani – Charte pour une agriculture de proximité, respectueuse des couts écologiques et sociaux (objet N° 86) ;
 - 6.16 postulat Roland Rapaz – Vivre ensemble à Lausanne, dans nos quartiers ; contribution à la construction d’un lien social fort (objet N° 87) ;
 - 6.17 postulat Isabelle Mayor – Pour une journée hebdomadaire sans viande ni poisson dans les réfectoires scolaires communaux lausannois ; à la (re)découverte du goût (objet N° 93) ;
 - 6.18 postulat Charles-Denis Perrin – Lausanne a mal à son air pur, plaidoyer pour un plan général climatique PGC (objet N° 101) ;
 - 6.19 pétition POP & Gauche en mouvement, section de Lausanne – Pour un cinéma populaire ! Non aux places hors de prix ! (objet N° 113) ;
 - 6.20 pétition Cornelia Mühlberger de Preux – Obtention du statut de « zone de rencontre » pour le tronçon sud du chemin de la Grangette (objet N° 114) ;
7. de prolonger au **30 avril 2012** le délai de réponse aux objets suivants :
- 7.1 postulat Françoise Longchamp – Une feuille de route pour la législature sur le flux du personnel de l’administration communale (objet N° 29) ;
 - 7.2 postulat Pierre-Antoine Hildbrand – Pour une étude visant à dissocier les fonctions de syndic de Lausanne et de président de la CPCL (objet N° 31) ;
 - 7.3 postulat David Payot – Rapport de la Cour des Comptes sur la CPCL : pour un débat complet (objet N° 35) ;
 - 7.4 postulat Claude-Alain Voiblet – La Cour des Comptes met le doigt sur la très mauvaise gestion de la CPCL et relève le problème du cumul des mandats entre la Municipalité et la gouvernance CPCL (objet N° 37) ;
8. de prolonger au **31 mai 2012** le délai de réponse à l’objet suivant :
- 8.1 postulat Yves-André Cavin – Pour l’acquisition de rames supplémentaires pour le métro m2 (objet N° 39) ;

9. de prolonger au **30 juin 2012** le délai de réponse aux objets suivants :

- 9.1 motion Alain Hubler – Un péage urbain pour financer la gratuité des tl : étude d’une solution écologique et sociale (objet N° 1) ;
- 9.2 motion Fabrice Ghelfi – Pour la présentation, avant la fin de la législature, d’un rapport-préavis exposant la vision municipale des enjeux de la politique régionale (objet N° 2) ;
- 9.3 motion Gilles Meystre – Pour une information systématique et régulière des jeunes et des étrangers relative à leurs droits et devoirs civiques (objet N° 3) ;
- 9.4 motion Pierre-Antoine Hildbrand – Pour un règlement lausannois sur les participations de la Ville, plus de transparence et de responsabilités (objet N° 4)
- 9.5 motion Axel Marion – Pour une politique d’agglomération mieux gouvernée et mieux coordonnée (objet N° 7) ;
- 9.6 postulat Marlène Bérard – Enfin le paiement par sms des parkings, places de parc, titres de transport et amendes d’ordre (objet N° 25) ;
- 9.7 postulat Guy Gaudard – Quelle aide à l’apprentissage la Municipalité envisage-t-elle ? (objet N° 26) ;
- 9.8 postulat Elisabeth Müller – En route pour l’Hermitage et Sauvabelin, durablement (objet N° 27) ;
- 9.9 postulat Elisabeth Müller – Pour une étude du commerce indépendant à Lausanne (objet N° 32)
- 9.10 postulat Jean Tschopp – Favoriser l’intégration professionnelle des personnes handicapées (objet N° 34) ;
- 9.11 postulat Fabrice Ghelfi – Lutter contre le chômage et promouvoir l’économie lausannoise par un nouveau partenariat public-privé (objet N° 36) ;
- 9.12 postulat Charles-Denis Perrin – De la micro informatique sans macro crédit ? (objet N° 38) ;
- 9.13 postulat Fabrice Ghelfi – Pour une vision globale, prospective et sereine de la police municipale lausannoise (objet N° 47) ;
- 9.14 postulat Natacha Litzistorf – Pour une politique de sécurité urbaine à Lausanne (objet N° 52) ;
- 9.15 postulat David Payot – La sécurité est l’affaire du public (objet N° 53) ;
- 9.16 postulat Claire Attinger – La fête de l’art contemporain à Lausanne (objet N° 57) ;
- 9.17 postulat Rebecca Ruiz – Un passeport culturel pour les jeunes de 15 à 25 ans (objet N° 59) ;
- 9.18 postulat Florence Germond – Pour un assainissement énergétique des bâtiments sur la commune de Lausanne grâce aux aides fédérales et cantonales (objet N° 61) ;
- 9.19 postulat Gilles Meystre – Pour une stratégie en matière de locaux dédiés à l’administration... ou comment éviter que l’amélioration du service au public ne demeure une intention à géométrie variable (objet N° 64) ;
- 9.20 postulat Magali Zuercher – Quel avenir pour les quartiers de Sébeillon et Sévelin ? (objet N° 75) ;

- 9.21 postulat Maurice Calame – Construire un quartier de forte densité en transformant et en remplaçant les bâtiments des S.I. – Demande d'étude d'un plan partiel d'affectation (objet N° 76) ;
- 9.22 postulat Rebecca Ruiz – pour des conditions décentes sur les chantiers de la Ville – Vers un plan d'action communal de lutte contre la sous enchère salariale en lien avec la sous-traitance (objet N° 78) ;
- 9.23 postulat Stéphane Michel – Pour une prise en charge nocturne adéquate des personnes indigentes (objet N° 84) ;
- 9.24 postulat Florence Germond – Sensibilisation au français pour les enfants préscolaires allophones afin de faciliter leur intégration dans le cycle initial (objet N° 88) ;
- 9.25 postulat Bertrand Picard – Pour une meilleure information quant à l'hébergement de la personne âgée, entre les soins à domicile et l'hébergement en EMS, en ville de Lausanne (objet N° 89) ;
- 9.26 postulat Elisabeth Wermelinger – « Espace Riponne » : la maison lausannoise des seniors et des organisations actives en faveur des aînés (objet N° 91) ;
- 9.27 postulat Natacha Litzistorf – La santé des populations c'est aussi l'affaire des villes (objet N° 92) ;
- 9.28 postulat Françoise Longchamp – Etude nouvelle présentation des comptes et du budget de la Commune de Lausanne (objet N° 94) ;
- 9.29 postulat Natacha Litzistorf – Pour l'intégration systématique, transparente et cohérente de la « nature en ville » (objet N° 95) ;
- 9.30 postulat Rebecca Ruiz – Pour une agriculture de proximité vivante et viable : la Ville de Lausanne soutient la production locale du lait (objet N° 96) ;
- 9.31 postulat Sylvianne Bergmann – Jardinons sous les arbres : c'est bon pour la convivialité et pour réenchanter la Ville (objet N° 97) ;
- 9.32 postulat Pierre-Antoine Hildbrand – Pour l'étude de mécanismes réglementaires modérant l'endettement lausannois (objet N° 98) ;
- 9.33 postulat Pierre-Antoine Hildbrand – Rasez les thuyas, qu'on voie la biodiversité (objet N° 99) ;
- 9.34 postulat Nicole Graber – Pour la généralisation des toitures plates végétalisées à Lausanne (objet N° 100) ;
- 9.35 pétition Carl Kyril Gossweiler – Pour favoriser l'utilisation des tl par les citoyens qui se rendent à l'administration communale lausannoise (objet N° 108) ;
- 9.36 pétition Eliane Joris – Pour le maintien du bus 5 (de la place de la Gare à Epalinges) et la prolongation de la ligne tl 6 jusqu'à Praz-Séchaud (objet N° 109) ;
- 9.37 pétition Jean-Pierre Marti – Pour le maintien de la ligne 2 jusqu'à la Bourdonnette (objet N° 110) ;
- 9.38 pétition Maria Morier-Genoud – Pour le prolongement de la ligne tl 16 jusqu'au terminus de la Clochatte (objet N° 111) ;
- 9.39 pétition Walter Balimann – Aménagements dans le bois situé entre le chemin de Simplemont, l'avenue Verdeil et le chemin du Levant (objet N° 121) ;
- 9.40 pétition Carl Kyril Gossweiler – Pour la limitation de la circulation inutile et abusive dans les zones de loisirs et la mise de ces dernières sous la sauvegarde du public (objet N° 122) ;

10. de prolonger au **31 août 2012** le délai de réponse aux objets suivants :

- 10.1 motion Diane Gilliard – Pour une étude visant à la création d’une Maison des associations lausannoises (objet N° 17) ;
- 10.2 motion Gilles Meystre – Analyse détaillée des besoins en matière de salles à disposition des sociétés locales (objet N° 19) ;
- 10.3 postulat Laurent Guidetti – Pour des conditions de travail décentes dans les bureaux mandatés par la Ville (objet N° 83) ;
- 10.4 postulat Roland Philippoz – Pour la promotion et la valorisation de l’engagement bénévole et de la vie associative (art. 70 Cst-VD) (objet N° 85) ;

11. de prolonger au **30 septembre 2012** le délai de réponse aux objets suivants :

- 11.1 motion Yves-André Cavin – Réorganisation du SSI, un statut pour les sapeurs-pompiers professionnels et une révision du RSSI pour les sapeurs-pompiers volontaires (objet N° 10) ;
- 11.2 motion Sophie Michaud Gigon – Le tri des déchets de 7 à 77 ans (objet N° 21) ;
- 11.3 motion Alain Hubler – Du gaz ? De l’air ! bis (objet N° 22) ;
- 11.4 motion Pierre-Antoine Hildbrand – Réseaux électriques lausannois intelligents : un vrai pas vers la « société à 2000 watts » (objet N° 24) ;
- 11.5 postulat Elisabeth Müller – Un meilleur accueil des promeneurs à Sauvabelin (objet N° 58) ;
- 11.6 postulat Vincent Rossi – Construire Minergie à Lausanne est une pratique normale (objet N° 62) ;
- 11.7 postulat Guy Gaudard – SSL = un seul toit (objet N° 90) ;
- 11.8 postulat Gilles Meystre – Besoin en électricité : ouvrir les vannes pour de nouveaux barrages ! (objet N° 102) ;
- 11.9 postulat Alain Hubler – Pour un wifi communautaire à Lausanne (objet N° 103) ;
- 11.10 postulat Yves Ferrari – Une diminution de l’éclairage. Un pas vers la société à 2000 W (objet N° 104) ;
- 11.11 postulat David Payot – Un accès à internet pour tous (objet N° 105) ;
- 11.12 postulat Claude Bonnard – Un autre petit pas vers la société à 2kW par l’introduction d’éclairage public par LED (objet N° 106) ;
- 11.13 postulat Guy Gaudard – Bornes de charge pour véhicules électriques à 4 roues (objet N° 107) ;

12. de prolonger au **31 décembre 2012** le délai de réponse aux objets suivants :

- 12.1 motion Magali Zuercher – L’ouverture des Portes de Saint-François : l’occasion de redonner la rue Pépinet aux piétons (objet N° 13) ;
- 12.2 motion Alain Hubler – Microm5 : un micro-métro pour le Vallon (objet N° 14) ;
- 12.3 motion Giampiero Trezzini – Pour un tramway passant par la rue Centrale, la place du Tunnel et l’avenue de la Borde (objet N° 15) ;
- 12.5 postulat Sophie Michaud Gigon – Pour une meilleure accessibilité, sécurité et signalétique du quartier de Sévelin (objet N° 71) ;
- 12.6 postulat Jean-François Cachin – Après l’ascenseur public de la place de l’Europe/Grand-Chêne, pensons aux habitants du quartier de Marterrey-Bugnon et environs (objet N° 72) ;

- 12.7 postulat Vincent Rossi – Bons sens cyclistes pour les rues à sens unique (objet N° 73) ;
- 12.8 postulat Florence Germond – Pour l'étude d'un tunnel de profondeur nulle à St-François (objet N° 77) ;
- 12.9 postulat Stéphane Michel – Pour la promotion des itinéraires piétonniers à Lausanne (objet N° 80) ;
- 12.11 pétition Association Route du Signal – Pour une voie à sens unique à la route du Signal (objet N° 118) ;
- 13. de prolonger au **31 mars 2013** le délai de réponse à l'objet suivant :
 - 13.11 pétition Renato Häusler – Pour le maintien de l'unité architecturale d'ensemble du quartier des Bergières (objet N° 119)
- 14. de prolonger au **31 décembre 2013** le délai de réponse à l'objet suivant :
 - 15.1 postulat Magali Zuercher – Pour un réaménagement de la place de la Riponne (objet N° 74) ;
- 15. de prolonger au **30 juin 2015** le délai de réponse aux objets suivants :
 - 16.1 postulat Magali Zuercher – Pour la création de nouvelles zones 30 et zones de rencontre dans le quartier Sous-Gare (objet N° 67) ;
 - 16.2 postulat Ulrich Doepper – Pour des P+R plus efficaces et pour de meilleurs outils de maîtrise du stationnement sur le domaine privé (objet N° 69) ;
 - 16.3 postulat Claude-Alain Voiblet – Le quartier d'Ouchy et la zone verte de Bellerive méritent une autre image que celle donnée par les incessants flots de véhicules aux heures de pointe (objet N° 81) ;
- 16. **de prolonger le délai de réponse aux objets suivants jusqu'à la demande de crédits d'ouvrage au Conseil communal pour l'étape A des Axes Forts de Transports Publics Urbains, AFTPU :**
 - 16.4 pétition Anne-Françoise Decollogny – Pour une avenue Vinet plus conviviale (objet N° 115) ;
 - 16.5 pétition Tatiana Taillefert Bottino – Pour la réduction du trafic sur l'avenue de Beaulieu (objet N° 116) ;
- 17. **de confirmer la suspension** du traitement des objets suivants :
 - 17.1 motion Grégoire Junod – Pour la création d'un passeport culturel et sportif à Lausanne (objet N° 11) ;
 - 17.2 motion Gilles Meystre – Pour un PALM culturel (objet N° 12) ;
 - 17.3 postulat Florence Germond – Pour une certification d'égalité salariale entre femmes et hommes de la Ville de Lausanne (objet N° 30) ;
- 18. **de refuser** de prolonger au **30 juin 2013** le délai de réponse et **de fixer à la Municipalité un délai au 30 juin 2012** pour répondre à l'objet suivant :
 - 14.11 postulat Cédric Fracheboud – Mettons des limites claires pour que les passages sous-voies et les escaliers de la Ville ne deviennent pas des nids propices à un fort sentiment d'insécurité (objet N° 79) ;
- 19. **de refuser** de suspendre le traitement et **de fixer à la Municipalité un délai au 30 juin 2012** pour répondre à l'objet suivant :
 - 18.2 postulat Jean-François Cachin – Oui à une centralisation des activités sportives de tir à Vernand (objet N° 43) ;

- 20 de **refuser** de suspendre le traitement et **de fixer à la Municipalité un délai au 30 juin 2013** pour répondre à l'objet suivant :
- 18.1 motion Christina Maier – Un projet pour sauver la Maison du Désert (objet N° 18).
21. **la Municipalité informe par écrit le Conseil communal de l'avancée des travaux au 30 juin 2012 :**
- 12.4 postulat Claude-Alain Voiblet – Elimination des déchets ménagers ; Application et introduction du principe « pollueur-payeur » (objet N° 70) ;
22. de prolonger au **31 janvier 2012** le délai de réponse à l'objet suivant :
- 12.10 pétition Ariane Miéville Garcia – pour l'installation de radars à la route du Signal (objet N° 117).

Rapport sur la gestion de la Municipalité pour 2010 et réponses aux 29 observations de la Commission permanente de gestion

Rapport du 24 novembre 2010

Membres de la commission : Commission permanente de gestion.

Rapport polycopié de M. Roland Philippoz (Soc.), président-rapporteur :

La Commission de gestion a formulé 29 observations à la suite des visites dans les services.

La Commission s'est réunie le 29 septembre pour examiner les réponses municipales. Au terme de cette séance, 22 observations n'ont pas été maintenues, les réponses écrites ayant été jugées satisfaisantes.

Le 14 octobre, lors de la séance commune avec la Municipalité, celle-ci a apporté des réponses orales aux 7 observations restantes, pour lesquelles la Commission de gestion demandait un complément d'information.

Lors de sa séance du 14 octobre, la Commission a décidé:

- d'accepter les réponses aux observations 5, 16, 17, 20, 28 ;
- de maintenir les 2 observations (réponses refusées) 9 et 13.

Je tiens ici à remercier Mme la vice-présidente qui a présidé la séance avec la Municipalité, ainsi que tous les membres de la commission qui ont travaillé de manière efficace et assidue garantissant ainsi la sérénité de nos débats. Un merci tout spécial à M. F. Tétaz, secrétaire de la commission, pour son travail de très grande qualité.

Réponses acceptées après explications complémentaires de la Municipalité (observations levées) :

5^e observation : La Municipalité est invitée à revoir les compétences et le fonctionnement de la Commission consultative d'informatique.

La Commission de gestion note qu'il s'agit d'une commission consultative de la Municipalité. Certains membres de la commission estiment que la Municipalité s'est montrée ouverte à la discussion.

16^e observation : La Municipalité est invitée à proposer une reconnaissance équitable des inconvénients de service pour les ambulanciers, comparable à celle accordée aux sapeurs-pompiers et aux collaborateurs de la Police municipale.

La commission attendait des précisions sur le calendrier des étapes pour l'étude de l'attribution aux ambulanciers d'un statut spécifique s'inspirant de celui des policiers et sapeurs-pompiers professionnels. La Municipalité a indiqué qu'un groupe de travail traitera du sujet en 2012.

17^e observation : La Municipalité est invitée à maintenir ses efforts pour rendre l'Office des pompes funèbres performant, tant sur le plan qualitatif que quantitatif, en poursuivant ses mesures en vue d'optimiser l'activité des collaborateurs.

La commission attendait des précisions sur la situation de la gestion du personnel au sein de l'Office. Les réponses lui ont été données. Elles ont satisfait les membres de la COGES. Pour des raisons de confidentialité, les choix de solutions ne sont pas détaillés ici.

20^e observation : La Municipalité est invitée à procéder dans les plus brefs délais à l'installation de la fenêtre dans le local de compactage ainsi qu'à l'amélioration de la ventilation.

La commission attendait des précisions sur la situation du local. Ces précisions ont été données sur le calendrier de certains travaux. La commission restera attentive à la suite des étapes.

28^e observation : La Municipalité est invitée à mettre en place une stratégie pour les éclairages de Noël en tenant compte des principes écologiques, des vœux des commerçants et en accord avec le Service du développement de la Ville et de la communication.

La commission attendait des précisions sur la stratégie mise en place pour répondre à l'observation. La commission a été satisfaite par les explications reçues. Le directeur de Services industriels a expliqué que la question de l'éclairage en ville donne lieu à des démarches stratégiques qui incluent les problèmes environnementaux, de sécurité, de circulation, patrimoniaux et événementiels pour que la ville soit vue pendant la nuit. Le plan lumière est développé pour une décennie et intègre l'éclairage de Noël. Il y a deux aspects concernés par les économies d'énergie et le type d'éclairage :

1) la Ville propose plusieurs projets d'éclairages des infrastructures publiques : fontaine, bâtiments. Elle mandate des prestataires externes pour les réaliser.

2) les éclairages de Noël des commerçants. Achetés il y a quelques années à titre privé par les commerçants, les éclairages sont aujourd'hui gérés par le Service d'électricité. Sur ce matériel, il n'est pas possible d'avoir un impact rapide, car il est remplacé au fur et à mesure des achats de remplacement. Pour réduire les impacts énergétiques de ces équipements, les Services industriels conseillent les commerçants lorsque du matériel doit être remplacé.

Observations maintenues (Réponses refusées)

9^e observation : La Municipalité est invitée à se pencher sur la pertinence des exigences des associations sportives et à réagir avec d'autres partenaires politiques pour dissocier les obligations sportives de celles qui doivent rester de la compétence des autorités publiques.

La commission estime que la Municipalité ne semble pas vouloir réagir à la situation pointée par l'observation. La commission souhaite que la Municipalité fasse davantage respecter son statut de seule autorité compétente en matière de sécurité, d'écologie et de confort vis-à-vis de certaines des exigences des fédérations sportives.

Au vote, la réponse est refusée à l'unanimité.

13^e observation : La Municipalité est invitée, dans le cadre des structures de conduite de la Réforme policière vaudoise, à favoriser la mise en place de stratégies de collaboration avec les autres polices, notamment genevoise, fribourgeoise et bernoise qui œuvrent dans des villes qui constituent un axe de commerce pour le petit trafic.

La commission de gestion n'est pas satisfaite de la réponse reçue. La question demandait de favoriser la mise en place de stratégies de collaboration. Le complément aurait pu expliciter ce que pourraient être ces stratégies.

Au vote, la réponse est refusée par 4 voix contre et 7 abstentions.

Conclusions

Rappelons que, selon le règlement de notre Conseil, la Municipalité devra apporter une nouvelle réponse aux observations qui seront maintenues, en la joignant à son rapport de gestion paraissant en avril 2012.

La Commission permanente de gestion invite le Conseil communal de Lausanne à prendre les décisions suivantes :

Le Conseil communal de Lausanne,

- vu le rapport de la Municipalité sur sa gestion 2010 ;
- vu le rapport de la Commission permanente de gestion pour l'année 2010 ;
- vu les réponses de la Municipalité à ces observations ;
- vu les réponses formulées par ladite Commission ;

décide:

1. d'approuver la gestion de la Municipalité de 2010 ;
2. d'approuver le rapport de la Commission permanente de gestion ;
3. d'accepter les réponses aux observations : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29 ;
4. de maintenir les observations (réponses refusées) : 9 et 13.

Discussion

M. Roland Philippoz (Soc.), président-rapporteur : – J'ai quelques compléments à mon rapport. Le président de la Commission de gestion a effectué une visite au Bureau du Conseil, ce qui n'avait pas pu se faire lors de l'année précédente. L'exercice s'étant terminé au 30 juin 2011, les conseillers communaux recevront le rapport avec le rapport de gestion 2011. Sans vouloir m'étendre sur les nombreuses activités du Bureau en 2010, je souhaite relever ici le grand travail qu'il a réalisé pour clarifier le statut de secrétaire du Conseil en collaboration avec le Service du personnel, ce qui a permis la transition harmonieuse entre la secrétaire démissionnaire et son successeur, qui bénéficie maintenant d'un statut équivalent de celui des collaborateurs de l'Administration communale.

La Commission de gestion a répondu à la consultation sur la Loi du 28 février 1956 sur les communes en proposant des amendements aux articles décrivant les compétences et pouvoirs des commissions de gestion, dans le but de tenter de les renforcer – vous vous en doutez.

Concernant les 29 observations formulées par la Commission de gestion, 27 ont trouvé des réponses satisfaisantes auprès de la Municipalité. Je souhaite m'arrêter brièvement sur les deux seules qui sont maintenues. La première est la neuvième observation, qui demandait à la Municipalité de se pencher sur la pertinence des exigences des associations sportives et à réagir avec d'autres partenaires politiques pour dissocier les obligations sportives de celles qui doivent rester de la compétence des autorités publiques. La Commission de gestion regrette que la Municipalité ne montre pas avec plus de vigueur qu'elle veut faire reconnaître son statut auprès des associations sportives et ne pas se laisser imposer des normes en matière de sécurité et d'aménagement des installations sportives, par exemple des places de parc ; pour cette raison, l'observation a été maintenue par un vote unanime de la commission. La deuxième observation maintenue est la treizième, qui demandait à la

Municipalité de favoriser la mise en place de stratégies de collaboration avec les autres polices dans le cadre de la réforme policière vaudoise, notamment avec les polices genevoise, fribourgeoise et bernoise, qui œuvrent dans des villes constituant un axe de commerce pour le petit trafic. La réponse n'a satisfait aucun membre de la commission ; ils se sont donc majoritairement abstenus ; quatre commissaires ont fait pencher la balance pour la maintenir. Ce vote un peu particulier est sans doute le reflet d'une certaine perplexité de la commission face à ce problème complexe et aux solutions souvent insatisfaisantes.

La discussion est ouverte.

M^{me} Esther Saugeon (UDC) : – La Commission de gestion a passé de 29 observations à 2 après les explications de la Municipalité, comme l'a dit le président de la commission. Cela peut paraître peu, mais le travail des commissaires n'a pas été moins long et fastidieux pour autant. Au nom du groupe UDC, nous vous invitons à approuver le rapport de la Commission de gestion.

La discussion est close.

Les conclusions de la Commission de gestion sont adoptées à l'unanimité.

Le Conseil communal de Lausanne

- vu le rapport de la Municipalité sur sa gestion 2010 ;
- vu le rapport de la Commission permanente de gestion pour l'année 2010 ;
- vu les observations formulées par ladite Commission ;
- vu les réponses de la Municipalité à ces observations ;
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. d'approuver la gestion de la Municipalité en 2010 ;
2. d'approuver le rapport de la Commission permanente de gestion pour l'année 2010 ;
3. d'accepter les réponses aux observations N^{os} 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29 ;
4. de maintenir les observations (réponses refusées) N^{os} 9 et 13.

Centre intercommunal de glace de Malley S.A. (CIGM S.A.)

Nouvelle convention entre les communes de Lausanne, Prilly et Renens

Préavis intercommunal présenté aux conseillers communaux de Lausanne, Prilly et Renens

Préavis N° 2011/26 du 13 avril 2011

Sécurité publique et sports

1. Objet du préavis

Par ce préavis, les Municipalités des communes concernées demandent à leurs Conseils communaux respectifs d'adopter une nouvelle convention réglant les rapports entre les communes de Lausanne, Prilly et Renens concernant la gestion du Centre intercommunal de glace de Malley S.A. (CIGM S.A.), convention remplaçant celle du 11 mai 1993.

2. Préambule

La Commune de Lausanne est propriétaire d'une parcelle de 25 000 m², sise sur les territoires des communes de Prilly et de Renens, en bordure de la route de Lausanne, au lieu-dit « En Perrelet ».

En 1980², les trois communes signataires de la convention objet de ce préavis ont adopté le principe de la réalisation d'un centre intercommunal de glace et ont constitué une société anonyme, « Centre intercommunal de glace de Malley S.A. », chargée de la construction et de l'exploitation dudit centre intercommunal de glace.

Le Centre intercommunal de glace de Malley, communément appelé CIGM, a été ouvert au public en automne 1984. L'extension du projet, des transformations des bâtiments et des équipements, des transferts de terrains entre Lausanne et les CFF, l'attribution d'un droit de superficie à CIGM S.A. par Lausanne, la prise en charge des déficits d'exploitation, ainsi que l'ouverture du capital à d'autres partenaires, publics ou privés, nécessiteront la rédaction d'une convention, datée du 11 mai 1993, en complément des dispositions prises en 1980 et 1983³.

Le capital-actions de la société est de 4 350 000 francs, divisé en dix mille actions nominatives à droit de vote privilégié (de 100 francs de valeur nominale chacune) réservées aux communes fondatrices et en six mille sept cents actions ordinaires (de 500 francs de valeur nominale chacune)⁴. Aujourd'hui, 60 % des actions sont détenues par les communes de Lausanne (36 %), Prilly (12 %) et Renens (12 %), le reste l'est, pour 12 %, par d'autres communes, pour 25 %, par des entreprises, des organisations économiques et des particuliers et, pour 3 %, par CIGM S.A. Toutefois, le déficit d'exploitation est entièrement à la charge des trois communes fondatrices de la S.A. La convention de 1993 (se référer à la page 5 du préavis, art.4) avait prévu un système réglant la prise en charge de ce déficit en trois paliers, avec une tranche intermédiaire entièrement à la charge de Lausanne, qui assumait ainsi une plus grande part du déficit et limitait la charge pour les deux villes de moindre importance. Si la prise en charge théorique du déficit entre les trois communes était de 60 % pour Lausanne et 20 % respectivement pour Prilly et Renens, la tranche entièrement à charge de Lausanne a fait que dans la réalité la prise en charge du déficit a été de 70 % pour Lausanne, 15 % pour Prilly et 15 % pour Renens.

Estimant que le CIGM est un équipement non seulement intercommunal, mais aussi régional, Lausanne, Prilly et Renens ont, en 2004, approché Lausanne Région en vue d'obtenir la participation des communes membres au financement des charges d'exploitation. En échange, outre le siège au Conseil d'administration de CIGM S.A. occupé par Lausanne Région, les communes membres pourraient bénéficier de conditions favorables lors de l'attribution des heures de glace. Lors de sa séance du 14 septembre 2006, l'assemblée générale de Lausanne Région a accepté le principe d'une telle participation. Toutefois, cette décision ne vaut que recommandation aux communes membres et n'a pas, par conséquent, force obligatoire. Depuis 2008, (comptes de l'exercice 2007-2008), la participation annuelle des communes de la région à la couverture du déficit d'exploitation se situe entre 435 000 et 495 000 francs.

Dans le cadre de ces discussions avec Lausanne Région et pour montrer leur détermination à faire avancer ce dossier au niveau régional, Lausanne, Prilly et Renens ont, en date du 12 mai 2004, dénoncé la convention du 11 mai 1993 avec effet au 31 décembre 2005. Néanmoins, afin de ne pas mettre CIGM S.A. dans une situation difficile, elles ont décidé de continuer à assumer leur responsabilité à l'égard de la société et du centre. Les accords conclus avec les communes de Lausanne Région ont été positifs dans le sens d'une participation non négligeable de leur part à la prise en charge du déficit, mais ont aussi

² Préavis N° 114, du 26 février 1980, « Centre intercommunal de glace de Malley. » Bulletin du Conseil communal (BCC) 1980, pp. 492-536 et pp. 594-620.

³ Op. cit. et préavis N° 73, du 20 mai 1983, « Centre intercommunal de glace de Malley S.A. », BCC 1983, pp. 873-889 et pp.902-925.

⁴ La création d'actions à droit de vote privilégié, lors de la fondation de CIGM S.A., avait (et a toujours) pour but de garantir, en toute circonstance, à Lausanne, Prilly et Renens, la majorité, donc le contrôle de la société, des voix lors des votes. De fait, ces trois communes contrôlent 60 % des droits de vote. Cette façon de faire est conforme aux dispositions du Code des obligations, en particulier de son article 693.

montré leurs limites, avec un engagement politique et moral de ces communes, qu'il n'a pas été possible de formaliser sur le plan conventionnel. Dans la période intermédiaire, soit de 2006 à 2011 et sous réserve de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention pour 2012, les trois communes fondatrices ont assumé leur engagement selon l'ancienne convention, avec déduction de leurs contributions de la part des communes de Lausanne Région.

L'élaboration d'une nouvelle convention entre les trois communes qui assument de fait le reste du déficit est donc rendue impérative en raison de la dénonciation du précédent texte, de la prise en compte des contributions des communes composant Lausanne Région et de la nécessaire adaptation des dispositions relatives à la répartition des résultats d'exploitation. Elle règle les rapports entre Lausanne, Prilly et Renens en ce qui concerne la participation au capital social de CIGM S.A., les résultats d'exploitation de celle-ci, y compris la participation d'autres collectivités publiques, le cautionnement des emprunts que cette société a contractés et la répartition des heures d'utilisation de la glace pour les besoins scolaires.

3. Description du CIGM

Le CIGM a pour but de favoriser le développement des sports et loisirs de glace ainsi que la mise sur pied de manifestations profitant à l'ensemble de la région.

Il regroupe :

- trois patinoires, de 1800 m² chacune, dont deux couvertes, pour la pratique des activités sur glace ou l'organisation de manifestations. En saison de glace, ces surfaces sont utilisées principalement par les clubs, le public et les écoles ;
- des infrastructures comprenant divers locaux pour l'organisation de spectacles ou de grandes manifestations sportives (Art on Ice, Coupe Davis, par exemple) ;
- quatre salles polyvalentes (conférences, séminaires, banquets, rassemblements sous le nom de « Malley Event Center ») ;
- un parking de 190 places plus 6 places pour handicapés ;
- un restaurant et une buvette en bord de glace ;
- un magasin de sport.

En façade de la patinoire principale, un espace d'accueil a été construit comprenant quatre salles polyvalentes modulables (« Espace Lausanne », « Espace Renens », « Espace Prilly » et « Espace Région ») offrant des équipements audiovisuels modernes pour l'organisation de séances, de séminaires, de banquets et autres.

Le bâtiment abritant la patinoire principale est utilisé principalement par les clubs locaux : Lausanne Hockey-Club, Star-Lausanne, Hockey-Club Renens, Prilly Hockey-Club, Mouvement Juniors de la région lausannoise (Lausanne 4 clubs) et le Club des Patineurs de Lausanne Malley. 9000 personnes peuvent y prendre place lors des matches. Plusieurs manifestations sportives ou culturelles s'y sont déroulées comme Art on Ice ou, hors saison de glace, les championnats d'Europe de gymnastique artistique masculine, la Coupe Davis et a, à l'occasion, également permis d'accueillir le Dalaï Lama.

La salle Odyssée, avec la magnifique charpente en bois qui la caractérise, compte 3000 places. Elle est transformable en salle omnisports ou de spectacle. En plus de la Fête de la glace ou autres championnats de hockey sur glace ou de patinage, Planète Métiers y a tenu son salon de la formation et de l'apprentissage. Le concert de la Star Académie s'y est également déroulé. L'année dernière, du 3 au 6 juin, elle a servi de cadre à Ouest Expo 2010 qui marquait le centenaire de la SICOL – Société Industrielle et Commerciale de l'Ouest lausannois. Toutes les communes du district de l'Ouest lausannois y étaient présentes. Un stand de présentation avait été mis à disposition de chaque commune.

Le CIGM, dans le cadre de la promotion de la patinoire organise des activités récréatives, telles que :

« Un dimanche matin en patins », seul ou en famille, animation gratuite, proposée par une monitrice, en collaboration avec le Club des patineurs de Lausanne et Malley.

« Mon anniversaire à la patinoire », possibilité de fêter l'anniversaire de son enfant à la patinoire pour 15 francs par enfant (prix comprenant l'entrée à la patinoire, la location des patins, un gâteau d'anniversaire deux boissons chaudes ou froides par enfant).

« Fondue patins aux pieds », possibilité de déguster une fondue tout en patinant, au prix de 32 francs par adulte (prix comprenant l'entrée à la patinoire, fondue et deux verres de vin blanc par personne).

Les seniors ne sont pas oubliés. Tous les lundis matins, une offre combinée entrée à la patinoire et consommation au restaurant leur est proposée. D'autres activités, ponctuelles celles-ci, sont également mises sur pied tout au long de la saison, par la direction de CIGM S.A. Il convient également de mentionner les actions menées par les clubs sportifs dans le but d'éveiller l'intérêt des jeunes ou les soutenir dans leur choix comme les écoles de hockey, les cours d'introduction au patinage, voire des programmes comme « vis ton rêve » organisés par le club de patinage artistique. Relevons aussi l'existence d'un site internet, www.espacemalley.ch, qui donne toutes les informations nécessaires aux différentes activités qui s'y déroulent. Enfin, face à l'importance que revêtent de plus en plus les réseaux sociaux, le CIGM est maintenant sur Facebook.

Depuis la création du CIGM, les écoles des communes de Lausanne, Prilly et Renens peuvent profiter, durant les périodes d'exploitation des patinoires, d'une piste en plein air et d'une piste couverte, sauf si la tenue d'une manifestation modifie les horaires et la disponibilité des installations. Elles bénéficient, en outre, de divers avantages, comme des entrées à prix réduit, des supports de patinage pour faciliter l'apprentissage des enfants et d'un vestiaire chauffé particulier. Un espace est aménagé pour la pratique du hockey avec des pucks mous ainsi que le patinage libre.

Cependant, considérant qu'elles assument une part importante du déficit d'exploitation et l'entier du cautionnement solidaire des emprunts, les trois communes fondatrices ont décidé, dans le cadre du renouvellement de la convention les liant, que, dès l'entrée en vigueur de la nouvelle convention, les écoles publiques sises sur leur territoire bénéficieraient de la gratuité de l'accès aux surfaces de glace.

Sur la base des comptes 2008-2009, les recettes d'exploitation du CIGM se répartissent de la façon suivante :

33 %	Activités de glace
17 %	Produits divers (frais facturés à des organisateurs de manifestations)
15 %	Manifestations sportives
11 %	Restostep S.A. (société, créée par le LHC, en charge de l'exploitation du restaurant)
9 %	Parking
6 %	Spectacles et expositions
6 %	Locations
3 %	Publicité

Dans le détail, les recettes liées aux « Activités de glace » (33 % des recettes d'exploitation) se répartissent comme suit :

47 %	Location de la glace par les clubs de hockey sur glace et de patinage artistique
27 %	Entrées « public »
16 %	Location des patins
10 %	Location de la glace par les écoles

Le CIGM est une installation sportive de premier plan, tant sur le plan local, que régional. Il permet non seulement la pratique de nombreuses activités sportives par la population et les écoles, mais aussi celle du sport d'élite et du sport-spectacle. C'est aussi un des principaux lieux de la région pour la tenue de manifestations d'importance nationale et internationale, dans des domaines forts divers. Cependant, après près de trente ans d'exploitation, le CIGM devra, prochainement, faire l'objet d'importants travaux de remise à niveau, si nous désirons pouvoir l'utiliser encore de nombreuses années.

4. Aspects financiers

Les changements les plus importants entre le texte de 1993 et celui qui vous est soumis aujourd'hui portent sur la participation au capital-actions de CIGM S.A. et aux résultats d'exploitation de la société, la participation des communes de Lausanne Région en cas de déficit d'exploitation et le cautionnement solidaire des emprunts contractés et que contractera CIGM S.A. Ces articles ont été adaptés de façon à correspondre à la situation actuelle et à anticiper l'évolution financière de CIGM S.A. Ils sont le fruit de la collaboration et de négociations entre les communes concernées.

Un premier projet de nouvelle convention avait été déposé au Conseil communal de Lausanne et de Prilly en décembre 2009. Les municipalités des trois communes avaient, pour leur part, accepté une prise en charge plus importante de Prilly et Renens, se montant à 150 000 francs, montrant ainsi leur bonne volonté à faire aboutir le dossier. Le Conseil communal de Prilly a rejeté très nettement ce préavis le 1^{er} mars 2010, ouvrant ainsi la voie à de nouvelles négociations entre les trois Municipalités. La nouvelle convention présentée ci-après limite pour les communes de Prilly et Renens la hausse prévue dans le projet précédent, mais corrige le mécanisme qui créait cette inégalité à l'égard de Lausanne.

Pour une meilleure compréhension, les modifications de la Convention sont présentées en regard du texte de 1993, suivies des motifs qui ont justifié le changement et des tableaux financiers comparatifs.

Article 1 Participation au capital-actions de CIGM S.A.

Texte de 1993	Texte proposé
<i>Les communes de Lausanne, Prilly et Renens participent au capital-actions de CIGM S.A. pour un montant de 500 000 francs (cinq cent mille francs) dans les proportions suivantes :</i>	<i>¹Les communes de Lausanne, Prilly et Renens participent au capital-actions de CIGM S.A. pour un montant de 1 000 000 de francs (un million de francs) dans les proportions suivantes :</i>
<i>60 % pour Lausanne, soit 300 000 francs (trois cent mille francs) ;</i>	<i>60 % pour Lausanne, soit 600 000 francs (six cent mille francs) ;</i>
<i>20 % pour Prilly, soit 100 000 francs (cent mille francs) ;</i>	<i>20 % pour Prilly, soit 200 000 francs (deux cent mille francs) ;</i>
<i>20 % pour Renens, soit 100 000 francs (cent mille francs).</i>	<i>20 % pour Renens, soit 200 000 francs (deux cent mille francs).</i>

Commentaire : L'augmentation du capital-actions a été décidée et réalisée en 1995⁵ afin de permettre la réalisation de la salle Odysée.

Article 2 Résultats d'exploitation de CIGM S.A.

Texte de 1993	Texte proposé
<p><i>Les communes de Lausanne, Prilly et Renens s'engagent à couvrir le déficit annuel d'exploitation de Centre intercommunal de glace de Malley S.A.</i></p> <p><i>La part de chaque commune est déterminée comme il suit :</i></p> <p><i>Jusqu'à Fr. 1 100 000,-- par année</i></p> <p><i>Lausanne : 60 %, mais au maximum Fr. 660 000,--</i></p> <p><i>Prilly : 20 %, mais au maximum Fr. 220 000,--</i></p> <p><i>Renens : 20 %, mais au maximum Fr. 220 000,--</i></p> <p><i>b) De Fr. 1 100'000,-- à Fr. 1 600 000,--</i></p> <p><i>Complément entièrement à charge de la Commune de Lausanne.</i></p> <p><i>c) Au-delà de Fr. 1 600 000,--</i></p> <p><i>Au-delà de Fr. 1 600 000,--, le solde éventuel sera réparti entre les communes selon la clé de répartition suivante :</i></p> <p><i>Commune de Lausanne : 60 %</i></p> <p><i>Commune de Prilly : 20 %</i></p> <p><i>Commune de Renens : 20 %</i></p> <p><i>Toutes les sommes indiquées ci-dessus seront indexées chaque année, à partir de l'exercice 1992/1993, sur la base de l'indice suisse des prix à la consommation au 31 mars. L'indice de départ est celui du 30 septembre 1984 (103.9 points).</i></p> <p><i>La participation sera versée d'avance par moitié au début de chaque semestre sous la forme d'acomptes calculés sur le budget d'exploitation.</i></p> <p><i>Le solde de la couverture du déficit sera payé dans les trente jours suivant l'adoption des comptes de la société par l'assemblée générale des actionnaires. L'éventuel excédent des versements des communes sera restitué dans le même délai.</i></p> <p><i>Pour tenir compte des modifications possibles dans l'utilisation des surfaces de glace, cette répartition du déficit d'exploitation peut être revue tous les 10 ans.</i></p>	<p>¹<i>Les communes de Lausanne, Prilly et Renens prennent en charge le résultat d'exploitation de CIGM S.A. Toutefois, en cas de résultat positif, les montants sont portés en diminution des charges d'amortissement.</i></p> <p>²<i>En cas de déficit, les communes de Lausanne, Prilly et Renens s'engagent à le couvrir dans les proportions suivantes :</i></p> <p><i>60 % pour Lausanne</i></p> <p><i>20 % pour Prilly</i></p> <p><i>20 % pour Renens</i></p> <p>³<i>Dans le cas d'un déficit annuel supérieur à deux millions six cent cinquante mille francs, la commune de Lausanne prendra l'intégralité de la tranche comprise entre deux millions six cent cinquante mille francs et trois millions quatre cent mille francs. Au-delà de trois millions quatre cent mille francs, le solde sera réparti entre les communes signataires selon la clé de répartition de l'alinéa 2 ci-dessus.</i></p> <p>⁴<i>Les montants indiqués à l'alinéa 3 ci-dessus ne sont pas indexés.</i></p> <p>⁵<i>La période annuelle d'exploitation du Centre intercommunal de glace allant du 1^{er} avril au 31 mars de l'année suivante, la contribution des communes de Lausanne, Prilly et Renens à la couverture du déficit d'exploitation se fait sous la forme d'acomptes calculés sur le budget de fonctionnement et payés au début de chaque trimestre. Le solde est versé dans les trente jours qui suivent l'adoption des comptes de CIGM S.A. par l'assemblée générale des actionnaires.</i></p> <p>⁶<i>L'éventuel excédent de versement des communes de Lausanne, Prilly et Renens sera restitué dans les trente jours qui suivent l'adoption des comptes de CIGM S.A. par l'assemblée des actionnaires ou porté en compte et considéré comme subventions versées à l'avance pour l'exercice à venir.</i></p>

Commentaire : Le déficit annuel d'exploitation de CIGM S.A. s'élève en moyenne à 3 millions de francs. Du fait de l'actuelle clé de répartition, Lausanne prend à sa charge de fait 70 % de cette somme, Prilly et Renens chacun 15 %. Le principe de l'indexation du plancher et du plafond de cette tranche entièrement à la charge de Lausanne a conduit à une augmentation de ce montant au fil des ans. Le nouvel article 2 corrige cette situation, qui n'aurait fait que s'accroître à l'avenir, tout en gardant le principe d'une prise en charge complète par Lausanne de 750 000 francs de déficit (situation actuelle du fait de

⁵ BCC 1995, tome II, pp. 1432-1461.

l'indexation des montants) en cas de dépassement d'un montant prédéfini. Le plancher minimum de la prise en charge par Lausanne Région est maintenant fixé de manière définitive à 2,65 millions de francs.

Article 3 Participation des communes de Lausanne Région au déficit d'exploitation de CIGM S.A.

Texte de 1993	Texte proposé
	<p>¹Les communes de Lausanne Région participent, en cas de déficit, à sa couverture sur une base volontaire. Le montant de leur contribution est calculé selon une clé de répartition régionale fixée par Lausanne Région.</p> <p>²Le montant à verser par les communes de Lausanne Région est déterminé sur la base du résultat final d'exploitation. La contribution effective des communes de Lausanne Région est versée dans les trente jours qui suivent l'adoption des comptes de CIGM S.A. par l'assemblée générale des actionnaires.</p> <p>³Le montant versé par les communes de Lausanne Région vient en diminution du déficit avant répartition des sommes dues par les communes de Lausanne, Prilly et Renens.</p>

Commentaire : Ce nouvel article prend en compte la participation des communes de Lausanne Région à l'exploitation de cet équipement régional. Toutefois, leur contribution, en échange d'un siège au Conseil d'administration, n'est fondée que sur une base volontaire.

Article 4 Cautionnement solidaire

Texte de 1993	Texte proposé
<p>Les trois communes signataires de la présente convention s'engagent également à se porter caution solidaire des emprunts que contractera la société.</p> <p>Cette caution sera répartie ainsi :</p> <p>Lausanne : 60 % du total des emprunts, jusqu'à concurrence de 15 000 000 de francs ;</p> <p>Prilly : 20 % du total des emprunts, jusqu'à concurrence de 5 000 000 de francs ;</p> <p>Renens : 20 % du total des emprunts, jusqu'à concurrence de 5 000 000 de francs</p> <p>Les communes ne pourront être tenues de payer un montant supérieur à celui indiqué ci-dessus.</p>	<p>¹Les communes de Lausanne, Prilly et Renens s'engagent à se porter caution solidaire des emprunts contractés et que contractera CIGM S.A. jusqu'à concurrence de 25 (vingt-cinq) millions de francs</p> <p>²La répartition de la caution entre les communes se répartit de la façon suivante :</p> <p>Lausanne, 60 % du total des emprunts, jusqu'à concurrence de 15 (quinze) millions de francs ;</p> <p>Prilly, 20 % du total des emprunts, jusqu'à concurrence de 5 (cinq) millions de francs ;</p> <p>Renens, 20 % du total des emprunts, jusqu'à concurrence de 5 (cinq) millions de francs.</p> <p>³Les communes de Lausanne, Prilly et Renens ne pourront être tenues de payer un montant supérieur à celui indiqué à l'alinéa 2.</p>

Commentaire : La nouvelle formulation prend en compte non seulement les emprunts déjà contractés par CIGM S.A., mais également ceux qu'elle serait amenée à contracter. Le montant maximum de cautionnement reste inchangé à 25 millions de francs.

Comparaison financière entre l'ancienne et la nouvelle convention pour les trois communes

Le tableau ci-dessous montre, sur la base de l'ancienne convention, le montant de la couverture de déficit à charge de chacune des trois communes.

ANCIENNE CONVENTION				
	Comptes 2007 - 2008	Comptes 2008 - 2009	Comptes 2009 -2010	Budget 2010 – 2011
Excédent de charges de CIGM	3'492'452	3'224'087	3'222'363	3'489'214
Participation Lausanne région	-434'916	-494'806	-453'793	-450'000
Déficit à charges des 3 communes	3'057'536	2'729'281	2'768'570	3'039'214
Participation Lausanne	2'131'720	1'942'493	1'967'592	2'129'978
Participation Renens	462'908	393'394	400'489	454'618
Participation Prilly	462'908	393'394	400'489	454'618
Total des participations	3'057'536	2'729'281	2'768'570	3'039'214

Le tableau ci-dessous montre, sur la base de la nouvelle convention, le montant de la couverture de déficit à charge de chacune des trois communes.

NOUVELLE CONVENTION				
	Comptes 2007 - 2008	Comptes 2008 - 2009	Comptes 2009 -2010	Budget 2010 - 2011
Excédent de charges de CIGM	3'492'452	3'224'087	3'222'363	3'489'214
Participation Lausanne région	-434'916	-494'806	-453'793	-450'000
Déficit à charges des 3 communes	3'057'536	2'729'281	2'768'570	3'039'214
Participation Lausanne	2'017'536	1'689'281	1'728'570	1'999'214
Participation Renens	530'000	530'000	530'000	530'000
Participation Prilly	530'000	530'000	530'000	530'000
Total des participations	3'057'536	2'729'281	2'768'570	3'039'214

Incidences financières pour Renens et Prilly

Le tableau ci-dessous montre la charge financière supplémentaire pour les communes de Renens et de Prilly entre l'ancienne et la nouvelle convention.

	Comptes 2007 - 2008	Comptes 2008 - 2009	Comptes 2009 -2010	Budget 2010 - 2011
Ancienne convention	462'908	393'394	400'489	454'618
Nouvelle convention	530'000	530'000	530'000	530'000
Charge supplémentaire pour Renens et Prilly	-67'092	-136'606	-129'511	-75'382

Ainsi, en tenant compte d'un déficit annuel moyen d'exploitation de CIGM SA de 3 millions de francs, la charge supplémentaire annuelle pour les communes de Renens et Prilly entre l'ancienne et la nouvelle convention est de 84 000 francs par commune.

5. Convention

Par rapport au texte de 1993, la convention a été totalement réécrite, seul le nombre d'articles la composant reste le même. Celle-ci entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2012. Le texte soumis aux trois Conseils communaux est le suivant :

CONVENTION

Entre les communes de

LAUSANNE, représentée par M. Daniel Brélaz, Syndic et M. Christian Zutter, Secrétaire municipal

PRILLY, représentée par M. Alain Gillièron, Syndic et Mme Joëlle Mojonnet, Secrétaire municipale

RENENS, représentée par Mme Marianne Huguenin, Syndique et M. Jean-Daniel Leyvraz, Secrétaire municipal

PREAMBULE

La commune de Lausanne est propriétaire d'une parcelle de 25'000 m², sise sur les territoires des communes de Prilly et de Renens, en bordure de la route de Lausanne, au lieu-dit « En Perrelet ».

En 1980, les trois communes signataires de cette convention ont adopté le principe de la réalisation d'un centre intercommunal de glace et ont constitué une société anonyme, « Centre intercommunal de glace de Malley S.A. », chargée de la construction et de l'exploitation dudit centre intercommunal de glace.

Le Centre intercommunal de glace de Malley, communément appelé CIGM, a été ouvert au public en automne 1984. L'extension du projet, des transformations des bâtiments et des équipements, des transferts de terrains entre Lausanne et les CFF, l'attribution d'un droit de superficie à CIGM S.A. par Lausanne, la prise en charge des déficits d'exploitation, ainsi que l'ouverture du capital à d'autres partenaires, publics ou privés, nécessiteront la rédaction d'une première convention, datée du 11 mai 1993.

Aujourd'hui, 60 % des actions sont détenues par les communes de Lausanne, Prilly et Renens, le reste l'est pour 12 %, par d'autres communes, pour 25 %, par des entreprises, des organisations économiques et des particuliers et pour 3 %, par CIGM S.A.. Toutefois, le déficit d'exploitation est entièrement à la charge des trois communes fondatrices de la S.A. à raison de 60 % pour Lausanne, 20 % pour Prilly et 20 % pour Renens. Cependant, actuellement, compte tenu de la tranche entièrement à charge de Lausanne, la répartition effective est de 70 % pour Lausanne, 15 % pour Prilly et 15 % pour Renens.

Estimant que le CIGM est un équipement non seulement intercommunal mais aussi régional, Lausanne, Prilly et Renens ont, en 2004, approché Lausanne Région en vue d'obtenir la participation des communes membres au financement des charges d'exploitation. En échange, outre le siège au Conseil d'administration de CIGM S.A. occupé par Lausanne Région, les communes membres pourraient bénéficier de conditions favorables lors de l'attribution des heures de glace. Lors de sa séance du 14 septembre 2006, l'assemblée générale de Lausanne Région a accepté le principe d'une telle participation. Cependant, cette décision ne vaut que recommandation aux communes.

Entre-temps, sur la base des discussions avec Lausanne Région et pour montrer leur détermination à faire bouger ce dossier, Lausanne, Prilly et Renens ont, en date du 12 mai 2004, dénoncé la convention du 11 mai 1993 avec effet au 31 décembre 2005. Néanmoins, afin de ne pas mettre CIGM S.A. dans une situation difficile, elles ont décidé de continuer à assumer leur responsabilité à l'égard de la société et du centre.

La convention qui suit a été rendue impérative du fait de la dénonciation du précédent texte, de la prise en compte des contributions des communes composant Lausanne Région et de la nécessaire adaptation des dispositions relatives à la répartition des résultats d'exploitation. Elle règle les rapports entre Lausanne, Prilly et Renens en ce qui concerne la participation au capital social de CIGM S.A., les résultats d'exploitation de celle-ci, y compris la participation d'autres collectivités publiques, le cautionnement des emprunts que cette société a contracté et la répartition des heures d'utilisation de la glace pour les besoins scolaires.

Article 1 PARTICIPATION AU CAPITAL-ACTIONS DE CIGM S.A.

¹Les communes de Lausanne, Prilly et Renens participent au capital-actions de CIGM S.A. pour un montant de 1'000'000 de francs (un million de francs) dans les proportions suivantes :

60 % pour Lausanne, soit 600'000 francs (six cent mille francs) ;

20 % pour Prilly, soit 200'000 francs (deux cent mille francs) ;

20 % pour Renens, soit 200'000 francs (deux cent mille francs).

Article 2 RESULTATS D'EXPLOITATION DE CIGM S.A.

¹Les communes de Lausanne, Prilly et Renens prennent en charge le résultat d'exploitation de CIGM S.A. Toutefois, en cas de résultat positif, les montants sont portés en diminution des charges d'amortissement.

²En cas de déficit, les communes de Lausanne, Prilly et Renens s'engagent à le couvrir dans les proportions suivantes :

60 % pour Lausanne

20 % pour Prilly

20 % pour Renens

³Dans le cas d'un déficit annuel supérieur à deux millions six cent cinquante mille francs, la commune de Lausanne prendra l'intégralité de la tranche comprise entre deux millions six cent cinquante mille francs et trois millions quatre cent mille francs. Au-delà de trois

millions quatre cent mille francs, le solde sera réparti entre les communes signataires selon la clé de répartition de l'alinéa 2 ci-dessus.

⁴Les montants indiqués à l'alinéa 3 ci-dessus ne sont pas indexés.

⁵La période annuelle d'exploitation du Centre intercommunal de glace allant du 1^{er} avril au 31 mars de l'année suivante, la contribution des communes de Lausanne, Prilly et Renens à la couverture du déficit d'exploitation se fait sous la forme d'acomptes calculés sur le budget de fonctionnement et payés au début de chaque trimestre. Le solde est versé dans les trente jours qui suivent l'adoption des comptes de CIGM S.A. par l'assemblée générale des actionnaires.

⁶L'éventuel excédent de versement des communes de Lausanne, Prilly et Renens sera restitué dans les trente jours qui suivent l'adoption des comptes de CIGM S.A. par l'assemblée des actionnaires ou porté en compte et considéré comme subventions versées à l'avance pour l'exercice à venir.

Article 3 PARTICIPATION DES COMMUNES DE LAUSANNE REGION AU DEFICIT D'EXPLOITATION DE CIGM S.A.

¹Les communes de Lausanne Région participent, en cas de déficit, à sa couverture sur une base volontaire. Le montant de leur contribution est calculé selon une clé de répartition régionale fixée par Lausanne Région.

²Le montant à verser par les communes de Lausanne Région est déterminé sur la base du résultat final d'exploitation. La contribution effective des communes de Lausanne Région est versée dans les trente jours qui suivent l'adoption des comptes de CIGM S.A. par l'assemblée générale des actionnaires.

³Le montant versé par les communes de Lausanne Région vient en diminution du déficit avant répartition des sommes dues par les communes de Lausanne, Prilly et Renens.

Article 4 CAUTIONNEMENT SOLIDAIRE

¹Les communes de Lausanne, Prilly et Renens s'engagent à se porter caution solidaire des emprunts contractés et que contractera CIGM S.A. jusqu'à concurrence de 25 (vingt-cinq) millions de francs.

²La répartition de la caution entre les communes s'effectue de la façon suivante :

Lausanne, 60 % du total des emprunts, jusqu'à concurrence de 15 (quinze) millions de francs ;

Prilly, 20 % du total des emprunts, jusqu'à concurrence de 5 (cinq) millions de francs ;

Renens, 20 % du total des emprunts, jusqu'à concurrence de 5 (cinq) millions de francs.

³Les communes de Lausanne, Prilly et Renens ne pourront être tenues de payer un montant supérieur à celui indiqué à l'alinéa 2.

Article 5 REPARTITION DES HEURES D'UTILISATION DES SURFACES DE GLACE POUR LES BESOINS SCOLAIRES

¹La répartition des heures d'utilisation des surfaces de glace pour les besoins scolaires se fait entre les communes de Lausanne, Prilly et Renens et les communes de Lausanne Région participant à la couverture du déficit.

² Les écoles de Lausanne, Prilly et Renens bénéficient d'une gratuité d'accès à la patinoire du CIGM.

Article 6 COLLABORATION INTERCOMMUNALE

¹Les communes de Lausanne, Prilly et Renens s'engagent à collaborer de façon à garantir le succès et le développement de CIGM S.A.

Article 7

DUREE ET RESILIATION DE LA CONVENTION

¹*Cette convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle annule et remplace la précédente convention datée du 11 mai 1993.*

²*Les communes de Lausanne, Prilly et Renens s'engagent à ne pas dénoncer cette convention durant dix ans à compter du 1^{er} janvier 2012.*

³*Passé ce délai, la convention pourra être dénoncée en tout temps, par l'une ou l'autre des communes signataires, moyennant un avertissement donné au minimum deux ans à l'avance.*

Article 8

LITIGES ET FOR

¹*Les communes de Lausanne, Prilly et Renens s'engagent à régler à l'amiable d'éventuels différends portant sur l'interprétation ou l'application des dispositions de cette convention, en excluant le recours aux tribunaux ordinaires.*

²*Toutefois, dans le cas où un litige portant sur l'interprétation ou l'application des dispositions de cette convention ne pourrait être réglé à l'amiable, les communes de Lausanne, Prilly et Renens soumettront leur différend à un tribunal arbitral constitué conformément au concordat sur l'arbitrage adopté par la Conférence des directeurs cantonaux de la justice le 27 mars 1969 (Etat le 1^{er} juillet 1995).*

³*Le for est fixé à Lausanne.*

Article 9

RATIFICATIONS LEGALES

La validité de cette convention est subordonnée aux ratifications légales suivantes :

ratification par les conseils communaux des communes signataires de la présente convention ;

ratification par le Conseil d'Etat de la présente convention.

Ainsi fait en trois exemplaires, le

6. Procédure intercommunale

La convention soumise à votre Conseil comporte des engagements financiers nouveaux dans le cadre d'une entente intercommunale. De ce fait et en vertu des dispositions légales en la matière⁶, ce texte doit être ratifié par les conseils communaux des communes concernées.

L'adoption par les conseils communaux des trois communes d'une nouvelle convention réglant leur participation dans le cadre de la gestion et du développement du Centre de glace de Malley est un signe qui s'inscrit dans les nécessaires collaborations intercommunales pour des projets de cette importance, mais aussi dans l'agglomération lausannoise, avec la participation des communes de Lausanne Région, ceci dans cette zone de Malley, jonction entre les trois communes et futur cœur de cette agglomération en construction.

7. Conclusion

Vu ce qui précède, nous vous prions, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir prendre la résolution suivante :

Le Conseil communal de Lausanne,

vu le préavis N° 2011/26 de la Municipalité, du 13 avril 2011 ;

⁶ En particulier, l'art. 146, alinéa 1, lettre c Cst-VD (RSV 101.01) et les articles 110 et 110c de la Loi sur les communes (RSV 175.11).

ouï le rapport de la commission nommée pour examiner cette affaire ;

considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

de ratifier la convention réglant les rapports entre les communes de Lausanne, Prilly et Renens concernant la gestion du Centre intercommunal de glace de Malley S.A., convention remplaçant celle du 11 mai 1993.

Au nom de la Municipalité :

Le syndic : *Daniel Brélaz*

Le secrétaire adjoint : *Christian Zutter*

Rapport

Membres de la commission : M^{mes} et MM. Maurice Calame (PLR), rapporteur, Yves Adam (Soc.), Valéry Beaud (Les Verts), Jean-Luc Chollet (UDC), Anne-Françoise Decollogny (Soc.), Benoît Gaillard (Soc.), Laurent Guidetti (Soc.), Christiane Jaquet-Berger (La Gauche), Gilles Meystre (PLR), Sophie Michaud Gigon (Les Verts), Marlène Voutat (La Gauche), Diane Wild (PLR).

Municipalité : M. Marc Vuilleumier, municipal, Sécurité publique et sports.

Rapport polycopié de M. Maurice Calame (PLR), rapporteur :

Composition de la commission

Rapporteur	M.	Maurice	CALAME	PLR – Les Libéraux Radicaux
Membres	M ^{mes}	Anne-Françoise	DECOLLOGNY	Socialiste
		Christiane	JAQUET-BERGER	La Gauche
		Sophie	MICHAUD GIGON	Ecologiste - Les Verts
		Marlène	VOUTAT	La Gauche
		Diane	WILD	PLR – Les Libéraux Radicaux
	MM.	Yves	ADAM	Socialiste
		Valéry	BEAUD	Ecologiste - Les Verts
		Jean-Luc	CHOLLET	UDC
		Benoît	GAILLARD	Socialiste
		Laurent	GUIDETTI	Socialiste
Excusés	M ^{mes}	Gilles	MEYSTRE	PLR – Les Libéraux Radicaux
		Eliane	AUBERT	PLR – Les Libéraux Radicaux
		Natacha	LITZISTORF	Ecologiste - Les Verts
		Fabrice	MOSCHENI	UDC
Pour la Municipalité	M.	Marc	VUILLEUMIER	Directeur de la Sécurité publique et Sports
Pour l'Administration	M.	Patrice	ISELI	Chef du Service des sports
Notes de séance	M.	Nicolas	PITTET	Adjoint au chef de service

Nous remercions M. Nicolas Pittet pour avoir tenu les excellentes notes de séance.

La commission a tenu une seule séance le 2 novembre 2011, à 14 h, en la salle de conférence N° 368 du bâtiment administratif de Flon-Ville.

Objet du préavis

Par ce préavis, les Municipalités des communes concernées demandent à leurs Conseils communaux respectifs d'adopter une nouvelle convention réglant les rapports entre les

communes de Lausanne, Prilly et Renens concernant la gestion du Centre intercommunal de glace de Malley S.A. (CIGM S.A.), convention remplaçant celle du 11 mai 1993.

Historique

La convention de 1993 liant les trois communes partenaires du CIGM a été dénoncée pour le 31 décembre 2005. Depuis ce moment une nouvelle convention a été établie, un préavis, N° 2009/66, a été présenté aux trois communes. La première à se prononcer, Prilly, l'a refusée et le préavis a été retiré. La rédaction d'un nouveau préavis a permis de donner du temps pour impliquer les communes de Lausanne Région dans la prise en charge du déficit d'exploitation du CIGM et aussi pour négocier les termes d'une nouvelle convention avec les communes du début.

Le point d'achoppement se situait au chapitre financier et, plus précisément, dans la clé de répartition du déficit. Une nouvelle série de discussions a donc eu lieu ce qui a permis d'aboutir au texte actuel. La part due par Lausanne diminue sensiblement et l'indexation automatique des montants est abandonnée.

Les conseils communaux de Renens et de Prilly ont d'ores et déjà traité ce sujet et ont accepté la nouvelle convention.

Répartition du déficit

Lors de la réalisation du projet de patinoire couverte et de la création d'une société anonyme pour son exploitation, les deux communes partenaires ont eu peur de ne pas pouvoir assumer la prise en charge d'un déficit qui risquait d'exploser suite à des dépenses et des investissements non maîtrisés. C'est pourquoi, afin de rassurer ses partenaires et assurer le succès du projet, la Municipalité de l'époque s'était engagée à ce que Lausanne assure l'entier de la tranche de déficit située entre 1,1 million et 1,6 million de francs. A l'époque, un déficit supérieur à 1,1 million n'était pas envisagé ou qu'il serait exceptionnel.

Du fait de l'indexation des montants, disposition existant dans l'ancienne convention, la tranche de 500 000 francs entièrement à charge de Lausanne est passée au fil du temps à 750 000 francs. Durant les négociations avec les autres communes, la position de Lausanne a toujours été des plus claires : plus d'indexation à l'avenir, ce qui, finalement, a été obtenu.

Il faudra attendre un déficit supérieur à 3,4 millions de francs pour que les autres communes participent à nouveau.

Droit de superficie

Le terrain, propriété de la Ville de Lausanne, est situé dans sa majorité sur le territoire de la commune de Prilly et que le reste se trouve sur celui de la commune de Renens, d'où l'implication des trois communes dans le projet et dans la société. Le CIGM est au bénéfice d'un droit de superficie et que le montant perçu est actuellement de 151 000 francs, il est indexé tous les cinq ans.

Rentabilité

Le CIGM est avant tout une installation sportive, donc une patinoire. Par contre, lorsque celle-ci est fermée, d'avril à mi-août, il est normal et nécessaire d'accueillir des manifestations et spectacles de tout genre et de rentabiliser les installations. Dans certains cas, exceptionnels, telle qu'une rencontre de la Coupe Davis il est envisageable de demander aux utilisateurs habituels de la patinoire de faire preuve de compréhension et de permettre ce genre d'organisation en allant jouer à l'extérieur.

Les instances dirigeantes du CIGM sont favorables à l'organisation d'événements sur le site de Malley, mais à la condition que les utilisateurs premiers (écoles, clubs, LHC) n'en pâtissent point.

Budget de la S.A. CIGM

Le budget est soumis pour approbation à l'assemblée générale de la société anonyme, après avoir été présenté au conseil d'administration de ladite société et à son Comité directeur. Au sein de ces différentes instances, la Ville de Lausanne est représentée, y compris par des membres du Conseil communal (deux, désignés en début de chaque législature). Les responsabilités de ces personnes sont les mêmes que celles de tout membre d'un conseil d'administration d'une société anonyme. Lausanne y détient la majorité des actions. C'est la seule société anonyme dans laquelle des conseillers communaux lausannois figurent au conseil d'administration et qu'au vu des dispositions en matière de droit de vote, les voix dont dispose Lausanne devraient permettre d'orienter la politique de la société.

Du fait du type même de société, la Ville ne dispose pas des mêmes leviers qu'elle pourrait avoir à l'égard du budget de l'administration communale, le budget est suivi et contrôlé. Le montant pour la période 2011-2012 est de 4,87 millions de francs (et comprend des recettes de 1,57 million de francs).

Participation de Lausanne Région

Les négociations avec les communes membres de Lausanne Région n'ont pu aboutir qu'à une participation volontaire, alors que, bien évidemment les communes de Lausanne, Prilly et Renens auraient voulu une participation contractuelle de toutes les communes de Lausanne Région.

Dans le cadre des discussions liées à l'exploitation de la future piscine couverte et au vu du cas CIGM, la participation des communes à l'exploitation de ladite piscine se fera sur une base contractuelle.

Les communes partenaires ne disposent d'aucune base légale ou réglementaire pour permettre d'obliger les communes de Lausanne Région à participer financièrement à la prise en charge du déficit d'exploitation du CIGM. Il n'y a aucun levier, ce qui explique aussi la durée des négociations pour aboutir au texte actuel.

Pour la convention suivante, il faudra trouver un moyen pour que les communes de Lausanne Région participent réellement à la prise en charge du déficit du CIGM. Car si Prilly et Renens participent plus que correctement à cet effort, il n'en va pas de même pour Lausanne Région.

La réalisation de la patinoire Odyssée a été rendue possible grâce, évidemment, aux communes partenaires, mais aussi à un don d'un million de francs du CIO (en lien avec les négociations ayant permis la réalisation du musée du CIO). Quant aux privés, leurs participations au capital-actions, sans droit de vote, sont des plus symboliques.

Forme juridique

Une remise en question de la forme juridique, la société anonyme, n'a pas été envisagée, mais la Municipalité reconnaît, avec plus de trente ans d'activité, que la SA n'est pas la meilleure forme juridique pour l'exploitation d'une installation de ce type.

Il faut constater que les négociations ont abouti à la présentation d'une situation moins mauvaise pour Lausanne que la précédente et que du fait de la forme juridique choisie, nous nous trouvons à l'opposé de ce qui se passe au niveau de la culture, soit de devoir payer sans avoir les compétences de décision et sans avoir la possibilité d'appliquer une politique municipale.

La politique municipale en matière de sport par exemple la gratuité de certaines prestations ou d'autres avantages ne peut s'appliquer à Malley, malgré la contribution financière de la Ville.

La situation de ce terrain, propriété de la Ville de Lausanne, sis sur le territoire de deux communes est un problème en soi, dépendance à l'égard des politiques desdites

communes, par exemple dans les domaines fiscaux et de la sécurité. Cette question va se poser lors de la réalisation de la nouvelle piscine couverte, qui sera un équipement intercommunal et la réponse doit consister en un maintien en mains lausannoises de l'installation et en la conclusion de conventions, participations contractuelles, avec les communes.

Le choix de la société anonyme peut être une bonne formule lorsque l'on pense au cas Tridel. Pour le CIGM le fardeau repose majoritairement sur les épaules de Lausanne. Les communes de Prilly et de Renens sont tout à fait conscientes de disposer d'un équipement intercommunal intéressant, l'entente est excellente. Les trois communes réfléchissent ensemble à l'avenir du CIGM et à ce qu'il pourrait être dans vingt ans.

Les études pour la remise à niveau sont encore à leurs prémices et plusieurs variantes doivent être prises en compte et par conséquent, il est trop tôt pour articuler des chiffres. Toutefois les travaux doivent, au minimum, porter sur les sanitaires, les vestiaires, l'acoustique et la production de glace.

Le modèle économique de la société anonyme doit permettre à celui qui a le plus de parts à participer au maximum à l'orientation de la société. Par contre, lorsqu'il s'agit de gérer des déficits, cela devient, selon certains, un modèle schizophrène. Le CIGM est une anti-société anonyme, puisque le but d'une société anonyme est de répartir un bénéfice et non des charges. Il s'agit d'un non-sens économique. Ce modèle ne doit pas être retenu pour la future piscine couverte.

Dans le cadre de la réflexion que les trois communes partenaires ont actuellement quant à l'avenir du CIGM, la nature du futur statut juridique du CIGM est à l'ordre du jour. Quant aux actions en vue d'une diminution du déficit, elles tendent à maximiser la disponibilité du site durant la période où il n'est pas utilisé pour la pratique des sports de glace.

Facturation de l'énergie

La facturation des charges énergétiques se fait au prix normal. Les SIL soutiennent (sponsor) le Lausanne Hockey Club.

Apports extérieurs

Le nombre de concerts organisés à Malley n'est pas en diminution. D'autres manifestations ont eu lieu, sportives, économiques et culturelles et qu'elles ont rapportés de l'argent, voire beaucoup d'argent. Tendanciellement les budgets et comptes futurs devraient être stables. Le fait que Malley est avant tout une patinoire, elle n'est plus une installation de première jeunesse et elle ne correspond plus aux standards actuels en matière d'équipements et d'accueil.

Frais de police

La Municipalité va réfléchir à un élargissement des conditions d'octroi des subventions prévues dans le cadre du crédit-cadre en faveur de l'organisation de manifestations phares à Lausanne, à des manifestations organisées à Malley. Le corps de police en charge du CIGM est celui de l'Ouest lausannois (POL), qui facture ses prestations. A ce propos, le directeur de la sécurité publique et des sports relève la différence de traitement qu'il existe entre les clubs sportifs, qu'ils soient ou non sur le territoire lausannois, à Lausanne, les frais de police ne sont pas facturés au club, ce qui n'est pas le cas à Malley. En cas de besoin (matches à risque), POL peut faire appel au corps de police lausannois et à la gendarmerie cantonale, celle-ci facturant alors ses prestations.

Parcage des véhicules

Même si ce sujet est en dehors de la convention il est important de rappeler qu'il faudra être attentif au fait que des dispositions devront être prises pour le parcage des véhicules privés, lorsque le site de l'entreprise Bobst sera passé en mains de son repreneur. Des discussions sont en cours pour pouvoir bénéficier des mêmes conditions que celles qui

prévalaient du temps de Bobst. Cependant du fait de la prochaine mise en service de la gare CFF de Malley, la desserte du site par les transports publics va être considérablement améliorée et devrait permettre de compenser, du moins en partie, une éventuelle perte de places de stationnement de véhicules privés.

La glace synthétique

Les essais avec un tel revêtement n'ont pas été concluants, mais qu'à terme, il est envisageable que des matériaux synthétiques remplacent la glace aqueuse.

Conclusion

L'ensemble des commissaires est satisfait de la mise en place de cette nouvelle convention malgré les imperfections reconnues.

Une commissaire qui ne s'oppose pas à ce préavis et à la convention qu'il contient, tient à exprimer sa perplexité et son impression mitigée quant au fait que Lausanne paie, perd de sa souveraineté pour un objet par définition intercommunal, alors que d'autres en bénéficient sans devoir contribuer à la prise en charge de son déficit. D'une manière plus générale elle fait part qu'il s'agit d'un des objets que la Commission permanente de politique régionale devra essayer de trouver de nouvelles voies de négociation et de participation sans tomber dans l'un des travers souvent reprochés à Lausanne, à savoir son arrogance à l'égard des communes environnantes.

Dans le cadre de la convention suivante, il faudra trouver un moyen pour que les communes de Lausanne Région participent réellement à la prise en charge du déficit de CIGM S.A. Car si Prilly et Renens participent plus que correctement à cet effort, il n'en va pas de même de Lausanne Région.

Il s'agit en fait :

De ratifier la convention réglant les rapports entre les communes de Lausanne, Prilly et Renens concernant la gestion du Centre intercommunal de glace de Malley S.A., convention remplaçant celle du 11 mai 1993.

Au vote la conclusion du rapport-préavis N° 2011/26 est acceptée à l'unanimité (12 Oui, 0 Non, 0 Abstention).

Discussion

M. Maurice Calame (PLR), rapporteur : – Par ce préavis, les municipalités des communes concernées, c'est-à-dire Prilly, Renens et Lausanne, demandent à leurs conseils communaux respectifs d'adopter une nouvelle convention réglant les rapports entre les communes de Lausanne, Prilly et Renens concernant la gestion du Centre intercommunal de glace de Malley (CIGM).

La discussion est ouverte.

M. Yves Adam (Soc.) : – Le Groupe socialiste vous invite à accepter ce préavis. Néanmoins, j'ai quelques remarques à faire à ce propos. Il y avait urgence, puisque l'actuelle convention prend fin au 31 décembre de cette année ; comme c'est une convention tripartite, nous dépendions beaucoup des décisions des législatifs de Renens et de Prilly, qui ont entériné cette convention avant que notre commission ne siège ; du coup, le débat était un peu biaisé. Le point important à retenir est que le compromis trouvé avec les communes de Prilly et de Renens est, si vous me passez l'expression, financièrement moins mauvais pour la Commune de Lausanne que l'actuelle convention. Toutefois, la part intermédiaire lausannoise de prise en charge du déficit – entre 2,65 millions et 3,40 millions – reste une solution très alambiquée, qui ne nous convient pas, ou partiellement. C'était apparemment la solution *sine qua non* pour que les deux communes voisines acceptent la convention. Nous souhaitons que cette formule ne soit, si possible, plus appliquée dans les futures conventions du type CIGM.

Nous notons que Lausanne reste un très gros contributeur, comme souvent. Nous émettons vivement le souhait qu'à l'avenir la participation de Lausanne-Région soit plus grande, puisque celle-ci est actuellement au bon vouloir des communes membres ; les apports pourraient donc, selon le bon vouloir des communes, avoisiner le zéro franc. Les commissaires socialistes de la Commission permanente de politique régionale travailleront également dans ce sens, pour qu'à l'avenir Lausanne-Région puisse participer de manière plus importante dans ce type de cas.

Pour terminer, nous notons avec satisfaction que, pour les futures conventions de ce type, la Municipalité souhaite négocier de manière plus serrée et incisive avec les communes voisines et avec Lausanne-Région, par l'intermédiaire du municipal responsable des sports, en étudiant et en favorisant aussi – et c'est un point important – les autres possibilités de gouvernance que le type société anonyme existant actuellement pour le CIGM.

M. Gilles Meystre (PLR) : – Lorsque nous avons siégé en commission, nous nous sommes demandé comment générer de nouvelles recettes pour le CIGM. Parmi les variantes et les hypothèses de travail, il y a bien sûr l'organisation de concerts ou de spectacles supplémentaires, selon la disponibilité de cet espace. J'ai demandé au municipal Marc Vuilleumier, qui n'avait pas trouvé la réponse – j'espère que nous l'obtiendrons ce soir –, ce qu'il en était du crédit-cadre d'un million destiné à soutenir la venue de manifestations, de spectacles et de concerts à Lausanne. Est-ce que des organisateurs qui souhaiteraient venir à Malley pourraient en bénéficier et, par conséquent, générer de nouvelles recettes pour cet espace ?

M. Jean-Daniel Henchoz (PLR) : – Pendant cinq législatures, j'ai siégé au Conseil d'administration du CIGM en tant qu'ex-président de la Commission municipale des sports ; mon mandat a pris fin en 2002. Cela a été relevé dans le rapport de la commission, le CIGM est une société anonyme. Nous sommes en présence d'une société anonyme, soit une antisociété anonyme, qui ne fait que gérer des déficits permanents. Il y a des analyses purement économiques, qui ne sont pas nécessairement adaptées à un centre sportif ; on essaiera de s'en souvenir si d'aventure une nouvelle conception de centre intercommunal ou autre devait être faite pour le sport.

S'agissant du fond, comme l'a dit mon préopinant socialiste, cette nouvelle convention est un accord intercommunal ratifié par les communes de Prilly et Renens, qui fait ressortir, à n'en pas douter, une légère amélioration de la répartition du déficit quasi permanent pour la Ville et, surtout, la suppression de l'indexation. C'est la raison pour laquelle le groupe PLR, emboîtant le pas à la commission, apportera son soutien à ce préavis et vous demande d'en faire de même.

M. Jean-Luc Chollet (UDC) : – Il n'y a rien à ajouter, sinon se déclarer d'accord avec le rapport de M. Yves Adam. J'ai quelques remarques. Comme le dit M. Henchoz, en principe, une société anonyme gère des bénéfices ; ici, nous gérons des déficits. C'est dû au fait qu'un centre de ce type ne peut que générer des déficits. Alors, on propose de les limiter en limitant un peu les sports de glace et en ouvrant davantage à du spectacle, des manifestations, des concerts. On se trouve ainsi dans une phase concurrentielle ; il n'est pas acceptable qu'un centre de glace doive limiter ses activités pour de l'événementiel, quand bien même il rapporterait plus. Quand on n'est pas tout à fait d'accord ou qu'on est un peu morose parce que Lausanne porte la plus grosse partie du déficit, c'est vrai ; mais si Renens et Prilly décidaient de se retirer, on ne fermerait pas le centre de glace pour autant. Nous le porterions nous-mêmes d'autant plus sur nos finances communales ; parce qu'il est là, il restera, ne sera-ce que pour la formation de jeunes hockeyeurs.

Pour terminer, je dirais que lorsqu'on ne sait plus tellement où passer la crousille, on évoque Lausanne-Région. C'est un vœu pieux, voyez-vous. Je lisais dernièrement dans le journal *Le Régional*, qui parle plutôt de l'Est lausannois jusqu'à Vevey-Montreux, que le seul point qui a posé problème à la discussion du budget de la Commune de Belmont a été les 18 000 francs octroyés à Lausanne-Région pour la subvention du CIGM. Les habitants

de Belmont estimaient qu'ils n'en avaient rien à cirer et que ces 18 000 francs étaient en pure perte. Alors, on peut toujours prendre son bâton de pèlerin dans une main, la crouille dans l'autre – ma foi, pourquoi pas ? – pour un nouveau tour de piste, mais il ne faut pas se faire des illusions.

M^{me} Sophie Michaud Gigon (Les Verts) : – Je relève en préambule un point positif : un préavis intercommunal a vu le jour. L'étape suivante pourrait être de traiter ce genre de rapport lors d'une séance commune des commissions de politique régionale des communes concernées.

Plusieurs Verts s'abstiendront, déçus que Lausanne paie toujours autant par rapport aux autres et n'estimant pas prioritaire l'entretien d'une patinoire de compétition telle que le CIGM. Il est vrai que nous sommes sans cesse confrontés à la difficulté de faire payer davantage d'autres communes de la région. Je pense par exemple à l'offre culturelle. Il est bien légitime qu'en tant que conseillers communaux lausannois, nous veillions au grain et cherchions à répartir les coûts d'exploitation d'institutions profitant à toute la région sur d'autres communes que sur celles qui les abritent. Nous pourrions être une fois tentés d'abandonner tout soutien à l'une des nombreuses institutions déficitaires sur un coup de tête plus prononcé que nos habituelles rengaines, afin de voir si le signal est perçu par les autres communes ou par le Canton. Nous pourrions aussi donner une carte à tous les contribuables lausannois leur permettant de bénéficier d'une infrastructure au prix courant et majorer les prix pour tous les autres utilisateurs.

Mais revenons au CIGM. Il serait opportun de revoir sa forme juridique, avec l'objectif prioritaire de diminuer son déficit. Actuellement, le CIGM a une couverture de 20 %. Il va falloir faire beaucoup de fondues sur patins pour renflouer les caisses. Dans la réflexion sur Malley dans vingt ans, la question sera posée ; très bien. Je nous encourage à poser aussi la question de la répartition du financement de cette structure. Historiquement, c'est Lausanne qui était demandeuse, comme l'ont dit MM. Adam, Henchoz et Chollet ; elle a donc réussi à convaincre Renens et Prilly d'y participer moyennant la prise en charge du déficit. Nous avons donc affaire à une contrainte historique.

L'administration et la Municipalité ont estimé avoir très bien négocié dans le cadre de cette nouvelle convention. Il est vrai que la charge pour Prilly et Renens n'est pas anodine en regard de leur budget global ; mais ce qui dérange ici c'est le peu de prise en charge des autres communes. Le trafic que génère un match du LHC nous montre que les gens viennent de partout pour y assister. Les écoliers des autres communes utilisent aussi la patinoire et, à titre d'information, l'appel de fonds sous forme volontaire aux autres communes de Lausanne-Région, par exemple, rapporte un demi-million par an. En termes financiers – et c'est à cette aune que je juge ce projet –, je regarderai d'un œil toujours plus critique un montant aussi élevé pour Lausanne ; et ma remarque se répète d'ailleurs pour d'autres institutions. En attendant d'accueillir les baisses de charges attendues, je vous invite à accepter le renouvellement de cette convention et surtout à aller plus souvent manger des fondues à la patinoire.

M. Yves Ferrari (Les Verts) : – J'ai une question très marginale. Ma collègue parlait de fondues. Sur la base des comptes 2008-2009, on voit que 11 % des recettes proviennent du restaurant du centre, qui est également une société anonyme. Est-ce un montant proportionnel aux différentes ventes qu'il peut faire ? S'il vend deux fois plus de pizzas, est-ce qu'il peut avoir une augmentation de cette rétrocession, ou est-ce forfaitaire ? Le cas échéant, il faut peut-être revoir cela. Mais je n'ai pas lu l'ensemble du rapport de la commission ; je remercie M. le municipal pour sa réponse.

M. Marc Vuilleumier, municipal, Sécurité publique et sports : – Avant de répondre aux questions posées, j'aimerais remercier la commission, mais surtout le président, M. Maurice Calame, qui a écrit ce rapport en un temps quasiment record, soit en un week-end. Cela nous permet de discuter aujourd'hui en urgence puisque, si vous l'acceptez, cette convention entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Cette convention, M. Adam l'a dit, a une histoire déjà longue. Montchoisi n'était plus adapté pour diverses raisons, alors l'occasion a fait le larron ; la Commune de Lausanne était propriétaire d'un terrain sur les communes de Prilly et de Renens et les trois communes se sont mises ensemble pour construire cette infrastructure sportive. Finalement, l'investissement des uns et des autres a contribué à faire en sorte que les sports de glace puissent continuer à Malley, dans de bonnes conditions. Mais si cette convention avait pu être renégociée depuis zéro, nous n'aurions certainement pas proposé la même tranche ; c'est le fruit de l'histoire. Lorsque nous négocierons, comme cela a déjà été fait au niveau des présentations, la convention liant les frais d'exploitation de la piscine, bien sûr, nous aurons la volonté d'intégration effective des communes de Lausanne-Région dans le financement du fonctionnement de la piscine et non pas, comme c'est le cas aujourd'hui, une base volontaire.

En ce qui concerne le million pour les spectacles, c'est évidemment uniquement si le spectacle a lieu à Lausanne. Vu que la patinoire se trouve sur le territoire de Prilly et de Renens, ce million ne peut pas être utilisé pour cette infrastructure. Il y a des moyens de diminuer le déficit du CIGM, comme d'organiser des activités autres que des sports de glace, mais c'est quand même une patinoire, qui doit d'abord accueillir les gens qui s'adonnent à ce sport ; il n'est possible d'organiser des spectacles ou des manifestations diverses que subsidiairement, lorsque la patinoire est fermée ou en début de saison. Ceux-ci ne manquent pas puisque, ces dernières années, nous avons accueilli des choses très différentes : le Daïla-Lama, le comptoir de l'Ouest lausannois, des concerts, des grands spectacles sportifs ou des compétitions, comme la Coupe Davis, qui a eu lieu une fois au mois de novembre. Il n'est pas exclu qu'il y ait été possible d'accueillir le prochain match de l'équipe suisse au mois de février, mais le calendrier sportif ne l'a pas permis.

Il ne s'agit pas d'une patinoire de compétition, c'est avant tout une patinoire ; trois patinoires sont ouvertes à tout le monde, aux écoles, aux clubs, aux jeunes, aux personnes de tous âges et de toutes conditions. Mais c'est, bien sûr, aussi une infrastructure où il y a des compétitions. En ce qui concerne le restaurant, la volonté a changé ces dernières années, notamment par rapport au LHC, qui est quand même le pourvoyeur principal l'hiver par l'afflux de spectateurs qui fréquentent le restaurant. Tout ceci a été renégocié il y a peu de temps, avec un nouveau bail pour le LHC ; c'est une société créée par le LHC qui exploite ces infrastructures, soit les buvettes et le restaurant, sur la base d'un loyer forfaitaire fixe de 11 %. Le loyer a bien sûr été revu à la hausse par rapport au tenancier d'avant. Mais l'idée était de dire que celui qui crée l'évènement en tire le bénéfice ; c'est une manière de soutenir le LHC, mais aussi tous les clubs juniors. C'est une bonne solution. Lorsque ce n'est pas le LHC qui organise la compétition, c'est l'organisateur qui tire le bénéfice des buvettes et du restaurant.

La discussion est close.

M. Maurice Calame (PLR), rapporteur : – La commission a accepté la conclusion à l'unanimité.

La conclusion est adoptée à une large majorité avec 3 abstentions.

Le Conseil communal de Lausanne

- vu le préavis N° 2011/26 de la Municipalité, du 13 avril 2011 ;
- vu le rapport de la commission nommée pour examiner cette affaire ;
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

de ratifier la convention réglant les rapports entre les Communes de Lausanne, Prilly et Renens concernant la gestion du Centre intercommunal de glace de Malley S.A., convention remplaçant celle du 11 mai 1993.

Acquisition d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières et aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers

Acquisition de patrimoine vert

Transfert de la SILL SA du patrimoine administratif au patrimoine financier

Préavis N° 2011/42 du 7 septembre 2011

Culture et logement, Finances et patrimoine vert

1. Objet du préavis

1.1 Acquisitions

La Municipalité demande au Conseil communal l'autorisation générale, valable pour la législature 2011-2016, de procéder à des acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou de parts de sociétés immobilières. A cet effet, la Municipalité sollicite l'ouverture d'un crédit de 40 millions de francs.

1.2 Aliénations

La Municipalité demande également à votre Conseil une autorisation générale, valable pour la présente législature, de statuer sur les aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers, dont la valeur n'excède pas Fr. 100 000.– par cas.

3. Bases légales et procédure

3.1 Bases légales

Les deux autorisations ci-dessus sont sollicitées en vertu de l'article 20, lettre f, du Règlement du Conseil communal de Lausanne du 12 novembre 1985, qui reprend les dispositions de l'article 4, chiffre 6 de la Loi du 28 février 1956 sur les communes. Cet article 20, lettre f, dispose de ce qui suit :

« Le Conseil délibère sur l'acquisition et l'aliénation d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières. L'article 44, chiffre 1 LC, est réservé.

Le Conseil peut accorder à la Municipalité l'autorisation générale de statuer sur les aliénations et les acquisitions en fixant une limite.

Pour les acquisitions, cette limite peut être dépassée, la Municipalité prenant alors l'avis de la délégation aux affaires immobilières. Le Conseil communal est informé des acquisitions et des aliénations par le rapport de gestion ».

3.2 Procédures

3.2.1 Commission immobilière

La Commission immobilière est un organe qui centralise et coordonne toutes les transactions immobilières de la Commune; elle traite donc toutes les opérations s'y rapportant, y compris les droits distincts et permanents de superficie et les autres droits réels. La Commission préavise à l'intention de la Municipalité qui prend la décision finale, après avoir consulté la Délégation de la Commission des finances aux affaires immobilières pour toutes les affaires dont le montant est supérieur à Fr. 10 000.– entrant dans le cadre de l'autorisation générale.

La Commission est présidée par le Directeur de la Culture et du Logement ; elle est composée du syndic, du directeur des travaux, de la directrice des finances et du patrimoine vert et par les chefs des services financier, du logement et des gérances, des parcs et domaines, du cadastre, d'urbanisme, du chef de la division des gérances ainsi que d'un représentant du Service des études générales et relations extérieures.

Un délégué à la Commission, qui dépend directement du conseiller municipal en charge de la Direction de la Culture et du Logement, est chargé de procéder aux études des dossiers, de soumettre ces derniers avec des propositions à la Commission et de s'occuper du suivi (négociations avec les tiers, préparation des actes, réquisition des autorisations légales, jusqu'à l'inscription finale de la transaction au Registre foncier); il a la compétence de régler seul, sans les soumettre à la Commission plénière et dans le cadre de la procédure mentionnée au premier alinéa, les affaires dont la valeur n'excède pas Fr. 10 000.– pour les acquisitions et les cessions de droits réels et Fr. 10 000.– pour les achats et les ventes d'immeubles.

La Commission immobilière réunit des spécialistes des divers domaines touchant à l'immobilier communal. Elle travaille sur la base de documents détaillés qui lui sont envoyés avant chaque séance et donne à la Municipalité une position qui tient compte de tous les aspects techniques, financiers et politiques des dossiers étudiés. L'Exécutif peut ainsi décider en toute connaissance de cause.

3.2.2 Définitions – Rappel

Immeubles

Au sens de la loi (art. 655 CCS), sont immeubles :

1. les biens-fonds;
2. les droits distincts et permanents, immatriculés au Registre foncier;
3. les mines;
4. les parts de copropriété d'un immeuble.

Droits réels

Les droits réels sont ceux qui confèrent à une personne physique ou morale la maîtrise directe sur une chose; il s'agit de droits absolus : on peut les faire valoir à l'encontre de chacun. Les droits réels immobiliers peuvent être complets, comme la propriété, ou restreints, telles les servitudes par exemple.

3.2.3 Acquisitions d'immeubles et de droits réels immobiliers

Sur le plan de la procédure, chaque acquisition fait l'objet, par le délégué à la Commission immobilière, d'une étude, d'un rapport et d'une proposition à ladite commission qui prend position; une fois l'accord réalisé avec le cédant, la Municipalité prend alors une décision de principe, puis, après consultation de la délégation aux affaires immobilières de la Commission des finances, formée de trois membres, l'Exécutif arrête sa décision définitive. Il convient de relever que la délégation a tout loisir d'examiner le dossier qui lui est soumis et de se renseigner; chaque membre émet un avis par écrit, qui est intégralement communiqué à la Municipalité. Il y a lieu de rappeler que toutes les acquisitions et les aliénations dont le montant dépasse Fr. 10 000.– sont soumises à la délégation.

En outre, au début de chaque année, la Municipalité adresse une lettre à la Commission des finances pour l'informer du détail des acquisitions effectuées au cours de l'année écoulée. Enfin, le rapport de gestion mentionne la liste des acquisitions sans les prix.

3.2.4 Aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers

La procédure est identique à celle suivie pour les acquisitions. En outre, la liste des opérations figure dans le rapport de gestion sans les prix. Il y a lieu de relever qu'étant donné la limitation de Fr. 100 000.– fixée par le Règlement du Conseil communal, les affaires de ventes traitées dans le cadre de l'autorisation générale se limitent à des opérations de faible envergure.

4. Autorisations précédentes

La première autorisation générale a été accordée par votre Conseil le 9 juillet 1956; il s'agissait d'un montant de 15 millions de francs. Par la suite, ce crédit s'est élevé à

25 millions de francs par législature, avec des augmentations de 25 millions de francs en 1963 (législature 1962-1965), de 15 millions de francs en 1968 (législature 1966-1969) et de 25 millions de francs à nouveau en 1971 (législature 1970-1973). Lors de sa séance du 23 janvier 2007, votre Conseil a accordé à la Municipalité une autorisation de 30 millions de francs pour la législature 2006-2011.

4.1 Autorisations accordées depuis 1956

Années	Crédit	Dépense
1956-1957	Fr. 15'000'000.-	Fr. 8'488'962.-
1958-1961	Fr. 25'000'000.-	Fr. 19'269'560.-
1962-1965	Fr. 50'000'000.-	Fr. 37'105'106.-
1966-1969	Fr. 40'000'000.-	Fr. 36'370'015.-
1970-1973	Fr. 50'000'000.-	Fr. 43'987'228.-
1974-1977	Fr. 25'000'000.-	Fr. 15'553'120.-
1978-1981	Fr. 25'000'000.-	Fr. 14'384'076.-
1982-1985	Fr. 25'000'000.-	Fr. 13'529'523.-
1986-1989	Fr. 25'000'000.-	Fr. 5'450'285.-
1990-1993	Fr. 25'000'000.-	Fr. 19'414'308.-
1994-1997	Fr. 25'000'000.-	Fr. 18'576'693.-
1998-2001	Fr. 20'000'000.-	Fr. 11'675'043.-
2002-2005	Fr. 15'000'000.-	Fr. 16'241'488.-
2006-2011 (juin)	Fr. 30'000'000.-	Fr. 35'986'117.-

4.2 Utilisation de l'autorisation et du crédit accordé pour la législature 2006-2011

Pour la législature 2006-2011, la répartition annuelle des dépenses est la suivante :

Années	Achats	Ventes
2006	-.-	-.-
2007	Fr. 8'668'488.-	Fr. 3'435'043.-
2008	Fr. 8'328'523.-	Fr. 3'026'564.-
2009	Fr. 105'285.-	Fr. 8'228'960.-
2010	Fr. 9'144'404.-	Fr. 1'398'377.-
2011	Fr. 9'739'417.-	Fr. 310'271.-
Total	Fr. 35'986'117.-	Fr. 16'399'215.-
Crédit accordé		Fr. 30'000'000.-
Augmenté du produit des ventes		Fr. 16'399'215.-
Crédit à disposition		Fr. 46'399'215.-
Crédit utilisé		Fr. 35'986'117.-

4.3 Opérations significatives

Acquisitions

- 2006 *Jeunhôtel – Avenue de Morges – Halle aux cuirs – Avenue de Rhodanie (MSI)*
sur crédit achat législature 2002-2006
- 2007 César Roux 16
- 2008 Valentin 27 – Terrain Aquaecopôle – Route de Chavannes 45 (Métamorphose)
- 2009 -----
- 2010 Achat parcelle Bauer/Rovéréaz - Cinéma Capitole
- 2011 Achat Mont-d'Or 11-13 – Roseraie Tschanz (Métamorphose)

Aliénations

- 2006 *Vente parcelle 344 à Epalinges*
Sur crédit législature 2002-2006
- 2007 Vente de la parcelle à KBA Giori
- 2008 Ventes des parcelles de Montblesson
- 2009 Vente parcelle FIG
- 2010 Expropriation Halte-Malley CFF
- 2011 ----

5. Nouvelle autorisation

5.1 Acquisitions d'immeubles et de droits réels immobiliers

5.1.1 Crédit demandé

Comme au début de chaque législature, la Municipalité sollicite de votre Conseil une autorisation générale, valable jusqu'à la fin de la législature 2006-2011 et l'ouverture à cet effet d'un crédit spécial de 40 millions de francs.

Le montant demandé a été augmenté de 10 millions par rapport à la législature précédente. La volonté de la Municipalité de réaliser la politique et les projets qu'elle a exposés dans le préavis N° 2005/45 « Création de 3000 nouveaux logements à Lausanne », préavis adopté par votre Conseil le 15 décembre 2005⁷ est en effet toujours d'actualité. En outre, le fait pour une collectivité publique d'acquérir des terrains et des immeubles contribue à soustraire ces derniers du marché et des risques de spéculation foncière. Dans ce contexte, il est important de disposer d'une marge de manœuvre pour agir vite, parfois sur plusieurs fronts et pour des affaires portant sur des montants conséquents.

Le programme « Métamorphose » induira l'utilisation d'une partie importante des réserves de terrains de la Ville. La nécessité de se procurer les moyens de pratiquer une politique d'achat active pour tenter de reconstituer le patrimoine foncier qui sera utilisé justifie également le montant du crédit demandé.

Ainsi, en disposant d'un crédit important, la Commune se présente comme un acheteur solide et qui ne conditionne pas son acquisition à l'obtention d'un crédit bancaire et du permis de construire, ce qui représente un atout indéniable au niveau de la négociation.

Le système de l'autorisation générale permet à la Ville d'intervenir rapidement, avec efficacité et discrétion; il permet un allègement de la procédure, tout en n'écartant pas le

⁷ BCC 2005, p. 215 à 218

contrôle du Conseil communal, puisque la délégation aux affaires immobilières de la Commission des finances procède à un examen du dossier et se prononce sur chaque achat et chaque vente dès Fr. 10 000.–. Là aussi, le délai joue son rôle et la délégation peut intervenir très rapidement pour consulter une affaire.

5.1.2. Acquisition de patrimoine vert

Le patrimoine vert de la Commune de Lausanne pourrait aussi s'intituler « patrimoine naturel » par opposition au patrimoine bâti ou (et) urbain, mais le qualificatif « vert » est le plus approprié, et le plus usité, pour parler de propriétés faites de forêts, de champs, de vignes et de parcs. En l'occurrence, le patrimoine vert, propriété de la Commune de Lausanne, est constitué des biens immobiliers suivants :

- a. les domaines agricoles et viticoles, terrains et bâtiments ;
- b. les parcelles agricoles louées à des tiers.
- c. les forêts, avec les bâtiments d'exploitation, de gestion et d'accueil qui s'y trouvent;
- d. les espaces verts, en nature de pré, de verdure, de jardins ou arborés, les parcs, avec les bâtiments de gestion et d'accueil qui s'y trouvent ;
- e. les cheminements et les aménagements en relation avec les biens-fonds ci-dessus.

A ce jour, ce patrimoine représente quelque 3000 hectares. Les propriétés « vertes » de la Ville sont situées pour 2/3 sur territoire communal et le reste sur de nombreuses communes vaudoises. Elles constituent des îlots de détente et des outils de production à valeur ajoutée locale. Elles permettent en outre à la Ville de disposer de monnaie d'échange très précieuse avec les communes voisines notamment lorsque les intérêts de la collectivité nécessitent des aménagements stratégiques.

Le crédit demandé à votre Conseil permettra, en fonction des opportunités et des enjeux stratégiques, d'acquérir du « patrimoine vert », même s'il ne reste plus beaucoup de surfaces à acquérir dans l'agglomération lausannoise.

5.2 Aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers

L'autorisation d'aliéner jusqu'à Fr. 100 000.– par cas limite, bien sûr, la Municipalité au vu des prix pratiqués sur le marché; elle lui permet néanmoins de réagir vite, notamment dans le cadre du règlement des problèmes de servitudes; en effet, souvent, le promoteur ou le propriétaire ne peuvent obtenir le permis de construire avant que les questions de servitudes ou de cession de quelques mètres aient été résolues. L'autorisation d'aliéner permet donc de résoudre ces questions rapidement, sans que cela allonge la procédure pour le constructeur.

Si la Municipalité s'efforce de faciliter les choses en la matière, elle n'en reste pas moins ferme sur les principes, en ce sens qu'en règle générale la concession de servitudes ou l'abandon de droits au bénéfice de la Commune entraînent de la part des tiers intéressés le paiement d'indemnités.

Il est également prévu, comme pour la législature précédente, de porter un montant égal au produit de ces dernières opérations au crédit du compte « Immeubles » de la bourse communale ou de celui des Services industriels, montant qui augmentera d'autant le crédit d'achat accordé

6. Validité

L'autorisation générale demandée couvre la législature 2011-2016. Elle échoira le 30 juin 2016. En vue de permettre des opérations immobilières entre la date de fin de la législature et celle du passage devant votre Conseil de la nouvelle demande d'autorisation générale, il est d'ores et déjà demandé à votre Conseil de prolonger la durée de la présente autorisation jusqu'au 31.12.2016. Ce processus a précédemment déjà été mis en application lors de la législature 2002-2006.

7. Transfert de la SILL SA du patrimoine administratif au patrimoine financier

Dans le cadre du préavis 2008/59, concernant la recapitalisation de la CPCL, la Municipalité a proposé la création d'une nouvelle société d'investissement immobilier : « afin de reprendre le flambeau de Colosa » - cédée à la CPCL. Elle a également répondu ainsi à la motion de M. Charles- Denis Perrin « Investir dans la pierre pour une santé de fer... ». La nouvelle société intitulée *Société Immobilière Lausannoise pour le Logement SA (SILL SA)* a été créée le 29 septembre 2009.

Un capital de 20 millions de francs a été voté. Celui-ci permet à la SILL de réaliser un parc locatif à hauteur de 100 millions de francs. Ce capital a été prévu dans le plan des investissements de la Ville. Il est progressivement libéré au fil des opérations.

La SILL SA doit réaliser prioritairement des immeubles subventionnés ou à loyers contrôlés. Elle peut également mettre en œuvre des opérations sur le marché libre, tenant compte des critères de développement durable, incluant des projets selon les méthodes les plus novatrices dans ce domaine. Actuellement la société poursuit les études et la construction d'environ 260 logements dont une bonne partie est constituée de logements subventionnés ou protégés.

La conclusion n° 2 du même préavis stipule : « d'octroyer à la Municipalité un crédit d'investissement du patrimoine administratif de 20 millions de francs pour la constitution d'une nouvelle société anonyme... ».

Or, la SILL est destinée à générer des revenus à moyen terme et à distribuer des dividendes à sa propriétaire - la Ville. Au même titre que les immeubles de rendement qui figurent au patrimoine financier de la Ville, la SILL SA devrait également être classifiée dans cette catégorie du bilan et non pas au patrimoine administratif.

En conséquence, la Municipalité demande au Conseil communal de voter ce transfert dans le cadre des conclusions de ce préavis.

8. Conclusions

Notre Commune est propriétaire de nombreux immeubles et détentrice de beaucoup de servitudes foncières et personnelles; elle est également « propriétaire » du domaine public. C'est dire qu'elle intervient souvent sur le marché, d'où l'importance de pouvoir agir vite et donc de bénéficier de la compétence que lui a déjà accordée votre Conseil au cours des législatures précédentes.

En outre, la maîtrise du sol est un élément capital dans la gestion de la cité et il demeure indispensable, dans la mesure des capacités financières de notre Ville et des possibilités du marché, d'acquérir des biens immobiliers. Mais il est tout aussi important de pouvoir faciliter la réalisation de projets de construction et, dans ce sens, le règlement rapide des problèmes de servitudes, voire de cessions de terrains prend toute son importance.

Il apparaît donc que le système de l'autorisation générale d'acquérir et d'aliéner des immeubles et des droits réels est un instrument indispensable dans la gestion des transactions immobilières.

Enfin, il est évident que la Municipalité continuera à rendre compte, comme elle l'a fait jusqu'à aujourd'hui et conformément aux dispositions légales, de l'emploi qu'elle fera de ses compétences, tant en matière d'acquisition qu'en matière d'aliénation d'immeubles.

Dès lors, fondée sur ce qui précède, la Municipalité vous propose, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir prendre les résolutions suivantes :

Le Conseil communal de Lausanne,

vu le préavis N° 2011/42 de la Municipalité, du 7 septembre 2011;

ouï le rapport de la commission nommée pour examiner cette affaire;

considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. d'accorder à la Municipalité une autorisation générale, valable jusqu'à la fin de la législature 2011-2016, de procéder à des acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou de parts de sociétés immobilières, conformément aux dispositions de l'article 20, lettre f, du Règlement du Conseil communal de Lausanne du 12 novembre 1985;
2. d'accorder, dans ce but, à la Municipalité, un crédit du patrimoine financier de 40 millions de francs;
3. de charger la Municipalité, pour toutes les acquisitions et les ventes dont la valeur dépasse Fr. 10 000.–, de requérir l'avis de la délégation aux affaires immobilières, la Municipalité n'en décidant définitivement qu'après avoir enregistré l'avis de ladite délégation et la Commission des finances étant informée par la suite des acquisitions effectuées;
4. d'accorder à la Municipalité, en application de l'article 20, lettre f, du Règlement du Conseil communal de Lausanne du 12 novembre 1985, une autorisation générale valable jusqu'à la fin de ladite législature, de statuer sur les aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers, dont la valeur n'excède pas Fr. 100 000.– par opération, charges éventuelles comprises;
5. de porter un montant égal au produit de ces dernières opérations au crédit du compte «Immeubles» de la bourse communale ou de celui des Services industriels, montant qui augmentera d'autant le crédit d'achat accordé;
6. de fixer l'échéance de la présente autorisation au 31.12.2016;
7. d'autoriser la Municipalité à transférer la participation à la SILL SA du patrimoine administratif au patrimoine financier.

Au nom de la Municipalité :

Le syndic : *Daniel Brélaz*

Le secrétaire : *Christian Zutter*

Rapport

Membres de la commission : M^{mes} et MM. Philipp Stauber (UDC), rapporteur, Samuel Bendahan (Soc.), Thérèse de Meuron (PLR), Guy Gaudard (PLR), André Mach (Soc.), Sophie Michaud Gigon (Les Verts), Philippe Mivelaz (Soc.), Laurent Rebeaud (Les Verts).

Municipalité : M. Grégoire Junod, municipal, Culture et logement.

Rapport polycopié de M. Philipp Stauber (UDC), rapporteur :

Rapporteur : M. Philipp Stauber. Membres présents : M^{mes} et MM. André Mach, Philippe Mivelaz, Samuel Bendahan, Thérèse De Meuron, Guy Gaudard (remplaçant M. P.-A. Hildbrand), Sophie Michaud Gigon, Laurent Rebeaud. Excusé : M. Jean-Michel Dolivo. Absent : M. Marc-Olivier Buffat

M. le conseiller municipal Grégoire Junod, directeur de Culture et logement, était accompagné de la délégation suivante : MM. Michel Reichard, chef du Service des parcs et domaines et Charles-André Bruttin, délégué à la Commission immobilière. M^{me} la conseillère municipale Florence Germond s'était excusée.

Les notes de séance ont été prises avec précision et célérité par M^{me} Sonia Carbonell, assistante de la Commission immobilière. Qu'elle en soit remerciée.

Objet du préavis

Le préavis comporte trois aspects distincts. En premier lieu, il est demandé une délégation de compétences à la Municipalité en matière d'acquisition d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières et aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers. Il est demandé une autorisation d'achat pour 40 millions de francs, soit 10 millions de plus que lors de la précédente législature. La Municipalité souhaite ainsi conserver son rôle d'acteur sur le marché immobilier et disposer d'une marge de manœuvre pour agir en fonction des opportunités.

Le préavis prévoit également la possibilité d'acquisition de patrimoine vert. Cette politique comporte un aspect stratégique qui vise l'échange de terrains entre la Commune de Lausanne, l'Etat de Vaud et d'autres communes du canton. Il est aujourd'hui question d'acquérir des espaces verts non zonés, en voie d'être zonés ou en zone intermédiaire.

Pour finir, le transfert de la SILL S.A. du patrimoine administratif au patrimoine financier. Ce transfert a été intégré dans le préavis quand bien même il concerne un objet distinct. La Municipalité a toutefois estimé qu'il y avait unité de matière entre les trois sujets et qu'il était dès lors judicieux d'intégrer cette question dans le présent préavis plutôt que de faire un préavis distinct pour ce seul objet. Il s'agit ici de corriger une erreur commise lors du préavis sur la recapitalisation de la CPCL. En effet, la SILL S.A. est clairement une société du patrimoine financier, appelée d'ailleurs, dès la réalisation de ses premières opérations à réaliser un rendement sur fonds propres. Cette société n'a pas les caractéristiques du patrimoine administratif.

Discussion générale

Il est reconnu que ce préavis comprend des aspects formels essentiels (délégation de compétence) et un enjeu politique relatif au montant du crédit fixé ici à 40 millions de francs pour la législature.

Pour la majorité des commissaires, une ville comme Lausanne doit avoir la maîtrise du sol en étant propriétaire de terrains. Concernant l'administration des terrains, les mesures introduites dans les actes de droit de superficie, soit le droit de préemption, permettent à la Ville de racheter un terrain ou un projet si nécessaire.

Au sujet du patrimoine vert, les représentants de l'administration expliquent que le potentiel d'acquisition à Lausanne est aujourd'hui très limité. Par contre, le potentiel extramuros est plus important et les objets se situent parfois dans une situation stratégique. Il s'avère particulièrement intéressant d'acquérir des objets en zone intermédiaire. Leur valorisation exige toutefois un Plan partiel d'affectation.

Concernant la question des servitudes, la Ville doit négocier, parfois longuement, avec les différents propriétaires de terrains, ce qu'elle peut éviter si elle a la maîtrise du sol.

Deux commissaires estiment que la limite de 40 millions de francs est excessive.

A cette exception près, les autres aspects du préavis du préavis font l'unanimité.

Examen chapitre par chapitre

1. Objet du préavis

Dans le cadre du crédit accordé pour la législature, l'autorisation générale portant sur les acquisitions est illimitée. Pour les aliénations, l'autorisation est donnée pour des montants n'excédant pas 100 000 francs par cas.

2. Table des matières

Pas de remarques.

3. Bases légales et procédures

Concernant les bases légales et la procédure, on apprend que le délégué à la Commission immobilière est nommé par la Municipalité et que la délégation de la Commission des finances aux affaires immobilières est convoquée lorsqu'une opération atteint 10 000 francs.

4. Autorisations précédentes

Répondant à la question d'un commissaire, un représentant de l'administration estime que les opérations de l'époque ayant conduit à l'évolution du crédit d'acquisitions étaient la construction de l'aérodrome, l'exposition 64, et comme autre raison le boom économique.

5. Nouvelle autorisation

Une erreur est relevée en page 5, 1^{er} paragraphe, 2^e ligne; il ne s'agit pas de la fin de la législature 2006-2011 et il faut lire « ... jusqu'à la fin de la législature 2011-2016 ».

Concernant la mention au dernier paragraphe des Services industriels, en même temps que la bourse communale, il est expliqué que les opérations immobilières des Services industriels sont traitées par la Commission immobilière (complément apporté hors séance : le patrimoine des Services industriels fait partie du patrimoine financier de la Ville et est donc traité sur la base des crédits et délégations des compétences demandés dans le préavis.)

6. Validité

Pas de remarques.

7. Transfert de la SILL SA du patrimoine administratif au patrimoine financier

Un capital de 20 millions est prévu pour réaliser et gérer un parc locatif estimé à 100 millions de francs. La SILL S.A. est une société communale de gestion de logements qui peut réaliser des opérations d'acquisitions de nouveaux biens immobiliers. Toute hausse de loyer est soumise à l'autorité publique.

Au sujet des conclusions

Un commissaire dépose un amendement à la conclusion N° 2, estimant qu'un crédit de 30 millions suffit pour l'ensemble de la législature. Amendement et nouvelle conclusion 2 : « d'accorder, dans ce but, à la Municipalité, un crédit du patrimoine financier de 30 millions de francs ; ».

Plusieurs commissaires pensent qu'un montant de 30 millions était certes adapté pour la précédente législature, mais les prix ont évolué depuis, réduisant de manière significative la marge de manœuvre de la Municipalité. De ce fait, un montant de 40 millions apparaît légitime, d'autant plus qu'il comprend les acquisitions éventuelles de patrimoine vert.

On prend note que certaines opérations d'envergure peuvent se révéler coûteuses. Ainsi, une volonté affirmée de mener une politique immobilière dynamique exigerait le montant conséquent de 40 millions de francs.

Conclusions

Au terme de la discussion, les commissaires reconnaissent l'importance et l'urgence de ce préavis.

- Les conclusions n° 1, 3, 4, 5, 6 et 7 sont approuvées à l'unanimité.
- L'amendement à la conclusion n° 2, fixant la limite du crédit à 30 millions de francs, est rejeté par 5 voix pour et 3 voix contre.
- La conclusion n° 2 est approuvée par 5 voix pour, 2 voix contre et 1 abstention.

Discussion

M. Philipp Stauber (UDC), rapporteur : – Ce préavis traite trois choses ; d’abord, d’une délégation des compétences du Conseil communal à la Municipalité, qui inclut une autorisation d’acquisition pour 40 millions de francs. Ensuite, il s’agit d’une autorisation d’acquisition de patrimoine vert et, finalement, du transfert de la Société immobilière lausannoise pour le logement SA (SILL) du patrimoine administratif au patrimoine financier. La commission a discuté du montant du crédit, de 40 millions. Certains ont souhaité une limite plus élevée, d’autres, une limite inférieure ; pour le reste, les commissaires étaient unanimes.

La discussion est ouverte.

M^{me} Sophie Michaud Gigon (Les Verts) : – Notre Conseil communal peut discuter durant cinq séances de commission du Plan partiel d’affectation (PPA) de la tour Taoua ; nos discussions, questions, doutes et critiques dépassaient le cadre d’un PPA, nous nous en rendons compte. Les commissaires profitaient pour dire ce qu’ils pensaient de la densité du trafic en ville, des aménagements extérieurs, du besoin réel et fantasmaient de logements et de bureaux. Dans le cadre de ce préavis, la commission a plié le sujet en une heure trente et, pourtant, les conseillers communaux sont conscients que l’utilisation du sol est l’enjeu majeur de nos villes. Entre une politique du tout logement et une politique de la construction par opportunités et par petits pâtés, entre contrainte du droit acquis et aspiration à une ville verte, entre limite financière et loi du marché, comment définir le visage de Lausanne, comment s’assurer que Lausanne soit et reste une ville où l’on respire, travaille, voit des endroits insolites, se ressource et où l’on trouve de quoi se loger avec des besoins toujours plus grands en espace ? Il s’agit, pour les Verts, de bien plus qu’une formalité. Nous touchons un enjeu crucial, celui de la maîtrise du sol et de son utilisation.

J’ai travaillé sur ce dossier avec l’audit sur la gestion du patrimoine immobilier de la Ville de Lausanne en tête et la révision de la Loi fédérale sur l’aménagement du territoire. Pour le premier, j’appelle de mes vœux, comme vous tous ici, une réelle stratégie, une catégorisation plus claire des objets, davantage de systématique et de contrôle et, finalement, une meilleure valorisation de notre patrimoine immobilier.

Quant aux discussions autour de l’initiative pour le paysage et de la révision de la Loi sur l’aménagement du territoire, je souhaiterais davantage de compétences à la Confédération afin de planifier la densification des agglomérations, de préserver les paysages du mitage et de protéger les terres agricoles. Mais notre système fédéraliste donne beaucoup de pouvoir aux communes dans la gestion du sol. Eh bien, utilisons ce pouvoir en connaissance de cause et à bon escient. Depuis 1956, le Conseil communal octroie à la Municipalité une délégation de compétences et l’autorisation d’acquérir des biens à hauteur de plusieurs dizaines de millions et de se séparer d’autres biens ne dépassant pas 100 000 francs par objet. Dans ce préavis, la nouveauté se trouve dans l’acquisition possible de patrimoine vert et dans l’augmentation du crédit. Pour le premier, c’est une très bonne chose que de considérer le terrain vert comme une ressource stratégique garantissant la qualité de vie des Lausannoises et Lausannois, servant de monnaie d’échange pour des travaux et installations d’infrastructures. Pour le second, que la latitude de la Municipalité soit de 30 ou 40 millions, cela en fait un acteur toutefois modeste sur le marché de l’immobilier. Dans le contexte actuel particulièrement tendu, il est important de donner à la Municipalité les moyens de faire son travail. Et c’est au moins aussi important de garantir au Conseil communal la possibilité de discuter les modalités de la gestion immobilière et du sol de la Ville et d’orienter cette politique.

Trois commissaires aux finances préavisent les projets de vente ou d’aliénation proposées par la Commission immobilière ; il s’agit de MM. Cachin, Ghelfi et Trezzini. A nous de nous souvenir que c’est un enjeu capital, que nous avons des commissaires qui y sont affectés et que nous pouvons aussi exprimer notre volonté de voir notre Ville se développer en faisant la part belle aux espaces de vie, aux espaces verts, aux logements et

aux immeubles rentables. Bref, cherchons un équilibre durable aussi financièrement qu'en termes de qualité de vie. Les Verts vous invitent à faire ce geste de délégation de compétence en toute conscience et en toute vigilance.

M. Guy Gaudard (PLR) : – Comme tous les acheteurs potentiels, la Municipalité subit la hausse vertigineuse des prix sur le marché immobilier à Lausanne. Ce n'est donc pas pour acquérir un volume d'objets plus important qu'elle sollicite 40 millions au lieu des 30 millions de la dernière législature ; elle veut rester active sur ce secteur, mais sa présence nourrit indirectement la spéculation actuelle ; ce n'est pas son rôle. Elle a démontré par le passé, avec les achats de César-Roux 16 et du Capitole, qu'elle achète et se demande seulement ensuite avec quel argent elle rénovera ces immeubles. Laissons donc faire le marché privé et occupons-nous d'entretenir et de valoriser notre patrimoine immobilier, écoles incluses.

De toute évidence, vu les prix surfaites et pratiqués depuis quelques années à Lausanne, ce montant servirait à payer un bien immobilier plus cher que sa valeur vénale réelle, sans nous permettre d'acheter plus et mieux. Raison pour laquelle le PLR propose d'accorder le même montant que la dernière législature, soit 30 millions, et dépose un amendement, qu'il vous invite à accepter. Le PLR s'étonne que la Municipalité ne nous ait pas expliqué ses objectifs en la matière, ni quel type d'immeubles et pour quelle affectation elle les recherchait. Que veut-elle en faire ? A-t-elle une stratégie d'acquisition en matière immobilière ? Nous en doutons. Qu'elle établisse et nous présente un inventaire des besoins actuels et futurs au lieu de nous demander de l'argent de poche supplémentaire pour acquérir, on ne sait pas, un César-Roux 16bis ou un Capitole 2. Rappelons-nous qu'au cas où une occasion exceptionnelle se présenterait, elle pourrait passer par un préavis, car ce Conseil sait se montrer proactif si on lui en donne les moyens. J'en veux pour preuve les innombrables urgences que nous traitons et qui inondent nos séances depuis le début de cette législature. En conclusion, le PLR acceptera ce préavis, avec comme condition l'acceptation de notre amendement. Dans le cas contraire, nous le retoquerons, bien que le transfert de la SILL du patrimoine administratif au patrimoine financier semble couler de source.

Amendement

Conclusion 2 :

D'accorder, dans ce but, à la Municipalité un crédit du patrimoine financier de *30 millions de francs*.

M. Philippe Jacquat (PLR) : – Soucieux de l'évolution de la dette, comme, semble-t-il, beaucoup d'autres groupes – nous l'avons entendu hier –, le PLR désire que le produit des ventes soit affecté à la déduction de la dette. Je dépose donc un amendement pour modifier le point 5 de ce préavis.

Amendement

Modification du point 5 de la conclusion :

De porter un montant égal au produit de ces dernières opérations *en déduction de la dette de la Ville de Lausanne*.

M. André Mach (Soc.) : – Au nom du Groupe socialiste, je vous invite à approuver ce préavis tel que présenté par la Municipalité. Selon les dernières projections du Service cantonal de recherche et informations statistiques, la ville devrait accueillir environ 17 000 habitants supplémentaires à l'horizon 2030. Cela correspond à une croissance d'environ 13 % et cette augmentation constitue un vrai défi pour le futur, que ce soit en matière de logements, de services, d'écoles ou de garderies. A cela s'ajoute la croissance de l'agglomération lausannoise dans son ensemble ; elle devrait également augmenter d'environ 70 000 personnes, soit une croissance de plus de 20 %. Cela aura aussi des

répercussions sur l'aménagement de notre territoire ; il faudra des axes de transports, des places de travail, des espaces de vie agréables, avec des espaces verts et des lieux publics.

Aujourd'hui, nous pouvons être reconnaissants aux générations de politiciens communaux qui nous ont précédés d'avoir eu une politique constante d'acquisition de terrains. Probablement que ces municipaux et conseillers communaux n'auraient même pas imaginé l'utilisation que l'on fait aujourd'hui des acquisitions d'hier. Si la Commune n'était pas en possession de certains terrains à Vidy ou aux Plaines-du-Loup, il n'y aurait pas de projet Métamorphose. A ce propos, le préavis rappelle le montant de ces crédits d'acquisitions ; dans les années 1960-1970, ces montants atteignaient déjà 40 à 50 millions de francs. En tenant compte de l'inflation, cela représenterait aujourd'hui entre 130 et 150 millions de francs. On peut donc être reconnaissant aux radicaux de l'époque d'avoir eu une vision ambitieuse pour le développement de la Ville et de rendre ainsi possibles les projets d'aujourd'hui.

Bien sûr, le contexte économique est différent, mais les défis actuels sont aussi importants et ils justifient un montant de 40 millions pour cette législature. Car posséder des terrains et des biens immobiliers est une nécessité stratégique pour une collectivité publique, pour son développement et pour pouvoir jouer un rôle important sur le marché immobilier. Cela permet de lutter contre la spéculation foncière et immobilière, et c'est également une source de revenus grâce au droit de superficie. Posséder des terrains facilite aussi la réalisation de projets moins spectaculaires, comme faire passer des canalisations ou des réseaux. Finalement, ce crédit d'acquisition permet de donner une marge de manœuvre financière à la Municipalité et à la Commission immobilière pour réaliser un certain nombre d'opérations durant la législature en fonction des opportunités. Pour ces différentes raisons, au nom du Groupe socialiste, je vous invite à soutenir ce crédit de 40 millions et à refuser l'amendement de la droite proposant de le réduire à 30 millions.

M. Jean-Luc Laurent (UDC) : – Le Groupe UDC soutiendra ce préavis, pour autant que l'amendement du PLR à la conclusion N° 2 fixant la limite du crédit à 30 millions de francs soit accepté ; dans le cas contraire, nous le refuserons.

M. Alain Hubler (La Gauche) : – La Gauche soutiendra, bien entendu, le préavis municipal et s'est même demandé si elle n'allait pas déposer un amendement proposant 50 millions, pour faire bon contrepois à celui du PLR. Mais comme nous sommes raisonnables et que nous faisons ce soir de la *Realpolitik*, nous approuverons le préavis municipal. Nous insistons sur le fait que la propriété foncière doit être une affaire publique et non privée qui, elle, permet la spéculation.

M. Grégoire Junod, municipal, Culture et logement : – Cela a très justement été dit par M^{me} Michaud et ensuite à plusieurs reprises, ce crédit de 40 millions reste modeste. Je vous donne un exemple pour illustrer cet état de fait : en cinq ans, les prix de vente des appartements à Lausanne ont augmenté de 50 % à 60 %, que l'on se base sur les statistiques publiques ou sur les statistiques privées d'un certain nombre d'instituts immobiliers. Avec l'évolution des prix des terrains, qui a malheureusement aussi suivi l'évolution des prix à la hausse dans une moindre mesure, aujourd'hui, avec 40 millions, on ne fait pas beaucoup plus d'opérations qu'on en faisait avec 30 millions il y a quatre ou cinq ans.

Ce crédit est évidemment important parce que Lausanne a l'ambition de soutenir une politique immobilière et une politique du logement dynamique ; pour cela, il faut avoir une politique foncière – c'est vrai à Lausanne comme partout ailleurs en Suisse. Il faut pouvoir maîtriser le sol, parce que, sans la maîtrise du sol, on a extrêmement peu d'instruments pour mener une politique du logement à l'heure actuelle. Il y a quelques semaines, les Zurichois ont accepté une initiative visant à renforcer le nombre de logements d'utilité publique en ville de Zurich en votation populaire. Pourtant, Zurich est le meilleur élève de Suisse, puisque la ville compte 25 % de logements d'utilité publique, alors que Lausanne ou Genève n'en comptent que 10 %. Les Zurichois ont souhaité plus, avec une majorité qui

a dépassé 75 % des suffrages. Je suis convaincu que si les Lausannois devaient voter aujourd'hui sur une initiative du même type, le résultat serait à peu près le même, car la pression sur le marché immobilier est extrêmement forte et les prix, aussi bien à la location qu'à la vente, sont en très forte augmentation. Evidemment, cela ne pèse pas sur celles et ceux qui ont un logement, mais sur celles et ceux qui en recherchent un pour cause de séparation ou de déménagement professionnel. C'est difficile pour tous ceux qui souhaitent aujourd'hui trouver un logement sur le marché lausannois, notamment pour les classes moyennes, mais particulièrement pour les milieux modestes.

Si nous voulons mener une politique du logement, nous avons besoin de terrains. Heureusement, nous en avons – cela a été rappelé par M. Mach –, parce que les municipalités passées, y compris de droite, ont toujours été soucieuses d'acquérir des terrains à Lausanne. Si nous pouvons développer le projet Métamorphose, c'est aussi parce que les municipalités passées ont eu l'intelligence d'acquérir des parcelles qui nous permettent de les développer. Nous devons pouvoir poursuivre cette politique avec des moyens modestes.

Monsieur Gaudard, vous parlez d'argent de poche. Je vous entends bien, mais je vous donnerai quelques exemples d'opérations effectuées récemment. Vous avez parlé de César-Roux ; cet immeuble nous permet d'avoir aujourd'hui des logements de secours accessibles à la population et de répondre à un besoin en matière de politique sociale – je ne parle pas du projet de bistrot social, qui suscite des débats politiques. L'immeuble Valentin 27 a été acquis au cours de la dernière législature ; il a été remis à une coopérative d'étudiants et permet de loger à bon compte des étudiants à Lausanne. L'avenue de Morges – dont le Conseil communal a récemment accepté le préavis – est un terrain dont vous n'avez cessé de dire qu'on l'avait acheté trop cher ; il a finalement permis de réaliser des logements à loyers acceptables. Acquérir du logement et du terrain reste une opération financièrement rentable pour la collectivité publique. Je prends encore l'exemple de l'avenue de Morges ; nous avons acheté ce terrain 11 millions et nous donnons aujourd'hui le droit de superficie à la Coopérative Cité-Derrière ; dans huitante ans, ce terrain que nous avons acheté 11 millions aura rapporté 80 millions à la Ville de Lausanne, sans tenir compte de l'indexation. C'est une politique responsable aussi bien en matière de politique du logement qu'en matière de politique foncière et qu'en matière de politique financière.

Je vous invite vivement à soutenir ce crédit d'acquisitions tel qu'on vous le propose, avec 40 millions. Pour les raisons que j'ai évoquées, cela me paraît être un montant raisonnable, d'autant plus si l'on intègre dans ce paquet les acquisitions éventuelles en patrimoine vert. Je vous invite aussi à maintenir cette particularité, qui consiste à attribuer à ce crédit d'acquisitions d'éventuels produits des ventes, parce qu'acquérir du terrain ou des immeubles c'est une mesure responsable pour la Ville de Lausanne d'un point de vue financier.

M. Nkiko Nsengimana (Les Verts) : – M. le municipal Junod parle de politique foncière. J'aurais bien aimé qu'il développe, car dans ce crédit pour l'acquisition d'immeubles, il y a l'aspect de propriété foncière ; mais ce sont des sommes importantes et il y a des aspects de gestion financière. Ce sont des stratégies pour le rendement, qui seront développées pour l'équité ou pour la justice sociale. J'aurais aimé que, au niveau de la direction et de la délégation immobilière, on puisse voir comment ces aspects de gestion financière auront le même poids que celui de la propriété et de la maîtrise de la propriété foncière.

M. Guy Gaudard (PLR) : – Je n'ai pas eu la réponse à ma question ; je voulais savoir quel type d'immeubles vous cherchiez et pour quelle affectation. On ne va pas acheter des immeubles comme cela ; on se dirait : « Tiens, qu'est-ce qu'on pourrait en faire ? Celui-là me paraît pas mal, il a cinq étages, pas de balcon, mais on en rajoutera plus tard, et on verra qui on mettra dedans. » Et on ne connaît pas l'état des installations techniques à l'intérieur. J'aimerais savoir quel type d'immeubles vous cherchez. Est-ce que vous avez un inventaire de vos besoins pour les deux prochaines années ?

M. Grégoire Junod, municipal, Culture et logement : – Je réponds d’abord à la question sur la rentabilité financière. Je peux répéter ce que j’ai dit tout à l’heure : aujourd’hui, la politique de la Ville, de manière générale – il y a quelques exceptions –, est de rémunérer son sol à 5 % de la valeur des terrains. Pour les terrains que nous acquérons aujourd’hui, la valeur est évidemment la valeur d’acquisition. Nous ne valorisons pas nos terrains en dessous du prix auquel on les a acquis. Encore une fois, il y a des exceptions pour certains buts particuliers, comme le Musée cantonal des Beaux-Arts, des bâtiments d’utilité publique ou des bâtiments à usage social ; dans un certain nombre de cas, ils sont moins bien rémunérés, mais, de manière générale, nous rémunérons nos terrains à 5 %. Tout le monde ici admet que, dans le contexte actuel, c’est un rendement extrêmement bon : c’est beaucoup plus que le prix auquel nous empruntons de l’argent sur les marchés financiers. M^{me} Germond parlait hier d’une dette à 2,8 % en moyenne. Avec des terrains placés à 5 %, nous réalisons une bonne opération, même si le temps que ces terrains puissent être valorisés, construits et qu’on touche effectivement une rente, il peut s’écouler quelques années. Même en tenant compte de cela, c’est une opération intéressante pour la Commune, en particulier dans la durée.

Pour répondre à la deuxième question de M. Gaudard, la question que vous soulevez justifierait peut-être que la Municipalité revienne bientôt devant le Conseil communal pour préciser les axes de sa politique immobilière et de sa politique du logement, ce que nous pourrions faire à travers un préavis de politique générale. Cela dit, aujourd’hui, nous souhaitons pouvoir offrir des logements qui correspondent aux besoins des Lausannois ; c’est, je crois, le rôle de la collectivité publique. Alors, on pourrait débattre très longtemps de cette question, mais on constate que ce qui se construit sur le marché privé en matière de logements est, pour l’essentiel – mais pas exclusivement – destiné à des catégories supérieures. Il s’agit surtout de la PPE ou du locatif à des prix souvent élevés, qui réservent ces logements à des catégories aisées. La difficulté que nous avons aujourd’hui à Lausanne, c’est d’offrir suffisamment de logements qui permettent de répondre aux besoins des milieux modestes à travers le logement subventionné, et aussi aux besoins de la classe moyenne, à travers des logements à loyers contrôlés ou à des loyers s’approchant des prix coûtants au moment où ils sont mis sur le marché. C’est l’objectif que nous poursuivons. Nous souhaitons acquérir des terrains pour les valoriser, en cohérence avec les objectifs généraux de la politique du logement de la Ville de Lausanne, qui est d’offrir des logements qui répondent aux besoins de ses habitants. Alors, à quelques exceptions près, c’est dans cette voie que les terrains que nous avons acquis ces dernières années peuvent être valorisés, pour maintenir un parc de logements attractif.

L’idée n’est pas de se placer sur toutes les opérations immobilières en Ville et de faire monter les enchères ; ce n’est pas d’encourager la spéculation, comme vous l’avez dit, mais plutôt de soustraire un certain nombre de terrains et d’immeubles à la spéculation en les achetant le plus tôt possible. La plupart des opérations réalisées par la Ville le sont avant que les immeubles ou les terrains ne soient mis sur le marché, car il faut que nous puissions réaliser des opérations financièrement intéressantes et qui nous permettent à la fois de répondre aux objectifs sociaux fixés et, en même temps, de les rémunérer suffisamment. Quand l’occasion se présente, nous essayons d’acquérir toute une série de terrains en zone intermédiaire, parce que ce sont évidemment des réserves constructibles pour la Ville de Lausanne.

M. Nicolas Gillard (PLR) : – Pour la petite histoire, cela fait deux jours que je bois du petit lait ; c’est la deuxième fois ce soir que j’entends des membres de la gauche louer le caractère visionnaire des radicaux du début du siècle et des années soixante. Cela faisait longtemps qu’on ne l’avait pas entendu et cela fait plaisir.

M. Junod nous parle d’un rendement de 5 % ; aussi longtemps que la Ville de Lausanne aura une marge d’autofinancement qui l’obligera à emprunter lorsqu’elle achète, on ne peut pas dire que le rendement obtenu sur ces terrains est véritablement de 5 %. A partir du moment où vous devez emprunter et que ce que vous sortez rentre dans la dette, vous

n'avez pas un rendement de 5 % ; mais c'est un détail. Cela étant, j'avoue que, sur le principe, je partage largement le souci de M. Junod. L'intervention de la Ville de Lausanne à travers les droits de superficie pour construire des logements à loyers contrôlés est une politique qui doit être poursuivie.

Maintenant, le PLR dit que les circonstances actuelles avec les terrains en développement et exploitation, les grands projets que la Ville de Lausanne développe et qui vont mener à la construction d'un nombre important de logements, ne sont peut-être pas les meilleures pour acquérir du terrain. Si vous ne participez pas à la flambée des prix, il est certain que c'est probablement la moins bonne période pour acheter du terrain. Vous me direz qu'elle ne sera peut-être pas meilleure demain, mais cela m'étonnerait qu'il y ait, dans les années prochaines, une nouvelle augmentation de 50 %. On n'est peut-être pas dans une bulle qui va éclater, mais on est en tout cas au sommet d'une augmentation ; il nous semble au PLR que, sans parler des immeubles, l'acquisition de terrains est une opération extrêmement onéreuse aujourd'hui. Evidemment, si vous tombez sur une occasion, comme le disait M. Gaudard, il y a toujours la possibilité de faire un préavis et d'utiliser l'urgence, mais il nous semble que le marché est suffisamment tendu pour que l'acquisition systématique de terrains ne soit pas une bonne opération pour la Ville de Lausanne.

M. Benoît Gaillard (Soc.) : – Il y a en ce moment un débat urgent et important qui suscite de l'intérêt – mais aussi de l'inquiétude ; c'est évidemment le débat sur le logement. Il se décline en deux problèmes principaux évoqués dans ce débat. Il y a le problème de la pénurie et le problème de la spéculation, qui sont évidemment intimement liés.

J'aimerais répondre à deux ou trois remarques qui me semblent au-delà du bon sens. En ce qui concerne la pénurie, il est extrêmement important de donner aux collectivités publiques les moyens d'être de vrais acteurs sur les marchés, précisément pour préserver le marché de sa propre folie ; de plus en plus, la droite le reconnaît, tant au niveau communal que dans un certain nombre de villes. Cela correspond à la volonté des habitants ; c'est le cas à Lausanne et c'est le cas ailleurs. Ils veulent voir les collectivités publiques s'engager, car cela a une influence sur la façon de traiter les locataires. Ce Conseil est souvent saisi de ce genre de questions ; les autorités sont appelées à rendre des comptes, ce qui n'est pas le cas pour des propriétaires privés. C'est un avantage démocratique indéniable.

Encore une fois, vous avez des collègues de droite dans beaucoup de parlements communaux de ce pays qui commencent à le reconnaître. Il faut être visionnaire. Hier soir, on a raisonné en termes de chiffres ; j'ai un petit rappel statistique sur la base des chiffres du préavis à l'intention de la droite de ce Conseil : en francs constants, le dernier crédit accordé par la majorité de droite à Lausanne – en 1986, les libéraux et les radicaux avaient ensemble la majorité – était de 25 millions, ce qui correspond grosso modo à 40 millions actuellement. C'est une jolie coïncidence. J'encourage en particulier M. Gillard à être courageux et déterminé : qu'il continue à boire du petit lait, mais qu'il vote en conséquence, dans un sens tout à fait radical. Malheureusement, monsieur Gillard, depuis 1986, la vision a changé de camp, mais il n'est peut-être pas trop tard pour rattraper le train.

Accuser la Ville de Lausanne d'encourager la spéculation immobilière est une ineptie. Il est encore plus inepte de vouloir endiguer la spéculation en diminuant les moyens à disposition d'une collectivité publique dans un lieu de forte pénurie, et vous le savez très bien, monsieur Gaudard. De toute façon, des masses énormes de capitaux en recherche de placements efficaces circulent en ce moment ; ils sont déstabilisés par les risques liés aux placements classiques sur les marchés financiers. Donc, l'immobilier est évidemment un des secteurs dans lesquels ces capitaux vont se réfugier quoi qu'il arrive, et la spéculation sera alimentée quoi qu'il arrive. Il suffit d'ouvrir le journal pour se rendre compte que tous les placements traditionnels pour capitaux, qui étaient considérés comme sûrs et rentables ne le sont plus ; d'un jour à l'autre, ils se sont dégradés. La spéculation ne pourra donc pas être freinée. L'action de la Ville de Lausanne est un aveu de modestie, mais elle sera

freinée par votre amendement. Il faut être extrêmement clair, votre amendement ne fera qu'offrir à d'autres, en l'occurrence les spéculateurs, des immeubles qui pourraient être mis au service de l'intérêt public.

Pour conclure, si nous souhaitons nous attaquer à la spéculation, mettons en place des outils vraiment efficaces ; malheureusement, je constate que la droite s'y oppose souvent au niveau cantonal. Mettons en place des droits de préemption et d'emption et des systèmes d'occupation des logements vides ; c'est ce que propose l'ASLOCA dans une initiative déposée avant l'été. Mettons en place des mesures réellement efficaces, mais ne privons pas la Ville des moyens de contribuer à résoudre le problème principal des Lausannois : le logement. Je vous encourage à accepter ce préavis tel que présenté.

M. Samuel Bendahan (Soc.) : – Premièrement, ce n'est pas en rajoutant des acteurs qui ont une optique d'investissement et qui veulent posséder sur la durée qu'on va augmenter la spéculation ; c'est bien le contraire et cela me semble fondamental. Plus il y a d'acteurs avec une vision à court terme sur un marché, plus il y aura de la spéculation. C'est pour cela qu'il est important que les collectivités publiques investissent suffisamment.

Deuxièmement, on a entendu dire qu'on n'a pas vraiment un rendement de 5 % puisqu'on doit emprunter l'argent. Justement, si l'on emprunte de l'argent moins cher qu'on ne l'utilise, cela n'immobilise pas de fonds et on ne fait que « gagner de l'argent » sur une durée tout en faisant quelque chose de bien. On a donc deux effets positifs : on emprunte moins cher pour gagner plus et on offre du logement avec une bonne politique du logement. C'est donc bien d'avoir suffisamment d'argent à disposition.

Troisièmement, et pour finir, il ne faut pas oublier un élément important : le marché peut être assez fluide et on parle d'une marge de manœuvre de seulement 40 millions. Ce n'est quand même pas énorme pour le marché du logement ; pour avoir une certaine marge de manœuvre, il faut avoir un plafond un peu plus élevé que celui qu'on cible. C'est-à-dire que si vous avez comme cible 30 millions, on arrivera peut-être à 20 millions parce que, à un moment donné on va acheter plus et on va vendre plus ; il faut une marge supérieure pour qu'on ne soit pas forcé de vendre quelque chose pour en acheter une autre. Finalement, si on a tout à coup vraiment envie d'acheter un bien et qu'on ne peut pas dépasser le plafond, on sera forcé de vendre des choses à des prix qu'on ne voudra pas accepter. C'est donc une bonne chose d'avoir un plafond plutôt large, et on peut même se demander s'il est assez large. On peut faire de la politique du logement et de la politique financière, alors, allons-y !

M. Jean-Luc Chollet (UDC) : – Je n'avais pas l'intention d'entrer dans le débat parce que, une fois n'est pas coutume, je ne suis pas en osmose avec mon groupe sur ce préavis. C'est la raison pour laquelle je m'abstiendrai.

En ce qui concerne la zone intermédiaire dont M. Junod a brièvement parlé – il a dit que cela sera une réserve qui peut nous être utile à court ou à moyen terme –, je pense que cela sera plutôt à très long terme. Tout d'abord, les zones intermédiaires ne sont pas légion sur le territoire lausannois ou extra-muros, et la difficulté de ces zones consiste à fixer le curseur du prix correctement. Car la zone intermédiaire se situait – je dis bien, se situait – à mi-chemin entre la zone agricole à 4 francs le mètre carré et la zone à bâtir, pour laquelle on rajoute deux zéros. Le curseur montait en fonction de la probabilité de pouvoir la colloquer en zone à bâtir. Or, depuis relativement peu d'années, Berne a introduit une nouvelle exigence, les surfaces d'assolement. Cela a fait l'objet d'une discussion très vaste au Grand Conseil ; on s'aperçoit avec effarement que dans certaines communes, on a trop dézoné en zones à bâtir et on n'a plus suffisamment de surfaces d'assolement. La Berne fédérale est absolument claire : débrouillez-vous, « rezonez » en zones agricoles ; cela signifie qu'on va perdre ces deux zéros. Cela veut dire également qu'il est extrêmement difficile de prévoir à quel horizon on pourra disposer de ces zones intermédiaires pour les passer en zones à bâtir. Je crois qu'il ne faut pas compter là-dessus pour favoriser la politique du logement à Lausanne avant une, voire deux générations.

M. Pierre-Antoine Hildbrand (PLR) : – Il me semble que l'on rejoue un scénario déjà connu. Mais dans ce préavis, il s'agit principalement d'une délégation de compétences du Conseil communal à la Municipalité ; c'est de cela qu'on parle. Il ne s'agit pas de l'ensemble de la politique immobilière de la Ville. Nous avons plusieurs fois discuté d'achats, de ventes, et nous pourrions discuter sans doute très largement de la façon dont la Ville construit des logements, les loue, à quelles catégories de population, avec quels revenus, avec quels objectifs. Ici, il s'agit simplement d'un abaissement partiel du Conseil communal, qui délègue cette compétence à la Municipalité. Le mini-contrôle qui reste par une délégation de la Commission des finances étant, malgré tout le respect que j'ai pour ses éminents membres, de loin pas aussi évident et démocratique que celui de l'ensemble du Conseil communal. Il me semble dès lors que l'amendement ramenant le montant à 30 millions, ce qui était le cas lors de la dernière législature et dans la législature d'avant, est tout à fait raisonnable, aussi pour que le Conseil communal puisse se prononcer sur les objets importants.

M. Yves Ferrari (Les Verts) : – Je renonce, monsieur le président.

M. Grégoire Junod, municipal, Culture et logement : – Ce que M. Chollet a dit est tout à fait exact. Je me suis peut-être mal exprimé tout à l'heure ; plutôt que zones intermédiaires, je voulais parler de terrains sur lesquels nous avons des réserves constructibles à travers de futures PPA, mais qui ne sont pas immédiatement exploitables. Donc, votre précision est tout à fait exacte.

Par rapport aux autres remarques qui ont été faites, notamment à la question de M. Gillard, qui a été reprise par M. Hildbrand, on pourrait soumettre ces questions au Conseil communal si nécessaire. Pourquoi nous donner cette autorisation de 40 millions ? Je vous réponds très franchement : les opérations immobilières intéressantes sont rares. C'est d'ailleurs une autorisation de dépenser, ce n'est pas certain que cette somme soit entièrement utilisée au cours de la législature. Mais, si les occasions se présentent, il faut parfois que nous puissions intervenir rapidement et avec une certaine discrétion. Malheureusement, ou heureusement, je ne sais pas, c'est comme cela que nous pouvons faire de bonnes affaires dans le domaine immobilier et d'acquisition de terrains. C'est pourquoi l'on a depuis toujours, et c'est ce que prévoit la Loi sur les communes, ce système de délégation de compétence, qui permet à l'exécutif d'intervenir rapidement, avec souplesse dans le domaine des acquisitions, parce que c'est nécessaire et c'est une condition pour qu'on puisse réaliser des opérations. Voilà la raison pour laquelle on vous demande une délégation de compétence et qu'on souhaite la conserver à 40 millions.

M. Gillard s'amuse en constatant que nous rendons souvent hommage aux précédentes municipalités radicales ; je vous dirais, monsieur Gillard, concernant les précédentes municipalités radicales, que si certains de ses élus sont encore là, ils seraient peut-être heureux qu'il n'y ait pas que des socialistes pour leur rendre hommage.

La discussion est close.

M. Philipp Stauber (UDC), rapporteur : – Au terme de la discussion, les commissaires ont reconnu l'importance et l'urgence de ce préavis. Les conclusions N^{os} 1 et 3 à 7 ont été approuvées à l'unanimité. L'amendement à la conclusion N° 2 fixant la limite du crédit à 30 millions de francs a été rejeté par 5 voix contre 3. La conclusion N° 2 a été approuvée par 5 voix contre 2 et 1 abstention.

M. Benoît Gaillard (Soc.) : – Je demande un appel nominal sur les amendements.

Cette demande est appuyée par cinq membres.

Le président : – Nous allons voter séparément les conclusions, vu que des amendements qui n'étaient pas prévus au départ ont été déposés en cours de route.

La conclusion N° 1 est adoptée avec quelques abstentions.

Le scrutin est ouvert, puis clos.

A l'appel nominal, l'amendement Guy Gaudard est refusé par 43 voix contre 26 et 3 abstentions.

Ont voté oui : M^{mes} et MM. Abbet Raphaël, Ansermet Eddy, Bettschart-Narbel Florence, Blanc Christiane, Blanc Mathieu, Bürgin Daniel, Cachin Jean-François, Calame Maurice, de Haller Xavier, Ducommun Philippe, Gaudard Guy, Gendre Jean-Pascal, Gillard Nicolas, Graf Albert, Henchoz Jean-Daniel, Hildbrand Pierre-Antoine, Hmida-Chatelain Caroline, Jacquat Philippe, Klunge Henri, Laurent Jean-Luc, Meystre Gilles, Oberson Pierre, Pernet Jacques, Saugeon Esther, Stauber Philipp, Wild Diane.

Ont voté non : M^{mes} et MM. Adam Yves, Allaz Christelle, Beaud Valéry, Bendahan Samuel, Bergmann Sylvianne, Biéler Benoît, Brélaz-Buchs Marie-Ange, Buclin Hadrien, Chautems Jean-Marie, Clivaz Philippe, Crausaz Mottier Magali, Decollogny Anne-Françoise, Faller Olivier, Ferrari Yves, Frund Sarah, Gaillard Benoît, Ghelfi Fabrice, Guidetti Laurent, Hubler Alain, Knecht Evelyne, Lapique Gaëlle, Mach André, Marti Manuella, Mayor Isabelle, Michaud Gigon Sophie, Müller Elisabeth, Nsengimana Nkiko, Ostermann Roland, Payot David, Peters Solange, Philippoz Roland, Rapaz Roland, Rebeaud Laurent, Resplendino Janine, Rossi Vincent, Ruiz Francisco, Ruiz Rebecca, Thambipillai Namasivayam, Trezzini Giampiero, Tschopp Jean, Velasco Maria, Voutat Marlène, Wermelinger Elisabeth.

Se sont abstenus : M^{me} et MM. Aubert Eliane, Chollet Jean-Luc, Gebhardt André.

Les conclusions N°s 3 et 4 sont adoptées avec 2 avis contraires et 4 abstentions.

Le scrutin est ouvert, puis clos.

A l'appel nominal, l'amendement Philippe Jacquat est refusé par 40 voix contre 24 et 7 abstentions.

Ont voté oui : M^{mes} et MM. Abbet Raphaël, Ansermet Eddy, Bergmann Sylvianne, Bettschart-Narbel Florence, Blanc Christiane, Blanc Mathieu, Bürgin Daniel, Cachin Jean-François, Calame Maurice, de Haller Xavier, Ducommun Philippe, Gaudard Guy, Gendre Jean-Pascal, Gillard Nicolas, Henchoz Jean-Daniel, Hildbrand Pierre-Antoine, Hmida-Chatelain Caroline, Jacquat Philippe, Klunge Henri, Meystre Gilles, Pernet Jacques, Saugeon Esther, Stauber Philipp, Wild Diane.

Ont voté non : M^{mes} et MM. Adam Yves, Allaz Christelle, Beaud Valéry, Bendahan Samuel, Biéler Benoît, Brélaz-Buchs Marie-Ange, Buclin Hadrien, Chautems Jean-Marie, Clivaz Philippe, Crausaz Mottier Magali, Decollogny Anne-Françoise, Faller Olivier, Frund Sarah, Gaillard Benoît, Ghelfi Fabrice, Guidetti Laurent, Hubler Alain, Knecht Evelyne, Lapique Gaëlle, Mach André, Marti Manuella, Mayor Isabelle, Müller Elisabeth, Nsengimana Nkiko, Ostermann Roland, Payot David, Peters Solange, Philippoz Roland, Rapaz Roland, Rebeaud Laurent, Resplendino Janine, Rossi Vincent, Ruiz Francisco, Ruiz Rebecca, Thambipillai Namasivayam, Trezzini Giampiero, Tschopp Jean, Velasco Maria, Voutat Marlène, Wermelinger Elisabeth.

Se sont abstenus : M^{mes} et MM. Aubert Eliane, Chollet Jean-Luc, Ferrari Yves, Graf Albert, Laurent Jean-Luc, Michaud Gigon Sophie, Oberson Pierre.

Les conclusions N°s 6 et 7 sont adoptées avec 1 avis contraire et 2 abstentions.

Le préavis est adopté avec de nombreux avis contraires et 3 abstentions.

Le Conseil communal de Lausanne

- vu le préavis N° 2011/42 de la Municipalité, du 7 septembre 2011 ;
- vu le rapport de la commission nommée pour examiner cette affaire ;
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. d'accorder à la Municipalité une autorisation générale, valable jusqu'à la fin de la législature 2011-2016, de procéder à des acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou de parts de sociétés immobilières, conformément aux dispositions de l'article 20, lettre f, du Règlement du Conseil communal de Lausanne du 12 novembre 1985 ;
2. d'accorder, dans ce but, à la Municipalité, un crédit du patrimoine financier de 40 millions de francs ;
3. de charger la Municipalité, pour toutes les acquisitions et les ventes dont la valeur dépasse Fr. 10 000.–, de requérir l'avis de la délégation aux affaires immobilières, la Municipalité n'en décidant définitivement qu'après avoir enregistré l'avis de ladite délégation et la Commission des finances étant informée par la suite des acquisitions effectuées ;
4. d'accorder à la Municipalité, en application de l'article 20, lettre f, du Règlement du Conseil communal de Lausanne du 12 novembre 1985, une autorisation générale valable jusqu'à la fin de ladite législature, de statuer sur les aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers, dont la valeur n'excède pas Fr. 100 000.– par opération, charges éventuelles comprises ;
5. de porter un montant égal au produit de ces dernières opérations au crédit du compte « Immeubles » de la bourse communale ou de celui des Services industriels, montant qui augmentera d'autant le crédit d'achat accordé ;
6. de fixer l'échéance de la présente autorisation au 31.12.2016 ;
7. d'autoriser la Municipalité à transférer la participation à la SILL SA du patrimoine administratif au patrimoine financier.

Agrandissement du collège de Vers-chez-les-Blanc

Préavis N° 2011/43 du 14 septembre 2011

Enfance, jeunesse et cohésion sociale, Travaux

1. Objet du préavis

Le présent préavis a pour objet une demande de crédit d'ouvrage de fr. 1 295 000.–, destiné à la réalisation de l'extension du collège de Vers-chez-les-Blanc. Cette extension, qui permettra d'ajouter deux salles de classe au collège mis en service à la rentrée 2007, faisait partie du projet de construction. Sa réalisation, liée à l'évolution démographique, intervient plus tôt que prévu. Elle devra s'accompagner de mesures destinées à faire face à l'augmentation de la demande en matière d'accueil parascolaire, particulièrement importante dans ce secteur.

2. Préambule

La planification en matière de besoins scolaires devient un véritable défi depuis quelques années. En effet, la multiplication des projets de construction de nouveaux logements et de nouveaux quartiers fait apparaître la grande difficulté de prévoir concrètement les conséquences de ces constructions en termes de besoins scolaires et parascolaires, tant sur le plan quantitatif que dans l'articulation temporelle entre la réalisation de ces nouveaux quartiers et la mise à disposition de nouvelles infrastructures. Le nombre de variables et les incertitudes sont considérables, et les investissements potentiellement nécessaires à la construction de ces futures infrastructures entre également en «concurrence» avec la

poursuite indispensable et parfois urgente de la vaste opération, initiée dès 1992⁸, d'assainissement du parc immobilier scolaire lausannois existant. A tout cela s'ajoutent deux facteurs supplémentaires d'incertitudes :

- l'éventuelle réorganisation des établissements scolaires consécutive à la mise en œuvre de la nouvelle loi scolaire, qui comprend l'application du Concordat intercantonal HarmoS ;
- la mise en œuvre des mesures nécessaires à l'application du nouvel article 63a de la Constitution vaudoise relatif au développement d'une école à journée continue.

Le secteur de Vers-chez-les-Blanc n'échappe pas cette complexité : le type de constructions dans les hameaux des Râpes, fondé essentiellement sur des lotissements, rend les prévisions encore plus difficiles : les informations sur la composition des futures familles ne sont disponibles que peu avant leur emménagement et le risque de surcapacité à terme des infrastructures, en raison de la stabilité de la population dans la durée, est important.

3. Eléments de contexte et de prévisions

Ces incertitudes, avec leurs conséquences sur la question du dimensionnement du projet, étaient déjà mentionnées dans le préavis de demande de crédit d'ouvrage en ces termes⁹ :

Une première analyse des besoins effectuée au moment du lancement du concours en 2002 a fait apparaître que le nombre d'enfants, qui se situe aujourd'hui entre 10 et 25 par volée, soit 100 à 120 élèves au total (5 à 6 classes), pourrait augmenter jusqu'à 25 à 30 par volée, soit 150 à 180 élèves (8 à 9 classes). Une nouvelle évaluation effectuée fin 2005 avec les services concernés semble montrer que l'augmentation de la capacité du complexe scolaire à 8 classes devrait permettre d'absorber le développement prévu du secteur des Râpes. Malgré cela, l'hypothèse a été reformulée de construire d'emblée les deux salles supplémentaires que le programme du concours prévoyait (soit 10 classes), dans l'optique d'une éventuelle nouvelle augmentation de la population. La Municipalité y a renoncé pour les raisons suivantes :

- *le rythme réel d'augmentation de la population est difficile à prévoir et surtout la structure sociologique de cette population. Le risque d'un surdimensionnement des constructions est réel, d'autant plus que le cycle de renouvellement de la population infantine est beaucoup plus long qu'en milieu urbain et qu'une éventuelle pénurie de locaux pourrait n'être que ponctuelle;*
- *l'existence dans le programme actuel d'une salle ACT transformable sans autre en salle de classe ainsi qu'une salle de dégagement constituent déjà une réserve potentielle;*
- *l'existence du collège du Chalet-à-Gobet comme réserve de sécurité permettrait d'absorber d'éventuelles volées fortes;*
- *la proximité de plusieurs écoles sur le territoire de la commune d'Epalinges devrait permettre également d'absorber ponctuellement des augmentations du nombre d'enfants. Ce type d'équilibrage avec l'établissement scolaire d'Epalinges se pratique d'ailleurs couramment au niveau secondaire dans le secteur de Grand-Vennes, dans un excellent climat de collaboration.*

L'analyse de la situation actuelle confirme la difficulté d'établir des prévisions. La rentrée scolaire 2011 a pu toutefois s'effectuer dans des conditions normales, sous réserve du fait que les volées 2010-2011 et 2011-2012 sont organisées partiellement en classes multi-âges

⁸ Voir à ce sujet BCC 1992, TI (No 11), pp. 1588 à 1606 et surtout le préavis No 2008/07 (BCC 2008 TI/No 17, pp. 1107-1120)

⁹ Préavis No 2006/9, du 23 février 2006, BCC 2006, No 18, pp. 969-980.

inhabituelles (classe semi-enfantine et classe 2^e-3^e) et que le complexe scolaire, qui abrite un total de 8 classes, est aujourd'hui au maximum de ses capacités. D'autre part, la sur-occupation de l'APEMS oblige les responsables de cette structure et le service d'accueil de jour de l'enfance à « jongler » avec les espaces disponibles.

Pour la rentrée 2012-2013, une quarantaine de futurs élèves probables s'ajouteront aux 44 nouveaux élèves de CIN scolarisés à la dernière rentrée, ce qui devrait entraîner l'ouverture d'au moins 3 classes CIN et un total de 9 à 10 classes, jamais atteint jusque-là à Vers-chez-les-Blanc. D'où l'urgence de l'extension du nouveau collège à 8 classes, portant ainsi la capacité d'accueil du petit « groupe scolaire » à 10 salles polyvalentes.

4. Le choix d'une extension rapide

4.1 Les 3 étapes d'un futur complexe scolaire

L'extension du collège de Vers-chez-les-Blanc avait été imaginée en 3 étapes :

- la première a consisté en une réfection complète du petit collège, qui a eu lieu en 2004. Ce collège abrite aujourd'hui deux classes enfantines ainsi que l'appartement de la concierge ;
- la deuxième étape s'est traduite par la construction du nouveau collège mis en service en 2007, qui comprend 6 salles de classes une salle ACT et une salle de dégagement, et par la rénovation et les transformations du vieux collège, consacré désormais à l'accueil parascolaire ;
- la troisième étape, esquissée au moment du lancement du concours de la construction du nouveau collège, devait comprendre soit la construction d'une nouvelle salle de gymnastique complétée par la réfection, les transformations et l'extension du bâtiment comprenant l'actuelle salle de gymnastique, soit la rénovation et les transformations de cette dernière, complétées par l'extension et la création de locaux destinés à plusieurs services communaux (notamment Routes et mobilité, Parcs et domaines, Secours et sauvetage et Assainissement).

Pour des raisons financières, compte tenu de l'effort consenti pour les hameaux des Râpes par la réalisation des deux premières étapes, et au vu d'autres priorités en matière d'assainissement, de rénovations et de constructions de bâtiments scolaires, la Municipalité a confirmé qu'elle renonçait à la construction à court terme d'une nouvelle salle de gymnastique et qu'elle reportait la réalisation de la 3^e étape à une date ultérieure. Le Conseil communal a d'ailleurs approuvé indirectement cette option en refusant d'entrer en matière sur une motion demandant de réactiver le projet de réalisation de la 3^e étape susmentionnée.¹⁰

4.2 L'urgence d'une solution à court terme et la question du parascolaire

La situation qui prévaudra à la rentrée scolaire 2012 nécessite la réalisation de l'extension prévue dans les meilleurs délais. Cette option permet en effet non seulement d'abriter les deux classes supplémentaires qu'il faudra sans doute ouvrir au mois d'août prochain, mais d'assurer la transition vers des solutions complémentaires, au cas où l'augmentation démographique se poursuivrait au même rythme durant plusieurs années et se traduirait par l'existence plus durable de deux classes par volée, soit par un total de 12 classes pour les hameaux des Râpes.

En effet, aux problèmes des locaux scolaires s'ajoute la question des infrastructures destinées à la prise en charge parascolaire. L'APEMS de Vers-chez-les-Blanc, conçu au départ pour 36 places, a d'abord passé à 42 dès 2008. Depuis lors, les espaces mis à

¹⁰ Postulat Jean-François Cachin « Centre du village de Vers-chez-les-Blanc, n'oublions pas la 3^e étape », séance du 9 novembre 2010, BCC No5/II p. 387-391./

disposition se sont étendus, notamment au local du hall de la salle de gym, qui a été investi pour permettre l'accueil de 72 enfants à midi dès la rentrée scolaire 2010. A la rentrée 2011, deux fois par semaines, le nombre d'enfants accueillis pour le repas s'élève à 80. Les solutions à trouver, dans l'attente d'une éventuelle nouvelle étape de construction, doivent donc aussi comprendre la question de la prise en charge des repas de midi, soit par un déplacement des élèves vers d'autres infrastructures susceptibles d'accueillir des classes destinées aux enfants des hameaux des Râpes, soit par la construction de modules provisoires destinés à pallier le manque de locaux.

5. Programme et descriptif des travaux

Le programme prévoit la réalisation de 2 salles de classes de 80 m² équipées de façon identique à celles déjà réalisées. La méthode constructive fait appel à la mise en œuvre de matériaux préfabriqués, afin de raccourcir le temps d'exécution et diminuer les nuisances pendant les travaux. La matérialisation de l'enveloppe extérieure et des finitions intérieures seront semblables aux volumes existants, avec les mêmes qualités d'isolation.

Le chantier débutera pendant les vacances de Pâques 2012, par la création d'une classe provisoire pour compenser la salle existante située directement sous le futur chantier. La remise des nouveaux locaux est prévue pour la rentrée scolaire d'août 2012.

6. Coût des travaux

Le coût global des travaux a été calculé sur la base des prix unitaires de la construction du collège en 2006, indexés aux prix actuels. Le montant, inscrit au plan des investissements pour les années 2012-2015, est de fr. 1 500 000.—. Le coût des travaux s'établit de la manière suivante :

CFC	BATIMENT		
1	Travaux préparatoires		70'200.—
11	Démolition, démontage	70'200.—	
2	Bâtiment		1'001'060.—
21	Gros œuvre 1	373'516.—	
22	Gros œuvre 2	106'336.—	
23	Installations électriques	38'556.—	
24	Installations CVCR, chauffage	37'800.—	
25	Installations sanitaires	27'000.—	
27	Aménagements intérieurs 1	101'520.—	
28	Aménagements intérieurs 2	62'640.—	
29	Honoraires (architecte et ingénieurs civil et techniques)	253'692.—	
3	1 classe provisoire		32'400.—
4	Aménagements extérieurs		10'800.—
5	Frais secondaires (assurances, taxes)		37'800.—
51	Autorisations, taxes	21'600.—	
52	Echantillons, reproductions	6'480.—	
53	Assurances	7'560.—	
56	Autres frais secondaires	2'160.—	

6	Réserve		56'800.—
	TOTAL – BATIMENT – CFC 1 à 6 - TTC		1'209'060.—
		arrondi	1'209'000.—
	MOBILIER		
9	Ameublement et déménagements	86'000.—	
	TOTAL – MOBILIER – CFC 9 TTC		86'000.—
	Total – Bâtiment + mobilier – CFC 1 à 9 – TTC		1'295'000.—

7. Aspects financiers

Les charges financières résultant du présent crédit peuvent être estimées à fr. 83 200.— pour les travaux liés au bâtiment, selon la méthode de l'annuité fixe, avec un intérêt de 3,25 % et une durée d'amortissement de 20 ans et de fr. 10 200.— pour le mobilier et l'équipement, avec un intérêt de 3,25 % et une durée d'amortissement de dix ans. Les coûts supplémentaires de fonctionnement consécutifs à cette réalisation peuvent être évalués à fr. 7000.—, soit 0.1 EPT supplémentaire pour le personnel de nettoyage.

8. Conclusions

Fondée sur ce qui précède, la Municipalité vous demande, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir prendre les résolutions suivantes :

Le Conseil communal de Lausanne,

vu le préavis n° 2011/43 de la Municipalité, du 14 septembre 2011;

ouï le rapport de la commission nommée pour examen de cette affaire;

considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. d'allouer à la Municipalité un crédit d'investissement du patrimoine administratif de fr. 1 295 000.— destiné aux travaux d'agrandissement du nouveau collège de Vers-chez-les-Blanc, montant réparti comme suit :
 - a) fr. 1 209 000.— pour les travaux liés aux bâtiments ;
 - b) fr. 86 000.— pour l'acquisition du mobilier et de l'équipement ;
2. d'amortir annuellement le crédit prévu ci-dessus à raison de :
 - a) fr. 60 500.— pour les travaux liés aux bâtiments ;
 - b) fr. 8 600.— pour l'acquisition du mobilier et de l'équipement ;
 par la rubrique 5800.331 du budget du service des écoles primaires et secondaires ;
3. de faire figurer sous la rubrique 5800.390 les intérêts relatifs aux dépenses découlant du crédit figurant sous chiffre 1 ;
4. de balancer le compte d'attente de fr. 200 000.— 5800.581.595 ouvert pour couvrir les frais d'études, par prélèvement sur le crédit prévu au chiffre 1, lettre a) ci-dessus.

Au nom de la Municipalité

Le syndic : *Daniel Brélaz*

Le secrétaire : *Christian Zutter*

Rapport

Membres de la commission : M^{mes} et MM. Guy Gaudard (PLR), rapporteur, Magali Crausaz Mottier (La Gauche), Thérèse de Meuron (PLR), Jean-Daniel Henchoz (PLR), Manuela Marti (Soc.), Roland Ostermann (Les Verts), Roland Philippoz (Soc.), Philipp Stauber (UDC), Maria Velasco (Les Verts), Magali Zuercher (Soc.).

Rapport photocopié de M. Guy Gaudard (PLR), rapporteur :

Les membres de la commission, présents: M^{mes} Thérèse de Meuron (PLR), Magali Zuercher (Soc.), Manuela Marti (Soc.), Maria Velasco (Les Verts), Magali Crausaz Mottier (La Gauche) et MM. Jean-Daniel Henchoz (PLR), Roland Philippoz (Soc.), Roland Ostermann (Les Verts), Philipp Stauber (UDC), remplaçant M. Chollet. Rapporteur : M. Guy Gaudard (PLR).

Les représentants de la Direction de l'enfance, de la jeunesse et de la cohésion sociale : MM. Oscar Tosato, conseiller municipal Enfance, jeunesse et cohésion sociale, Gérard Dyens, chef du Service des écoles primaires et secondaires, Franco Vionnet, adjoint responsable du secteur bâtiments au Service des écoles primaires et secondaires

Le représentant de la direction des travaux : M. Laurent Marquis, chef de projet au Service d'architecture.

Procès-verbal : M. Franco Vionnet.

Au vu des projections démographiques annoncées par la Direction des Ecoles, les commissaires ont rapidement compris la nécessité de construire les 2 classes supplémentaires de ce collège mis en service en 2007. Actuellement, 169 élèves fréquentent le site et 190 sont attendus dès 2012. Pour pallier le manque de surface, l'effectif par classe sera temporairement augmenté. En cas d'une nouvelle augmentation, certains élèves seront scolarisés tantôt à Epalinges ou à Béthusy, voire dans les deux classes du collège du Chalet-à-Gobet. Il faut souligner que c'est par souci d'économie que la Municipalité a renoncé au projet initial de construire les 8 classes pour n'en réaliser que 6. Le développement attendu, mais sous-évalué de la population des Râpes a contribué à cette décision. La 3^e étape des travaux figurant dans le préavis 2006/9, soit bâtir une nouvelle salle de gymnastique et rénover le bâtiment abritant l'actuelle, est renvoyé aux calendes grecques faute de ressources financières.

Le soussigné a souhaité connaître dans quelle mesure, il serait possible de dédier un espace au comité de la Société de Développement des Râpes dans le collège ou ses annexes. Il a été répondu que la salle du rez « multi-usages » était à disposition sur réservation...

Le prix de construction des 2 classes de 80 m² se monte sans le mobilier à environ Fr. 1 200 000.-. Il est calculé sur un ratio du coût des prestations fournies lors de la 1^{re} étape. Soulignons qu'il aurait été nettement inférieur, si le projet initial avait été finalisé dans son entier. La question récurrente du montant des honoraires des mandataires est posée. A lui seul il représente la somme des prestations fournies par le second œuvre... (CFC 23 à 28). Une attention particulière devra être apportée au respect des normes de sécurité à l'intérieur et à l'extérieur du « chantier », qui démarrera au printemps 2012 et se déroulera pendant la période scolaire. Les élèves des classes sises sous les nouvelles, pourront, lors des travaux, être transférés dans d'autres surfaces du bâtiment. Certaines nuisances seront inévitables. Raison pour laquelle une partie de la construction sera préfabriquée, afin d'en diminuer la durée d'exécution.

Les infrastructures des APEMS initialement conçues pour 36 places sont insuffisantes, puisqu'à la rentrée 2011, deux fois par semaine, 80 élèves sont accueillis pour le repas de midi. La construction de modules provisoires est envisagée.

Au terme des discussions, la commission a voté et accepté en bloc les quatre conclusions de ce préavis.

Discussion

M. Guy Gaudard (PLR), rapporteur : – Il s'agit de l'agrandissement du collège de Vers-chez-les-Blanc, où deux classes seront construites, pour un montant de 1 295 000 francs.

La discussion est ouverte.

M. Maurice Calame (PLR) : – Nous intervenons dans le cadre de ce préavis pour faire part, une fois de plus, de notre inquiétude à propos de l'état des bâtiments scolaires. Nous ne voyons pas venir les préavis qui permettront enfin de rénover des collèges plus qu'anciens. Nous pensons à St-Roch, Montriond, ou à d'autres encore. Aujourd'hui, la Municipalité nous propose de voter un crédit pour agrandir un collège neuf, celui de Vers-chez-les-Blanc ; en contrepartie, la rénovation de la salle de gymnastique est reportée à plus tard.

Hier, dans la discussion sur le plafond de l'endettement, j'ai cru entendre que les crédits pour nos bâtiments scolaires ne seront pas diminués. Je trouve cela normal, car nos jeunes méritent d'avoir des structures nécessaires à une bonne formation. D'autant plus que les communes voisines ont construit de magnifiques collèges. La Municipalité envisage-t-elle de nous présenter rapidement un préavis pour la transformation d'un collège, ceci malgré le préavis attendu pour le dépassement de la rénovation du collège de Villamont ? Nous devons rattraper le retard et ne pas renvoyer à plus tard la planification, qui ne semble pas être faite. Le préavis de ce soir en est l'exemple.

M. Jean-Daniel Henchoz (PLR) : – Il est vrai que la commission pouvait légitimement se poser des questions, à savoir pourquoi, lors du projet initial, on n'avait pas construit ces deux salles. On nous a répondu avec beaucoup de pertinence qu'à l'époque, aux aspects financiers se greffait également l'évolution démographique. Sans doute l'attractivité du site est-elle à l'origine du rythme de l'augmentation démographique qui révèle la nécessité de ce complément. Dès lors, donnons aux Râpes – les habitants de Vers-chez-les-Blanc –, et surtout à leur progéniture les salles nécessaires à leur éducation dans de bonnes conditions. A l'instar de la commission, le PLR soutient ce préavis et vous prie de faire de même.

M. Philipp Stauber (UDC) : – J'ai participé à la séance de la commission pour étudier le crédit proposé. Vu les faits qu'on nous a présentés et la visite des lieux, ce préavis nous semble tout à fait fondé. Le groupe UDC acceptera cet investissement.

M. Roland Philippoz (Soc.) : – Le Groupe socialiste soutient ce préavis sans réserve. Sans faire de mélange avec l'intervention de notre collègue Calame, je crois que les objets sont différents et il y a sans nul doute un besoin dans ce collège de Vers-chez-les-Blanc, que nous soutiendrons.

M. Guy Gaudard (PLR), rapporteur : – C'est en tant que membre de la Société de développement du Jorat que j'interviens. Lors de la dernière assemblée générale, qui s'est déroulée à l'Ecole hôtelière, j'ai entendu le syndic tresser des louanges à l'égard du travail que la Société de développement du Jorat faisait. J'émet le vœu que, sur les prochains préavis ou les prochaines intentions municipales concernant Vers-chez-les-Blanc, le Chalet-à-Gobet et Monblesson on réfléchisse à la mise à disposition d'une salle dédiée au travail de la Société de développement du Jorat, car actuellement elle est itinérante ; c'est embêtant pour déplacer des dossiers et pour suivre les affaires en cours.

M. Yves Ferrari (Les Verts) : – J'ai une question très large. J'ai été interpellé quelques fois quand on parlait d'investissements dans le logement à propos du préavis précédent. Ici, on parle de bâtiments scolaires et il est dit dans le préambule que c'est parfois difficile

de jauger le nombre de personnes qui devront suivre un certain nombre de classes, que ce soit dans le scolaire ou dans le parascolaire. Est-ce qu'il existe actuellement au sein de la Municipalité une cellule qui travaille, lorsqu'il y a un PPA pour la construction de logements, pour réfléchir à la possibilité d'enclasser le potentiel d'enfants ? Je prends un exemple tout bête qui s'est produit il y a peu de temps à Maillefer : un énorme quartier de logements a été construit et cela a posé quelques problèmes par la suite. J'aimerais savoir si ces réflexions sont menées par la Municipalité et s'il y a une cellule qui s'occupe de cela.

M. Oscar Tosato, municipal, Enfance, jeunesse et cohésion sociale : – Vous l'avez bien compris, il s'agit, avec ce préavis, de mettre à disposition des classes supplémentaires pour des élèves toujours plus nombreux. Depuis quelques années, 200 enfants de plus naissent chaque année. Concernant les prévisions, nous avons effectivement une cellule conjointe avec le Service de recherche et informations statistiques du Canton de Vaud, qui nous permet de planifier et de réfléchir sur le nombre de classes et de bâtiments que nous devons construire. Nous le faisons également avec la Direction des travaux par rapport aux nouveaux plans de quartier et aux nouvelles constructions et nous le faisons avec les communes avoisinantes, puisque nous signons déjà des chartes ; nous en avons avec Cheseaux, Jouxten-Mézery, Romanel et Cugy, et d'ici la fin de l'année, nous allons rencontrer celle du Mont-sur-Lausanne. Ces cellules nous permettent de réfléchir aux nouvelles constructions.

Pour répondre à M. Calame, vous avez vu hier soir que les investissements en matière de transformations et de rénovations scolaires, y compris en termes de nouvelles constructions, figurent dans le préavis *Plan des investissements*. Ils sont tous prévus dans le respect des possibilités financières de la Ville, qui s'additionnent avec ceux de toutes les autres directions en ce qui concerne les investissements. Villamont représente un gros investissement ; vous l'avez dit, on vous l'a écrit et vous l'avez répété ce soir : il y aura un dépassement. Il sera présenté lorsque nous serons le plus près possible du chiffre de dépassement. Nous avons également prévu de proposer aux conseillères et aux conseillers communaux de visiter le chantier au début du mois de janvier pour montrer où nous avons rencontré des difficultés. Pour la suite, vous avez déjà reçu une demande de crédit d'étude, puisque l'autre bâtiment – celui de St-Roch, qui est un bâtiment phare que nous devons rénover – fait l'objet d'une étude qui nous permettra ensuite de planifier la rénovation ; nous avons décidé de ne pas le faire en une seule étape, comme cela a été fait à Villamont ; c'est difficilement supportable pour les enseignants et pour les élèves. Lorsque Villamont sera terminé, nous planifierons les nouvelles constructions. Dans la réflexion, nous devons tenir compte de la nouvelle Loi sur l'enseignement obligatoire, qui aura quelques conséquences sur les enclassements – vous l'avez entendu au moment de la votation –, et sur le type de classe dont nous aurons besoin. Cela concerne notamment l'obligation du cycle primaire et le passage du cycle de transition dans le cycle primaire.

Concernant Vers-chez-les-Blanc nous avons, bien entendu, la volonté de construire la salle de gymnastique le jour où nous aurons les possibilités financières, comme je l'ai déjà indiqué. La prochaine salle de gymnastique dont on planifiera la rénovation c'est Béthusy. Elle profitera aussi aux élèves de secondaire de Vers-chez-les-Blanc, puisque c'est à Béthusy qu'ils seront enclassés. Comme je l'ai dit en commission, l'actuelle salle de gymnastique sera à la disposition de la Société de développement du Jorat, tout comme une des salles dans le bâtiment, qui accueille actuellement l'Accueil pour enfants en milieu scolaire (APEMS).

La discussion est close.

M. Guy Gaudard (PLR), rapporteur : – La commission a accepté les conclusions à l'unanimité.

Le préavis est adopté à l'unanimité.

Le Conseil communal de Lausanne

- vu le préavis N° 2011/43 de la Municipalité, du 14 septembre 2011 ;
- vu le rapport de la commission nommée pour examiner cette affaire ;
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. d'allouer à la Municipalité un crédit d'investissement du patrimoine administratif de Fr. 1 295 000.– destiné aux travaux d'agrandissement du nouveau collège de Vers-chez-les-Blanc, montant réparti comme suit :
 - a) Fr. 1 209 000.– pour les travaux liés aux bâtiments ;
 - b) Fr. 86 000.– pour l'acquisition du mobilier et de l'équipement ;
2. d'amortir annuellement le crédit prévu ci-dessus à raison de:
 - a) Fr. 60 500.– pour les travaux liés aux bâtiments ;
 - b) Fr. 8600.– pour l'acquisition du mobilier et de l'équipement ;par la rubrique 5800.331 du budget du Service des écoles primaires et secondaires ;
3. de faire figurer sous la rubrique 5800.390 les intérêts relatifs aux dépenses découlant du crédit figurant sous chiffre 1 ;
4. de balancer de Fr. 200 000.– le compte d'attente 5800.581.595 ouvert pour couvrir les frais d'études, par prélèvement sur le crédit prévu au chiffre 1, lettre a) ci-dessus.

Postulat de M^{me} Sarah Frund : « Pour une accessibilité des informations de la Ville de Lausanne à toutes et tous »

Développement polycopié

La Ville dispense à de nombreuses occasions et au travers de nombreux médias, un très grand nombre d'informations. En effet, que ce soit sur le site internet de la ville, par le biais des retransmissions de notre Conseil ou à l'occasion d'événements publics par des discours et des prises de paroles publiques.

Pour les personnes sourdes et malentendantes, il est difficile d'accéder aux contenus des discours publics et des débats au sein des instances politiques. De plus, une partie des personnes concernées ont des difficultés à utiliser l'écrit, surtout s'il s'agit de textes traitant de problématiques complexes. En effet, pour une personne sourde de naissance, la langue française est assimilable à une langue étrangère, dont l'écriture et la lecture est plus que complexe.

Des mesures simples, qui peuvent être introduites de manière progressive, peuvent améliorer cette situation.

Par exemple, la présence d'interprètes en langue des signes lors de grands événements afin de traduire les discours officiels permettrait aux personnes qui utilisent cette langue d'être parties prenantes de ces événements. Lors d'événements sonorisés, l'installation de boucles magnétiques, permettant aux personnes malentendantes qui en sont équipées de capter le son au travers de leurs appareils auditifs. D'autres moyens, comme la mise en ligne, sur le site internet de vidéos explicatives, concernant les sujets les plus importants, sous-titrées en français et doublée d'une interprétation en langue des signes pourraient être progressivement introduites sur le site de la Ville de Lausanne. Enfin, la Ville pourrait intervenir auprès de la télé pour que les programmes d'informations soient au minimum sous-titrés et, si possible, doublés en langue des signes.

Les personnes non ou malvoyantes ont, elles, des difficultés à naviguer sur certains sites internet. En effet un simple agrandissement des caractères ou une transcription en braille ne sont pas toujours suffisants. Une mise en conformité du site de la Ville de Lausanne avec des normes d'accessibilité serait une mesure parmi d'autres. Les personnes malvoyantes peuvent profiter également d'enregistrements vidéo – et donc sonores – d'informations concernant les principales rubriques du site internet.

Bien entendu, il ne s'agit pas d'une liste exhaustive, mais de quelques propositions. Ainsi, la soussignée demande à la municipalité :

D'étudier les possibilités de faciliter l'accès des personnes sourdes, malentendantes, non et malvoyantes aux informations officielles de la Ville de Lausanne, que ce soit lors de discours publics, en matière de contenu de son site internet, et des autres canaux d'informations utilisés par la Ville.

Discussion

M^{me} Sarah Frund (La Gauche) : – J'aurais voulu présenter ce postulat en langue des signes, mais je ne peux pas le faire pour deux raisons. Premièrement, je ne maîtrise pas encore cette langue et, deuxièmement, une partie d'entre vous ne pourrait pas avoir accès à mon discours. C'est malheureusement la situation dans laquelle se trouvent bien des personnes sourdes, malentendantes et non voyantes par rapport aux informations et aux discours officiels de la Ville de Lausanne ; c'est pourquoi je demande l'étude des différents moyens pouvant améliorer l'accès à ces informations pour ces différentes catégories de personnes. Je souhaite qu'une commission traite de ce sujet.

La discussion n'est pas utilisée.

Le postulat est renvoyé en commission.

Postulat de M. Valéry Beaud : « Ecoquartier des Plaines-du-Loup : pour la création d'un pôle d'excellence dans les domaines des énergies renouvelables, de la construction durable et de l'environnement »

Développement polycopié

La Ville de Lausanne possède actuellement plusieurs pôles d'excellence sur son territoire, qui lui apportent notamment des emplois, des retombées économiques positives et une renommée internationale. C'est par exemple le cas de la Maison du Sport international (avenue de Rhodanie), qui regroupe sous le même toit une vingtaine de fédérations et organisations sportives et une dizaine d'entreprises actives dans le domaine du sport, mais aussi celui du Biopôle (Vennes), parc technologique dédié aux sciences de la vie.

Le projet d'écoquartier des Plaines-du-Loup, outre ses qualités urbanistiques et environnementales, prévoit une forte mixité fonctionnelle (environ 6500 habitants et 3500 emplois), avec la construction progressive de près de 200 000 m² de surfaces brutes de plancher (SBP) dédiées aux activités. Pour ce projet, la Ville de Lausanne s'est donné pour objectif d'appliquer le principe de la société à 2000 watts. L'écoquartier des Plaines-du-Loup sera donc inévitablement un lieu d'innovation et d'expérimentation dans les domaines des énergies renouvelables, de la construction durable et de l'environnement.

Depuis plusieurs années, la Ville de Lausanne se distingue déjà dans les domaines précités, comme en témoigne le fait qu'elle soit Cité de l'énergie depuis 1996 et la première Ville à obtenir le label European Energy Award gold en 2004 ou encore par le programme Agenda 21, l'organisation de la journée mondiale de l'eau, de la journée « un arbre - un enfant », le Trophée Eco-conscience, etc. Le projet d'écoquartier des Plaines-du-Loup offre aujourd'hui une opportunité unique de faire un pas de plus et de positionner la Ville de

Lausanne comme un véritable centre de compétences dans les domaines des énergies renouvelables, de la construction durable et de l'environnement.

En ce sens, la création dans l'écoquartier des Plaines-du-Loup d'un pôle d'excellence dans ces trois domaines permettrait de rassembler des spécialistes (conseil, études, conception, construction, etc.) et de favoriser ainsi le partage de connaissances et la création de synergies, pour répondre de manière concrète et experte aux défis à venir, un peu à l'image de la Cité de l'environnement de Saint-Priest (Lyon). Ceci d'autant plus que Lausanne bénéficie de la présence du savoir des Hautes écoles de la région (EPFL, Université de Lausanne, HEIG-VD, etc.), avec lesquelles des collaborations devraient être envisagées.

A l'image de la Maison du Sport International dans le domaine du sport, quelques milliers de mètres carrés de surfaces brutes de plancher (SBP) pourraient ainsi être dédiés spécifiquement à des sociétés actives dans les domaines des énergies renouvelables, de la construction durable et de l'environnement, dans un/des bâtiment(s) abritant principalement des bureaux et des locaux communs tels que salles de réunion, salles de conférence, cafétéria, etc.

L'objet de ce postulat est donc de demander à la Municipalité :

D'étudier l'opportunité de créer dans l'écoquartier des Plaines-du-Loup un pôle d'excellence dans les domaines des énergies renouvelables, de la construction durable et de l'environnement.

Discussion

M. Valéry Beaud (Les Verts) : – Je déclare mes intérêts : je suis président de l'Association écoquartier. Pour présenter ce postulat, j'aimerais faire une analogie avec la maison du sport international à l'avenue de Rhodanie, que vous connaissez probablement toutes et tous. Cette maison abrite actuellement une vingtaine de fédérations sportives dans cinq bâtiments, mais aussi une dizaine d'entreprises actives dans le domaine du sport ; on le connaît peut-être moins, mais c'est important. Ce pôle d'excellence dans le domaine du sport apporte inmanquablement des emplois à Lausanne, il a des retombées économiques positives et apporte une renommée internationale à la Ville.

Dans le même ordre d'idées, l'objectif de ce postulat est d'étudier l'opportunité de créer dans l'Ecoquartier des Plaines-du-Loup un pôle d'excellence dans les domaines mentionnés plus haut, donc les énergies renouvelables, la construction durable et l'environnement. Le lieu est particulièrement adapté, puisque l'objectif de ce quartier est de répondre à la société à 2000 watts. Cela impliquera un certain nombre d'innovations et d'expérimentations qui nécessiteront des professionnels qui mettront en commun un savoir autour de ces thématiques. L'objectif est donc de donner quelques milliers de mètres carrés pour ce pôle d'excellence, qui pourrait être d'un ou de plusieurs bâtiments avec des bureaux et des locaux communs, tels que salles de réunion, salles de conférence et cafétéria ; ils seraient mis à disposition d'entreprises actives dans ces domaines pour rassembler des spécialistes, favoriser le partage de connaissances et la création de synergies pour répondre de manière optimale à ces problèmes.

La discussion n'est pas utilisée.

Le postulat est renvoyé à la Municipalité.

Le Conseil communal de Lausanne

- vu le postulat de M. Valéry Beaud : « Ecoquartier des Plaines-du-Loup : pour la création d'un pôle d'excellence dans les domaines des énergies renouvelables, de la construction durable et de l'environnement » ;
- ouï la discussion préalable ;
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

de renvoyer ce postulat directement à la Municipalité pour étude et rapport.

Postulat de M. Benoît Gaillard : « Agences de notation contre démocratie locale : organiser la riposte »

Développement polycopié

Les agences de notation font l'objet de critiques vives émanant de tous les bords politiques et leur utilité pour noter les collectivités publiques à tous les niveaux est de plus en plus remise en question. Le présent postulat propose que la Ville de Lausanne étudie la possibilité de se détacher de Standard & Poor's, l'agence qui la note actuellement, et évoque des pistes de remplacement.

Les agences de notation sont, depuis quelques années, au cœur du débat sur le fonctionnement de l'économie et de la finance mondiales. Leur rôle à l'origine est d'évaluer aussi objectivement que possible le risque financier que présente une entreprise, un produit financier ou un émetteur de dettes, dans la perspective de fournir à leurs clients d'origine, les investisseurs, des informations sur les placements possibles. Mais le système s'est progressivement modifié, et ce sont depuis quelques décennies les émetteurs de dettes, de produits financiers ou d'actions, par exemple, qui paient les agences pour obtenir une validation de leur qualité.

Après que les Etats dans le monde entier ont, en 2008, sauvé les banques par des recapitalisations massives, et relancé l'économie par des plans faramineux, l'attention s'est peu à peu déplacée sur la dette publique, gonflée justement par ces mesures d'urgence. Et les agences de notation ont ainsi commencé à revoir à la baisse l'évaluation d'un certain nombre d'Etats et de collectivités, avec des effets catastrophiques pour ces derniers : en effet, l'abaissement d'une note signifie que les investisseurs exigeront des taux d'intérêt plus élevés pour l'argent prêté à l'entité concernée. Ce qui ne va pas l'aider à améliorer la situation qui a conduit à cet abaissement... Les agences de notation jouent donc au plan mondial un rôle de pompiers pyromanes, tout en ayant, à de nombreuses reprises, fait la preuve du peu de fiabilité et de la vue à très court terme de leurs analyses¹¹.

Si l'on peut s'inquiéter des effets de précipitation et de création de cercles vicieux que la notation peut avoir concernant les produits issus de sociétés privées, il y a encore davantage lieu de s'alarmer de l'ingérence antidémocratique que constitue parfois la notation des dettes publiques par ces agences. Celles-ci se permettent en effet de juger sur la base d'une grille d'analyse purement financière des éléments centraux de la démocratie, tels que le débat d'idées et la confrontation entre différentes visions.

On aura beaucoup entendu parler de la note des Etats-Unis, dégradée pour des motifs purement politiques. On sait que la note de la Tunisie a été abaissée au moment de la révolution démocratique en janvier 2011 : c'est que les tyrannies produisent des dettes plus stables que les républiques... Plus localement, on peut considérer que la supériorité de la note du canton de Vaud (AA+ selon S&P) face à celle de Lausanne (A+) est principalement due à la politique d'investissement moins ambitieuse du canton, une option politique permettant certes une réduction de la dette mais pas toujours une préparation efficace de l'avenir. Il est donc évident qu'au nom d'une prétendue objectivité, les agences de notation favorisent une gestion publique libérale et restrictive, plutôt que des investissements anticycliques ambitieux. Ainsi, Standard & Poor's salue l'« ajustement à la

¹¹ Paul Krugman, Prix Nobel d'économie, note ainsi que parmi les produits financiers basés sur des subprimes qui avaient été jugés de très bonne qualité (AAA) en 2006, 93 % étaient passés au statut d'actifs pourris en 2010 (<http://www.nytimes.com/2010/04/26/opinion/26krugman.html>)!

baisse des dépenses d'investissements [de Lausanne] en 2010 à 145 millions de francs suisses »¹². Et si les Lausannois avaient cette année-là, décidé, par exemple par un vote populaire, d'un nouvel investissement ?

Au cours des mois passés, de nombreuses voix se sont élevées pour dénoncer l'influence néfaste des agences de notation. La Commission européenne elle-même a envisagé de rendre les agences responsables devant la justice des conséquences néfastes éventuelles de leur comportement.

Un certain nombre de villes suisses, telles que Zurich, Bâle ou Lucerne, ne recourent pas aux services de l'une des trois agences de notation qui détiennent 90 % du marché mondial¹³. Par ailleurs, il existe une agence de notation suisse, Fedafin AG¹⁴, reconnue par la Finma et qui évalue principalement des collectivités publiques.

Considérant que l'évaluation des politiques publiques et de l'affectation des moyens de la collectivité est une chose bien trop importante pour être laissée à trois agences américaines en situation d'oligopole, le présent postulat demande à la Municipalité :

1. De mener des recherches détaillées quant à la question de savoir quelles collectivités publiques locales, en Suisse, recourent à une notation financière et lesquelles y renoncent.
2. D'évaluer dans quelle mesure la notation par une agence étrangère ou suisse est absolument nécessaire pour une collectivité publique de la taille de Lausanne.
3. De juger s'il est pertinent de prendre contact avec les exécutifs d'autres grandes villes de Suisse afin d'entamer des réflexions sur la création d'une nouvelle entité indépendante chargée de l'évaluation des dettes publiques des collectivités locales.

Discussion

M. Benoît Gaillard (Soc.) : – Je ne vais pas m'étendre sur ce postulat dont vous avez probablement déjà entendu parler. S'il s'agit de casser un thermomètre, c'est probablement une mauvaise idée ; s'il s'agit de casser un thermomètre qui vous donne un peu plus de fièvre que vous n'en aviez avant, on peut se poser la question. S'il s'agit d'acheter une machine compliquée et coûteuse qui vous donne l'heure de manière extrêmement précise, peut-être que cela vaut la peine d'y mettre le prix. S'il s'agit d'acheter une machine compliquée et coûteuse qui, finalement, ne donne pas mieux l'heure qu'une simple Swatch, il faut peut-être se poser la question.

Les questions que je pose dans ce postulat sont les suivantes : qui, en Suisse, fait usage de la notation des agences de notation ? Cette notation est-elle utile, a-t-elle une réelle utilité ? Et si c'est le cas, qui est le mieux placé pour noter une collectivité publique, en l'occurrence la Ville de Lausanne ? La question en filigrane est évidemment de savoir comment éviter de museler la démocratie, de lier les mains des représentants du peuple et du peuple lui-même dans un certain nombre de décisions concernant la politique financière. Ces questions sont extrêmement intéressantes ; j'ai cru comprendre qu'elles passionnaient déjà certains. Je propose qu'elles soient discutées en commission.

La discussion est ouverte.

M. Pierre-Antoine Hildbrand (PLR) : – Je renonce, puisque je m'apprêtais à demander le renvoi en commission.

¹² « *adjusting down [Lausanne's] capital expenditure to Swiss franc (CHF) 145 million* ». Accessible (sur inscription gratuite) sur www.standardandpoors.com

¹³ Ces trois agences sont Standard and Poor's, Fitch Ratings et Moody's.

¹⁴ Fedafin – Federalism and Finance AG, www.fedafin.ch, est une agence de notation basée dans le canton de Saint-Gall et qui évalue des collectivités publiques, cantons, entreprises publiques ainsi que des entreprises dont les obligations s'échangent à la bourse suisse.

La discussion est close.

Le postulat est renvoyé en commission.

Motion de M. Jean-François Cachin et consorts : « Inégalités de traitement – Règlement pour la Municipalité de Lausanne : modification de l’art. 32 Traitement et restitution des indemnités »

Développement polycopié

Lors de la modification du 7 décembre 2010 du règlement pour la Municipalité, nous estimons, à la lecture de l’art. 32, qu’il existe une inégalité de traitement entre les membres de la Municipalité qui siègent au Conseil national ou au Conseil des Etats et les membres de la Municipalité qui siègent au Grand Conseil.

En effet, les membres de la Municipalité qui siègent au Conseil national ou au Conseil des Etats rétrocèdent, selon l’art. 32 du règlement pour la Municipalité de Lausanne, à la bourse communale les indemnités suivantes :

- a) indemnités parlementaires annuelles (selon art. 2 de la Loi fédérale sur les moyens alloués aux membres de l’Assemblée fédérale – LMAP) ;
- b) indemnités journalières (selon art. 3 LMAP).

Par contre, les membres de la Municipalité qui siègent au Grand Conseil conservent l’intégralité des indemnités parlementaires reçues à ce titre.

Au vu de ce qui précède, nous estimons qu’il y a une inégalité de traitement flagrante. En effet, un membre de la Municipalité, siégeant au Grand Conseil ou en commission ad hoc ou permanente, les jours en semaine et bénéficiant des infrastructures de leur secrétariat n’a aucune obligation de restituer les indemnités touchées.

Par cette motion, nous demandons la modification de l’art. 32 afin que les membres de la Municipalité qui siègent au Grand Conseil rétrocèdent à la bourse communale

- a) les indemnités de présence versées lors des séances plénières du Grand Conseil ;
- b) les indemnités de présence versées comme membre d’une commission permanente ou ad hoc.

Discussion

M. Jean-François Cachin (PLR) : – Le titre de la motion donne toutes les informations nécessaires. Nous avons parlé hier soir des problèmes de restitution d’argent. Je constate qu’il y a une inégalité de traitement entre les membres de la Municipalité qui sont au Conseil national et ceux qui siègent au Grand Conseil. Dès lors, je demande que cette motion soit envoyée en commission.

La discussion n’est pas utilisée.

La motion est renvoyée en commission.

Réponse municipale à la pétition de l'Académie champignacienne demandant l'érection en ville de Lausanne d'un monument voué à la gloire du maire de Champignac

Rapport-préavis N° 2010/55 du 27 octobre 2010

Services industriels

1. Objet du préavis

Une pétition a été soumise au Conseil communal, munie d'un nombre certain, bien qu'assez peu élevé, de signatures – celles-ci se caractérisant toutefois par l'extrême distinction de celles et ceux qui ont apposé la leur. Après un long et fructueux débat, le Conseil communal a bien voulu transmettre dite pétition à la Municipalité, à charge pour elle de rédiger un préavis sur cette question essentielle – bien que, toutefois, l'objet de sa demande reste extrêmement difficile à interpréter.

La Municipalité n'a pas craint, néanmoins, de procéder à l'exercice herméneutique difficile qui lui était demandé. Bien plus, elle a l'audace de proposer au Conseil communal, et à l'assistance publique tout entière, de ne pas répondre de manière directement favorable aux requêtes de la pétition. Il n'en reste pas moins que ses propositions peuvent être considérées comme allant bien au-delà des exigences littérales des pétitionnaires. C'est donc avec une confiance marmoréenne, voire éburnéenne, non dénuée d'exaltation maïaque (en quelque saison qu'il plaira à l'organe délibérant de décider), qu'elle s'adresse, par le présent préavis, au Conseil communal

2. Réponse de la Municipalité à la pétition

2.1 Du patrimoine matériel et immatériel

De quoi s'agit-il ? D'ériger un monument concret voire matérialisé, en l'honneur d'une forme de vie spirituelle et d'une compétence purement idéelle, cognitive, conceptuelle et langagière. Or, la question de la matérialité de la tradition est désormais posée de manière aiguë, dans les organisations internationales tout comme à l'échelle cantonale. En effet, l'UNESCO a reconnu en 2003 la notion de « patrimoine immatériel », et de nombreux pays font d'ores et déjà reconnaître des éléments de ce patrimoine ; pour la Suisse, l'adhésion à ce document date de 2008. L'Office fédéral de la culture espère pouvoir constituer un stock national d'éléments du patrimoine immatériel dignes de protection.

Il n'en reste pas moins que la notion de patrimoine immatériel n'est pas sans interroger les analystes – on se référera à l'actuelle exposition du Musée d'ethnographie de Neuchâtel (« Bruits ») pour une illustration et une réflexion critique sur ce concept. Si le tango est une pratique désormais inscrite à ce patrimoine, si les contes racontés sur la place Jemâa el-Fna de Marrakech sont certainement une donnée orale et néanmoins certifiable, il est plus difficile de faire valoir que le savoir-faire des constructeurs chinois de ponts en bois est dissociable de ces mêmes ponts, qui sont eux bel et bien un élément de patrimoine matériel. Et la volonté présidentielle française d'inscrire au patrimoine mondial immatériel un ensemble aussi flou que « la gastronomie française » promet de longs débats théoriques, que l'on espère entrecoupés de travaux pratiques autrement plus savoureux que les rapports rédigés à l'intention d'une grande organisation internationale.

Et pour ce qui concerne le canton de Vaud, un projet de loi est en consultation, qui portera sur le patrimoine matériel et immatériel. Bien plus : pas plus tard que le 14 septembre 2010, le Conseil d'Etat, lui-même grand spécialiste pratique et théorique du champignacisme, a lancé un grand appel à la population vaudoise : il s'adresse aux détenteurs du patrimoine immatériel vaudois, pour que ceux-ci, sous une forme qui reste à élucider, transmettent ces éléments de patrimoine en vue d'un inventaire. Le communiqué renvoie également à des sites internet, qui matérialisent (sous une forme virtuelle) la volonté gouvernementale d'agir en faveur du génie vaudois (www.musees-vd.ch/fr/patrimoine-immateriel et www.traditions-vivantes.ch). De surcroît, un journal

local – lui-même vecteur éminent du patrimoine immatériel local – a lui aussi lancé un appel aux bonnes idées en la « matière ».

Outre l'appel aux éléments patrimoniaux, le Canton de Vaud a, une fois n'est pas coutume, pris les devants par rapports aux projets scientifiques et fédéraux. En effet, le Conseil d'Etat, par l'intermédiaire du Département de la formation et de la jeunesse, a mis en consultation un avant-projet de loi sur le patrimoine matériel et immatériel. Ce corpus législatif s'inscrit dans un référentiel normatif qui inclut à la fois la culture et la notion – littérale ou figurée – de monument.

C'est dans ce contexte de grande insécurité du droit et de la philosophie esthétique que la pétition traitée dans ce rapport-préavis a été renvoyée à la Municipalité. Celle-ci s'est penchée sur la question et l'a étudiée avec circonspection, tout autant qu'avec soin. Il appartiendra au Conseil communal de décider si, en dépit du fait que Lausanne n'est pas Champagnac et que la loi sur les communes prévoit l'existence d'un syndic et non d'un maire, il souhaite que le champignacisme soit inscrit au patrimoine immatériel lausannois et veuille d'une action auprès du Canton en ce sens. En l'état, la Municipalité, certaine que le champignacisme devrait appartenir au patrimoine immatériel de l'humanité et non d'une seule région, fût-elle lémanique, suggère de ne pas entrer en matière sur cette demande et de la transmettre aux autorités cantonales, voire fédérales pour qu'elles agissent dans le cadre de leurs mandats auprès des organisations internationales. Alternativement, elle propose au Conseil communal de considérer que l'immatérialité du champignacisme soit considérée comme suffisamment établie pour que le monument souhaité par les pétitionnaires puisse être érigé de manière à la fois multilocale et virtualisée.

2.2 Efforts antérieurs, et considérables, des autorités lausannoises

La Municipalité a indubitablement bien mérité de la patrie champignacienne. En cours d'exercice ou en guise de préparation à leur mandat, nombre de ses membres ont contribué au concours, et ont fait mieux que d'y figurer.

A tout seigneur tout honneur toutefois : il faut immédiatement relever – et souligner – que certains parmi les plus éminents candidats de la Municipalité aux distinctions champignaciennes étaient des élus du Conseil communal, au moment de leur forme la plus ascendante. Non seulement cela tend à montrer que le tremplin en quoi consiste l'organe délibérant doit absolument être révérend *per se* – c'est ce à quoi s'emploie, tout au long de la législature, la Municipalité. Il n'en reste pas moins que, noblesse oblige et à tout seigneur tout honneur, c'est au seul Conseil communal d'apprécier ses performances individuelles et collectives en la matière, et que c'est à lui seul qu'il appartient de décider de la manière dont il pourra lancer des trilles et des vocalises à sa propre gloire, puis les traduire en décisions qui, nonobstant la faiblesse des moyens dont il dispose, seront plus ajustées à la qualité des mesures préconisées qu'à l'ampleur de la surface médiatique des pétitionnaires – laquelle est, comme chacun sait et paradoxalement, inversement proportionnelle au tirage du périodique qui a longuement alimenté la rumeur publique au sujet de la pétition évoquée ici, mais directement proportionnelle à la popularité du prix qu'ils ont mis sur pied et qu'ils décernent avec un brio digne d'éloge (et peut-être aussi, parfois, d'une meilleure cause).

En tout état de cause, cette figure absolument brillante des élus lausannois doit maintenant être considérée comme la plus haute contribution de la Ville à l'essor du champignacisme. Le respect quasi absolu que l'opinion publique doit au Conseil communal, la déférence polie dont elle pourrait faire preuve à l'égard de la Municipalité, et surtout, s'agissant de ces deux organes du pouvoir communal, la vénération en laquelle, de notoriété publique, la Municipalité porte le Conseil communal (et, par hypothèse, le mouvement inverse d'estime que l'organe délibérant affiche à l'égard de l'exécutif) sont des marques bien suffisantes pour indiquer à quel point ces autorités remplissent largement leur mandat – tout au moins pour ce qui touche à la défense et illustration du champignacisme.

Malheureusement, les promoteurs eux-mêmes du champignacisme, les organisateurs du Grand Prix que l'assistance publique concernée – forte de plusieurs spectateurs assidus et enthousiastes – attend, quelques minutes durant, une fois par année dans les sous-sols d'une librairie lausannoise, se méprennent sur la signification du silence dont a fait jusqu'ici preuve l'autorité exécutive lausannoise à l'égard de la pétition qui a été remise au Conseil communal, et transmise à la Municipalité. Ce silence persistant et diligent est de stupéfaction admirative, et d'éloge. Qui plus est, comme on le verra ci-dessous, il est strié d'une action qui, pour n'avoir pas été vue, n'en est pas moins d'une extraordinaire et zélée pondération prophétique. Or les rédacteurs de la Distinction l'interprètent faussement comme un indicateur de la vista bureaucratique, et de la virtuosité de l'administration à mettre en œuvre l'adage tant avisé et si bien connu du regretté ministre de la IV^e République Henri Queuille : « il n'est pas de problème qui ne trouve de solution par une absence de traitement ».

Il n'en est rien. C'est dans la discrétion que la Municipalité, après que ses membres passés, présents et futurs ont révééré le champignacisme et apporté leur pierre à cet immense édifice, ainsi que leur huile dans ses rouages et sur son feu ardent, leur briquette dans cet âtre fumant, c'est, disait-elle, dans la discrétion que la Municipalité souhaite maintenant inscrire dans le terreau urbain un hommage à ce monument de l'intelligence humaine, et pour tout dire politique. C'est la raison pour laquelle, il a semblé à l'exécutif lausannois que la meilleure manière de distinguer matériellement le champignacisme était de lui ériger un monument très discret, presque irrepérable et à vrai dire virtuel dans l'immensité de la cité. La Municipalité a donc, en un endroit destiné à demeurer secret parce qu'immatériel, déposé un témoignage, destiné à demeurer indescriptible voire peut-être indicible, d'hommage au Grand Prix que ses membres ont toujours aspiré à obtenir malgré la concurrence écrasante des cent membres surentraînés du Conseil communal.

Cet hommage à l'urbanité et à l'intelligence, ce témoin de la pérennité et de la métamorphose perpétuelles du génie champignacien, vit en Ville de Lausanne. Chacune et chacun peut, un jour ou l'autre, un siècle ou l'autre, buter sur un objet, sur une idée, sur un concept ou sur un élément symbolique (le symbole étant en l'occurrence la transmutation de l'immatériel en un matériau qui veut dire autre chose que lui-même) qu'elle ou il pourra considérer comme un minuscule obstacle sur son chemin, comme un anodin élément du mobilier urbain ou de son équipement cognitif, mais qui en réalité est et restera le témoignage discret de l'hommage à l'élan magnifique d'une pensée à la fois zéphyrienne et sérapique, d'un leste papillonnement maïaque et d'une lestée solennité noëllienne.

La Municipalité estime ainsi avoir fait plus que répondre à la pétition qui lui a été transmise par le Conseil communal. Consciente néanmoins que, dans un esprit de saine émulation, celui-ci pourrait vouloir en faire moins qu'elle en répondant littéralement à la pétition – ce qui serait un malentendu à la fois rhétorique et analytique d'une intensité dont on ne peut mesurer la profondeur – elle reste ferme sur ses principes et ne dérogera pas à sa règle, qui est de respecter profondément les aspirations du Conseil communal, celui-ci voudrait-il manifester (comme il arrive parfois) un certain désaccord avec l'autorité exécutive. C'est dans un état d'âme serein qu'elle attend donc tant les foudres que les onguents, tant les dédains que les révérences, qui lui parviendront par myriades de la docte voix du peuple ou de celle, pas toujours moins mélodieuse, de l'organe délibérant.

3. Conclusions

Eu égard à ce qui précède, la Municipalité vous prie, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir prendre les résolutions suivantes :

Le Conseil communal de Lausanne,

vu le rapport-préavis No 2010/55 de la Municipalité, du 27 octobre 2010 ;

ouï le rapport de la commission nommée pour examiner cette affaire ;

considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. d'accepter la réponse municipale à la pétition de l'Académie champignacienne demandant l'érection en ville de Lausanne d'un monument voué à la gloire du maire de Champignac ;
2. de renoncer à ériger un monument réel en faveur du champignacisme, celui-ci étant partie du patrimoine immatériel et devant le rester, mais de prendre acte, en revanche, que la célébration du champignacisme se fait sur maints endroits du territoire lausannois et qu'une statue mobile et virtuelle est d'ores et déjà érigée à sa gloire ;
3. de financer cette statue virtuelle et gratuite en prélevant une somme nulle, mais proportionnellement répartie sur les budgets du Conseil communal (pour 100/107^{es}) et du Secrétariat municipal (pour 7/107^{es}) ;
4. d'accepter de refuser de consentir à porter cette dépense nulle en amortissement.

Au nom de la Municipalité :

Le syndic : *Daniel Brélaz*

Le secrétaire : *Philippe Meystre*

Rapport

Membres de la commission : M^{mes} et MM. Claude Grin (Les Verts), rapportrice, Eddy Ansermet (PLR), Gianfranco Gazzola (Soc.), Albert Graf (UDC), Evelyne Knecht (La Gauche), Françoise Longchamp (PLR), Stéphane Michel (Soc.), Roland Ostermann (Les Verts), Bertrand Picard (PLR), Jacques-Etienne Rastorfer (Soc.).

Municipalité : M. Jean-Yves Pidoux, municipal, Services industriels.

Rapport de majorité de M^{me} Claude Grin (Les Verts), rapportrice de majorité :

La Commission chargée de l'examen du préavis cité en titre s'est réunie dans les locaux des Services industriels le lundi 17 janvier 2011 de 08 h à 9 h 45. Elle était composée de M^{mes} et MM. Claude Grin (Les Verts), présidente de la commission et rapportrice, Roland Ostermann (Les Verts), Stéphane Michel en remplacement de Philippe Clivaz, remplaçant Solange Peters (Socialiste), Gianfranco Gazzola (Socialiste), Jacques-Etienne Rastorfer (Socialiste), Françoise Longchamp (LausannEnsemble), Eddy Ansermet (LausannEnsemble), Bertrand Picard (LausannEnsemble), Evelyne Knecht (A Gauche Toute !) et Albert Graf (UDC).

La Municipalité et l'administration étaient représentées respectivement par M. Jean-Yves Pidoux, directeur des Services industriels et M^{me} Anne-Julie Monnard, assistante du chef de service du développement stratégique, pour les notes de séance, que nous remercions pour son excellente prise de note.

Rappel des faits

L'Académie champignacienne a lancé en 2007 une pétition communale demandant « l'érection en ville d'un monument voué à la gloire du maire de Champignac » en précisant que pour ce monument « n'importe quelle forme pourra être envisagée : colonne, trophée, mémorial, aquarium, cénotaphe, tumulus, mausolée, sépulcre, stûpa, alignement mégalithique ou arc de triomphe. Il importera seulement de mettre en évidence l'élan champignacien et son lien indissoluble avec la cité. »

Cette demande a été examinée par la Commission des pétitions le 13 mai 2008. Deux représentants de la pétition se sont exprimés durant cette séance. Il leur a été demandé d'être plus précis sur le type de monument qu'ils souhaitent. Pour les pétitionnaires idéalement, il faudrait ériger une statue représentant le maire de Champignac, à l'emplacement où pourrait se dérouler la cérémonie des remises des Prix Champignac. Il leur a été posé la question de savoir si cette manifestation pourrait être associée au Festival

lausannois de la BD. Les pétitionnaires pensent qu'une telle piste pourrait être développée. La pétition a été ensuite transmise à la Municipalité pour étude et préavis.

M. Jean-Yves Pidoux, directeur des Services industriels a été chargé par la Municipalité de présenter la réponse à cette pétition sous forme d'un Rapport-préavis. Celui-ci prend le titre de Rapport préavis N°2010/55 « Réponse municipale à la pétition de l'Académie champignacienne demandant l'érection en ville de Lausanne d'un monument voué à la gloire du maire de Champignac ».

Discussion

En ouverture de la séance de la Commission chargée de l'étude du préavis, en date du lundi 17 janvier 2011, M. Jean-Yves Pidoux rappelle que « la Municipalité, par ce préavis, a apporté sa pierre aux flots tumultueux des exemples d'éloquence champignacienne ». Il ajoute qu'en cette période pré-électorale « cela donne l'occasion d'un moment de détente un peu ludique et d'une compétition plaisante entre le Conseil communal et la Municipalité ».

Les commissaires ont apprécié la réponse municipale et remercient son auteur pour l'humour qu'il a su apporter à sa réponse. Le débat qui s'en suivit porte sur la nature de l'objet à prendre en compte : faut-il honorer « l'élan champignacien », soit un élément du patrimoine immatériel porté par un personnage de bande dessinée, ou faut-il concrétiser le personnage qui symbolise cette litote par un monument appelé à devenir patrimoine matériel.

Différentes propositions sont faites par les commissaires : répondre à la pétition en proposant au Festival de la BD de mettre en valeur le champignacisme dans le cadre de sa prochaine édition, nommer une salle « Champignac » le jour où un musée de la BD serait construit, poser une plaque bleue à la gloire du maire de Champignac, comme celle posée à la mémoire de Simenon à la rue de Bourg, et dédier cet hommage à tous ceux qui n'auront ni plaque, ni ne recevront de trophée. Cette plaque pourrait être placée à la place de la Palud, qui est le théâtre de moult joutes verbales.

Pour un autre commissaire, il est préférable que le maire de Champignac puisse s'incarner au gré des quartiers et des lieux. Ce commissaire craint que si on érige une statue en l'honneur du maire de Champignac, cette statue, (à l'égal de celle érigée devant sa boutique, par maître Pasquin, cordonnier contestataire et romain), devienne le lieu de dépôt des lettres de doléances des citoyens lausannois et qu'il faille alors nommer un fonctionnaire pour aller relever ces missives.

Un autre commissaire propose d'associer la Bibliothèque municipale à cet hommage en sollicitant sa participation à cette manifestation et en décernant les Champignac dans ses locaux. Une commissionnaire trouve que l'idée de rendre hommage à « l'esprit Champignac » dans une manifestation organisée avec la Bibliothèque municipale risque d'officialiser cette distinction et de lui faire perdre sa valeur, sa force de contestation et de son humour et qu'il vaut mieux garder la remise de cette distinction dans une librairie et dans les mises en scène choisies par ses organisateurs.

Quant à la notion de patrimoine immatériel, c'est un concept qui peut être mal interprété. Plusieurs valeurs morales pourraient appartenir au patrimoine immatériel, comme par exemple la solidarité. Devrait-on alors se contenter de services sociaux virtuels afin de diminuer les coûts de la sécurité sociale ? Dans cette même logique, on pourrait décider d'un jumelage virtuel entre deux villes, celles de Champignac et de Lausanne par exemple, ou encore on pourrait considérer que les autorités politiques de la Ville de Lausanne appartiennent également au patrimoine immatériel, et nous pourrions rester dans le virtuel absolu ! Une autre commissaire estime que la Municipalité est très vite passée dans l'immatériel. Elle soutient que l'idée du jumelage entre Champignac et Lausanne pourrait être étudiée.

M. Jean-Yves Pidoux s'est entretenu avec M. Daniel Rausis, animateur radio et éminent membre de l'Académie champignacienne, au sujet d'un emplacement potentiel de la statue virtuelle. M. Daniel Rausis pense que le meilleur emplacement se situe sur le parcours de la ligne du m2 : à mi-parcours entre les stations Riponne-Maurice Béjart et Flon, à un endroit où se trouve une petite lampe jaune qui éclaire une anfractuosité. La direction des tl pourrait être sollicitée afin de donner son accord pour y apposer une plaque indiquant : « Ceci est le lieu de la statue virtuelle de Champignac... ». Plusieurs commissaires trouvent ce signe judicieux ainsi que sa localisation dans un tunnel, qui ne permet à ce signe d'être aperçu que durant un bref instant depuis une rame de métro, et qui laisse ainsi le loisir aux voyageurs d'en discuter entre eux en toute liberté entre deux stations du m2.

Une commissaire précise qu'institutionnaliser le champignacisme reste quelque chose d'indépendant de la statue et qu'en l'occurrence ce qui est demandé par les pétitionnaires, c'est une statue du maire de Champignac. Quant à la conclusion 3, elle la refusera étant donné que le Conseil communal déteste la notion de gratuité.

M. Jean-Yves Pidoux se défend de toute manipulation politique, mais précise que les pétitionnaires ont manipulé les significations sémiologiques : le maire de Champignac est un élément narratif, un personnage qui n'existe pas et qui n'est donc pas statufiable. Ce qui est intéressant, pour lui, c'est que les pétitionnaires ont déjà obtenu « le monument » par leur pétition et les discussions sur celle-ci. Les pétitionnaires trouveront tout bénéfice qu'aucune réponse sous une forme littérale ne leur soit donnée, de telle manière que le débat se poursuive.

Un commissaire répond que, pourtant, les lauréats du Prix de Champignac reçoivent une statuette matérialisée pour symboliser leur victoire.

Un commissaire ajoute que la commission de ce jour matérialise déjà un peu la pétition par ses discussions, qui seront inscrites dans un bulletin du Conseil communal pour les siècles à venir. Mais à l'image de ce prix, bien réel, décerné chaque année. Il insiste pour donner une reconnaissance un tant soit peu matérielle à l'initiative de l'Académie champignacienne.

M. Jean Yves Pidoux conclut qu'il serait normal de continuer la plaisanterie mais comme chacun sait, les plaisanteries les plus brèves sont les meilleures ! Il laisse à la commission le soin de décider à quelle niveau de brièveté elle souhaite maintenir la plaisanterie...

Conclusions

Rappel des conclusions proposées par la Municipalité dans le Rapport-préavis 2010/55

1. d'accepter la réponse municipale à la pétition de l'Académie champignacienne demandant l'érection en ville de Lausanne d'un monument voué à la gloire du maire de Champignac ;
2. de renoncer à ériger un monument réel en faveur du champignacisme, celui-ci étant partie du patrimoine immatériel et devant le rester, mais de prendre acte, en revanche, que la célébration du champignacisme se fait sur maints endroits du territoire lausannois et qu'une statue mobile et virtuelle est d'ores et déjà érigée à sa gloire ;
3. de financer cette statue virtuelle et gratuite en prélevant une somme nulle, mais proportionnellement répartie sur les budgets du Conseil communal (pour 100/107^{es}) et du Secrétariat municipal (pour 7/107^{es}) ;
4. d'accepter de refuser de consentir à porter cette dépense nulle en amortissement.

Résultats des votes :

- les conclusions 1 et 2 sont regroupées et acceptées par 7 oui, 1 non et 1 abstention (9 votants).
- Les conclusions 3 et 4 sont regroupées et acceptées par 8 oui et 2 non.

- M^{me} Knecht propose l'amendement suivant : «Etudier la faisabilité juridique et matérielle de la réalisation d'une marque dans le tunnel du m2 entre les stations Riponne et Flon à l'endroit appelé le « trou/creux », qui est refusé par 7 non, 2 oui et 1 abstention.
- Un rapport de minorité est annoncé par M. Jacques-Etienne Rastorfer.

Rapport de minorité de M. Jacques-Etienne Rastorfer (Soc.), rapporteur de minorité :

Retour sur les débats de la commission

Malgré l'usage d'une langue à la fois subtile et raffinée¹⁵, le membre de la Municipalité, comme la plupart des membres de la commission, n'a pas donné le moindre signe permettant d'espérer aboutir à une érection. Sans doute convient-il de s'y résigner.

Ne souhaitant pas rester sur pareil constat d'impuissance, une tentative d'amendement des conclusions a été tentée sans succès par une commissaire, alors que la présente proposition n'a pu être développée en raison d'un vote précipité des premières conclusions.

Un rapport de minorité s'imposait donc.

En mode mineur

Bien que destiné à rallier une majorité du plénum du Conseil, le présent rapport de minorité doit se poursuivre en mode mineur.

Il souhaite en effet vous entraîner dans les galeries du métro, sous la place St-Laurent, vers une petite niche située dans la paroi ouest, qu'on dit éclairée d'une petite lumière. Cette anfractuosité, vestige du moment où les travaux de construction du m2 touchèrent si ce n'est au spirituel, du moins aux spiritueux, pourrait représenter le lieu choisi pour célébrer l'esprit du Champignac.

Trois raisons confortent ce choix :

- une petite lueur accidentelle au milieu d'un long tunnel : n'est-ce pas la meilleure représentation de ces dérapages verbaux involontaires au cœur d'un long discours que le Champignac honore ?
- le caractère furtif et incertain de la contemplation de cette niche, tout en mouvement, oblige celui qui veut participer à cette célébration à une activité délibérée : elle ne s'impose à tous mais se dévoile à qui la cherche.
- enfin, il est économique pour la bourse communale : nul besoin d'une statue ou d'une plaque en ce lieu, ni d'une demande d'autorisation quelconque à une instance extérieure. La seule décision du Conseil communal, à laquelle la presse donnerait sans aucun doute de l'écho, suffirait pour que le lieu devienne de facto celui d'une célébration de l'esprit du Champignac.

Certes, des esprits farceurs annoncent déjà que, dans cette hypothèse, ils considéreraient que les autorités ont résolument voulu enterrer le projet. Ce risque est à prendre !

Amendement

Aussi, un amendement est ici proposé à la conclusion 2 par l'ajout suivant (souligné) :

Conclusion 2 : « de renoncer à ériger un monument réel en faveur du champignacisme, celui-ci étant partie du patrimoine immatériel et devant le rester, mais de prendre acte, en revanche, que la célébration du champignacisme se fait sur maints endroits du territoire lausannois, *en particulier dans le tunnel du m2 entre les stations Riponne et Flon, sous la*

¹⁵ Pensons à « maïaque », figurant en fin du point 1 du rapport-préavis, et défini comme « relatif au mois de mai ».

place St-Laurent, à l'endroit appelé le « trou ou creux » et qu'une statue mobile et virtuelle est d'ores et déjà érigée à sa gloire ».

Discussion

M. Roland Ostermann (Les Verts), rapporteur-remplaçant de majorité : – Je n'ai rien à ajouter au rapport de ma collègue.

La discussion est ouverte.

M^{me} Evelyne Knecht (La Gauche) : – Voilà donc un an, un mois, dix jours, neuf heures, cinquante-cinq minutes et cinquante-six secondes que les pétitionnaires attendent une réponse à leur pétition. Je remercie la Municipalité de cette belle réponse, mais, malgré l'élégance du verbe et de la rhétorique, elle ne nous convient pas. En effet, elle tourne autour de ce qu'elle ne veut pas nous dire ; c'est une sorte de langue de bois matérialisée par l'écriture, qui pourrait d'ailleurs être inscrite au patrimoine immatériel comme spécificité de la « Municipauté » lausannoise.

D'abord, ce préavis démontre que notre « municiprince » en charge du dossier fait une confusion totale entre l'immatériel et le virtuel. Cet amalgame nous laisse entendre que l'inscription au patrimoine immatériel signifierait irrémédiablement une entrée dans le monde virtuel. C'est faux. Prenons l'exemple de la gastronomie française : elle a été inscrite au patrimoine immatériel de l'humanité en novembre 2010 par les experts de l'UNESCO à Nairobi. Si l'on suit le raisonnement de notre « municiprince », cela signifierait que la gastronomie française ne devrait plus se matérialiser. Eh bien non ! Rassurez-vous, c'est faux, la gastronomie française survivra et ne deviendra pas virtuelle. Au même titre, la reconnaissance du Grand Prix du maire de Champagnac au patrimoine immatériel n'empêcherait en rien l'érection d'une statue à sa gloire.

A la lecture du rapport, on constate que les réflexions des commissaires se révèlent non dépourvues de sens, mais le glissement vers l'acceptation de cette réponse demeure inexplicable, sauf par une toute petite phrase à la dernière page, venant d'ailleurs de la bouche de notre « municiprince » ; il dit que les plaisanteries les plus courtes sont toujours les meilleures. Mais cette réflexion est caduque, car depuis cette date, sa réélection nous a prouvé le contraire. Nous prouvons en même temps les bienfaits du comique de répétition. Donc, si vous voulez vous débarrasser de ce dossier, monsieur le « municiprince », il suffit de répondre favorablement à la requête plutôt que de la jeter dans le virtuel.

Si le maire de Champagnac est un élément narratif, un personnage qui n'existe pas – au même titre que Guillaume Tell, qui, lui, a sa statue –, ses adjoints, eux, existent. On les a rencontrés, notamment à la Commission des pétitions. Il s'est avéré que, dans cette fragile frontière entre le matériel et l'immatériel, il est à Lausanne un endroit symbolique qui marque la rencontre du spirituel avec la matière où, un jour particulier – je crois que c'était le 23 février 2005 – les spiritueux d'un grand magasin lausannois ont rencontré le chantier du m2. Cet endroit est le point où le m2 se rapproche le plus d'une librairie lausannoise où le maire de Champagnac siège régulièrement. D'aucuns se demandent même si cet éboulement n'était pas une demande non virtuelle du maire de Champagnac lui-même afin d'obtenir une sortie de métro à cet endroit. Cela démentirait la thèse actuelle, qui prétend qu'un autre « municiprince », trop content de son tunnel, avait décidé de sabrer le champagne un peu trop tôt. Refuser de marquer matériellement ce lieu mythique pour des raisons aussi virtuelles que les plaisanteries les plus courtes sont toujours les meilleures, démontre une incompétence en la matière. Je reprendrai la parole sur des points plus précis de ce préavis.

M. Alain Hubler (La Gauche) : – J'avoue que ma voisine d'assemblée est beaucoup trop intellectuelle pour moi et je me suis perdu dans sa narration. Par contre, j'ai l'impression que la « Municipalité-pauté » a commis une énorme bourde en rédigeant ce préavis, notamment dans sa conclusion 3, où elle nous suggère de consentir à prélever une somme nulle sur le budget du Conseil communal et du Secrétariat municipal. Nous avons des

hordes de juristes – le nôtre est absent –, cela fera amplifier le débat ; nous avons un mathématicien émérite dans cette assemblée, qui, de plus, est syndic. Il y en a d'ailleurs deux : il y a aussi le rapporteur de majorité. Je me demande s'il ne serait pas judicieux de demander un avis de droit auprès du Canton ou de renvoyer le débat à la prochaine séance, monsieur le président, parce qu'il y a un énorme problème dans cette conclusion 3, que j'aimerais amender de 10 % maximum, comme j'ai le droit de le faire. Comment puis-je le faire ? Le mathématicien m'expliquera sans doute que 10 % de zéro, c'est zéro. Donc, je ne peux pas l'amender. Et les juristes m'expliqueront je ne sais quoi, parce que je suis encore moins juriste que mathématicien. Mais, il y a un vice de forme ; le « municiprince » a fait une grosse bourde, il a bédgé, comme on dit en bon vaudois, à la 3^e conclusion, qui est l'avant-dernière après un magnifique préavis, avec de magnifiques envolées lyriques. On va peut-être aller au-devant d'un retrait du préavis par la Municipalité, qui se rendra compte de son énorme bêtise. J'attends les réponses à mes questions.

M. Philippe Clivaz (Soc.), rapporteur-remplaçant de minorité : – Comme vous l'aurez remarqué, la minorité s'est levée pour un petit bout de discours. J'ai entendu cette phrase récemment : « On ne peut pas laisser dans le silence une question sans réponse ». Cela me paraît une phrase importante et intéressante pour commencer à prendre la place de quelqu'un – je prends ici la place de quelqu'un. On ne peut pas taire les paroles d'un absent et je me fais le rapporteur de minorité au nom d'un membre du Conseil qui n'a pas été réélu. Dans ce préavis, il est question de patrimoine immatériel ; le conseiller en question, matériellement représenté ce soir par le son de ma voix, souhaitait pousser l'immatériel à son comble en ajoutant une phrase à la conclusion 2.

L'art a ceci de merveilleux qu'il est capable de joindre le futile à l'agréable. Champagnac et son maire vivent à Lausanne, partout à l'affût du bon mot. Pensons-y quand nous prenons le métro, pensons-y quand on s'exprime et pensons-y ce soir quand nous voterons les conclusions de ce préavis. Le Groupe socialiste vous propose d'accepter le préavis avec la conclusion modifiée.

Amendement

Conclusion 2 :

De renoncer à ériger un monument réel en faveur du champignacisme, celui-ci étant partie du patrimoine immatériel et devant le rester, mais de prendre acte, en revanche, que la célébration du champignacisme se fait sur maints endroits du territoire lausannois, *en particulier dans le tunnel du m2 entre les stations Riponne et Flon, sous la place St-Laurent, à l'endroit appelé le « trou ou creux »* et qu'une statue mobile et virtuelle est d'ores et déjà érigée à sa gloire.

M. Pierre-Antoine Hildbrand (PLR) : – Manquant cruellement d'humour, mon intervention se veut un double hommage : au maire de Champagnac, mais surtout à Pierre Dac ; tout ce qui se veut drôle est donc de lui.

La pétition et les circonstances qui nous réunissent aujourd'hui sont celles dont la gravité ne peut échapper qu'à ceux dont la légèreté et l'incompréhension constituent un conglomérat d'ignorance que nous voulons croire indépendant de leur juste sentiment. L'exemple glorieux de ceux qui nous ont précédés dans le passé doit être unanimement suivi par ceux qui continueront dans un proche et lumineux avenir, un présent chargé de promesses que glaneront les générations futures délivrées à jamais des nuées obscures qu'auront en pure perte essayé de semer sur leurs pas les mauvais bergers, que la constance et la foi du peuple en ces destinées rendront vaines et illusoire. C'est pourquoi j'ai levé hier mon verre en formant le vœu sincère et légitime de voir bientôt se lever le froment de la bonne graine sur les champs arrosés de la promesse formelle enfouie au plus profond de la terre nourricière, reflet intégral d'un idéal et d'une mystique, dont la liberté et l'égalité sont les quatre points cardinaux en face d'une fraternité massive, indéfectible, imputrescible et légendaire.

Le Groupe PLR s'est longuement penché sur ce préavis. Nous attendons des engagements clairs de part de la Municipalité. On nous dit que le monument coûtera une somme nulle. La science mathématique repose sur un postulat ; c'est son droit, mais on n'est pas obligé de le croire. Ainsi, deux et deux font quatre. Mais il n'y a pas qu'eux. Un et trois font aussi quatre. Cette somme nulle prévue dans le préavis, est-ce l'addition de zéros identiques ou inégaux ? Rien n'est moins sûr que l'incertain. Une erreur peut devenir exacte selon que celui qui l'a commise s'est trompé ou non.

Quant à l'amendement de la minorité, il est profond parce qu'il est creux et nous le soutiendrons. Nous ajouterons pour terminer que nous sommes également exigeants par rapport au directeur des Travaux. Un monument dans l'esprit du Champignac consiste également à ce que, à Lausanne, les trottoirs d'en face soient rigoureusement et sans exception situés de l'autre côté de ceux auxquels ils font vis-à-vis. Nous osons croire qu'il continuera d'en être ainsi à l'avenir.

M. Jean-Yves Pidoux, municipal, Services industriels : – La Municipalité, par ma voix, vous est immensément, véritablement et tout aussi clairement reconnaissante de vos apports précieux, voire utiles et néanmoins estimables au débat sur la langue, la rhétorique politique et sur la persistance du patrimoine immatériel vernaculaire. Il n'empêche que nous ne saurions adhérer à l'interprétation qu'en a fournie M^{me} Knecht, qui se trompe lourdement sur ce qu'est l'immatérialité et la virtualité ; l'exemple qu'elle invoque, celui de la gastronomie française, montre d'ailleurs la profondeur du malentendu qui l'habite, puisque ce n'est pas la gastronomie française qui est au patrimoine immatériel de l'humanité, mais bien le repas français ; c'est une très grande différence. Le repas français est d'autant plus matériel qu'il est en tant que rituel « immatérialisable » et « patrimonialisé ».

Ce que la Municipalité ne peut comprendre toutefois, parce que là – le Conseil communal et toutes les interventions proférées ce soir le démontrent –, le Conseil communal risque d'être tout aussi clairement incohérent, c'est la proposition du rapport de minorité. Cette proposition est totalement absurde, voire incompréhensible et peut-être même peu claire. Cette proposition veut amender une conclusion qui vous propose de renoncer au monument réel en faveur d'un monument virtuel. A bien le lire, néanmoins, et tout aussi clairement, l'amendement souhaite localiser cette réalisation immatérielle dans un seul endroit. Vous conviendrez, mesdames et messieurs les conseillers communaux, que l'avantage du virtuel est bel et bien d'être délocalisé. Si vous voulez localiser l'immatériel, libre à vous. Mais il paraît préférable que cette immatérialité, qui, elle, n'aura pas à être surveillée à distance, garde sa liberté de mouvement. Cette immatérialité doit se trouver n'importe où dans la ville. Cette qualité d'être n'importe où dans la ville est bel et bien le propre même, l'essence nébuleuse du « champignacisme ». A l'heure où l'informatique entre dans l'ère du *cloud*, du nuageux, du nébuleux, il faut se maintenir à la hauteur de cette nébulosité. Il faut renoncer courageusement à localiser l'immatérialité de la même manière qu'il faut renoncer à calculer à partir de zéro. Soyez donc fidèles à la nébulosité et la Municipalité vous en conjure, par ma voix : refusez la proposition de la minorité.

M. Philippe Clivaz (Soc.), rapporteur-remplaçant de minorité : – La voix que je représente ce soir, *virgule*, tenait simplement à préciser que, dans le texte d'ajout à la conclusion N° 2, il y a deux petits mots qui ont toute leur importance : « *en particulier* dans le tunnel du m2 ». Et ce « en particulier » fait toute la différence, puisqu'il ne s'agit pas de localiser en un seul endroit, mais en un des endroits possibles. Avec ce « en particulier », nous pouvons gaillardement accepter la conclusion 2 modifiée. C'est en tout cas ce que je vous invite à faire.

M. Roland Ostermann (Les Verts), rapporteur-remplaçant de majorité : – Un amendement semblable a été présenté en commission par M^{me} Knecht ; il a été refusé par 6 voix contre 2 et 1 abstention. En effet, la majorité de la commission a souhaité que la Ville n'accapare pas le maire de Champignac. En faire une statue publique, ne serait-ce pas

ériger un paratonnerre donnant l'illusion qu'il nous met collectivement à l'abri du prix décerné en son nom ? C'est ce que l'on pouvait ressentir immatériellement dans la commission. Cela nous exposerait à devoir ériger, pour des raisons démocratiques, une statue du syndic de la commune concurrente de Lausanne, qui nous coûterait cher selon les normes SIA ; et cela nous mettrait à l'abri de quoi ? Du vent. Quant à prévoir un lieu de recueillement fugitif dans le métro, une station, comme on dit dans le domaine religieux, la laïcité l'interdit. Surtout que l'allusion à une grotte célèbre conduirait à la vénération de l'itinéraire Maurice Béjart-Lourdes-St-Laurent-place du Flon. Qui n'y verrait pas une offense culturelle ? Le trajet inverse St-Laurent-Lourdes-Maurice Béjart serait une atteinte à notre vie culturelle. Et le maire de Champagnac ne doit pas ouvrir la voie à ce conflit « culturello-cultuel ».

Il faut refuser la proposition de la minorité et se dire que le maire de Champagnac doit continuer à nous observer et à nous narguer partout, et surtout ici, où il est bien présent. Pour l'heure, la commission vous propose d'en rester là, mais le débat pourrait être l'objet central et involontaire des prochaines élections communales. Je souligne pour conclure – j'espère – l'inconfort qu'il y a à devoir remplacer au pied levé la rapportrice officielle et d'être dans la situation critique où, si l'on n'est pas drôle, on passe pour un rigolo.

M^{me} Evelynne Knecht (La Gauche) : – Je reviens sur la conclusion 3, qui pose un problème par rapport à cette somme nulle. Il y a autre chose qui m'intrigue dans cette conclusion, et c'est de vouloir financer cette statue virtuelle et gratuite en prélevant une somme nulle, mais proportionnellement répartie sur les budgets du Conseil communal pour 100/107^{es} et du Secrétariat municipal pour 7/107^{es}. Elle comporte donc un élément tout à fait novateur, qui fait appel à un budget virtuel, celui du Conseil communal. Si cette conclusion passe, elle risque de créer un grave précédent. Si, dans le cas présent, cela ne se ressent pas sur le budget virtuel du Conseil communal – parce que la somme est nulle –, la Municipalité pourrait être tentée de réitérer cette manière de faire pour une somme non nulle et de reporter un budget virtuel les 100/107^{es} d'un projet dont elle ne veut pas. C'est donc un grave précédent auquel il faut faire attention.

Puisqu'il y a eu Pierre Dac, je peux vous dire qu'il y a aussi Raymond Devos, car rien ce n'est pas rien. La preuve c'est que l'on peut le soustraire, car on peut dire moins que rien. Et si l'on peut trouver moins que rien, c'est que rien vaut déjà quelque chose. En le multipliant, une fois rien, c'est rien, deux fois rien, c'est pas grand-chose, mais pour trois fois rien, on peut déjà acheter quelque chose.

M. Benoît Gaillard (Soc.) : – Vous n'êtes pas sans l'ignorer – cela a été suffisamment dit aujourd'hui –, le Prix du maire de Champagnac récompense les fleurons de l'art oratoire de personnes ou institutions romandes, qui sont plus souvent qu'à leur tour plantés dans les jardins des hémicycles tels que le nôtre et arrosés lors d'apéritifs aussi divers qu'endettés.

Par ce rapport-préavis, la Municipalité de Lausanne répond par la négative à la pétition qui lui a été adressée. Il faut bien se rendre compte que cela signifie, sans nul doute, donner un coup de frein à un élan rhétorique indéniable ou un coup de rabot sur les cornes dudit élan en le privant de sa matérialisation par un ajout concret à la statuaire municipale. Accepter l'encouble que la Municipalité a cru bon de placer dans le derrière de l'illustre maire de Champagnac serait évidemment tirer une balle contre son propre camp ; une telle décision ne nous ferait en aucun cas marquer des points. Il semble que ce débat opposera quoi qu'il arrive des protagonistes partageant des opinions différentes et que le débat ne saurait progresser qu'en cessant à un moment donné de discuter sur tout et n'importe quoi. Ce nonobstant et cependant, je propose de renoncer fermement et avec une décision qui ne souffre aucun soulignement excessif à déposer une motion d'ordre, une telle motion n'étant en effet pas de nature à nous mettre en mouvement, mais, au contraire, à ajouter au cheni ambiant. Au nom conjoint de la minorité et de la majorité du Groupe socialiste, je vous conjure, mesdames et messieurs les conseillers communaux, de ne pas accepter la décision difficilement justifiable contre laquelle se sont justement élevés en faux les

opposants à la majorité municipale en l'espèce, en refusant une proposition d'amendement dont la légitimité ne saurait être entamée par des propos oisifs de la Municipalité, qui n'en restent pas moins tels, fussent-ils tenus devant un public nombreux à cette heure-ci, n'en doutons pas.

M^{me} Evelynne Knecht (La Gauche) : – Excusez-moi, je ne sais pas si vous voulez prendre le préavis point par point ou pas après pas. (*Rires dans la salle.*) Je voulais intervenir sur le point deux.

Le président : – On n'est pas encore dans la procédure de vote. Si la statue doit être virtuelle et gratuite, notre vote ne sera ni virtuel ni gratuit. Il sera électronique pour la conclusion 2 et tous les conseillers seront indemnisés pour la soirée. Je vous propose maintenant de passer au vote sur les conclusions. Nous voterons les conclusions 1, 3 et 4 à main levée et la conclusion 2 à l'électronique.

M. Alain Hubler (La Gauche) : – Je fais une demande officielle de vote virtuel.

Le président : – Si vous me citez l'article du Règlement nous procéderons ainsi, mais je ne crois pas que j'ai lu cela dans notre Règlement.

M^{me} Evelynne Knecht (La Gauche) : – J'interviens sur le point 2, comme annoncé. Il y a aussi un problème au point 2, puisque la Municipalité propose de transmettre cette pétition aux autorités cantonales, voire fédérales pour qu'elles agissent dans le cadre de leur mandat auprès des organisations internationales. Alors, oui, c'est une excellente idée, mais nous n'avons trouvé aucune trace concernant la transmission de cette demande. D'après nos informations, le Canton de Vaud a proposé le guet de la Cathédrale, la haute horlogerie, le tavillonnage, les histoires de Oin-Oin, les automates et boîtes à musique, le Ballet Béjart, la Fête des vigneron, les découpages du Pays-d'Enhaut, même Philippe Saire, qui est un être vivant, pour entrer au patrimoine immatériel ; il est important de ne pas le confondre avec le virtuel. Mais il n'y a aucune trace du champignacisme. Notre « municiprince » semble décidément avoir pris le sujet à la légère. Donc, nous pensons que le Grand Prix du maire de Champignac mérite une place à l'inventaire du patrimoine culturel immatériel au même titre que Oin-Oin, le guet de la Cathédrale, Philippe Saire et le messenger boiteux. C'est pourquoi je dépose un amendement pour demander à la Municipalité de déposer le Grand Prix du maire de Champignac auprès du Canton et de défendre son inscription à l'inventaire du patrimoine culturel immatériel, conformément à la convention de l'UNESCO.

Amendement

Conclusion 2bis

De demander à la Municipalité de déposer le Grand prix du maire de Champignac auprès du Canton et de défendre son inscription à l'inventaire du patrimoine culturel immatériel, conformément à la Convention de l'UNESCO.

M. Alain Hubler (La Gauche) : – Monsieur le président, je réponds à votre question. L'article du Règlement sur lequel je m'appuie est le 453, alinéa 4 de mon Règlement virtuel. De plus, je constate que la Municipalité n'a toujours pas répondu à ma question : quelle procédure peut-on appliquer légalement pour amender un montant financier de zéro franc de 10 % ? J'aurais aimé, que le syndic mathématicien ou que la municipale des Finances règle ce problème ; à moins qu'un des juristes, qui sont bien muets ce soir, ne s'exprime sur le problème.

M. Nicolas Gillard (PLR) : – Lors d'une visite dans son taudis de misère d'un de ses collègues qui avait refusé la Légion d'honneur, le compositeur Erik Satie lui aurait dit : « C'est très fort, mais encore eût-il fallu ne pas l'avoir méritée ». Tous les honneurs tuent l'art, la vie et la spontanéité. Le Prix de Champignac est bien vivant et le restera aussi longtemps qu'il ne sera pas dans les guides publicitaires, dans les prix de l'UNESCO et dans les statues. Je vous propose donc de refuser l'amendement de M^{me} Knecht.

La discussion est close.

M. Roland Ostermann (Les Verts), rapporteur-remplaçant de majorité : – Les conclusions 1 et 2 ont été regroupées et acceptées par 7 voix contre 1 et 1 abstention. Les conclusions 3 et 4 ont été regroupées et acceptées par 8 voix contre 2.

La conclusion N° 1 est adoptée à une large majorité.

Le scrutin est ouvert, puis clos.

L'amendement Philippe Clivaz est adopté par 37 voix contre 23 et 3 abstentions.

Le scrutin est ouvert, puis clos.

L'amendement Evelyne Knecht est refusé par 38 voix contre 15 et 10 abstentions.

Les conclusions N°s 3 et 4 sont adoptées avec quelques avis contraires et 2 abstentions.

Le préavis est adopté avec quelques avis contraires et 3 abstentions.

Le Conseil communal de Lausanne

- vu le rapport-préavis N° 2010/55 de la Municipalité, du 27 octobre 2010 ;
- vu les rapports de majorité et de minorité de la commission nommée pour examiner cette affaire ;
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. d'accepter la réponse municipale à la pétition de l'Académie champignacienne demandant l'érection en ville de Lausanne d'un monument voué à la gloire du maire de Champignac ;
2. de renoncer à ériger un monument réel en faveur du champignacisme, celui-ci étant partie du patrimoine immatériel et devant le rester, mais de prendre acte, en revanche, que la célébration du champignacisme se fait sur maints endroits du territoire lausannois, en particulier dans le tunnel du m2 entre les stations Riponne et Flon, sous la place St-Laurent, à l'endroit appelé le « trou ou creux » et qu'une statue mobile et virtuelle est d'ores et déjà érigée à sa gloire ;
3. de financer cette statue virtuelle et gratuite en prélevant une somme nulle, mais proportionnellement répartie sur les budgets du Conseil communal (pour 100/107èmes) et du Secrétariat municipal (pour 7/107èmes) ;
4. d'accepter de refuser de consentir à porter cette dépense nulle en amortissement.

La séance est levée à 22 h 30.

Rédaction et mise en page : *Patricia Pacheco Delacoste*

Abonnements :

Bureau des huissiers
Place de la Palud
Case postale
1002 Lausanne
021 315 22 16

Annexe : Liste des membres du Conseil communal
Législature 2011-2016



conseil communal

Secrétariat
Hôtel de Ville
Pl. de la Palud 2
Case postale 6904
1002 Lausanne
Tél. 021/315.21.01/03

• L • a • u • s • a • n • n • e • •

LISTE

DES MEMBRES DU CONSEIL COMMUNAL

LEGISLATURE 2011 – 2016

(mise à jour : 8 décembre 2011)



Nom et prénom	Profession	Adresse	Professionnel	Privé	Télécopie	Courriel	Groupe
ABBET Raphaël	Architecte	Ch. de Beau-Rivage 17 CP 1000 Lausanne 6	021/635.17.17	079/350.09.66 021/601.26.25	021/635.17.19 021/616.32.15	abbetarch@mac.com architecture@abbet-abbet.com	UDC
ADAM Yves	Comédien Enseignant	Rte de Marin 5B 1000 Lausanne 26		079/673.78.65 021/601.32.24		yvesadam.mac@mac.com	SOC
ALLAZ Christelle	Infirmière	Av. de Chailly 5 1012 Lausanne		021/652.62.13		ch-allaz@hotmail.com	SOC
ALVAREZ HENRY Caroline	Cheffe de projet	Rue du Maupas 38 1004 Lausanne	021/316.53.37	076/593.58.38 021/646.48.05		caroline.alvarez@citycable.ch	SOC
ANSERMET Eddy	Imprimeur	Av. de la Chablière 35 1004 Lausanne	021/317.51.96	078/872.59.19 021/646.56.26	021/311.61.05	e.ansermet@imprivite.ch	PLR
AUBERT Eliane	Directrice école sup. santé	Ch. de la Chaumière 14 1010 Lausanne	021/557.07.50	078/634.12.67 021/311.73.35	021/557.07.60	eliane.aubert@vd.ch elaubert@bluewin.ch	PLR
BEAUD Valéry	Ingénieur EPFL en environnement	Rue de la Pontaise 6B 1018 Lausanne	021/653.64.45	079/513.94.72 021/648.07.89	021/653.21.28	valery.beaud@gmail.com	V
BENDAHAN Samuel	Economiste Chargé de cours	Ch. de Montmeillan 10 1005 Lausanne	078/787.34.22	078/787.34.22		s.b@bluewin.ch	SOC
BÉRARD Marlène	Juriste	Ch. du Bois-de-Vaux 19B 1007 Lausanne		078/710.44.43 021/624.88.13		marlene.berard@sunrise.ch	PLR
BERGMANN Sylvianne	Juriste	Av. Florimont 22 1006 Lausanne		079/862.32.73 021/323.98.74		sylbergmann@hotmail.com	V
BETTSCHART-NARBEL Florence	Avocate Féd. Romande des Consommateurs	Av. des Mousquines 38 1005 Lausanne	021/331.00.90	076/347.08.87 021/711.07.27	021/711.07.27	fnarbel@swissonline.ch	PLR
BIÉLER Benoît	Géographe Urbaniste	Rue du Maupas 45 1004 Lausanne		076/321.22.56 021/544.76.82		benoit.bieler@haldimand15.ch	V
BLANC Christiane	Constructrice métallique	Rte de Cojonnex 2C 1000 Lausanne 25		079/376.24.02 021/784.27.34	021/784.27.34	blanc.christi@gmail.com andre.blanc.lausanne@gmail.com	PLR
BLANC Mathieu	Avocat	Av. Sainte-Luce 10 1003 Lausanne	021/863.63.00	079/488.53.41		mblanc@forriep.ch	PLR
BONNARD Claude	Chimiste Coll. sci. EPFL	Rue de l'Aurore 3 1005 Lausanne	021/693.06.01	076/372.75.14 021/312.75.14		claud.bonnard@citycable.ch	V
BRÉLAZ-BUCHS Marie-Ange	Mère au foyer	Rte du Jorat 41B 1000 Lausanne 27		079/257.18.32 021/784.51.05		marie-ange.b@citycable.ch	V
BUCLIN Hadrien	Assistant UNIL	Pl. du Vallon 2 1005 Lausanne		078/610.81.15		hadrien.buclin@unil.ch	G



Nom et prénom	Profession	Adresse	Professionnel	Privé	Télécopie	Courriel	Groupe
BÜRGIN Daniel	Ingénieur informaticien	Rue St-Roch 30 1004 Lausanne	021/633.16.71	021/312.30.92		dbu@edenpics.com	UDC
CACHIN Jean-François		Rte de Praz-Gilliard 4 1000 Lausanne 26		079/446.21.18 021/784.15.00	021/784.15.00	jf-cachin@citycable.ch	PLR
CALAME Maurice	Architecte EPFL-SIA	Av. de Béthusy 62 1012 Lausanne	021/653.32.30	079/285.59.05 021/616.43.29	021/653.32.55	maurice.calame@citycable.ch	PLR
CHAUTEMS Jean-Marie	Bibliothécaire	Av. de Collonges 11 1004 Lausanne	021/314.50.81	079/442.16.45 021/646.80.59		jean-marie.chautems@bluewin.ch jean-marie.chautems@chuv.ch	SOC
CHENAUX MESNIER Muriel	Secrétaire syndicale	Ch. de Primerose 51 1007 Lausanne	021/310.66.18	078/802.08.72 021/624.67.85	021/310.66.01	muriel.chenaux@unia.ch muriel.mesnier@citycable.ch	SOC
CHOLLET Jean-Luc	Agriculteur	Rte d'Oron 127 1010 Lausanne		078/912.93.59 021/652.37.55	021/652.83.75	jean-luc.chollet@hotmail.com	UDC
CLIVAZ Philippe	Secrétaire général Visions du Réel Nyon	Av. du Temple 21C 1012 Lausanne	022/365.44.52	079/643.75.67 021/616.41.43	022/365.44.50	ph.clivaz@citycable.ch	SOC
CRAUSAZ MOTTIER Magali	Secrétaire	Ch. de Pierrefleur 50 1004 Lausanne	021/312.06.76	079/609.53.38 021/601.16.15	021/320.06.97	magali@popvaud.ch	G
de HALLER Xavier	Juriste	Ch. des Bruyères 1 1007 Lausanne		079/362.51.53 021/601.72.36		xavier.dehaller@swissnet.org	PLR
de MEURON Thérèse	Politologue	Av. de Rumine 19 B 1005 Lausanne		079/691.65.00 021/311.78.65		therese.demeuron@bluewin.ch	PLR
DECOLLOGNY Anne-Françoise	Retraitée	Av. Vinet 13 1004 Lausanne		079/820.61.33 021/312.65.12		anne.decollogny@bluewin.ch	SOC
DOLIVO Jean-Michel	Avocat	Av. Vinet 14 1004 Lausanne	021/317.50.70	078/802.84.66 021/648.36.90	021/317.50.79	jm.dolivo@collectifave.ch	G
DUCOMMUN Philippe	Inspecteur de police	Rte de Montheron 59 1053 Cugy	021/315.15.15	021/648.47.57		ducommun@udc-vaud.ch	UDC
FALLER Olivier	Musicien	Av. du Léman 16 1005 Lausanne	021/312.44.42	078/722.19.35 021/323.02.52	021/312.91.73	ofaller@bluewin.ch	SOC
FERRARI Yves	Architecte Sociologue	Rte Aloys-Fauquez 27 1018 Lausanne	021/648.10.76	079/549.65.40 021/648.10.62	086+N° mobile	yves.ferrari@verts.ch	V
FIORA-GUTTMANN Martine	Hôtière	Av. de l'Esplanade 1D 1012 Lausanne	079/358.36.04		021/653.40.60	info@martinefiora.ch	PLR
FRACHEBOUD Cédric	Ramoneur	Ch. de Praz-Séchaud 40 1010 Lausanne		079/214.33.75 021/653.49.93		cfrache@bluewin.ch	UDC



Nom et prénom	Profession	Adresse	Professionnel	Privé	Télécopie	Courriel	Groupe
FRUND Sarah	Psychologue	Ch. du Bois-Gentil 58 1018 Lausanne		078/646.43.56 021/646.28.70		sarah.frund@lausanne-cc.org	G
GAILLARD Benoît	Secrétaire politique	Rue du Valentin 62 1004 Lausanne		079/773.47.61		benoit.gaillard@ps-lausanne.ch	SOC
GAUDARD Guy	Installateur électricien diplômé	Route de Marin 9 1000 Lausanne 26	021/711.12.13	079/447.30.25	021/711.12.12	guy.gaudard@bluewin.ch	PLR
GAZZOLA Gianfranco	Retraité	Av. de la Chablière 24 1004 Lausanne		079/417.53.54 021/647.85.97		g.gazzola@sunrise.ch	SOC
GEBHARDT André	Menuisier	Case postale 111 1032 Romanel s/Lausanne	021/646.11.41	079/606.20.25 021/646.11.41	021/648.64.89	a.geb@romandie.com	V
GENDRE Jean-Pascal	Directeur Ingénieur civil EPF	CSD Ing. SA CP 60 1007 Lausanne	021/620.70.70	079/435.25.08 021/616.52.28	021/620.70.01	jp.gendre@csd.ch	PLR
GHELFI Fabrice	Economiste Chef de service	Ch. de Pierrefleur 25A 1004 Lausanne	021/316.51.44	079/507.27.40 021/646.81.90		les.ghelfi@citycable.ch fabrice.ghelfi@vd.ch	SOC
GILLARD Nicolas	Avocat	Pl. St-François 1 – CP 7191 1002 Lausanne	021/349.19.19	079/596.74.13 021/311.27.77		ngillard@carrard-associes.ch	PLR
GRABER Nicole	Architecte Paysagiste	Av. du Léman 42 1005 Lausanne	021/963.64.45	078/823.87.00 021/711.18.67		nicole.graber@gmail.com	V
GRAF Albert	Huissier courrier	Ch. du Val-d'Angrogne 6 1012 Lausanne	021/315.72.26	079/204.81.80 021/652.50.16		albert.graf@bluewin.ch albert.graf@lausanne.ch	UDC
GRIN Claude Nicole	Ethnologue Anthropologue	Rue Charles-Vuillermet 6 1005 Lausanne	079/345.68.78	079/345.68.78		grandfa@citycable.ch	V
GUEX Sébastien	Professeur Université Lausanne	Av. de Sévery 4 1004 Lausanne	021/692.29.37	021/616.28.60		sebastien.guex@unil.ch	G
GUIDETTI Laurent	Architecte	Av. du Rond-Point 3 1006 Lausanne	021/331.04.40	079/587.74.05 021/647.65.77		laurent.guidetti@citycable.ch guidetti@tribu-architecture.ch	SOC
HENCHOZ Jean-Daniel	Empl. assurances indépendant	Ch. du Grillon 5 1007 Lausanne		079/464.82.84 021/617.74.06		jd.henchoz@bluewin.ch	PLR
HILDBRAND Pierre-Antoine	Juriste	Av. Floréal 7 1006 Lausanne	021/796.33.00	076/586.82.22		pahildbrand@hotmail.com	PLR
HMIDA-CHATELAIN Caroline	Assistante en informatique	Av. du Grey 10 1004 Lausanne	021/315.26.14	076/563.92.62 021/646.92.62	021/315.20.20	hmida@udc-vaud.ch	UDC
HUBLER Alain	Enseignant	Rue Curtat 6 1005 Lausanne		079/310.96.78		hubler@mac.com	G



Nom et prénom	Profession	Adresse	Professionnel	Privé	Télécopie	Courriel	Groupe
JACQUAT Philippe	Médecin	Ch. Simplemont 3 1005 Lausanne	021/647.27.11	079/310.27.29 021/323.88.66	021/647.27.12	philippe.jacquat@ereutophobie.ch philippe.jacquat@citycable.ch	PLR
JAQUET-BERGER Christiane	Journaliste	Av. de Béthusy 60 1012 Lausanne		079/449.46.61 021/652.23.51		christiane.jaquet@gmail.com	G
KLUNGE Henri	Ingénieur chimiste	Av. Beauregard 1 1007 Lausanne	027/766.12.87	078/835.16.01 021/320.81.18		henri@klunge.ch	PLR
KNECHT Evelyne	Comédienne	Rue Curtat 6 1005 Lausanne	079/604.08.14			evelyne@popvaud.ch	G
KNECHT Mirelle	Assistante sociale	Ch. de Maillefer 123 1018 Lausanne	021/342.03.39	079/639.00.20 021/648.64.31		myrelek@citycable.ch myrele.knecht@psb.admin.ch	SOC
LAPIQUE Gaëlle	Chargée de projet ONG	Rue du Bugnon 22 1005 Lausanne	031/307.22.48	078/629.90.74		gal.lapique@gmail.com	V
LAURENT Jean-Luc	Inspecteur police cantonale du commerce	Av. de Chailly 34 1012 Lausanne	021/316.46.02	079/415.54.44 021/653.39.16		jean-luc.laurent@vd.ch	UDC
LITZISTORF SPINA Natacha	Directrice Politologue	Rue de l'Ale 41 1003 Lausanne	022/329.99.29	021/311.55.79		litzistorf@equiterre.ch	V
LONGCHAMP Françoise	Enseignante	Ch. de Grésy 19 1012 Lausanne		079/210.61.58 021/652.63.97	021/652.63.97	francoise.longchamp@bluewin.ch francoise.longchamp@bluemail.ch	PLR
MACH André	Enseignant UNIL	Rue Curtat 10 1005 Lausanne	021/692.31.36	021/320.80.03		andre.mach@unil.ch	SOC
MARTI Manuela	Assistante de direction	Av. Juste-Olivier 22 1006 Lausanne		079/210.76.45 021/320.20.02		manuelamarti@bluewin.ch	SOC
MAYOR Isabelle	Animatrice	Av. de Montchoisi 25 1006 Lausanne	079/409.28.34	079/409.28.34 021/601.95.94	021/601.95.94	mayorisabelle@yahoo.fr	V
MEYSTRE Gilles	Secrétaire politique	Ch. du Bois-de-Vaux 19B 1007 Lausanne	021/320.80.21	079/204.52.15 021/624.88.13	021/320.60.86	gilles.meystre@radicaux.ch gilles.meystre@gmail.com	PLR
MICHAUD GIGON Sophie							V
MICHEL Stéphane	Travailleur social	Ch. de Beau-Val 2 1012 Lausanne		078/835.74.80 021/653.62.15		stephane.michel@bluewin.ch	SOC
MIVELAZ Philippe	Urbaniste	Route du Pavement 117 1018 Lausanne	021/316.74.41	079/695.96.71 021/653.78.72		ph.mivelaz@bluewin.ch ph.mivelaz@me.com	SOC
MOSCHENI Fabrice		Av. de Cour 38 1007 Lausanne	021/619.06.75	079/658.49.24		moscheni@udc-vaud.ch fmoscheni@yahoo.fr	UDC



Nom et prénom	Profession	Adresse	Professionnel	Privé	Télécopie	Courriel	Groupe
MÜLLER Elisabeth	Nutritionniste retraitée	Av. Vinet 11 1004 Lausanne		021/320.25.81		emmuller@bluewin.ch	V
NSENGIMANA Nkiko	Politologue Chef de projet	Ch. du Salève 8 1004 Lausanne	021/315.62.15	079/959.37.28 021/648.74.04		nkiko.nsengimana@bluewin.ch nkiko.nsengimana@lausanne.ch	V
OBERSON Pierre	Resp. transports Emmi Interfrais	Rte du Pavement 5 1018 Lausanne	021/731.00.51	079/448.61.46 021/647.86.20		oberson@udc-vaud.ch	UDC
OSTERMANN Roland	Retraité	Rte de Praz-Gilliard 15 1000 Lausanne 26		021/784.15.23		ostermann@bluewin.ch	V
PACCAUD Isabelle	Historienne	Av. d'Echallens 113 1004 Lausanne		021/647.76.39		isabellepaccaud@gmail.com	G
PAYOT David	Travailleur social	Ch. du Bois-Gentil 58 1018 Lausanne	021/320.53.93	078/647.12.86 021/646.28.70		david.payot@lausanne-cc.org	G
PERNET Jacques	Hôtelier	Av. Verdeil 12 1005 Lausanne	021/614.90.00	079/600.21.06 021/729.02.45	021/614.90.01	jpernet@hotelbellerive.ch	PLR
PERRIN Charles-Denis	Ingénieur EPFL Lic. HEC	Ch. des Coumenets 12B 1000 Lausanne 26		079/447.21.38 021/784.12.69		cd.perrin@bluewin.ch	PLR
PETERS Solange	Médecin oncologue	Av. des Figuiers 19 1007 Lausanne	079/556.01.92	078/759.43.76 021/729.31.40	021/314.01.67	solange.peters@chuv.ch	SOC
PHILIPPOZ Roland	Infirmier	Plaines-du-Loup 70 1018 Lausanne	021/643.62.29	078/603.08.58 021/647.18.97		rphilippoz@yahoo.com	SOC
PICARD Bertrand	Délégué médical	Ch. de Bérée 56 1010 Lausanne	021/652.90.62	021/652.90.22	021/652.90.76	bpicard@bluewin.ch	PLR
RAPAZ Roland	Directeur d'établ. scolaire à la retraite	Ch. de Montétan 11 1004 Lausanne		021/646.46.96		roland.rapaz@citycable.ch	SOC
REBEAUD Laurent	Journaliste	Av. de Chailly 22 1012 Lausanne	021/316.05.14	079/457.41.13 021/652.65.25	021/316.40.52	lrebeaud@citycable.ch	V
RESPLENDINO Janine	Cadre infirmière	Ch. des Diablerets 4 1012 Lausanne	021/316.42.12	021/652.96.04	021/316.42.72	jresplen@citycable.ch	G
ROSSI Vincent	Ing. EPFL - analyste environnement	Rue du Bugnon 22 1005 Lausanne	021/693.91.94	078/638.63.21 021/311.73.88	021/693.91.96	vincent.rossi@bluewin.ch vincent.rossi@quantis-intl.com	V
RUF Florian	Formateur pour adultes	Av. du Grammont 16 1007 Lausanne		076/505.05.61 021/601.23.61		florianruf.ch@gmail.com	SOC
RUIZ Rebecca	Criminologue	Rue du Valentin 62 1004 Lausanne		076/567.87.37 021/312.18.81		rebeccaruiz@bluewin.ch rebecca.ruiz@ps-lausanne.ch	SOC



Nom et prénom	Profession	Adresse	Professionnel	Privé	Télécopie	Courriel	Groupe
RUIZ VAZQUEZ Francisco		Av. de Riant-Mont 10 1004 Lausanne		076/516.56.34 021/312.17.24		frruiz@bluewin.ch	SOC
SANSONNENS Julien	Chargé de recherche	Rte du Pavement 31 1018 Lausanne	021/314.78.66	078/607.19.79		julien@jsansonnens.ch	G
SAUGEON Esther	Employée de commerce	Av. des Toises 18 1005 Lausanne		079/304.65.30 021/652.67.09		esther.saugeon@lausanne-cc.org	UDC
SCHLIENGER Sandrine	Employée de commerce	Quartier de la Violette 3 1018 Lausanne		078/607.95.33 021/647.70.05		sandrine.schlienger@gmail.com	UDC
STAUBER Philipp	Entrepreneur	Ch. du Salève 15 1004 Lausanne	021/683.26.80	079/607.45.94 021/647.25.20		stauber.partner@bluewin.ch	UDC
THAMBIPILLAI Namasivayam	Pharmacien	Rue du Valentin 23 1004 Lausanne	021/312.41.44	079/796.78.50 021/311.53.10	021/311.29.02	nthambipillai@yahoo.com	SOC
TREZZINI Giampiero	Chef de projet	Av. Bergières 22 1004 Lausanne	021/316.42.45	078/712.16.43 021/646.51.38		giampiero@trezzini.net	V
TSCHOPP Jean	Juriste	Av. de Sévelin 4B 1007 Lausanne	021/692.28.22	078/809.19.10 021/647.43.73		jean.tschopp@gmail.com	SOC
VELASCO Maria	Conseillère sociale	Tribunal-Fédéral 38 1005 Lausanne	021/692.21.16	021/329.09.08	021/692.21.15	maria.velasco@unil.ch	V
VOIBLET Claude-Alain		Av. Vallombreuse 50 1004 Lausanne	021/806.32.90	079/251.22.06	021/806.32.91	voiblet@udc-vaud.ch	UDC
VOUTAT Marlène	Secrétaire-comptable	Ch. des Fleurettes 23 1007 Lausanne	021/315.68.08	079/743.14.68 021/617.27.48		voutat.m@bluewin.ch marlenevoutat@yahoo.fr	G
WERMELINGER Elisabeth	Cheffe de projet Etat de Vaud	Av. de France 33 1004 Lausanne	021/316.30.52	079/425.69.78 021/626.26.62		elisabeth.wermelinger@vd.ch elisabeth.wermelinger@bluewin.ch	SOC
WILD Diane	Biologiste Key Account Manager	Av. Verdeil 1 1005 Lausanne		079/449.46.78 021/351.42.04	021/351.42.05	d.wild@bluewin.ch	PLR
ZUERCHER Magali	Architecte EPFL Urbaniste FSU	Av. du Rond-Point 25 1006 Lausanne	021/619.90.90	079/509.83.59 021/601.83.59	021/619.90.99	magali_zuercher@bluemail.ch	SOC
ZÜRCHER Anna	Assistante sociale	Ch. des Bossons 13 1018 Lausanne	021/557.05.00	079/356.55.03 021/646.05.15		anna.zurcher@bluewin.ch	SOC



LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL PAR GROUPE

1. GROUPE SOCIALISTE

(29 membres)

Président : M. Philippe **Mivelaz**

- | | |
|-------------------------------------|-------------------------------------|
| 1. Adam Yves | 16. Marti Manuela |
| 2. Allaz Christelle | 17. Michel Stéphane |
| 3. Alvarez Henry Caroline | 18. Mivelaz Philippe |
| 4. Bendahan Samuel | 19. Peters Solange |
| 5. Chautems Jean-Marie | 20. Philippoz Roland |
| 6. Chenaux Mesnier Muriel | 21. Rapaz Roland |
| 7. Clivaz Philippe | 22. Ruf Florian |
| 8. Decollogny Anne-Françoise | 23. Ruiz Rebecca |
| 9. Faller Olivier | 24. Ruiz Vazquez Francisco |
| 10. Gaillard Benoît | 25. Thambipillai Namasivayam |
| 11. Gazzola Gianfranco | 26. Tschopp Jean |
| 12. Ghelfi Fabrice | 27. Wermelinger Elisabeth |
| 13. Guidetti Laurent | 28. Zuercher Magali |
| 14. Knecht Mirelle | 29. Zürcher Anna |
| 15. Mach André | |

2. GROUPE PLR

Les Libéraux-Radicaux

(24 membres)

Président : M. Pierre-Antoine **Hildbrand**

- | | |
|--------------------------------------|-------------------------------------|
| 1. Ansermet Eddy | 13. Gendre Jean-Pascal |
| 2. Aubert Eliane | 14. Gillard Nicolas |
| 3. Bérard Marlène | 15. Henchoz Jean-Daniel |
| 4. Bettschart-Narbel Florence | 16. Hildbrand Pierre-Antoine |
| 5. Blanc Christiane | 17. Jacquat Philippe |
| 6. Blanc Mathieu | 18. Klunge Henri |
| 7. Cachin Jean-François | 19. Longchamp Françoise |
| 8. Calame Maurice | 20. Meystre Gilles |
| 9. de Haller Xavier | 21. Pernet Jacques |
| 10. de Meuron Thérèse | 22. Perrin Charles-Denis |
| 11. Fiora-Guttmann Martine | 23. Picard Bertrand |
| 12. Gaudard Guy | 24. Wild Diane |



3. GROUPE 'LES VERTS'

(20 membres)

Présidence : M^{me} Isabelle **Mayor** et M. Benoît **Biéler**

- | | |
|-----------------------------------|-------------------------------------|
| 1. Beaud Valéry | 11. Litzistorf Spina Natacha |
| 2. Bergmann Sylvianne | 12. Mayor Isabelle |
| 3. Biéler Benoît | 13. Michaud Gigon Sophie |
| 4. Bonnard Claude | 14. Müller Elisabeth |
| 5. Brélaz-Buchs Marie-Ange | 15. Nsengimana Nkiko |
| 6. Ferrari Yves | 16. Ostermann Roland |
| 7. Gebhardt André | 17. Rebeaud Laurent |
| 8. Graber Nicole | 18. Rossi Vincent |
| 9. Grin Claude Nicole | 19. Trezzini Giampiero |
| 10. Lapique Gaëlle | 20. Velasco Maria |

4. GROUPE UDC

Union Démocratique du Centre

(14 membres)

Président : M. Philipp **Stauber**

- | | |
|------------------------------------|---------------------------------|
| 1. Abbet Raphaël | 8. Laurent Jean-Luc |
| 2. Bürgin Daniel | 9. Moscheni Fabrice |
| 3. Chollet Jean-Luc | 10. Oberson Pierre |
| 4. Ducommun Philippe | 11. Saugeon Esther |
| 5. Fracheboud Cédric | 12. Schlienger Sandrine |
| 6. Graf Albert | 13. Stauber Philipp |
| 7. Hmida-Chatelain Caroline | 14. Voiblet Claude-Alain |

5. GROUPE 'LA GAUCHE'

POP & Gauche en mouvement, solidaritéS, indépendants

(13 membres)

Président : M. Alain **Hubler**

- | | |
|------------------------------------|-------------------------------|
| 1. Buclin Hadrien | 8. Knecht Evelyne |
| 2. Crausaz Mottier Magali | 9. Paccaud Isabelle |
| 3. Dolivo Jean-Michel | 10. Payot David |
| 4. Frund Sarah | 11. Resplendino Janine |
| 5. Guex Sébastien | 12. Sansonnens Julien |
| 6. Hubler Alain | 13. Voutat Marlène |
| 7. Jaquet-Berger Christiane | |



BUREAU DU CONSEIL

2011-2012

Président :

M. Claude-Alain Voiblet (UDC)

1^{re} vice-présidente :

M^{me} Janine **Resplendino** (La Gauche)

2^e vice-présidente :

M^{me} Natacha **Litzistorf Spina** (Les Verts)

Scrutateur :

M. André **Gebhardt** (Les Verts)

Scrutatrice :

M^{me} Elisabeth **Wermelinger** (Socialiste)

Scrutateurs suppléants :

M. Olivier **Faller** (Socialiste)

M. Jacques **Pernet** (Libéral-Radical)

Secrétariat du Conseil :

Secrétaire du Conseil :

M. Frédéric **Tétaz**

Tél. : 021/315.21.01

Télécopie : 021/315.20.02

Courriel : frederic.tetaz@lausanne.ch

Assistante du Secrétaire du Conseil :

M^{me} Dominique **Monbaron**

Tél. : 021/315.21.03

Télécopie : 021/315.20.07

Courriel : dominique.monbaron@lausanne.ch

Secrétaires (gestion électronique de documents) :

M^{me} Brigitte **Paillard**

Tél. : 021/315.21.06

Courriel : brigitte.paillard@lausanne.ch

M^{me} Corinne **Zoss**

Tél. : 021/315.21.06

Courriel : corinne.zoss@lausanne.ch

Rédactrice du Bulletin du Conseil :

M^{me} Patricia **Pacheco Delacoste**

Courriel : patricia.pacheco@lausanne.ch

Bureau électoral général :

Président :

M. Claude-Alain **Voiblet** (UDC), président du Conseil

Membres :

M. André **Gebhardt** (Les Verts), scrutateur

M^{me} Elisabeth **Wermelinger** (Socialiste), scrutatrice

Secrétaire:

M. Frédéric **Tétaz**, secrétaire du Conseil

Vice-présidente :

M^{me} Janine **Resplendino** (La Gauche),

1^{re} vice-présidente du Conseil



COMMISSIONS PERMANENTES

(élues le 28 juin 2011 pour la législature 2011-2016)

GESTION

Membres :

1. Raphaël **Abbet**, UDC
2. Eddy **Ansermet**, libéral-radical
3. Maurice **Calame**, libéral-radical
4. Gianfranco **Gazzola**, socialiste
5. Claude Nicole **Grin**, Les Verts
6. Jean-Daniel **Henchoz**, libéral-radical
7. Alain **Hubler**, La Gauche
8. Philippe **Jacquat**, libéral-radical
9. Manuela **Marti**, socialiste
10. Roland **Ostermann**, Les Verts
11. Roland **Philippoz**, socialiste, *président*
12. Vincent **Rossi**, Les Verts
13. Florian **Ruf**, socialiste
14. Julien **Sansonnens**, La Gauche, *2^e vice-président*
15. Esther **Saugeon**, UDC, *1^{re} vice-présidente*

FINANCES

Membres :

1. Samuel **Bendahan**, socialiste
2. Sylvianne **Bergmann**, Les Verts
3. Claude **Bonnard**, Les Verts
4. Hadrien **Buclin**, La Gauche
5. Jean-François **Cachin**, libéral-radical
6. Philippe **Clivaz**, socialiste, *2^e vice-président*
7. Fabrice **Ghelfi**, socialiste
8. Pierre-Antoine **Hildbrand**, libéral-radical, *1^{er} vice-président*
9. Jean-Luc **Laurent**, UDC
10. Françoise **Longchamp**, libérale-radical
11. David **Payot**, La Gauche
12. Rebecca **Ruiz**, socialiste
13. Philipp **Stauber**, UDC
14. Giampiero **Trezzini**, Les Verts, *président*
15. Jean **Tschopp**, socialiste



PÉTITIONS

Membres :

1. Caroline **Alvarez Henry**, socialiste
2. Marie-Ange **Brélaz-Buchs**, Les Verts
3. Xavier **de Haller**, libéral-radical
4. Martine **Fiora-Guttmann**, libérale-radical
5. Henri **Klunge**, libéral-radical, *2^e vice-président*
6. Evelyne **Knecht**, La Gauche
7. Nkiko **Nsengimana**, Les Verts, *président*
8. Francisco **Ruiz Vazquez**, socialiste
9. Sandrine **Schlienger**, UDC
10. Anna **Zürcher**, socialiste, *1^{re} vice-présidente*

RECOURS EN MATIÈRE D'IMPÔT COMMUNAL

Membres :

1. Samuel **Bendahan**, socialiste
2. Sylvianne **Bergmann**, Les Verts
3. Magali **Crausaz Mottier**, La Gauche
4. Nicolas **Gillard**, libéral-radical
5. Jean-Luc **Laurent**, UDC

Suppléant-e-s :

1. Florence **Bettschart-Narbel**, libérale-radical
2. Claude **Bonnard**, Les Verts
3. Cédric **Fracheboud**, UDC
4. Philippe **Mivelaz**, socialiste
5. David **Payot**, La Gauche

POLITIQUE RÉGIONALE

Membres :

1. Yves **Adam**, socialiste
2. Eliane **Aubert**, libérale-radical
3. Valéry **Beaud**, Les Verts
4. Maurice **Calame**, libéral-radical, *président*
5. Jean-Luc **Chollet**, UDC
6. Anne-Françoise **Decollogny**, socialiste
7. Benoît **Gaillard**, socialiste
8. Laurent **Guidetti**, socialiste
9. Christiane **Jaquet-Berger**, La Gauche
10. Natacha **Litzistorf Spina**, Les Verts
11. Gilles **Meystre**, libéral-radical
12. Sophie **Michaud Gigon**, Les Verts
13. Fabrice **Moscheni**, UDC
14. Marlène **Voutat**, La Gauche
15. Diane **Wild**, libérale-radical



ORGANISATION DE LA MUNICIPALITÉ

dès le 1^{er} juillet 2011

Syndic : M. Daniel Brélaz

Vice-président : M. Marc **Vuilleumier**

Administration générale :

M. Daniel Brélaz

Suppléant : M. Marc Vuilleumier

Hôtel de Ville

Pl. de la Palud 2

Case postale 6904

1002 Lausanne

Sécurité publique et Sports:

M. Marc Vuilleumier

Suppléante : M^{me} Florence Germond

Rue du Port-Franc 18

Case postale 5354

1002 Lausanne

Culture et Logement :

M. Grégoire Junod

Suppléant : M. Olivier Français

Place Chauderon 9

Case postale 5032

1002 Lausanne

Travaux :

M. Olivier Français

Suppléant : M. Oscar Tosato

Rue du Port-Franc 18

Case postale 5354

1002 Lausanne

Enfance, Jeunesse et Cohésion sociale :

M. Oscar Tosato

Suppléant : M. Jean-Yves Pidoux

Place Chauderon 9

Case postale 5032

1002 Lausanne

Finances et Patrimoine vert :

M^{me} Florence Germond

Suppléant : M. Grégoire Junod

Place Chauderon 9

Case postale 5032

1002 Lausanne

Services industriels :

M. Jean-Yves Pidoux

Suppléant : M. Daniel Brélaz

Place Chauderon 23

Case postale 7416

1002 Lausanne



Secrétaire municipal :

M. Christian **Zutter**

Secrétaire municipal adjoint :

M. Sylvain **Jaquenoud**

Secrétaire municipal remplaçant :

M. Jean **Borloz**

Secrétariat municipal :

Hôtel de Ville
Pl. de la Palud 2
Case postale 6904
1002 Lausanne
Tél. 021/315.22.15

Huissiers du Conseil :

M. François **Lebet**
M. Christian **Kiefer**
M. Jean-François **Deschenaux**
Tél. 021/315.22.16

Renseignements pour abonnements
au Bulletin et à la documentation du
Conseil communal :

Huissiers du Conseil
Tél. 021/315.22.16

Conciergerie de l'Hôtel de Ville :

M. Michel **Berset**
Tél. 021/315.22.71/72

